

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA QUESTION
de
L'ORGANISATION INTERNATIONALE
de
L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 31 mai 1929, à 2 heures

PAR

Frédéric MOUTTÉ

Président : M. OUALID, professeur

*Suffragants : { MM. AFTALION, professeur
PICARD, professeur*

PARIS

JOUBE & C^e ÉDITEURS

36 RUE RACINE

—
1929

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA QUESTION
de
L'ORGANISATION INTERNATIONALE
de
L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 31 mai 1929, à 2 heures

PAR

Frédéric MOUTTÉ

Président : M. OUALID, professeur

*Suffragants : { MM. AFTALION, professeur
PICARD, professeur*

PARIS

JOUVE & C^e ÉDITEURS

15, RUE RACINE 15

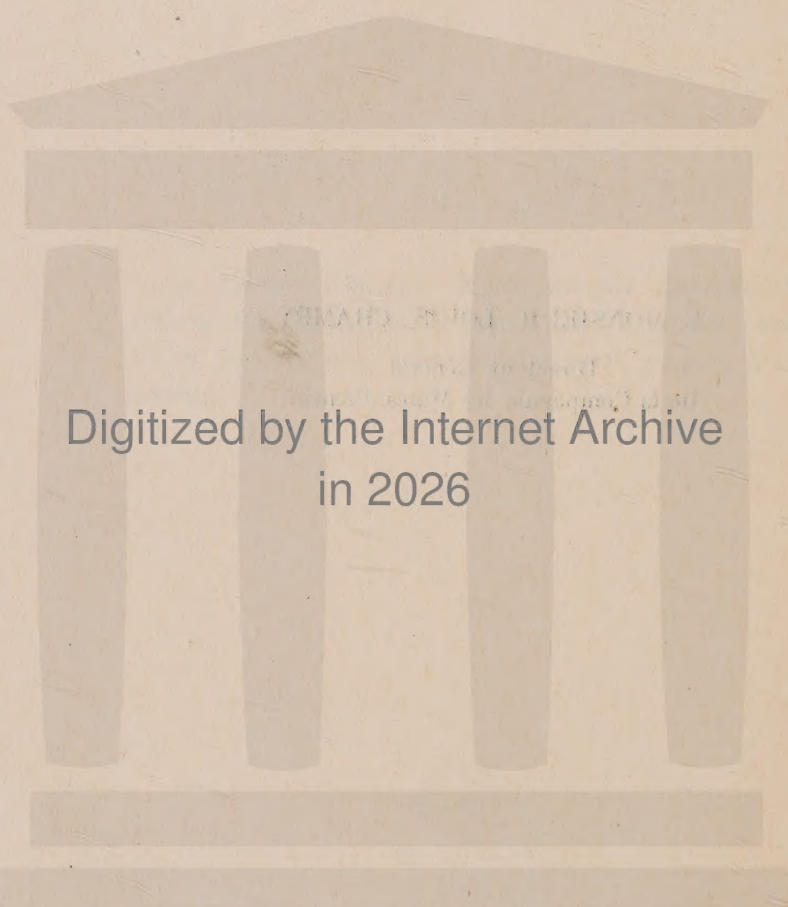
—
1929

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opi-
nions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*



A MONSIEUR LOUIS CHAMPY

Directeur Général
de la Compagnie des Mines d'Anzin



Digitized by the Internet Archive
in 2026

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE

L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE DANS LE MONDE

AVANT-PROPOS

Étude statistique et économique

CHAPITRE I. — L'âge de la houille	22
— II. — Ressources de charbon et de lignite	25
— III. — Conditions générales de l'industrie charbonnière.....	28
— IV. — Production	33
— V. — Consommation	41
— VI. — Prix	44
— VII. — Importations et exportations	47
Section I. — Conditions des importations et exporta- tions	47
— II. — Les marchés de houille d'avant-guerre.	49
— III. — Les marchés de houille d'après-guerre.	51
CHAPITRE VIII. — Organisation	53
— IX. — Avenir de l'utilisation de la houille	55
Section I. — L'utilisation rationnelle et chimique de la houille.....	56
— II. — La concurrence du pétrole	62

CHAPITRE III. — La production d'énergie hydroélectrique	64
---	----

Etude sociale

CHAPITRE I. — Généralités	69
— II. — Les interventions législatives	73
— III. — Les salaires des mineurs.....	75
— IV. — L'uniformisation des conditions de travail des mineurs	79
— V. — L'enquête du B. I. T.	82
Section I. — Méthode de l'enquête	82
— II. — Résultats de l'enquête pour l'Europe ..	83
— III. — Résultats de l'enquête pour les pays extra-européens	87
CHAPITRE VI. — Le syndicalisme et les mineurs.....	90
Section I. — Généralités	90
— II. — Le syndicalisme en Europe depuis la Grande guerre	94
— III. — La fédération internationale et les fédérations nationales des mineurs.....	96

DEUXIÈME PARTIE

LA CRISE CHARBONNIÈRE MONDIALE

CHAPITRE I. — La guerre de 1914-1918.....	101
— II. — L'après-guerre. Division de l'étude de la crise	103
— III. — Premier groupe	107
Section I. — La Grande-Bretagne	107
— II. — L'Allemagne	114
— III. — La Pologne	122
— IV. — La Belgique	125
— V. — La Tchécoslovaquie	127
CHAPITRE IV. — Deuxième groupe	129

Section I. — La France	129
{ L'Espagne.....	133
{ La Hollande.....	134
— II. — { Le Canada.....	135
{ Le Japon.....	135
{ L'Australie	136
{ L'Inde.....	137
CHAPITRE V. — Troisième groupe	138
Section I. — Les Etats-Unis	138
— II. — L'Afrique du Sud	142
La Chine	143
La Russie	144
CHAPITRE VI. — L'Italie	146
— VII. — Résumé et situation actuelle de la crise.	148

TROISIÈME PARTIE

LES SOLUTIONS NATIONALES

AVANT-PROPOS

CHAPITRE I. — La Grande-Bretagne.....	155
Section I. — L'enquête de la Commission Samuel....	156
— II. — L'évolution des idées en 1927 et 1928 et les tendances vers l'organisation ..	160
— III. — Les plans de districts :	167
1 ^o Le plan du Sud du Pays de Galles.	167
2 ^o Les plans des Midlands	171
3 ^o Le plan de l'Ecosse	173
4 ^o Le Northumberland et le Durham	174
— IV. — Les tentatives de coordination des plans de districts	175
— V. — Les fusions.....	179
CHAPITRE II. — L'Allemagne	183
Section I. — Le Syndicat Rhénan Westphalien du charbon.....	183

Section II. — Les autres syndicats	189
— III. — Les difficultés actuelles de l'économie charbonnière.....	190
CHAPITRE III. — La Pologne, la Tchécoslovaquie.....	193
— IV. — La Belgique.....	196
Section I. — Le projet Wauters	196
— II. — La Commission mixte consultative	199
— III. — La concentration commerciale et tech- nique en 1928	201
CHAPITRE V. — La France	205
— VI. — L'Espagne.....	209
— VII. — L'Australie.....	212
— VIII. — Les Etats-Unis	215
— IX. — La Nationalisation du sous-sol	220
Section I. — La nationalisation des mines en Grande- Bretagne.....	221
Le rapport Sankey	222
Critique du rapport Sankey.....	228
Projets de la Fédération des mineurs et du Labour Party.....	231
— II. — La socialisation des mines en Allema- gne	233
La loi sur l'économie du charbon.....	235
Le projet de socialisation intégrale.....	237
Mines de charbon constituant des entreprises d'Etat	239
CHAPITRE X. — Conclusion.	240

QUATRIÈME PARTIE

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LES ENTENTES INDUSTRIELLES INTERNATIONALES

AVANT-PROPOS

CHAPITRE I. — La conférence économique internationale de 1927	246
--	-----

CHAPITRE II. — La C. E. I. et les ententes industrielles	
internationales	251
Section I. — Les Cartels et les Trusts	253
— II. — Les ententes industrielles internationales et leurs conséquences sociales.	262
CHAPITRE III. — Opinions de la C. E. I. et de l'organisation économique de la S. D. N. sur les ententes industrielles internationales....	272
— IV. — Opinions diverses et conclusion	278

CINQUIÈME PARTIE

L'ACHEMINEMENT VERS L'ORGANISATION INTERNATIONALE

AVANT-PROPOS

CHAPITRE I. — Congrès de la Fédération Internationale des mineurs à Nîmes en mai 1928. Analyse du rapport sur le problème charbonnier	285
— II. — Comité consultatif économique de la S. D. N.. 1 ^{re} session en mai 1928. Analyse de l'exposé de M. de Peyerimhoff sur la question du charbon	301
— III. — Comité économique de la S. D. N. Session d'octobre 1928. Conférence des experts du charbon à Genève en janvier 1929.	311
— IV. — Opinions diverses recueillies dans la presse.	317
Section I. — Grande-Bretagne	317
— II. — Allemagne	323
— III. — Autres pays	326
— IV. — Fédération Internationale des mineurs.	327
CHAPITRE V. — Rappel de tous les facteurs pouvant influencer sur les conditions de l'industrie charbonnière et notamment remédier à la crise.	330

CHAPITRE VI. — Possibilité de l'organisation internationale de l'industrie charbonnière.....	344
--	-----

Conclusion

Bibliographie

LA QUESTION
de
L'ORGANISATION INTERNATIONALE
de
L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE

INTRODUCTION

Le titre de cette thèse, qui pose une question très à l'ordre du jour, fait sans doute penser à une organisation internationale tracée d'après une formule de grande envergure et qui engloberait à la fois les domaines technique, économique et social de l'industrie charbonnière, dans le but de permettre une solution générale de la crise de surproduction. Ce serait là une interprétation abusive, car si ce titre veut marquer quelque chose de mieux qu'une entente internationale ne visant qu'à des accords commerciaux, il ne va pas jusqu'à imaginer un état de choses qui a trop peu de chances de se réaliser, dans un avenir prochain tout au moins.

A la suite de la crise charbonnière mondiale de ces dernières années, crise qui a marqué de violents soubresauts, un mouvement d'opinion, parti de plusieurs pays charbonniers et en particulier de ceux qui ont le plus souffert, a mis à l'ordre du jour la question d'une entente charbonnière internationale. Ce mouvement a d'ailleurs été

puissamment accéléré par l'activité économique naissante de la Société des Nations. En effet, la préparation de la Conférence Internationale économique et la conférence elle-même ont fourni l'occasion d'étudier les questions d'organisation, de concentration et de rapports économiques avec une ampleur qu'il eût été impossible d'atteindre autrement.

Avant d'entrer dans le vif sujet, il nous paraît indispensable de tracer, dans leurs grandes lignes, les éléments qui nous permettront de découvrir la véritable nature de la crise, et de comprendre pourquoi la solution doit être prévue sur le plan international pour avoir quelque chance de succès.

Nous allons ainsi faire une enquête dans tous les domaines de l'industrie houillère et ensuite dans le grand mouvement de groupement industriel, qui est la caractéristique de notre époque et qui trouve pour le présider la Société des Nations.

Il nous paraît impossible de nous faire une idée un peu claire de ce que pourrait être éventuellement une organisation internationale de l'industrie charbonnière, si toutes nos connaissances, ainsi rassemblées, ne se présentent pas en foule et ne viennent de la sorte contribuer à donner une résultante pour l'ensemble.

Cependant nous serons amenés à nous limiter volontairement devant la multitude des données numériques pour ne pas finalement rendre confus ce qui doit constituer le cadre chiffré de nos connaissances sur l'industrie houillère.

Aussi, nous espérons, comme l'a dit M. de Peyerimhoff, que cette « compétence » que nous aurons acquise ne vovera pas les directives essentielles et n'agira pas à la manière « des arbres qui cachent la forêt ».

Dans la première partie, nous verrons la place de l'in-

industrie houillère dans le monde, place qu'elle a acquise en un siècle environ et qui, en importance, est à nulle autre pareille. Des chiffres étayeront cette affirmation et montreront à quel point nous dépendons aujourd'hui des sources d'énergie thermique. Nous ferons également un exposé de la question sociale qui est intimement liée au développement de l'industrie houillère. Cette incidence est tout à fait essentielle, tant par le nombre et l'organisation des ouvriers de cette industrie, que par la masse incomparable des consommateurs de charbon.

Nous aurons à voir, dans une deuxième partie, comment l'industrie houillère se comporte depuis la grande guerre, ce qui, autrement dit, amène à l'envisager sous le signe de la crise mondiale. Les principaux pays producteurs de charbon seront passés en revue avec leurs caractères propres. Dans l'ensemble nous constaterons l'effort fait en Europe, et même dans le monde, pour se dégager de la dépendance charbonnière vis-à-vis de l'Angleterre.

Avec la troisième partie, nous commençons à entrer vraiment dans le sujet, car l'étude des solutions nationales montrera qu'elles sont le stade préliminaire indispensable à l'organisation internationale. D'ailleurs, on a dit bien souvent : « Pas d'étage sans rez-de-chaussée ». On verra la grande diversité des organisations techniques et commerciales charbonnières, et comment la question du regroupement se pose avec acuité dans certains pays.

La quatrième partie nous transporte dans un domaine tout nouveau : l'activité économique de la Société des Nations, dont le rôle en cette matière, tout d'abord effacé, a pris en quelques années une importance de premier plan. Les relations commerciales se sont présentées naturellement les premières à l'étude, mais ensuite devant la crise économique européenne d'après-guerre, la question de l'industrie fut posée toute entière et, notamment, la

coopération internationale industrielle a amené le sujet des ententes industrielles internationales, tout à fait à l'ordre du jour et qui, depuis un an environ, touche directement l'industrie charbonnière.

Il y a là dans l'ordre économique un mouvement d'idées des plus intéressants, et que la puissance d'investigation de la Société des Nations permet de pousser très loin.

Enfin, dans la cinquième partie, nous verrons ce qui a été fait dans le sens de l'organisation internationale de l'industrie charbonnière; nous constaterons que la route n'est encore que jalonnée. Cependant, l'état de crise, qui se continue dans l'anarchie générale, ne paraît pas devoir diminuer de sitôt, et commande ainsi de promptes mesures d'assainissement.

Nous pourrions nous rendre compte, au cours de toute cette étude, de la grande complexité des phénomènes économiques, et que, pour l'industrie charbonnière notamment, aucun des nombreux intérêts légitimes en cause ne peut être soumis à une variation quelconque, sans qu'immédiatement les effets de cette variation ne viennent atteindre par contre-coup presque tous les autres intérêts. Autrement dit, il s'agit là de variables nullement indépendantes. Il n'est pas possible d'englober un problème économique complet dans une formule mathématique.

Si nombre d'économistes se félicitent avec raison d'avoir trouvé des lois économiques pour les phénomènes qui sont passés, il est toujours exact que tout le monde ne saurait être d'accord sur ce qui doit être fait dans l'avenir, car cela c'est de l'art.

Les économistes et experts de la Société des Nations qui sont chargés d'étudier l'organisation internationale de l'industrie charbonnière nous en fournissent encore une preuve.

Ils possèdent la compétence et, de plus, de puissants moyens de recherche. Le temps leur a été donné pour l'étude et la réflexion, et nous attendons encore à l'heure actuelle les résultats tangibles de leurs travaux.

Cependant il ne faut pas trop presser Genève de faire quelque chose et il faut surtout se garder de déprécier le remarquable travail d'information qui a été fait jusqu'ici.

PREMIÈRE PARTIE

L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE
DANS LE MONDE

Avant-Propos

Les tendances vers les ententes internationales charbonnières qui forment l'essentiel de notre sujet nécessitent une étude préalable de la situation statistique et économique de l'industrie houillère dans laquelle les données seront présentées sous une forme apte à donner une idée d'ensemble sur cette industrie de manière à pouvoir porter ensuite un jugement fondé sur les mesures d'unification envisagées.

Devant la quantité très grande des publications qui ont paru dans tous pays du monde sur la question houillère, il faudra faire un choix et se limiter volontairement sous peine d'être ensevelis sous une avalanche de chiffres.

Toutefois, la crise charbonnière d'après-guerre, d'une part, et l'activité économique de la Société des Nations, d'autre part, ont fourni l'occasion de certaines études qui présentent heureusement un caractère de généralité suffisant pour être consultées avec fruit et nous donner l'idée d'ensemble que nous cherchons à acquérir sur la question charbonnière.

Nous inspirant d'un ordre qui, esquissé dans l'enquête

sur la production du Bureau International du Travail, a été adopté par le Mémoire du charbon — destiné à éclairer la Conférence Economique Internationale de 1927 sur l'industrie du charbon — nous donnerons d'abord un aperçu général du rôle du charbon dans la vie économique moderne, puis les différents aspects de l'industrie charbonnière seront passés en revue. Procédant par étapes, les questions de : Production, Consommation, Prix, Importations et Exportations et l'Organisation seront envisagées séparément mais sommairement. Pour chacun de ces petits chapitres, nous serons partagés entre deux tendances quant à l'exposition. On peut exposer le sujet d'un chapitre soit pour l'ensemble des pays en même temps soit pour chacun des pays séparément et successivement.

Dans les différents documents que nous avons consultés, ces deux manières de faire dominant tour à tour. D'ailleurs la séparation même des chapitres est souvent difficile à maintenir, car chacune des questions de production, de consommation, de prix, etc... est fonction de presque toutes les autres.

Ces bases une fois posées, il convient de se rendre compte le mieux possible de l'avenir offert à l'industrie du charbon et c'est essentiel. Pour cela, il faut faire connaître les concurrents redoutables de la houille apparus récemment sous la forme du pétrole et de la houille blanche, le premier bien éphémère sans doute, le second indéfini dans le temps mais limité quant à la quantité.

L'avenir offert à l'utilisation rationnelle des combustibles solides et à la chimie du charbon ne manquera pas non plus de retenir notre attention quelques instants. A ce propos la liaison de l'industrie du charbon avec toutes les autres industries dont le charbon est la base ou tout

au moins un participant indispensable fera ressortir le rôle primordial de ce combustible.

Bien entendu, tous ces exposés ne peuvent être qu'essentiellement résumés, car chacun d'eux suffirait pour donner matière à de très gros ouvrages comportant des quantités de chiffres.

Les traits les plus importants et les tendances ont seuls été retenus. Cette connaissance industrielle et commerciale de la question houillère serait à elle seule insuffisante pour nous éclairer sur le sujet qui nous occupe : il faut aussi envisager l'aspect social de cette industrie, et cet aspect social — nous le montrerons plus tard à de nombreuses reprises — est des plus importants.

De toutes les industries, c'est celle du charbon qui a à tenir le plus en considération la question sociale, tant par la quantité de la main-d'œuvre et sa quote-part dans le prix de revient du charbon que par l'action collective des ouvriers mineurs puissamment organisés.

Nous aurons ainsi à examiner successivement la conséquence de la concentration des mineurs sur des territoires relativement limités, la question des salaires et de la durée de travail et celle du syndicalisme.

Étude statistique et économique

CHAPITRE PREMIER

L'âge de la houille

Il n'est pas douteux que l'âge de la houille, commencé il y a à peine plus d'un siècle et qui paraît devoir durer encore dix siècles, peut-être marquera dans l'histoire de l'humanité une empreinte qui ne pourra guère s'atténuer avec le recul des temps.

Si les régimes politiques des Nations laissent des traces qui, pour les siècles lointains, nous semblent plus durables que les faits économiques des époques correspondantes, cela n'est plus vrai maintenant. L'essor pris brusquement par le machinisme, à la suite de la découverte de la houille, a atteint une ampleur qui a transformé complètement notre vie matérielle et qui est susceptible de commander dans l'avenir les régimes politiques des peuples.

Actuellement la houille est la première matière des échanges modernes. Les pays que la nature a généreusement dotés de ce combustible ont vu croître merveilleusement leur industrie et leur prospérité; les autres pays, peu ou pas du tout pourvus, sont dans l'obligation d'en importer pour essayer de se faire une place dans l'économie mondiale.

Le vieux muscle humain, secondé par le muscle animal, ont été pendant bien longtemps les seuls facteurs de notre activité matérielle. Puis on a commencé à exploiter la houille et pendant le siècle dernier, cette exploitation fut poursuivie avec une ardeur sans cesse augmentée. Son utilisation à notre profit ne paraissait pas, jusqu'à ces dernières années, devoir trouver de limite. Pour marquer à quel point de cette utilisation nous sommes maintenant parvenus, reproduisons les résultats d'un intéressant calcul de M. de Peyerimhoff.

Recherchant une commune mesure des énergies dépensées, on va voir quelle place tient celle du muscle humain par rapport aux autres. La France en 1924-1925 est choisie pour cette évaluation et l'unité de travail est le kilowatt heure.

La statistique du ministre du Travail donne pour la France, le chiffre de 17 millions de travailleurs, qui peut être arrondi à 20, si l'on tient compte des travaux de la vie familiale et éventuellement des intellectuels ne comptant pas dans la statistique.

En un an le total des journées sera de 6 milliards. Si l'on admet qu'un kilowatt heure vaut 19 heures de travail humain, le travail effectué par le muscle humain sera donc de 2 milliards $1/2$ de kilowatts heure.

Un procédé d'évaluation analogue pour le travail des animaux nous conduit à 2 milliards de kilowatts heure.

Si nous passons maintenant aux combustibles, les huiles et pétroles, à raison de 400 grammes par kilowatt heure pour les 2 millions de tonnes consommés, cela fait 6 milliards de kilowatts heures. La houille consommée en France en 1924 a atteint le chiffre de 75 millions de tonnes. A 1 kgr. $1/2$ par kilowatt heure, chiffre élevé pour tenir compte du charbon médiocre et des installations à faible rendement, on obtient un total de 50 mil-

liards de kilowatts heure. La houille blanche avec ses 2.500.000 kilowatts installés en 1925, et en tenant compte du coefficient d'utilisation, donne 10 milliards de kilowatts heure.

Enfin, les diverses installations telles que les petits moulins de houille verte, les moteurs aériens et le bois à brûler, fournissent 1 milliard de kilowatts heure.

Sur un ensemble de 71 milliards $1/2$ de kilowatts heure consommés en France, le muscle humain n'apporte qu'une contribution de 2 milliards $1/2$ soit 3,5 %, le muscle animal moins de 3 %.

La houille l'emporte de beaucoup avec la proportion des $5/7$. Ce calcul est vraiment démonstratif, et encore ne faut-il pas oublier que la France n'est pas le pays où le degré d'industrialisation est poussé le plus loin.

Un exposé récent d'enquête du Dr Hirsch présenté à la Commission allemande d'enquête sur la production industrielle nous apprend que le charbon contribue à 61 % de l'approvisionnement mondial en énergie hermique, le bois à 18 %, la force hydraulique à 9 %, le pétrole à 7 %, la force du vent, les gaz naturels et la tourbe à 5 % conjointement.

L'énergie, mise en œuvre pour le travail mécanique des différentes industries, utilise le charbon pour les $9/10$ en Grande-Bretagne, les $19/20$ en Allemagne, les $4/5$ en France, près des $4/5$ au Japon, les Etats-Unis près des $3/4$ malgré leur richesse en pétrole, le Canada plus de la moitié et l'Italie les $2/5$.

Ces quelques exemples et chiffres suffisent bien pour nous montrer à quel point nous sommes maintenant entrés dans l'âge de la houille, et c'est une considération à ne jamais perdre de vue.

CHAPITRE II

Ressources de charbon et de lignite.

Engagés à fond dans la voie du machinisme par l'utilisation des combustibles, il importe de se rendre compte des ressources offertes par la nature, et de leur possibilité d'épuisement.

Les ressources mondiales de houille actuellement connues ont été évaluées. Cette évaluation rencontre beaucoup de difficultés : en effet, les ressources sont calculées en tenant compte des possibilités d'une exploitation rémunératrice : or ces possibilités dépendent beaucoup des conditions économiques du moment et la crise actuelle nous en fournit un exemple.

Les progrès techniques, d'autre part, peuvent faire reculer sensiblement les limites du champ d'exploitation, notamment en profondeur : ainsi, par exemple, on ne fait pas état en général des ressources situées en-dessous de 1.800 mètres; l'avenir montrera peut-être qu'il est possible d'aller chercher le charbon beaucoup plus bas.

Enfin, même si ces difficultés étaient résolues d'une manière approchée, le plus gros problème reste encore et c'est celui du calcul proprement dit des gisements qui dans beaucoup de cas ne sont reconnus que par quelques exploitations ou même simplement par des sondages.

Eu égard à toutes ces causes d'erreur, les ressources sont généralement évaluées avec beaucoup de prudence.

Nous allons indiquer les chiffres de ressources en charbon et lignite : ces chiffres ont été puisés dans le cours de l'éminent géologue M. Termier, professeur à l'Ecole des Mines de Paris, dans le début du rapport de M. de Peyerimhoff du 6 février 1928 au Conseil National Economique et dans les résultats des travaux du XII^e congrès géologique international tenu à Toronto en 1913, résultats qui sont encore généralement acceptés (*Industrie Minérale* du 1^{er} août 1927, III^e partie).

Ces trois sources de renseignements ne sont d'ailleurs pas concordantes.

Notons d'abord que les termes houille et charbon sont considérés comme synonymes et comprennent toute la gamme des charbons gras (appelés bitumineux aux Etats-Unis), demi-gras, maigres et anthracites, mais non pas lignite toujours désigné à part.

D'après M. Termier, les ressources du monde entier en combustibles minéraux, évaluées jusqu'à 1.800 mètres de profondeur, sont d'environ 7.500 milliards de tonnes dont 4.500 de charbon comprenant 500 d'anthracite, et d'autre part 3.000 de lignite.

L'Amérique du Nord en possède 5.000 milliards dont 2.500 de lignite, presque entièrement aux Etats-Unis.

L'Europe possède 800 milliards (M. de Peyerimhoff donne le chiffre de 660) se partageant comme il suit :

Près de 200 pour la Grande-Bretagne, la même quantité pour l'Allemagne d'aujourd'hui, 140 pour la Pologne, 60 pour la Russie, 50 pour la Tchécoslovaquie, près de 18 pour la France et 18 pour la Sarre.

Sur ces 800 milliards de tonnes en Europe, il y en a seulement 20 à 25 de lignite dont 13 en Allemagne.

L'Asie possède 1.300 milliards dont 1.000 environ en Chine.

L'Australie du Sud 60 milliards. (D'après le Congrès de Toronto).

L'évaluation du Congrès géologique de Toronto, faite jusqu'à 2.000 mètres, distingue les ressources certaines ne comprenant que des quantités de combustibles reconnues et délimitées, et les ressources probables pour lesquelles une approximation seule peut être donnée. C'est là une distinction bien délicate.

Le total indiqué n'est que de 5.492 milliards de charbon et lignite pour le monde entier et nous remarquerons que les 3/4 des réserves américaines et la presque totalité de celles de la Chine et de l'Afrique du Sud sont considérées comme probables.

En Allemagne la moitié, en Angleterre le 1/4, en Pologne les 14/15, en France les 2/3 des réserves sont également réputées probables.

Sur ces bases, toujours susceptibles de révision, et en tenant compte de l'augmentation régulièrement croissante de la production de houille, dont le rythme est d'ailleurs une grande inconnue, peut-être peut-on dire que la durée de l'âge de la houille sera de l'ordre de mille ans.

CHAPITRE III

Conditions générales de l'industrie charbonnière.

Connaissant maintenant la place occupée dans le monde par la houille, source prépondérante d'énergie, dont les réserves ont été approximativement établies, nous arrivons aux conditions générales de l'industrie houillère proprement dite.

Au cours de cette étude nous ferons de très larges emprunts aux données du Mémorandum du charbon dont nous avons déjà parlé plus haut. Ce document est pour nous d'une importance très grande car il donne un aperçu général statistique et économique de l'industrie du charbon dans le monde, ce qui, jusqu'ici, n'avait jamais été réalisé.

Les études parues auparavant sur cette question n'intéressaient le plus souvent qu'un ou plusieurs pays ou même seulement certains aspects de la question dans un pays donné.

Les études statistiques du Mémorandum ne remontent pas au delà de 1886, car cela a sans doute paru trop éloigné et sans intérêt pour le coup d'œil d'ensemble actuel qui était le but de ce travail.

Les données fournies de 1886 à 1909 sont d'ailleurs très sommaires. Toute l'attention a été concentrée sur la

comparaison de la période d'avant-guerre 1909-1913 avec celle d'après-guerre 1923-1925.

Pendant la grande guerre le bouleversement de l'industrie a créé une situation toute spéciale qui devait disparaître avec elle. Ce régime de guerre a eu toutefois de lourdes conséquences sociales, notamment en Grande-Bretagne et en Allemagne, et, d'une manière générale, par l'orientation vers l'utilisation rationnelle des combustibles. Ces questions seront étudiées en leur temps, mais il n'en reste pas moins vrai qu'une étude statistique de la production et de la consommation pendant la guerre ne présente pas pour nous un véritable intérêt. Le *Mémoire* du charbon n'a pas étudié la période de guerre. D'autre part, il a limité ses statistiques à l'année 1925, car la grève anglaise de 1926 aurait faussé tous les tableaux destinés à une comparaison dans des conditions aussi normales que possible entre l'avant-guerre et l'après-guerre. A ce sujet d'ailleurs, remarquons que les chiffres d'avant-guerre comportent une moyenne sur cinq années qui n'ont pas été également prospères. Pour corriger ce fait, l'année 1913 a été ajoutée à part.

Les années 1926, 1927 et 1928 seront étudiées en particulier dans la deuxième partie de notre thèse à propos de la crise charbonnière. Inégal dans sa répartition parmi les différents pays, l'industrie du charbon n'a pas partout le développement correspondant à la richesse de ses réserves. D'abord certains pays sont encore trop éloignés de notre civilisation et de nos conceptions économiques pour avoir suivi les autres dans le progrès de la production du charbon : la Chine en est le meilleur exemple. Ensuite, même dans les pays qui comprennent de la même façon l'essor économique, le coefficient d'utilisation des gisements est assez variable, et nous verrons plus tard à ce sujet le cas particulier de la France.

Le trait dominant dans la production du charbon, depuis une vingtaine d'années, est que les 75 à 80 % de cette production dans le monde sont fournis par trois pays. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Et encore parmi ces trois pays les Etats-Unis font-ils figure de géant avec une proportion d'environ 45 % de l'ensemble, c'est-à-dire plus que la Grande-Bretagne et l'Allemagne réunies.

Ces Etats, si favorisés par la nature, ont pu profiter pleinement de l'essor donné par les grandes inventions industrielles du siècle dernier, puisqu'elles avaient sur place leur metteur en œuvre. Il en est résulté un immense mouvement de déplacement des habitants dans chaque nation, mouvement qui, d'une manière générale, tendait à la création de grands centres houillers qui devaient former le premier stade de la concentration industrielle au sens très général de l'expression.

La houille est une matière première lourde, elle supporte difficilement le transport; quelques centaines de kilomètres en chemin de fer suffisent généralement à en doubler le prix de vente.

Par contre, sur mer, le charbon peut aller jusqu'à plusieurs milliers de kilomètres.

Les gisements placés à l'intérieur des terres, comme ceux des Etats-Unis, ont dû chercher avant tout une consommation sur place, ce qui a eu pour résultat de forcer le développement industriel intérieur.

Au contraire, les pays peu pourvus ou même dépourvus de charbon ont vu ce développement conditionné par les possibilités d'importation.

Il est très intéressant de reproduire ici le tableau de la répartition mondiale de la consommation du charbon. Les chiffres en sont approximatifs, car une statistique précise sur ce sujet présenterait des difficultés insurmontables :

A. — Charbon utilisé comme matière première.

	Pourcentage
Production de fonte.....	10
Production d'acier.....	7
Usines à gaz.....	5
Total	22

B. — Charbon utilisé comme combustible.

	Pourcentage
Industrie (principalement pour la production de la vapeur).....	29
Chemins de fer	23
Centrales électriques.....	6
Charbon de soute.....	3
Pour l'usage domestique.....	17
Total	78

Nous ne voyons pas très bien pourquoi le charbon est considéré comme matière première pour la production de fonte et d'acier, car le charbon consommé dans un haut-fourneau ou un four Martin est, en grande partie, destiné à fournir de la chaleur sensible nécessaire aux réactions et s'en va sous forme de gaz dont la chaleur est encore récupérée.

L'usine à gaz, par contre, traite bien le charbon comme matière première, et c'est même là que se trouve l'avenir de l'utilisation du charbon, comme on le verra plus loin.

Le tableau précédent appelle quelques remarques.

L'importance de la consommation métallurgique, 17 %, est notable et de plus la métallurgie n'a pu naître que par le charbon.

La proportion de 23 % prise par les chemins de fer est frappante puisque le 1/4 de la production mondiale est

destiné à assurer les déplacements, sur la terre ferme, des hommes et des marchandises. Ce charbon est d'ailleurs employé dans des conditions désastreuses de rendement et l'intérêt de l'amélioration de ce rendement et de la substitution de la traction électrique à la locomotive à vapeur est suffisamment démontré par l'importance du tonnage destiné aux chemins de fer.

Les 17 % attribués à l'usage domestique donnent une idée du confort que nous a apporté le charbon. Que de forêts faudrait-il abattre pour procurer un nombre équivalent de calories!...

CHAPITRE IV

Production.

Les statistiques de production sont difficiles à établir sur une même base car l'état de pureté du charbon sortant de la mine est loin d'être le même partout. Les teneurs en matières stériles peuvent varier de quelques unités à 30 et même 40 %, et il importerait beaucoup de savoir à quel stade de triage ou de lavage la production est décomptée; les précisions manquent souvent à ce sujet.

Voici les chiffres caractéristiques de la progression de la production houillère dans le monde :

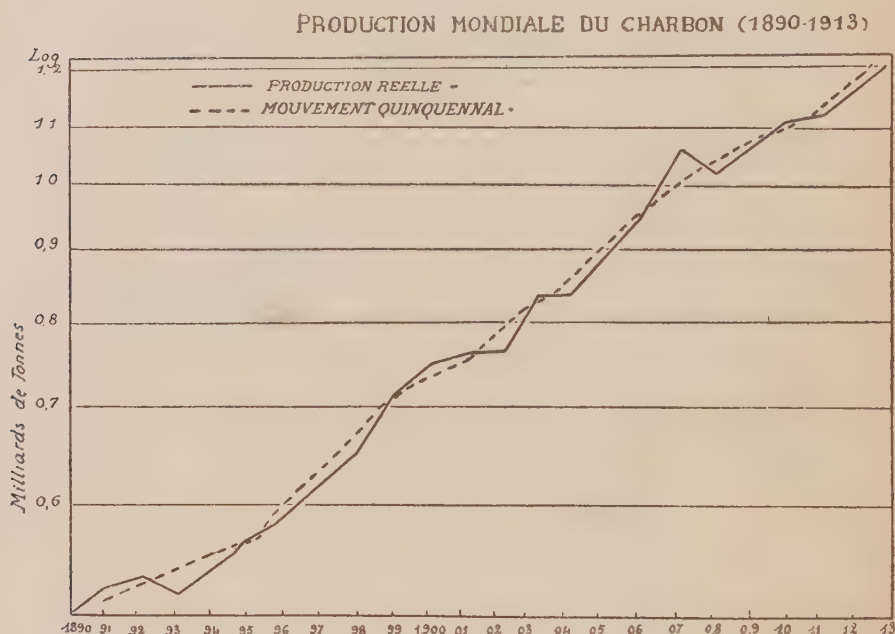
10 millions de tonnes en 1800,		
270	—	1875,
400	—	1886,
1.350	—	1913.

Dans les tableaux détaillés qui vont suivre, nous ferons entrer en ligne de compte le lignite — combustible intermédiaire entre le charbon et la tourbe — avec un certain coefficient d'équivalence au point de vue des calories, à savoir : 9 tonnes de lignite pour 2 tonnes de houille. Cette équivalence est celle de l'Allemagne qui est de beaucoup la plus grosse productrice de lignite.

En Tchécoslovaquie, le rapport dont il est fait usage est celui de 7 à 1, mais il n'en est pas tenu compte.

Le graphique suivant permet de se rendre compte de l'allure de l'accroissement de l'extraction de 1890 à 1913.

La courbe en trait plein représente le mouvement par année; la courbe en pointillé, adoptant les chiffres quinquennaux, adoucit les irrégularités de la première.



L'échelle des ordonnées est logarithmique pour ne pas donner une allure effarante à la courbe de production et indiquer d'une manière comparable les mouvements de la production à partir de n'importe quelle année : en effet, à des variations égales correspondent des branches de courbe parallèles.

Nous produisons ci-dessous un tableau (1) de production :

1. *Memorandum du charbon*, tome II.

PRODUCTION MONDIALE DE CHARBON
ET DE LIGNITE EN 1886 ET 1913

En millions de tonnes de 2.240 livres anglaise.		
	1886	1913
EUROPE :		
Grande-Bretagne	157,5	287,4
Allemagne } Charbon	72,5	188,4
} Lignite	—	85,8
France .. } Charbon	19,6	39,4
} Lignite	—	0,8
Autriche-Hongrie . } Charbon	20,4	17,5
} Lignite	—	35,7
Belgique	17	22,5
Russie	4,5	31,7
Espagne	1	4,2
Pays-Bas	—	1,8
Autres pays . } Charbon	0,4	1,1
} Lignite	—	1,8
Total pour l'Europe . } Charbon	292,9	594,0
} Lignite	—	124,1
ASIE :		
Inde	1,4	16,2
Japon	1,4	21,0
Chine	—	13,6
Autres pays	—	3,7
Total pour l'Asie	2,8	54,5
AMÉRIQUE :		
Etats-Unis	101,5	508,9
Canada	1,9	13,4
Autres pays	—	1,5
Total pour l'Amérique	103,4	523,8
AFRIQUE	0	9,8
AUSTRALIE	3,5	14,3
Total pour le monde entier	402,6	1320,5

La production totale de tous les continents a triplé,
mais les taux d'augmentation sont fort différents suivant

les pays. En ce qui concerne l'Europe, on remarque l'apparition du lignite. Les progrès de l'Allemagne sont plus importants en valeur relative que ceux de l'Angleterre, et c'est dans ce premier pays qu'on extrait le plus de lignite.

La France enregistre une augmentation supérieure à 100 %.

La Russie prend un grand essor avec une augmentation de 70 %.

La production de l'Asie passe d'un chiffre négligeable à un chiffre honorable.

En Amérique les Etats-Unis font un effort colossal; la production déjà relativement très forte en 1886 a quintuplé en 1913.

L'industrie houillère de l'Afrique du Sud sort du néant.

Celle de l'Australie a plus que quadruplé.

Le *Mémorandum du charbon* comprend un tableau détaillé de la production mondiale permettant de comparer les périodes d'avant-guerre et d'après-guerre. Nous reproduisons ci-après ce tableau ainsi qu'un autre qui en est la transformation en pourcentages. (V. pp. 37-38).

Les années 1921 et 1922 n'ont pas été étudiées à cause des grèves survenues aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Les faits dominants ressortant de ces tableaux sont :

Le fléchissement de la production des grands pays exportateurs d'Europe. L'accroissement de la production des pays importateurs d'Europe, et des pays situés hors d'Europe.

L'accroissement de la production du lignite en Allemagne.

CHARBON ET LIGNITE (en termes de charbon)
PRODUCTION EN MILLIONS DE TONNES MÉTRIQUES

(a) = Territoire d'avant-guerre.

(b) = Territoire d'après-guerre.

Pays	Moyenne 1909-1913	1913	1923	1924	1925
AFRIQUE	6,9	8,2	11,4	12,0	" 12,6
AMÉRIQUE	478,0	532,0	611,5	530,6	" 542,3
Canada	11,7	13,5	12,9	9,9	9,4
Etats-Unis	464,6	517,0	596,5	518,6	530,8
Autres pays	1,7	1,5	2,1	2,1	2,1
ASIE	49,5	55,5	76,3	82,0	" 80,5
Chine	12,9	13,8	18,6	20,5	" 20,5
Inde	15,1	16,5	20,0	21,5	21,1
Japon (1)	19,7	23,3	34,4	36,1	31,5
Autres pays	1,8	1,9	3,3	3,9	—
EUROPE	576,2	632,0	523,3	586,1	578,2
Allemagne (a) {	165,5	190,1	—	—	—
Charbon	74,8	87,2	—	—	—
Lignite (2)	182,4	208,4	—	—	—
Total ...	121,1	140,7	62,2	118,8	132,7
Allemagne (b) {	74,8	87,2	118,2	124,3	139,7
Charbon	137,7	160,1	88,5	146,4	163,8
Lignite (2)	20,6	22,5	—	—	—
Total ...	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8
Autriche (a)	23,3	22,8	22,9	23,4	23,1
— (b)	39,3	40,2	—	—	—
Belgique	" 42,0	44,0	37,9	44,2	47,3
France (a)	36,0	41,0	36,1	32,3	29,1
France (b)	273,9	292,0	(3) 280,4	(3) 271,4	(3) 248,1
Pologne (b)	27,9	36,0	—	—	—
Royaume-Uni	23,8	29,1	14,5	15,9	17,6
Russie (U. R. S. S.) (a) ...	11,5	12,1	9,2	14,0	13,9
— (b) (4)	" 17,9	19,4	16,0	19,7	16,9
Saar	9,5	(b) 10,8	17,0	18,0	18,5
Tchécoslovaquie	12,2	14,0	13,9	15,3	" 15,3
Autres pays	1.122,8	1.241,7	1.236,4	1.226,0	1.228,9
Océanie					
MONDE					

" Estimation.

1. Y compris Formose, Corée, Kouan-Toung et Sakhaline, sauf pour 1925.

2. Non convertie.

3. Grande-Bretagne.

4. Y compris Russie asiatique.

CHARBON ET LIGNITE (en termes de charbon)
POURCENTAGE DE RÉPARTITION ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION

Pays	Production en 0/0 du total mondial.					Production en 0/0 de la moyenne de 1909-1913 (")		
	Moyenne 1909-13 (")	1913 (")	1923	1924	1925	1923	1924	1925
AFRIQUE	0,61	0,66	0,92	0,98	1,02	166,1	174,4	182,7
AMÉRIQUE	42,57	42,85	49,45	43,27	44,13	127,9	111,0	113,5
Canada	1,04	1,08	1,04	0,80	0,76	110,5	84,5	80,2
Etats-Unis	41,38	41,64	48,24	42,29	43,19	128,4	111,6	114,2
Autres pays	0,15	0,13	0,17	0,18	0,18	126,0	129,1	128,5
ASIE	4,41	4,47	6,17	6,69	6,55	154,1	165,7	162,6
Chine	1,15	1,11	1,50	1,67	1,67	144,5	159,5	159,3
Inde	1,35	1,33	1,62	1,75	1,72	132,0	142,2	139,5
Japon (1)	1,75	1,89	2,78	2,94	2,38	174,4	183,1	159,8
Autres pays	0,16	0,14	0,27	0,33	0,78	186,2	216,7	—
EUROPE	51,32	50,90	42,33	47,81	47,05	90,8	101,7	100,3
Allemagne	12,27	12,89	7,16	11,94	13,32	64,3	106,3	118,9
Belgique	2,07	1,84	1,85	1,91	1,88	98,5	100,4	99,5
France (")	3,74	3,54	3,06	3,61	3,85	90,2	105,3	112,5
Pologne	3,20	3,30	2,92	2,63	2,37	100,5	89,8	80,9
Royaume-Uni (2)	24,39	23,51	22,68	22,17	20,20	102,4	99,1	90,6
Russie (U. R. S. S.) (3)	2,12	2,34	1,17	1,30	1,43	61,0	66,8	74,2
Saar	1,02	1,06	0,74	1,14	1,06	79,9	122,0	113,0
Tchécoslovaquie	1,60	1,56	1,29	1,60	1,38	89,0	110,0	94,4
Autres pays	0,91	0,86	1,46	1,51	1,56	175,6	183,2	189,5
Océanie	1,09	1,12	1,13	1,25	1,25	113,9	125,4	125,2
MONDE	100	100	100	100	100	110,1	102,2	109,5

Examinons les caractéristiques des pays les plus importants :

Etats-Unis. — La production a toujours eu tendance — même avant-guerre — à dépasser la consommation

"). Territoire d'après-guerre.

1. Y compris Formose, Corée, Kouan-Toung et Sakhaline, excepté pour 1925.

2. Grande-Bretagne, 1923-1925.

3. Y compris Russie asiatique.

intérieure car le potentiel des mines américaines est plus grand que partout ailleurs.

Cette richesse énorme est un puissant stimulant de l'activité industrielle. L'exportation y est relativement restreinte par suite de la situation géographique intérieure des bassins houillers et cette exportation ne peut absorber que d'une façon très limitée les excédents de production.

Grande-Bretagne. — La production très importante n'a pas eu avant-guerre de grandes difficultés pour s'adapter à la consommation, l'exportation d'un tiers de la production jouant le rôle de régulateur. Après la guerre, la crise de l'industrie houillère — qui sera étudiée en son temps — a donné une allure beaucoup plus heurtée à la courbe de production.

Allemagne. — La production a toujours eu à craindre le défaut de placement et déjà bien avant-guerre les limitations s'imposaient. Les gisements sont beaucoup moins bien placés que ceux de l'Angleterre. La guerre a fait perdre à l'Allemagne 26 % environ de sa capacité de production en charbon. Les difficultés avec la Pologne et celles qui résultèrent de la livraison du charbon de réparation ont fait craindre une disette de charbon.

La nécessité d'augmenter la production nationale par tous les moyens a retardé le grand mouvement de « rationalisation » né de la crise de placement d'après-guerre. L'augmentation très forte de la production de lignite et son utilisation rationnelle sont deux traits caractéristiques de l'après-guerre.

France. — Notre production a toujours été en sensible déficit par rapport à notre consommation et ce déficit allait croissant avant la guerre; en 1913 il atteignait 37 %.

Les $\frac{2}{3}$ de la production française étaient fournis

par le bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Aussitôt après la guerre la dévastation de la plupart des mines de ce bassin a causé un effondrement de la production; nous avons été pendant plusieurs années à la merci des exportateurs et il en est résulté une charge écrasante pour notre balance commerciale.

Par suite du merveilleux effort de redressement des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, nous avons légèrement dépassé en 1925 le niveau d'avant-guerre, et réalisé depuis une forte augmentation.

Le bassin de Lorraine et celui de la Sarre nous apportent un appoint considérable, bien qu'une partie du charbon qu'ils produisent soit consommé sur place.

La situation de la Pologne, de la Belgique et des autres pays sera examinée à propos de la crise.

CHAPITRE V

Consommation.

Nous pouvons en acquérir une idée d'ensemble à l'aide du tableau de consommation ci-après qui comprend le charbon consommé par les mines et le coke métallurgique. (V. p. 42).

Ce tableau ne donne naturellement qu'une approximation car, il est plus difficile à établir que celui de production.

La consommation par tête d'habitant peut nous être utile pour apprécier, dans une certaine mesure, le degré d'industrialisation d'un pays.

Il faut bien noter que, surtout depuis la guerre, le nombre de calories que l'on tire d'une quantité donnée du charbon va sans cesse en croissant. Cette augmentation, par exemple aux États-Unis, est estimée à plus de 25 % de 1916 à 1925.

Un chiffre stationnaire de consommation peut ainsi faire croire au cours de l'examen du tableau à un état de stagnation de l'industrie du pays alors que par l'utilisation rationnelle du combustible, il y a eu au contraire augmentation.

La concurrence des huiles lourdes et de la houille blanche est très importante et il faut en tenir compte pour les chiffres de consommation.

CONSOMMATION DE CHARBON, DE COKE, DE BRIQUETTES ET DE LIGNITE
(en termes de charbon).

Pays	Consommation					
	Total en milliers de tonnes métriques		Par tête en tonnes métriques		Excédent des importations sur les exportations en 0/0 de la consom- mation	
	Moyenne		1913	1925	Moyenne	
	1909-1913	1923			1909-1913	1923
AMÉRIQUE DU NORD :						
Canada	23	25	4,0	2,6	49,7	62,4
Etats-Unis	442	508	5,1	4,4	—	—
AMÉRIQUE DU SUD :						
Argentine	4	3	0,5	0,3	100,0	100,0
Brésil	2	2 (1)	0,1	0,07 (1)	98,8	86,8 (1)
Chili	2	0,5	0,5	0,1	85,8	40,6
EUROPE :						
Allemagne	159	138	2,6	2,2	—	—
Autriche	—	6	—	0,9	—	86,0
Belgique	25	31 (3)	3,5	3,9	8,4	24,6
Espagne	7	8	0,4	0,4	41,0	22,3
France	61	74	1,6	1,8	35,1	35,7
Hongrie	—	3	—	0,4	—	30,7
Italie	10	11	0,3	0,3	98,6	87,8
Pays-Bas	10 (2)	12	1,6	1,6	81,2 (2)	41,0
Pologne	—	21	—	0,7	—	—
Royaume-Uni	184	176	4,2	3,9	—	—
Russie	34	17	0,3	0,4	18,4	—
Suède	5	5	1,1	0,8	94,0	94,4
Suisse	3	3	0,9	0,7	100,0	100,0
Tchécoslovaquie	—	16	—	1,1	—	—
ASIE :						
Chine	44	20	0,03	0,05	6,9	—
Inde	15	21	0,05	0,07	—	0,8
Japon	16	31	0,4	0,5	—	—
AFRIQUE :						
Union-Sud-Africaine ..	6	10	1,2	1,4	—	—
Océanie :						
Australie	8	13	2,2	2,2	—	—
Nouvelle-Zélande	2	2	1,4	1,2	4,7	25,9

1. 1924. — 2. 1913. — 3. Y compris Luxembourg.

La consommation par tête d'habitant aux États-Unis est ainsi passée de 5T,1 à 4T,4 par an pour ces diverses raisons.

En Allemagne et en Grande-Bretagne la diminution de ce chiffre peut être expliquée par la crise générale de l'industrie.

En France, on constate un ralentissement de consommation par rapport au développement d'avant-guerre. On peut espérer que le développement industriel viendra augmenter la consommation en dépit des concurrents du charbon.

En Italie la consommation est restée sensiblement la même qu'avant-guerre par suite du développement de l'énergie hydraulique.

La consommation de la Russie a diminué de 40 %.

A l'opposé des pays européens, la consommation de la Chine, de l'Inde, du Japon et de l'Australie est en sensible augmentation.

CHAPITRE VI

Prix.

Le charbon est une matière pondéreuse par rapport à sa valeur et c'est là une sujétion essentielle qui conditionne son marché.

Pour fixer les idées, nous avons déjà dit plus haut que le transport de la houille ne dépassait pas souvent plusieurs centaines de kilomètres par fer, alors que sur mer c'est par milliers de kilomètres que l'on peut quelquefois compter.

Les statistiques de chemins de fer de 1913 donnent :

Pays	Longueurs moyennes parcourues par les marchandises	Frais par tonne s. d.
Grande-Bretagne	45 milles	2 0
Allemagne	80 —	3 6

Voici les taux d'augmentation du prix de transport du charbon par chemin de fer dans trois pays de 1913 à 1925.

Etats-Unis	110 %
Grande-Bretagne	83 %
Allemagne.....	41 %

Le fret maritime du charbon, par contre, est resté à un

niveau semblable si on en considère la période de 1923 à 1925.

	1914		1925	
	s.	d.	s.	d.
Cardiff Rouen	6	3 1/4	4	7 1/2
— Bilbao	5	4 3/4	7	6
— Le Havre	5	1 1/2	4	2 1/4
— Gènes	8	10 1/2	8	8 1/4
— Rio	14	1 1/2	15	3 3/4
Type Hambourg	3	9 1/4	4	
— Copenhague	5	6 1/4	6	3 1/2
— Stockholm	5	2 1/4	5	2
— Stettin	5	3 3/4	5	6 3/4
— Cronstadt	5	7		

La « Mining Association of Great Britain » a publié le tableau suivant qui pourra nous donner une idée d'ensemble sur les prix :

**PRIX MOYEN ANNUEL PAR TONNE
EXTRAITE AU CARREAU DE LA MINE EN DIVERS PAYS :**

Année	Etats-Unis Houille bitu- mineuse		Grande- Bretagne		Ruhr		France		Belgique	
	s.	d.	s.	d.	s.	d.	s.	d.	s.	d.
1909-13	5	3 1/2	8	9	10	9 1/2	12	8 1/2	12	10
— 13	5	6	10	1 1/2	11	9 1/2	13	6 1/4	14	11
1919	12	7	27	4	11	9 1/2	35	11	38	2 1/2
1920	22	11	34	7	13	7	32	0	34	3 1/2
1921	16	9 1/2	26	2 1/4	10	5	32	11 1/4	33	8 1/4
1922	15	3 1/2	17	7 1/2			28	2	27	1 1/4
1923	13	1	18	9 3/4					24	8 3/4
1924	11	1	18	10	20	1				
1925			18	6						

On remarque la hausse énorme des prix au cours des années 1919 et 1920 et le mouvement inverse à partir de 1923.

On peut en tous cas retenir de ces divers tableaux que les prix de vente doivent toujours être envisagés en relation avec les frais de transport. D'autre part le désordre momentané d'après-guerre rend difficile l'appréciation des statistiques de prix dans les divers pays.

Il faut éviter de plus la confusion entre le prix de la tonne extraite et le prix de la tonne en état d'être livrée au commerce et ensuite distinguer le prix à la mine du prix f. o. b.

Dans certains pays des différences notables de prix ont été établies volontairement entre l'intérieur et l'étranger, toutes choses égales d'ailleurs. Le sens de ces différences a quelquefois changé de signe suivant les époques : nous pensons à l'Angleterre.

Dans les tableaux ci-dessus, nous n'avons donné que des moyennes de prix. Il faut bien remarquer que la variété des qualités de charbon tenant soit à ses propriétés de combustion, soit à la grosseur des éléments qui le composent est presque infinie.

Sur un même marché et pour des charbons venant d'une même mine, les prix peuvent facilement varier du simple au quintuple suivant les qualités.

Pour se faire une idée de cette variété de produits, indiquons que la série des produits mis en vente par le syndicat rhénan westphalien du charbon comprend 1.400 qualités.

A propos du mouvement de concentration dans les ventes anglaises, nous verrons que la classification du charbon, en catégories communes à toutes les mines d'un même district, a soulevé de nombreuses difficultés et cette classification est une condition nécessaire à l'établissement des prix de vente : il faut, en effet, définir les produits avant de leur affecter un prix.

CHAPITRE VII

Importations et exportations.

SECTION I

Conditions des importations et exportations.

Le charbon donne lieu à un trafic ferroviaire, fluvial et maritime d'une importance tout à fait exceptionnelle. Les conditions qui, pour un pays donné, déterminent l'exportation du charbon sont assez nombreuses.

Il faut d'abord un excédent exportable, mais à la condition que ce charbon soit d'une qualité particulièrement marchande, telle que celle de l'anhracite ou du charbon à gaz. Il faut également que le prix de transport ne soit pas prohibitif. L'Angleterre, par exemple, réalise tous ces avantages au plus haut point. La Chine, par contre, qui possède beaucoup de bassins houillers n'a que peu de chemins de fer et la qualité de son charbon est médiocre.

De plus, le courant d'exportation de charbon doit souvent avoir d'autres causes que celles signalées ci-dessus : la matière d'échange pour le retour joue un grand rôle et c'est pourquoi l'Angleterre exporte presque partout dans le monde parce que presque partout elle va chercher des matières premières.

Enfin le commerce du charbon nécessite une organisation appropriée des transports. Des vapeurs anglais

spéciaux appelés « colliers » dépassent en capacité de charbon les 9/10 de leur tonnage brut. En outre les « tramps », navires sans destination spéciale, s'adaptent le cas échéant au transport du charbon.

De même en Allemagne les péniches charbonnières ont une capacité qui dépasse largement 1.000 tonnes.

Enfin, récemment les Américains, dans le but de se lancer dans l'exportation, ont construit des wagons géants (Mammoth cars) pouvant contenir chacun près de 100 tonnes de charbon.

Tous les pays civilisés ont besoin de houille, qui est, comme on l'a vu précédemment, la plus importante, et de beaucoup, de toutes les sources d'énergie.

Or les richesses en houille sont extrêmement inégales et ce déséquilibre fondamental va nécessiter la répartition de la production dans le monde.

Le grand commerce de la houille est devenu possible grâce au développement énorme des moyens de transport, tant par mer que par terre. La houille pouvant supporter un transport maritime de plusieurs milliers de kilomètres, la concurrence par ce moyen est active et presque illimitée. Par contre, sur terre, l'influence de la distance réduit beaucoup les limites de la concurrence.

Les marchés de la houille présentent ce caractère très simple de ne donner lieu qu'au mouvement allant du producteur au consommateur. Il ne saurait être question de marchés de redistribution pour une matière aussi lourde.

Les conditions des marchés de charbon ont été bouleversées par la guerre, aussi convient-il de les étudier séparément avant et après la guerre. Le nombre des marchés exportateurs étant assez restreint, nous pouvons les considérer séparément.

SECTION II

Les marchés de houille d'avant-guerre.

Le marché anglais. — La Grande-Bretagne possède sept grands bassins houillers qui réunissent toutes les conditions utiles à la constitution des marchés.

En 1913, le tiers environ de l'extraction totale soit : 95.500.000 tonnes a été exporté et la valeur de cette exportation se montait à 1.340 millions de francs-or.

Cependant tous les bassins étaient loin de participer d'une manière égale au commerce d'exportation.

Cinq d'entre eux, situés dans les « Midlands », et relativement éloignés de la côte, alimentaient surtout l'industrie intérieure.

Les grands marchés d'exportation se limitaient au bassin du Nord du pays de Galles avec Cardiff comme principal port et celui du Northumberland avec le port de Newcastle. Ces deux grands marchés se partageaient le monde.

Cette situation spécialement privilégiée a attiré la remarque suivante de M. de Peyerimhoff (1)... « D'abord, le royaume du charbon, l'Angleterre, à qui a été remis, comme couronne impériale, le splendide diadème de gisements vers la mer que vous connaissez tous... »

Cette grande facilité d'exportation a été une des causes du manque d'intégration industrielle et d'organisation commerciale.

Le développement des houillères britanniques est le plus bel exemple d'individualisme que l'on puisse rencontrer.

1. Rapport au Comité consultatif économique en 1928.

F. Moutté

Le marché allemand. — L'Allemagne, grande productrice de charbon, ne possède pas à beaucoup près la facilité d'exportation de l'Angleterre : ses gisements sont situés à l'intérieur des terres. Citons l'exemple de la Ruhr dont le potentiel de production est très élevé et qui a toujours vécu sous la menace de la surproduction.

En 1913, sur une production de charbon et de lignite de 208 millions de tonnes, l'excédent exportable ressortait à 35 millions, et malgré cela Hambourg et Berlin recevaient 10 millions de tonnes de charbon anglais.

Le bassin de Haute-Silésie exportait mais dans un rayon assez restreint.

La Ruhr était le grand marché d'exportation allemand. Grâce à de puissantes péniches, les ports du Ruhrort, Düsseldorf et Duisbourg exportaient par l'aval vers les pays septentrionaux et par l'amont vers l'Europe Centrale. La France notamment recevait du charbon allemand soit par le canal de la Marne au Rhin, soit par Rotterdam, Anvers et les canaux du Nord.

L'Allemagne retirait de son commerce de charbon environ 650 millions de francs-or en 1913. Les prix forts pour l'étranger lui permettaient d'assurer à bon prix le combustible pour son industrie.

Les marchés secondaires. — La Belgique envoyait chaque année vers Paris 1 million de tonnes de qualité spéciale.

Aux États-Unis sur 517 millions de tonnes produites en 1913, 28 millions seulement s'exportaient, dont plus de la moitié vers le Canada.

Le Japon, le Tonkin et l'Inde exportaient un peu de charbon à quelque distance, ce qui n'empêchait pas cependant la houille anglaise d'arriver à Colombo et Singapour.

L'Australie envoyait des charbons de soute en Océa-

nie : il ne pouvait être question à ce moment de la concurrence américaine puisque le canal de Panama n'était pas ouvert.

L'Afrique australe enfin s'essayait à une timide exportation jusqu'à Zanzibar.

Pour résumer ce que nous avons signalé sur les marchés houillers, on peut dire qu'avant-guerre l'Angleterre exportait dans le monde et que l'Angleterre et l'Allemagne exportaient en Europe.

SECTION III

Les Marchés de houille d'après-guerre.

Les conditions du marché ont été bouleversées par suite du changement radical des conditions économiques et de la carte d'Europe.

On assiste à un affaiblissement des anciens marchés et au développement des marchés extra européens notamment celui des États-Unis.

L'étude de ces nouvelles conditions fera l'objet d'un exposé détaillé dans la deuxième partie de notre thèse à propos de la crise charbonnière mondiale et c'est pourquoi nous n'en parlerons pas ici pour éviter de faire double emploi.

Nous pouvons conclure ce chapitre des importations et exportations par ces lignes de M. Maurette (1) :

« De grands marchés de concentration uniquement au départ; ces grands marchés localisés sur quelques points du globe, la Ruhr, la Tyne, le canal de Bristol et surtout

1. Les grands marchés de matières premières.

Hampton Roads; de jeunes marchés s'essayant à une exportation encore régionale : tels sont les caractères très simples, les moins compliqués du monde, du commerce mondial de la plus considérable des matières premières, le charbon ».

CHAPITRE VIII

Organisation.

Dans les premiers temps de l'industrie houillère, le charbon était généralement pris dans des conditions très faciles : là où il affleurerait par exemple. Les installations étaient peu considérables et ne nécessitaient pas de capitaux importants.

A partir du moment où l'extraction a pris une grande ampleur, les affleurements se sont trouvés épuisés ou insuffisants et il a fallu recourir au fonçage de puits plus ou moins profonds, opération suivie de travaux préparatoires importants.

Ces opérations de longue haleine n'ont pu se faire que grâce à l'apport de capitaux considérables. Aussi le phénomène de concentration est-il apparu aussitôt et la constitution de sociétés minières importantes est devenue la règle générale. On a alors assisté — mais seulement dans quelques pays — au développement d'organisations très vastes et de combinaisons horizontales. Néanmoins, dans la plupart des pays l'industrie houillère n'est pas encore organisée.

Nous aurons par la suite à faire une distinction très nette entre l'organisation technique et l'organisation commerciale. Si la première laisse à désirer dans certains pays, elle n'est pas cependant par elle-même considérée comme la grande responsable de la crise actuelle. Cette

responsabilité est au contraire attribuée à l'inexistence — à de très rares exceptions près — de l'organisation commerciale d'ensemble.

Cette question d'organisation industrielle et commerciale d'une part, et celle d'organisation sur des plans locaux et nationaux et sur un plan international d'autre part, forment le sujet de notre thèse, mais le moment n'est pas encore venu d'en parler. Nous attendrons de traiter « les solutions nationales » et « l'acheminement vers l'organisation internationale ».

CHAPITRE IX

L'avenir et l'utilisation de la houille.

Il existe un certain nombre de facteurs susceptibles d'amener une réduction permanente de la demande en charbon.

L'étude de ces facteurs est du plus haut intérêt pour l'avenir de l'industrie du charbon, puisqu'ils en conditionnent l'emploi.

Nous pouvons envisager la division suivante :

1^o Utilisation rationnelle du charbon par l'amélioration des méthodes de combustion, l'usage indirect sous forme de gaz et d'électricité, et l'utilisation chimique du charbon qui marche de pair avec la première.

2^o La concurrence des huiles lourdes comme combustible;

3^o La production d'énergie hydroélectrique.

Tout récemment, en octobre 1928, le Comité économique de la Société des Nations — chargé de l'enquête sur le charbon — s'est considéré comme insuffisamment renseigné sur un certain nombre de ces questions et il a demandé à sa délégation d'attirer tout particulièrement l'attention des experts sur certains aspects du problème qu'il estime particulièrement intéressants, notamment ceux-ci :

« Relation entre l'industrie charbonnière et les autres sources d'énergie en général. En particulier la question

de savoir dans quelle mesure le charbon est concurrencé par d'autres combustibles (par ex. lignite, huiles minérales, charbon de bois, etc...) et quel est le développement, pour autant qu'on puisse le prévoir, de l'utilisation relative du charbon et des autres combustibles ».

Nous ne connaissons pas encore les résultats de cette nouvelle enquête.

SECTION I

Utilisation rationnelle et utilisation chimique de la houille.

L'utilisation rationnelle du charbon consiste à trouver pour une consommation bien déterminée la meilleure qualité de charbon sous une forme parfaitement appropriée. Inversement elle peut quelquefois consister à trouver à toute force une utilisation économique pour une qualité de charbon réputée médiocre jusque-là. Cela peut même conduire à créer un emploi pour ce charbon médiocre mais extrait dans de bonnes conditions de prix de revient.

Dans tous les cas, la mesure de l'utilisation rationnelle sera le rapport du nombre de calories utilisées à celui des calories mises en jeu.

On sait que la diversité des qualités de charbons livrées au commerce est tout à fait considérable, nous en avons parlé à propos des « prix ».

L'utilisation rationnelle vient encore accroître cette diversité.

La tendance vers l'utilisation rationnelle des combustibles existait avant-guerre. La disette générale de char-

bon pendant la période de guerre et les années qui l'ont immédiatement suivie, a donné une impulsion considérable à cet effort.

Les perfectionnements apportés dans les houillères au classement et à la qualité des charbons proviennent des meilleures méthodes de lavage et de l'élimination d'une plus grande proportion de matières stériles, des mélanges des diverses sortes de charbon en vue d'obtenir une teneur déterminée en matières volatiles ainsi que des qualités physiques et des qualités de combustion appropriées à son emploi.

Parallèlement, la fabrication des agglomérés a suivi le même progrès. En ce qui concerne l'utilisation rationnelle et pour ne donner qu'un exemple — d'importance il est vrai — les générateurs de vapeur qui absorbent plus de 20 % de la production totale de charbon ont été perfectionnés dans une très large mesure. Les chaudières d'il y a vingt ans ne peuvent aucunement soutenir la comparaison avec celles d'aujourd'hui.

Ce perfectionnement des générateurs de vapeur est d'ailleurs en liaison directe avec l'accroissement si remarquable de la production d'énergie électrique. Nous pouvons signaler à ce sujet l'effort fourni en France depuis la guerre par les houillères du Nord et du Pas-de-Calais par la création de grandes centrales thermiques. La puissance installée y est passée de 101.000 kilowatts en 1913 à 438.000 kilowatts en fin 1926.

Le Mémorandum du charbon avoue qu'il manque de renseignements détaillés sur les économies réalisées récemment dans l'utilisation du charbon : une statistique de ce genre rencontre en effet des difficultés considérables étant donné le nombre incalculable de consommateurs de charbon qui auraient à en donner les éléments sous une forme comparable.

L'utilisation chimique du charbon a ouvert nouvellement un champ immense à l'activité industrielle. Cette question est tout à fait à l'ordre du jour depuis la guerre. Elle occupe dans les pays producteurs de charbon un grand nombre de savants qui recherchent d'abord les procédés d'obtention des dérivés de la houille et ensuite l'utilisation industrielle de ces procédés.

L'utilisation chimique du charbon a été définie par M. Ch. Berthelot :

« L'art de tirer de la houille des produits isolés définis, utilisables spécialement pour la préparation par voie de synthèse d'hydrocarbures et de produits azotés. »

En ce qui concerne les carburants, le problème est d'un intérêt immédiat pour les pays qui ne possèdent pas de pétrole. En France, par exemple, comme on le sait, la question des combustibles liquides est d'ordre hautement national.

D'une manière plus générale, l'obtention des carburants liquides, à partir de la houille, doit parer à l'insuffisance de pétrole et plus tard à son épuisement total, probablement dans une cinquantaine d'années.

Rappelons l'exposé récent fait par M. le président du Comité Central des Houillères de France, sur les raisons qui ont amené l'industrie houillère à insérer dans le cadre de son activité la transformation des combustibles solides en carburants, savoir :

1^o Elle permettrait de présenter le combustible aux consommateurs sous la forme solide ou liquide suivant qu'ils le désireraient. C'est un grand avantage commercial, car le rythme économique des carburants s'inscrit selon une courbe complètement différente de celle du charbon. Les crises ne concorderaient donc pas nécessairement;

2^o Deux millions de tonnes d'essence peuvent se loger

d'une manière relativement aisée, tandis que l'on rencontre de grosses difficultés pour stocker et reprendre 12 millions de tonnes de charbon;

3^e Les essences seraient vendues probablement par des contrats à long terme, de telle sorte que les 70.000 ouvriers occupés à l'extraction et à la transformation des 12 millions de tonnes de houille correspondantes, ne courraient guère de risques de chômage.

On réussit actuellement à préparer au moyen de la houille deux sortes différentes de carburants : l'alcool méthylique et les essences de pétrole. La fabrication de l'alcool méthylique est mise au point en France et M. Dumanois le considère comme un excellent carburant. Toutefois, la question des débouchés présente pour l'instant des difficultés sérieuses.

En Allemagne on préfère préparer les essences de pétroles par des procédés et pour des raisons dans le détail desquels nous ne pouvons entrer. Signalons qu'en France ces questions sont étudiées par l'Office National des Combustibles Liquides et la Société Nationale pour la recherche des combustibles liquides.

Passons maintenant aux produits azotés.

L'importance de la question des engrais sur la balance commerciale d'un pays sera mise en lumière par ce seul exemple. L'Allemagne qui, avant la guerre, importait du nitrate du Chili comme engrais, exporte actuellement 200.000 tonnes d'azote par an pour engrais et en utilise chez elle une quantité double. Le bénéfice que lui a ainsi apporté la découverte de l'ammoniaque synthétique se monte à 5 milliards de francs papier par an.

La fabrication de l'ammoniaque synthétique permet l'utilisation de l'hydrogène contenu dans le charbon : c'est là un débouché supplémentaire qui s'est offert

depuis dix ans environ à l'industrie du charbon, et cela pour le plus grand bien de l'agriculture.

La consommation n'a pas encore atteint, et de beaucoup, sa limite et un très grand avenir est donné actuellement à l'industrie de l'ammoniaque synthétique. En ce qui concerne les prix du nitrate d'ammoniaque, il est intéressant d'en examiner la courbe décroissante depuis avant la guerre, par suite de la concurrence et de l'amélioration du prix de revient.

Il convient de signaler l'avance prise par l'Allemagne qui est sur le point de produire 800.000 tonnes d'ammoniaque par an.

Nous pouvons citer pour mémoire les quatre méthodes essentielles dont la technique dispose pour l'utilisation chimique du charbon :

- 1° La carbonisation à basse température;
- 2° La carbonisation à haute température;
- 3° L'hydrogénation de la houille ou du goudron primaire;
- 4° La réduction de l'oxyde de carbone par l'hydrogène en présence des catalyseurs permettant de donner naissance à des composés chimiquement bien déterminés.

Parmi ces quatre méthodes, la carbonisation à haute température seule est installée sur une grande échelle, les autres sont encore à la période des tâtonnements.

La réalisation des installations nécessaires à l'application des procédés énumérés ci-dessus impose une mise en jeu des capitaux énormes. Ce fait est de nature à en retarder la création lorsque la concentration industrielle est insuffisante. Pour fixer les idées, signalons que les augmentations de capital des grands trusts chimiques tels que l'I. G. Farben Industrie ou la Société Norvégienne de l'Azote, destinées à étendre la fabrication de

l'ammoniaque synthétique sont de l'ordre du milliard de francs papier.

Nous devons faire remarquer l'importance considérable que l'utilisation chimique des combustibles solides donne au lignite. Comme nous le savons, les réserves de ce combustible sont évaluées à 3.000 milliards de tonnes. Avant la guerre le lignite était un peu dédaigné, mais, depuis lors, le développement de son extraction a été remarquable surtout en Allemagne. La carbonisation à basse température paraît devoir en faire une matière première presque aussi intéressante que le charbon.

Cette nouvelle technique de l'industrie allemande du lignite est susceptible de créer de nouvelles concentrations industrielles très importantes dans les régions possédant les gisements de lignite.

Pour bien se pénétrer de l'effort général vers la meilleure utilisation possible du charbon, signalons la XI^e Conférence internationale du charbon qui s'est tenue à Pittsburgh du 19 au 24 novembre 1928.

Le président de l'Institut Carnegie, M. Thomas Baker a dit que le but de la conférence était de mettre au point toutes les connaissances scientifiques pouvant être obtenues dans le monde, sur l'utilisation du charbon bitumineux, ce qui a une importance nationale et internationale, car de l'échange des idées qui sera fait, chacun pourra tirer profit.

De savants rapports ont été présentés par des spécialistes du monde entier. Parmi ceux qui représentaient la France, citons MM. Georges Claude, Audibert et Duma-nois.

A la clôture du Congrès M. Baker a proposé l'installation à Pittsburgh d'un grand laboratoire d'expériences.

SECTION II

La concurrence du pétrole.

Le pétrole, mélange complexe de carbures d'hydrogène et de divers autres produits possède une grande supériorité sur le charbon. Cette supériorité tient à son plus grand pouvoir calorifique (11.000 à 12.000 calories pour le pétrole contre 5.000 à 7.000 pour le charbon) et à son état liquide qui ont permis de l'employer avec succès dans les moteurs à explosions et les moteurs à combustion interne. L'énergie thermique fournie par le pétrole serait actuellement de l'ordre de 7 % de l'énergie totale consommée dans le monde. Le développement de la consommation de pétrole a été surtout considérable à partir du moment où l'essence a pu être utilisée pour les moteurs, c'est-à-dire il y a quelque vingt ans.

La croissance de la consommation s'est alors faite suivant une courbe exponentielle jusqu'à ces dernières années. L'état de saturation du marché est ensuite intervenu.

Les automobiles, dont le nombre doit atteindre actuellement près de 30 millions dans le monde, absorbent une grosse partie de cette production et il convient de remarquer de ce point de vue que l'essence de pétrole ne joue qu'indirectement le rôle de concurrent du charbon, si l'on comprend par là que les hommes et les marchandises transportés en auto l'eussent été en partie au moins en chemin de fer, à défaut d'autos.

Les huiles lourdes (résultat de la distillation du pétrole au-dessus de 350°) sont un concurrent direct et très redoutable du charbon.

Elles sont maintenant employées de plus en plus comme combustibles dans certaines opérations industrielles, soit pour la production de vapeur, soit dans les moteurs à huile lourde.

En ce qui concerne les transports maritimes, le tonnage des navires lancés dans le monde en 1925-1926 se partageait par moitié entre ceux munis de moteurs ou de turbines à vapeur et les autres munis de moteurs à huile lourde.

La proportion d'huiles lourdes brûlées dans les navires lancés pendant la même période, atteignait 68,6 % du total huiles lourdes et charbon.

La Grande-Bretagne ressent plus que les autres pays la concurrence des huiles lourdes dans les transports maritimes, étant donné la place qu'occupe le charbon de soute dans ses exportations. A cet égard les itinéraires des navires jouent un grand rôle.

Pour les installations terrestres la chauffe au mazout est encore peu répandue et n'existe que dans la métallurgie ou pour le chauffage de grands immeubles. Les moteurs à combustion interne ne progressent pas très vite au détriment des machines à vapeur.

Remarquons que la baisse importante du prix du charbon au cours des années 1927 et 1928 a marqué un recul certain de la concurrence des huiles lourdes.

La production de pétrole n'a pas encore atteint son point culminant et pendant de nombreuses années encore il sera un grand concurrent du charbon.

Les carburants de synthèse parviendront-ils à se substituer à lui avant son épuisement? C'est là un grave problème.

SECTION III

La production d'énergie hydroélectrique.

L'invention de la turbine hydraulique et de la dynamo ont permis l'utilisation en grand de l'énergie des cours d'eau. Cette utilisation est une œuvre de grande envergure pour laquelle les plans de construction et d'application doivent être conçus généralement sur une grande échelle et en tout cas étudiés d'avance avec un soin tout particulier.

La concentration industrielle et la concentration commerciale se sont manifestées dès le début dans cette industrie et c'est bien là une exception.

Les législations n'avaient pas du tout prévu ce développement de la houille blanche et il a fallu créer partout des lois et règlements. L'intervention de l'État s'est manifestée dans divers pays sous des formes qui ont entraîné des appréciations variées. L'unité de vues indispensable que l'État apporte est quelquefois contrariée par la participation aux bénéfices qu'il entend se réserver ou réserver aux ouvriers. En France, par exemple, certains attribuent à la loi de 1919 sur l'utilisation des forces hydrauliques le faible développement de cette industrie.

Il est intéressant de reproduire les chiffres suivants concernant le développement actuel et futur de l'énergie hydraulique et qui ont été pris dans le volume I du *Rapport sur la Conférence mondiale de l'Energie de 1925*.

En millions de C. V.		
	Energie actuellement utilisée	Evaluation du développement futur
Autriche	0,58	2,28
Finlande	0,19	2,54
France	1,34	10,72
Italie	1,53	8
Norvège	1,82	16
Espagne	1,26	6
Suède	1,42	11,6
Suisse	1,49	8
Total en C. V.	9,63	65,14

Ajoutons, suivant la disposition précédente, ces chiffres empruntés au livre de M. de Rousiers sur les grandes industries modernes :

En millions de C. V.		
	Energie actuellement utilisée	Evaluation du développement futur
Etats-Unis	6	66
Canada	2,4	22
Allemagne	2,5	0,4
Total en C. V.	10,9	88,4

Les statistiques des ressources d'énergie hydraulique provenant de sources différentes donnent souvent des chiffres présentant des écarts sensibles. De pareils calculs sont, en effet, fort difficiles.

En tous cas, on voit que les possibilités de développement sont énormes. Toutefois, en admettant même que ces ressources soient utilisées complètement dans un avenir plus ou moins lointain, le charbon restera encore à ce moment la source prépondérante d'énergie. L'exemple de l'Italie, dépourvue complètement de combustibles, est souvent cité pour la bonne utilisation de ses forces hydrauliques. Dans l'espace de douze ans le nombre total de C. V. équipés électriquement est passé de

130.000 à 2.500.000; elle consomme actuellement plus de 7.000 millions de kilowatts heures par an.

A la cadence actuelle, l'Italie aura parachevé dans quinze ans l'aménagement de ses chutes.

Les Américains si riches en combustibles, mais soucieux de l'avenir, ont élaboré un grand programme d'utilisation de la houille blanche. Il est actuellement en cours d'exécution et lorsqu'il sera terminé, il leur procurera une économie annuelle de combustible de 50 millions de tonnes.

Aux États-Unis, de 1913 à 1927 (1), la proportion d'énergie hydroélectrique consommée par rapport à l'ensemble charbon et huiles lourdes a augmenté régulièrement de 3,4 % à 7,3 %, alors que sur le même total, le charbon reculait de 87,1 à 68, 3 %. Ces chiffres sont très significatifs.

L'Allemagne dont les ressources totales sont faibles en a cependant déjà équipé une fraction importante.

La Suisse, la Norvège et la Suède sont entrées activement dans la voie des réalisations qui rendent les plus grands services aux habitants.

En France, d'après le rapport de M. le sénateur Molard, les 6/7 de nos ressources sont actuellement (début de 1928) inutilisés. La période d'après-guerre, si elle commandait impérieusement la recherche du remplacement des combustibles, nous trouvait dans une grande détresse financière et le placement d'argent à long terme n'était pas chose facile.

De plus, l'État à la recherche de formules nouvelles, confia en 1921 par une loi, l'œuvre immense de l'aménagement du Rhône à une Société d'un type inédit qui réunissait toutes les collectivités intéressées. La réalisa-

1. *South Wales Journal of Commerce*, 10 déc. 1928.

tion se révéla extrêmement lente, car les capitaux investis étaient insuffisants et soumis à trop rude épreuve.

Actuellement la puissance des usines hydrauliques en service n'augmente guère que de 50.000 kilowatts par an. A ce rythme, il nous faudra un siècle pour utiliser complètement nos ressources en France.

Il ne faut pas perdre de vue qu'à puissance égale les dépenses de premier établissement sont en moyenne trois fois plus grandes en France dans le cas d'une centrale hydraulique que dans celui d'une centrale thermique, aussi cette dernière est-elle en faveur actuellement.

L'utilisation du courant produit par les chutes d'eau est d'une souplesse assez grande à cause de la facilité du transport de l'électricité et aussi par la diversité des industries à servir. Parmi elles citons surtout les transports, les industries chimiques et la métallurgie électrique (l'aluminium notamment).

Certains pensent que la houille blanche est susceptible de déterminer une résurrection du petit atelier.

Cependant la constance de l'énergie fournie dans une journée est un sérieux obstacle à l'utilisation économique de l'installation : il est rare que les compensations recherchées fournissent un équilibre complet et permanent entre la consommation et la distribution.

En résumé, l'utilisation des ressources hydrauliques est partout en progrès, mais le rythme de ces progrès est fort variable suivant les pays. On connaît à peu près le chiffre total des ressources disponibles, mais les délais qui seront nécessaires pour les utiliser complètement sont de grandes inconnues, car les moyens d'y parvenir sont liés à des considérations techniques, sociales, financières et gouvernementales. L'accroissement de l'utilisation de la houille blanche est très utile à connaître, mais ce qui nous intéresse surtout, c'est la quantité qui se substi-

tuera au combustible et celle qui sera utilisée en dehors de ce combustible. Pour les chemins de fer, le problème est clair; pour les industries chimiques, la métallurgie et le petit atelier, c'est bien compliqué.

ÉTUDE SOCIALE

CHAPITRE PREMIER

Généralités.

Le coup d'œil d'ensemble que nous avons jeté sur l'industrie houillère, pour être complet, nécessite l'étude de l'aspect social de cette industrie. Si l'on considère que le prix de revient du charbon est absorbé pour les $\frac{2}{3}$ environ par les frais de main-d'œuvre, cette seule proportion suffit pour nous indiquer amplement le rôle prépondérant de la question ouvrière dans cette industrie.

En France, par exemple, une houillère de 1 million de tonnes exige 5 à 6.000 ouvriers entraînant une population minière de 20.000 âmes environ. Si l'on tient compte de tous ceux qui progressivement, alimenteront, administreront et distrairont cette population, il faut ajouter 50 %. On arrive ainsi au chiffre de 30.000 âmes.

Les villes minières de notre pays, en particulier dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, sont bien souvent de cette importance et quelquefois dépassent ce chiffre de beaucoup.

On voit ainsi que le problème social de la mise en exploitation d'un grand gisement houiller est de première importance.

Il faut construire des habitations pour loger toute cette population. Lorsqu'elle est installée, elle fait preuve d'une remarquable fixité; sa natalité est élevée et en France particulièrement, ce fait est assez remarquable. Cela peut s'expliquer par la sécurité d'emploi qu'offre la mine aux enfants de mineurs qui deviennent ainsi de bonne heure une source importante de revenus pour la famille.

Le centre houiller ainsi constitué attire assez rapidement un certain nombre d'industries, à commencer par celles qui utilisent une grande quantité de charbon.

Les transports qui deviendront nécessaires à ces industries seront eux-mêmes assurés puisque la source d'énergie est sur place.

Ainsi la règle générale sera la création d'un grand centre industriel là où au début n'existaient que des mines de charbon et c'est généralement à la métallurgie que revient la première place.

En Angleterre, depuis cent ans environ, on a remarqué le transfert de la masse de la population anglaise vers la partie de l'Angleterre située à l'Ouest de la ligne Newcastle-Bristol dans les régions riches en charbon, où se sont créés d'énormes centres métallurgiques ou textiles.

Un exemple plus caractéristique encore nous est offert par la Westphalie où le bassin houiller a servi de substratum à un bloc industriel qui comprend 65 % de la production totale du Reich en fonte ou acier et une foule d'autres industries. Ainsi que le remarque M. de Peyerimhoff : « Avant l'ère de grande croissance industrielle du siècle dernier, la répartition des peuples à la surface de la terre était relativement homogène quoique les conditions de vie fussent fort variables suivant les endroits. Depuis, des centres d'attraction se sont créés et ont absorbé une masse de population énorme venue d'un peu

partout et on constate actuellement une mosaïque bien plus compliquée et contrastée. »

Ces centres d'attraction sont placés sur les bassins houillers et accumulent assez rapidement les grandes industries tributaires du charbon. Cette concentration fait intervenir un élément décisif de la puissance des peuples : le nombre.

Ainsi s'explique la prépondérance de l'hémisphère Nord sur l'hémisphère Sud pauvre en ressources minières.

Nous pouvons prévoir, dès maintenant, que des pays tels que la Turquie, l'Egypte, l'Afrique du Nord, la Yougoslavie, la Hongrie n'auront jamais un rôle de premier plan faute de richesses minérales suffisantes.

Au contraire, n'oublions pas que l'Allemagne et l'Angleterre et même la Pologne et la Tchécoslovaquie, malgré toutes les vicissitudes politiques qu'elles peuvent traverser, demeurent assurées d'un magnifique avenir.

Les conditions de travail des mineurs ont été très pénibles, au début de cette industrie, c'est là un fait incontestable.

L'intensité et la durée de l'effort musculaire demandé étaient supérieures à celles de beaucoup d'autres industries.

De plus, ce travail exécuté en atmosphère viciée et sous la menace continuelle d'éboulements ou d'explosions de grisou lui ont fait une réputation spéciale. Cependant peu à peu, à la suite de l'initiative des exploitants et du contrôle de l'État, une amélioration très grande s'est fait sentir à tous les points de vue de sorte qu'à l'heure actuelle les statistiques d'accidents et de maladies prouvent que le métier de mineur n'est pas plus dangereux que celui de métallurgiste par exemple. Mais, comme il arrive souvent en pareil cas, la réputation éta-

blie en premier lieu s'est maintenue et a d'ailleurs été soigneusement entretenue par les représentants des mineurs puissamment organisés, bien que d'une manière générale on ne puisse plus la justifier.

CHAPITRE II

Les interventions législatives.

Malgré ce que nous venons de dire sur la condition des ouvriers mineurs, il est courant d'entendre que la profession de mineur est notoirement, parmi toutes, la plus pénible et celle qui présente les plus grands dangers.

Cette réputation n'a pas manqué de se traduire dans la plupart des pays par une très grande quantité de lois et règlements en faveur des mineurs.

Ce mouvement était naturellement le plus marqué là où l'organisation syndicale était la plus forte et où les mineurs avaient des représentants au Parlement pour défendre énergiquement leurs intérêts.

En ce qui concerne la durée du travail, les mineurs anglais ont été les premiers à obtenir des avantages et les mineurs français les ont suivis dans cette voie.

Dans ces deux pays et en Allemagne également, la durée du travail des mineurs a été régie de bonne heure par des lois spéciales, les premières qui aient innové en cette matière l'intervention législative.

Immédiatement après la guerre, lorsque la question de la loi générale des huit heures a été posée dans presque tous les pays, il est apparu que, selon la tradition, les mineurs devaient se trouver encore en avant dans la voie de la réduction de la journée de travail.

Si l'on prend d'abord l'exemple de la France, la loi

Durafour du 24 juin 1919 régit très spécialement les mineurs et impose un maximum de huit heures par jour sans compensation possible sur une période quelconque. Cette loi, votée sous la menace de la grève générale, est un exemple typique du travail désordonné de notre Parlement.

En effet, le mode de calcul des huit heures, du premier ouvrier descendu au dernier remonté de la catégorie, et compte tenu de la pause et du parcours, ne laissait à l'ouvrier qu'un travail effectif de six heures dix-sept. Les détails du calcul de cette durée de travail sont difficiles à saisir pour les non-initiés et la plupart des députés, sauf les députés mineurs bien entendu, ne se sont pas rendu compte, dans la précipitation du vote, de la différence énorme qu'ils consacraient entre les mines et le reste de l'industrie.

L'Angleterre allait encore plus loin dans la voie de la réduction du temps de travail. Après la guerre le régime des sept heures trente de présence au fond ne donnait que cinq heures quarante-cinq de travail effectif.

En Allemagne la journée de huit heures était adoptée.

Partout, d'ailleurs, les députés mineurs affirmaient très catégoriquement que le rendement ne s'en trouverait aucunement atteint parce que le mineur travaillerait plus.

Affirmer cela, c'était compter sur une révolution psychologique! Bien au contraire la vague de paresse qui a suivi la guerre a eu les effets les plus néfastes sur le rendement individuel.

CHAPITRE III

Les salaires des mineurs.

Les salaires des mineurs dans les divers pays comportent généralement en plus de ce qui est touché en espèces, ce que l'on appelle les avantages en nature sous forme de logement à un prix insignifiant et de chauffage. A cela, s'ajoutent des assurances diverses très importantes.

Dans les mines les conventions collectives de travail ont été appliquées dès leur apparition. Ces conventions présentent de très sérieuses garanties pour les mineurs, notamment au point de vue du salaire minimum et de la moyenne des salaires.

L'étude de l'évolution des salaires des mineurs anglais présente un gros intérêt en ce qui concerne la dépendance étroite du taux de ces salaires et de la prospérité de l'industrie houillère.

C'est de la période de contrôle instituée en Angleterre pendant la grande guerre que date l'institution du salaire minimum garanti et la détermination de ces salaires sur une base nationale.

La puissance très accrue de la Fédération des mineurs sut faire obtenir de notables augmentations pendant la période de grande prospérité de 1919-1920. Au début de 1921, le mineur britannique, pour une journée de travail diminuée d'une heure, percevait une rémunération supérieure de 195 % à celle d'avant-guerre, alors que le

coût de la vie a augmenté de 145 % et que le salaire moyen dans les autres professions s'est accru de 160 à 170 % : il est donc privilégié.

L'application du système de l'échelle mobile des salaires en fonction du prix du charbon n'a pas réussi en Angleterre; en effet, la situation ne put se maintenir et la question du salaire des mineurs devait faire par la suite l'objet de plus graves conflits. Maintenus à un niveau relativement élevé en 1925 à l'aide de la subvention gouvernementale, à l'heure actuelle en Angleterre le bordereau mensuel des salaires représente par rapport à 1925 une baisse de plus de 30 %. La réglementation de ces salaires sur une base nationale a été abandonnée.

En Allemagne les salaires des mineurs sont réglés par des conventions collectives de travail appelées « Lohnverträge », ce qui indique suffisamment leur principal but.

La chute vertigineuse du Mark a créé des difficultés insurmontables pour les clauses de ces conventions; les augmentations qu'elles accordaient s'essoufflaient à vouloir compenser la baisse du Mark.

Actuellement, les exploitants allemands se plaignent du fait que, par suite des lois sur l'économie charbonnière, ils ne soient plus libres de faire jouer comme ils l'entendent les salaires et les prix.

En France, en ce qui concerne les salaires des mineurs, nous emprunterons les indications suivantes à la Thèse de Doctorat en Droit de M. Mangez (1925) sur l'évolution des salaires de mineurs dans les Houillères du Nord.

L'évolution des salaires peut être divisée en trois périodes :

La première de 1855 à 1888 est caractérisée par l'absence d'unification et la liberté d'action des Compagnies.

Le salaire tend à se modifier dans le même sens que la variation de la valeur journalière (produit du prix de vente moyen par le rendement) produite par l'ouvrier quand celle-ci croît.

Quand cette valeur journalière diminue, si le prix de vente diminue et si le rendement augmente un peu le salaire continue à monter légèrement ou reste stationnaire, si le prix de vente diminue ainsi que le rendement, le salaire baisse mais d'une quantité moindre.

La deuxième période de 1889 à 1914 est dominée :

1^o Par l'application de nombreuses conventions collectives entre exploitants et ouvriers, s'étendant à tout le bassin et cela à la suite du développement des syndicats.

2^o Par la dépendance presque exclusive des salaires par rapport au prix de vente du charbon et au rendement.

3^o Par l'augmentation marquée du salaire journalier moyen.

Les lois de variations signalées pour la première période sont encore valables.

L'étude de la troisième période de 1914 à 1925 complète cette évolution sous un jour différent. Les principes énoncés subsistent mais l'amplitude des variations est toute autre. La considération dominante est celle du coût de la vie et on se trouve pris dans un cercle vicieux : si l'augmentation du coût de la vie entraîne celle des salaires, la hausse du taux des salaires provoque le renchérissement général.

M. Aftalion dans son traité sur les crises périodiques de surproduction a étudié les variations des salaires, des coûts de revient, des prix et des profits dans les mines de France de 1850 à 1908 et dans celles de la Ruhr de 1879 à 1908. Il en tire les conclusions suivantes :

Pendant les périodes de prospérité les salaires haussent, dans le cas de dépression la baisse est légère et de faible durée. Les oscillations des salaires sont moindres que celles des prix surtout quand les prix baissent. Il y a un décalage entre ces variations : la hausse de salaire suit la hausse des prix et la baisse des salaires finit avant la baisse des prix.

En ce qui concerne les profits — difficilement appréciables d'ailleurs — les oscillations suivent celles des prix, mais sont 4 à 8 fois plus considérables que celles des prix, et à *fortiori* que celles des salaires. Les variations du coût de production sont plus fortes que celles des salaires. Les fluctuations rythmiques du coût de production sont moins fortes que celles des prix et plus tardives, ce qui paraît bien établir qu'elles ne s'affectent que sous l'impulsion de celles des prix.

Nous n'oublierons pas que ces conclusions se rapportent à des « troubles fonctionnels » de l'industrie minière, et il faudra beaucoup de prudence pour les appliquer éventuellement à la crise profonde de l'heure actuelle.

CHAPITRE IV

Uniformisation des conditions de travail des mineurs.

Les différents pays charbonniers ont tous manifesté après la guerre les mêmes tendances au point de vue de la réglementation des conditions de travail, à savoir, d'abord législativement, la tendance à la réduction de la durée de travail et ensuite, en ce qui concerne les conventions collectives de travail, la tendance à suivre les fluctuations de la monnaie, du prix de la vie et de la prospérité économique propre de l'industrie houillère.

La puissante organisation syndicale des mineurs est ainsi parvenue dans chaque pays à obtenir une certaine uniformité des conditions de travail, mais cependant d'un pays à l'autre les différences restent encore bien notables et cela résulte naturellement des aspects variables de l'état social et des caractères de l'industrie du charbon propre à chaque pays : ces différences tendent à s'atténuer.

On sait, en effet, que la tendance à l'uniformisation des conditions de travail dans le monde est un trait caractéristique de la période d'après guerre. Peu à peu les caractères propres de la production dans les différents pays s'effacent : cela tient aux facilités des relations internationales, à l'internationalisation du marché économique et à l'action d'organes privés ou administratifs, nationaux ou internationaux.

Des économistes tels que Robert Owen et Blanqui avaient depuis bien longtemps tracé la voie de l'internationalisation des lois ouvrières. Signalons pour les mines l'essai infructueux qui fut fait au Congrès de Berlin de 1900 en vue de réglementer internationalement le travail. Au moment de la signature du Traité de paix de Versailles, l'atmosphère était favorable pour concrétiser le sentiment de justice entre classes et l'on connaît le préambule solennel consacrant internationalement les droits du travail salarié ainsi que les principes qui suivent ce préambule.

On connaît également la création du Bureau International du travail qui est la partie la plus active de l'ensemble des institutions de la S. D. N. Les différentes sessions de la Conférence Internationale du Travail ont accompli un travail énorme, surtout si on compare ce travail à celui d'avant guerre.

Dans le même ordre d'idées, depuis la guerre, de nombreux traités de travail englobent l'ensemble de la vie et de la production des travailleurs de l'Europe.

Voyons maintenant plus spécialement ce qui a été fait pour les mineurs par leurs représentants.

La Fédération Internationale des Mineurs a naturellement inscrit en tête dans son programme cette question de l'uniformisation des conditions de travail. La crise de surproduction, déjà bien marquée en 1925, fut l'occasion d'une vigoureuse offensive dans cet ordre d'idées de la part de la Fédération. Les manifestations du chômage, la diminution des salaires subie dans certains pays par les mineurs servaient de base à ces revendications.

Le 28 avril 1925, le Comité de la Fédération Internationale des travailleurs du sous-sol, réuni à Bruxelles,

prenait la résolution de poursuivre avec énergie l'unification des conditions de travail. Se reconnaissant insuffisamment renseigné en la matière, il jugeait nécessaire une enquête approfondie sur la question.

CHAPITRE V

Enquête du bureau international du travail sur les salaires et la durée de travail dans les mines de charbon.

SECTION I

Méthode de l'enquête.

Le conseil d'administration du B. I. T. se saisit de la question et confia au Bureau le soin de mener à bien un pareil travail et cela en toute indépendance.

Cette enquête dura trente mois et les résultats en furent publiés en mai 1928. Ce travail est particulièrement intéressant parce que pour la première fois il a recherché sur des bases comparables les conditions de travail d'une industrie essentielle dans tous les pays du monde.

La durée du travail et les salaires en forment les deux grandes parties. La première nécessitait la distinction difficile du temps de présence et du travail effectif, à laquelle nous avons déjà fait allusion plus haut et qui est indispensable pour des comparaisons valables. La seconde partie présentait des difficultés presque insurmontables par suite du désordre monétaire de l'Europe après la guerre, d'autant plus que le salaire devait être

envisagé sous deux aspects très différents : d'abord en tant qu'élément du coût de production de la tonne de charbon, ensuite en tant que moyen de subsistance pour l'ouvrier.

Les auteurs de cette étude ont manifesté une grande prudence et ils commencent par exposer en détail leur méthode de travail, la procédure d'enquête auprès des gouvernements et des organisations intéressées et enfin le mode d'établissement des statistiques. La conclusion de ces préliminaires est qu'une comparaison internationale est extrêmement malaisée et que cependant pour l'avenir « toute entente internationale, toute convention doit reposer sur une connaissance scientifique du problème qu'elle tend à résoudre ».

Devant l'insuffisance des renseignements obtenus, l'enquête qui primitivement devait comprendre plusieurs années, a dû se limiter à l'année 1925 seule, ce qui en amoindrit malheureusement la portée.

SECTION II

Résultats de l'enquête pour l'Europe.

La comparaison des durées de travail a mis en relief des différences moins importantes que celles auxquelles on pouvait s'attendre; voici un tableau donnant pour l'Europe la durée moyenne du poste ou de la journée normale.

On remarquera que les Allemands n'ont pas donné le temps de travail effectif au chantier, peut-être ne voulaient-ils pas mettre en évidence les « Nebenschichte » et les « Ueberschichte ».

**DURÉE MOYENNE DU TRAVAIL DANS LES MINES DE HOUILLE
EN EUROPE, 1925**

Pays et bassin	Ouvriers du fond		Ouvriers de la surface.
	Durée de présence dans la mine	Durée de présence au chantier, pauses déduites	Durée réelle du travail, pauses déduites
ALLEMAGNE :			
Ruhr	8 h.	—	10 h.
Aix-la-Chapelle...	8 h. 30 m.	—	10 h.
Haute-Silésie	8 h. 30 m.	—	10 h.
Basse-Silésie.....	8 h.	—	9 h. (9 h.30)
Saxe	8 h.	6 h. 15 m.	9 h.
Belgique	7 h. 50 m.	6 h. 20 m.	8 h.
France	7 h. 44 m.	6 h. 17 m.	7 h. 59 m.
Grande-Bretagne.....	7 h. 30 m.	5 h. 45 m.	7 h. 45 m.
Pays-Bas	8 h.	6 h. 20 m.	8 h.
POLOGNE :			
Silésie	8 h.	6 h. 16 m.	8 h.
Dombrowa	8 h.	6 h. 16 m.	8 h.
Sarre	7 h. 30 m.	—	—
Tchécoslovaquie	7 h. 25 m.	5 h. 55 m.	7 h. 45 m.

Le problème des salaires plus complexe a demandé une analyse beaucoup plus poussée.

La base du calcul des salaires comprend l'ensemble des gains effectifs des mineurs, c'est-à-dire y compris tous les éléments de revenus du travailleur employé dans les mines : le logement, le chauffage, les assurances sociales, les congés payés, etc... De plus, les calculs par poste, par semaine ou par année présentent des différences très importantes. Nous ne pouvons ici donner que les tableaux qui nous paraissent le mieux résumer ou tout au moins donner une idée de l'étude.

Voici les niveaux relatifs des gains moyens des ouvriers du fond exprimés en or, par année et par travailleur. De plus, on peut voir les nombres indices des gains annuels

exprimés en fonction de leur pouvoir d'achat, ce pouvoir d'achat étant basé sur un certain nombre de denrées de consommation. Dans chaque pays le nombre indice est naturellement pris par rapport au marché intérieur. Ces nombres indices intéressent directement l'objet des études proposées par la Fédération des Mineurs. Pour tous les chiffres des deux tableaux suivants le niveau de la Grande-Bretagne est affecté du chiffre 100.

**NIVEAUX RELATIFS DES GAINS MOYENS DES OUVRIERS DU FOND
DANS LES MINES DE HOUILLE EN EUROPE
EXPRIMÉS EN OR ET EN FONCTION DE LEUR POUVOIR D'ACHAT
SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, 1925**

Base : Grande-Bretagne = 100.

Pays et Bassins	Chiffres relatifs des gains moyens exprimés en or		Nombres-indices des gains exprimés en fonction de leur pou- voir d'achat	
	Non compris les contribut. patronales	Y compris les contribut. patronales	Non compris les contribut. patronales	Y compris les contribut. patronales
<i>Gains moyens par année et par travailleur.</i>				
Grande-Bretagne ...	100	100	100	100
Pays-Bas	89	94	99	105
Belgique	57	57	82	82
France	58	59	77	78
Sarre	58	—	76	—
ALLEMAGNE :				
Ruhr	70	75	69	75
Saxe	65	—	—	—
TCHÉCOSLOVAQUIE :				
Ostrava-Karvina ...	50	—	69	—
Pays entier	48	52	—	—
Kladno-Rakovnik ..	46	—	66	—
ALLEMAGNE :				
Haute-Silésie	55	—	59	—
Pologne	40	43	52	55

On constate que les différences entre les nombres indices sont beaucoup moins grandes que celles qui ont trait aux salaires or.

Enfin, voici les niveaux relatifs des charges des salaires à la tonne de houille :

**NIVEAUX RELATIFS DE LA PRODUCTION MOYENNE
ET DES CHARGES DE SALAIRE À LA TONNE DE HOUILLE
EN EUROPE, 1925.**

Base: Grande-Bretagne = 100.

Pays et Bassin.	Chiffres relatifs de la production moyenne par poste.	Chiffres relatifs des salaires par tonne de charbon produit.	
		Non compris les contr. patronales	Y compris les contr. patronales
Grande-Bretagne.....	100	100	100
Belgique.....	48	99	100
ALLEMAGNE :			
Saxe.....	61	96	105
Pays-Bas.....	82	90	96
France.....	59	81	83
Sarre.....	71	73	—
ALLEMAGNE :			
Ruhr.....	100	63	68
Tchécoslovaquie.....	88	55	61
ALLEMAGNE :			
Haute-Silésie.....	126	39	—
Pologne.....	101	38	41

On voit qu'on ne peut établir aucun parallélisme entre ce dernier tableau et les précédents, ce qui met en lumière la diversité des conditions naturelles des gisements. Nous reviendrons bien souvent d'ailleurs sur ce dernier fait au cours de notre thèse, car il est essentiel.

Citons une partie de la conclusion de l'étude sur les salaires :

« Des considérations qui précèdent, il semble résulter que le niveau de vie des ouvriers mineurs, tel qu'il ressort du pouvoir d'achat de leurs gains n'est pas en rapport direct avec la production des bassins où ils sont employés, ni avec le coût de production du charbon évalué en or. Il en résulte d'autre part, que la charge des salaires à la tonne ne varie pas en fonction directe de la productivité des mines, ni du niveau de vie des travailleurs. »

SECTION III

Résultats de l'enquête pour les pays extra-européens.

L'étude complète des salaires et de la durée du travail n'a pu être faite que pour l'Europe : les données reçues par les pays extra-européens n'étaient comparables ni entre elles, ni avec celles d'Europe, aussi les chapitres y relatifs manquent-ils d'homogénéité. Voici quelques résultats :

Durée du travail. Etats-Unis. — Seize des quarante-huit États de l'Union ont réglementé, par des dispositions légales, la durée du travail des ouvriers du fond. Généralement les conventions collectives sont conclues en conséquence. Notons celle de 1916 pour les mines d'anthracite de Pensylvanie qui englobe presque toutes ces mines : la durée du travail y est d'environ huit heures, pause non comprise.

Les exploitations des mines de houille (bituminous coal) ont généralement convenu avec les ouvriers d'une

durée journalière de travail de huit heures, non compris le temps pour aller et revenir du chantier.

Canada. — La réglementation du travail est de la compétence des provinces. La journée de travail est en général de huit heures.

Afrique du Sud. — Pas de renseignements précis : la durée du poste est d'environ neuf heures.

Japon. — Il n'existe ni limitation légale, ni limitation par convention collective pour les ouvriers adultes.

Salaires. — Le relevé des résultats de l'enquête nous entraînerait trop loin. Notons toutefois qu'aux **Etats-Unis** le mode de paiement des salaires est trop varié car les mineurs effectuant le même genre de travail touchent des taux de salaires différant sensiblement suivant les bassins. Les conditions de travail y varient des systèmes les plus primitifs aux plus perfectionnés.

En résumé, les caractéristiques générales de l'industrie du charbon aux Etats-Unis sont les hauts salaires des ouvriers mineurs, la productivité intense des mines de charbon et le taux relativement peu élevé de la charge des salaires à la tonne.

Au Japon. — La productivité et la charge des salaires à la tonne sont inférieures aux moyennes correspondantes de la plupart des pays européens.

Conclusions sur l'enquête du B. I. T. — Les conséquences que l'on pourra tirer de cette scrupuleuse étude au point de vue des remèdes à apporter à la crise houillère seront étudiées en leur temps à la cinquième partie.

Pour terminer nous donnerons l'opinion exprimée par M. Maurette dans la *Revue Internationale du Travail* de juin 1928.

« L'enquête du B. I. T. est utile, elle ne sera pleinement efficace que si elle entraîne une enquête économique com-

plète. Les fins sociales de la Fédération Internationale des Mineurs sont réalisables : elles ne seront pleinement réalisées que si elles s'appuient sur une entente économique internationale. »

CHAPITRE VI

Le syndicalisme et les mineurs.

SECTION I

Généralités.

L'industrie des mines rassemble en des régions déterminées de grandes quantités d'ouvriers. Si les houillères prennent naissance dans une région déjà fort peuplée, les mineurs viendront s'y ajouter et non pas s'y confondre. Si, au contraire, il n'y a personne, les cités ouvrières formeront les grands noyaux autour desquels viendront se placer ceux qui arriveront après.

Dans tous les cas, la population minière formera un groupe distinct et fort nombreux, où la solidarité prendra rapidement naissance.

D'autre part, les circonstances sociales sont telles que ces mineurs sont destinés à rester mineurs toute leur vie, à de très rares exceptions près. A défaut de la perspective de s'élever dans l'échelle sociale, il est naturel qu'ils aient pensé à améliorer leur sort en tant qu'ouvriers.

C'est pour ces raisons que les ouvriers furent conduits plus rapidement que beaucoup d'autres, à combiner leurs efforts pour obtenir des augmentations de salaires, des diminutions d'heures de travail et bien d'autres avantages.

Les excès regrettables qui ont été commis au début du siècle dernier par certains exploitants de mines en ce qui concerne la durée excessive du travail, le manque d'hygiène et les accidents nombreux, ont fourni aux mineurs des bases légitimes de revendication et facilité l'avènement du syndicalisme.

L'industrie houillère présente aussi cet aspect particulier de paraître emprunter facilement à la nature les richesses qu'elle a bien voulu laisser à notre portée; or, ce qui se rencontre ainsi facilement dans la nature est à tout le monde, à la « collectivité », suivant l'expression consacrée.

A toutes ces causes particulières à l'industrie minière et tendant à renforcer la croissance des syndicats s'ajoutent les autres causes communes à tous les groupements ouvriers.

Sans adopter la formule de Karl Marx « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » le syndicalisme professionnel peut être un puissant moyen d'améliorer la situation de l'ouvrier dans le cadre de la société existante.

Pour marquer les progrès du syndicalisme, donnons ces quelques chiffres (Cours de législation industrielle Docteur 1926-1927, par M. W. Oualid) :

SYNDICATS OUVRIERS (Nombre de membres)

	France	Angleterre	Allemagne	Etats-Unis A.
1890	139.000	1.461.000	287.000	264.000
1900	492.000	1.956.000	690.000	548.000
1910	977.000	2.436.000	3.452.000	1.132.000
1920	1.581.000	8.493.000	9.982.000	4.924.000
1925	1.809.000	5.405.000	—	—

(Pris dans l'Annuaire statistique de la France, 4^e vol., 1925, p. 219.)

Le facteur syndical peut agir sous les trois formes suivantes :

1^o Amélioration de la situation ouvrière par la mutualité et la solidarité, contre-partie ouvrière des institutions patronales. C'est en Allemagne et en Angleterre surtout que l'on rencontre une organisation mutualiste très importante et sur un terrain d'action très varié; elle comprend notamment la prévision de secours importants, pour les cas de chômage et de grève.

En ce qui concerne les mineurs, on sait que ces subsides sont intervenus à de nombreuses reprises et qu'en particulier en Angleterre, en 1926, ils ont été distribués jusqu'à épuisement.

2^o L'action syndicale sur l'employeur et la substitution progressive de la convention collective de travail au soi-disant contrat individuel de travail.

L'ardeur avec laquelle les ouvriers s'attachent à la syndicalisation est une preuve de la force qu'ils ressentent en elle.

L'ouvrier isolé est très mal placé juridiquement et économiquement pour discuter les conditions de travail, car il ne connaît pas la situation du marché de la main-d'œuvre. L'ancien contrat de travail n'était pas un véritable contrat.

Lorsque les ouvriers se groupent, la situation change et se renverse quelquefois; ils peuvent se documenter sur la situation économique et se rendre compte par avance des grèves vouées à l'échec.

Le contrat collectif de travail, résultat d'une entente entre représentants des ouvriers et des patrons est un véritable contrat, un de ses buts principaux est la fixation des salaires (en Allemagne, il s'appelle : Lohn vertrag).

Le développement de ces contrats a été particulièrement fort dans les mines :

En France, le Ministère du Travail en signale 43 dans les mines de 1914 à 1918 et 96 de 1919 à 1924.

En Angleterre, pays d'élection des contrats collectifs, il existait déjà en 1910 56 conventions collectives pour les mines et carrières intéressant 900.000 ouvriers environ dont 750.000 syndiqués.

En Allemagne, ce genre de contrat, arrivé plus tard, est très vite devenu la règle. En 1919, 1.372.000 mineurs ou assimilés dont 596.000 syndiqués étaient liés par contrats collectifs?

Il existe une tendance générale dans les divers pays à la généralisation territoriale des conventions collectives.

On peut dire qu'actuellement dans presque toutes les mines du monde entier, le régime des conventions collectives de travail est devenu la règle.

D'autre part, nous ne pouvons manquer de signaler l'institution des délégués mineurs en Angleterre en 1872, suivie en France en 1890 et ensuite dans les autres pays. Les mines ont amorcé ainsi le mouvement de généralisation de l'institution de délégués ouvriers dans toutes les entreprises.

3^o Vote des lois ouvrières sur la demande ou sous la pression des syndicats. Il est difficile de faire la part exacte du syndicalisme dans le vote des lois ouvrières; citons cependant pour la France deux exemples marquants : les lois du 29 juin 1905 et du 24 juin 1919 sur la réduction du temps de travail dans les mines ont été obtenues par des menaces de grève générale des mineurs.

Par contre, certaines mesures ont été mises en échec par les syndicats, par exemple le projet Millerand de 1901 sur l'arbitrage obligatoire.

Signalons enfin la participation des syndicats aux enquêtes et aux consultations organisées par les pouvoirs publics.

SECTION II

Le syndicalisme en Europe depuis la grande guerre (1).

« La situation de fait et de droit du syndicalisme, à l'égard des pouvoirs publics, s'est considérablement modifiée en Europe depuis la grande guerre ».

En effet, leur influence s'est affirmée sur le terrain législatif et gouvernemental par suite de la prédominance de l'économique sur la politique pure.

En Allemagne, la constitution de Weimar prévoit une sorte de Parlement économique national qui doit être le sommet d'une hiérarchie de conseils paritaires locaux et régionaux, et est chargé de préparer les lois économiques et sociales : une pareille institution est fort dangereuse pour l'État.

En France, il semble que l'ambition de la C. G. T. ait été en 1920 de faire instituer un pareil organisme. Le Conseil National Économique, créé le 17 janvier 1925 n'a pas cette envergure; il doit éclairer les pouvoirs publics sur les grands problèmes économiques intéressant la vie nationale. Son organisation ne paraît pas devoir être encore définitive.

On rencontre en Italie un mouvement tout à fait particulier d'organisation syndicale obligatoire : ce mouvement tend à transférer aux organisations syndicales fascistes le pouvoir politique et à en faire l'armature politique et économique du pays. La charte du Travail du 22 avril 1927 précise et synthétise cette organisation.

1. *Le Trade Unionisme et l'Etat anglais* par P. Pic. *Revue Économique Internationale*. Avril 1928.

En Angleterre la participation à l'action politique des forces ouvrières organisées est l'un des traits les plus caractéristiques de la vie politique anglaise.

Favorisée par la loi de 1913, cette participation a contribué à la constitution d'un parti travailliste puissant qui est venu contrarier le jeu politique traditionnel de l'alternance des whigs et des tories. Nous verrons un peu plus loin les résultats de la puissance croissante du Trade Unionisme et le mouvement en arrière qui en est résulté en 1927.

D'une façon très générale, dans le monde, il est né après la guerre un mouvement en faveur de la syndicalisation obligatoire qui n'est d'ailleurs pas « un mouvement spécifiquement socialiste ». Cette tendance gagne en profondeur au fur et à mesure que la vie économique s'organise et se coordonne.

En France, en Allemagne, en Autriche et en Australie, quelques réalisations ont été faites dans cette voie.

Depuis la guerre, l'isolement des organisations ouvrières russes, la propagande organisée par l'Internationale syndicale rouge de Moscou, les scissions qui se sont produites dans certains pays ont dressé l'un contre l'autre deux mouvements dont les doctrines et les méthodes sont profondément différentes.

Un gros problème de regroupement et de reconstitution de l'unité se pose pour les dirigeants. La réaffiliation de la centrale syndicale des États-Unis, l'« American Fédération of labour », à la F. S. I., en est un des plus importants, après celui de la scission communiste.

A côté de ces problèmes existe celui qui vise à la transformation des organisations professionnelles en Fédérations d'Industrie par suite du progrès du machinisme et de la concentration des entreprises.

La Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam

pense que les Fédérations Internationales d'Industrie doivent limiter leur action aux questions spéciales à la profession intéressée et lui laisser les questions syndicales générales.

La question des Fédérations d'Industrie a soulevé de vives controverses dans le monde ouvrier; la principale source de conflit provient de la difficulté de déterminer la Fédération à laquelle les différentes catégories d'industries doivent être attachées.

Un des gros arguments en faveur de ces Fédérations est celui de l'opposition d'une force ouvrière organisée à la concentration des forces patronales. Ce problème a été plus spécialement étudié en Allemagne.

SECTION III

La fédération internationale et les fédérations nationales des mineurs.

L'internationale des Mineurs fondée en 1889 est devenue une des plus puissantes manifestations des fédérations ouvrières d'industrie. Depuis 1889, elle tient régulièrement ses assises et en était en 1928 à son 28^e Congrès. Le programme de ces congrès est toujours très étendu et comprend tous les aspects de la question ouvrière dans les mines. Dans notre cinquième partie nous aurons du reste l'occasion d'en étudier les manifestations d'activité à propos de la crise mondiale.

Le rapport de M. A. J. Cook au Congrès de Nîmes de 1928, sur le point 10 de l'ordre du jour : organisation internationale, donne un tableau dont nous relevons les principaux chiffres :

Pays	Nombre approximatif d'ouvriers occupés dans les mines (y compris les mines autres que celles de houille)	Nombre approximatif des affiliés à la Fédération Interna- tionale des Mineurs
Grande-Bretagne	1.000.000	800.000
Allemagne	750.000	249.000
Pologne	60.000	45.000
Belgique	160.000	80.000
France	316.000	60.000
Russie	500.000	non affiliées
Etats-Unis et Canada	850.000	400.000
Etc.		
Total	4.450.000	1.469.650

Les mineurs américains se tiennent en dehors du mouvement syndical international.

D'autre part, après la guerre, la scission des syndicats communistes et socialistes a porté une dure atteinte à la puissance de l'Internationale des Mineurs.

En Allemagne, en France et en Belgique les effets en sont particulièrement à noter.

En Russie, les 500.000 mineurs sont groupés en une Fédération nationale dont les liens sont très étroits. Cette Fédération entretient des relations avec les Fédérations unitaires des autres pays; elle a donné d'importants sub-
sides aux grévistes anglais en 1926. Les Fédérations Nationales des Mineurs ont leur activité particulière dans chaque pays et nous allons en prendre un exemple d'importance.

L'histoire essentiellement mouvementée du syndicalisme minier en Grande-Bretagne depuis la guerre nous oblige en effet à en dire quelques mots :

Commençons par ce passage pris dans l'étude de M. Fabre sur le conflit minier britannique et paru dans *l'Industrie minérale* :

« L'accroissement de puissance de la Fédération des Mineurs, protégée contre les aléas de l'industrie, unifiée par l'État lui-même contre lequel elle tournera bientôt ses armes, enrichie en nombre et en prestige, donne force et vigueur à une revendication d'ordre politique qui demeurerait jusque-là théorique : la campagne en faveur de la nationalisation des mines, favorisée par l'ambiance d'après-guerre, apparaît comme la suite naturelle de l'étatisation réalisée pendant les hostilités. »

La Fédération des Mineurs devait, de plus, devenir intransigeante sur la question des salaires, et a participé ainsi grandement à la décadence de l'industrie minière britannique à partir de 1921. »

Le Gouvernement anglais, pour conjurer la grève menaçante en 1925, céda en octroyant un subside aux exploitants : cela ne faisait que retarder une lutte qui prit bientôt un caractère aigu.

La Commission d'enquête Samuel ne réussit pas à mettre les parties d'accord. La Fédération des Mineurs n'acceptant aucune diminution de salaires rejetait les responsabilités de la crise sur la mauvaise organisation des mines anglaises — ce qui était partiellement vrai — et proposait « une énorme et pesante machine » basée sur la nationalisation du sous-sol.

La lutte devait prendre un caractère nettement révolutionnaire en mai 1926. Prenant fait et cause pour les mineurs, le Congrès général des Trade-Unions menaçait le gouvernement de grève générale et passait à l'exécution le 3 mai, n'ayant pas reçu, à son point de vue, de réponse satisfaisante.

Cette lutte a été l'une des plus grandes de l'histoire économique contemporaine : elle a ébranlé les fondements de la plus ancienne démocratie parlementaire du monde.

La grève générale fut vaincue au bout de neuf jours et la grève des mineurs dura sept mois.

Cette grande crise est « l'aboutissement logique » de l'évolution du Trade-Unionisme depuis quelque vingt ans et le couronnement de l'action communiste minoritaire menée par A.-J. Cook. Le désastre économique qui s'en suivit devait faire réfléchir sérieusement l'opinion publique anglaise aux dangers du Trade-Unionisme.

La défaite totale des mineurs entraîna une grande diminution de prestige de la Fédération. Le terrain était propice à la révision sur la loi des Trade-Unions : il fallait tout au moins empêcher le retour de la grève générale.

Un projet de loi d'avril 1927 demandait la proclamation d'illégalité de toute grève générale et accessoirement la réglementation du picketing, du fonds politique et du statut des fonctionnaires.

Ce projet, fiévreusement discuté, fut adopté, le 23 juin 1927 malgré l'opposition opiniâtre du Labour Party.

Les Trade-Unions, qui jusque-là avaient bénéficié d'un régime de faveur unique au monde, reentraient dans le droit commun.

On voit que les rapports entre les mineurs et les exploitants ont donné lieu à de violents conflits, d'autant plus violents que la force de chacun des partis était souvent redoutable.

Cependant dans la situation actuelle de mévente du charbon, tout le monde a été obligé de se rendre à l'évidence et « la souffrance, comme toujours, a été une éducatrice un peu rude ».

Le syndicalisme poursuit sans cesse l'amélioration du sort de ses membres, mais les circonstances lui commandent impérieusement la prudence et la mesure. Heureusement dans bien des cas, on peut dire que les relations

entre les organisations ouvrières et patronales se sont améliorées.

Cette constatation fait bien augurer des événements futurs et c'est une chance de succès qui est fort importante.

Mais une fois la crise conjurée, tout le monde se rendra-t-il encore compte de la nécessité de coordination de tous les facteurs de la vie économique? Ce n'est pas sûr.

DEUXIÈME PARTIE

LA CRISE CHARBONNIÈRE MONDIALE

CHAPITRE PREMIER

La guerre 1914-1918.

La guerre a eu de lourdes conséquences pour l'industrie du charbon : la nécessité d'obtenir du combustible par tous les moyens possibles, a amené le surmenage des gisements dans plusieurs pays. Le charbon était pris dans les plus belles exploitations et les travaux préparatoires étaient laissés quelque peu de côté.

D'autre part l'intervention de l'État s'est fait ressentir d'une manière particulièrement pesante en Angleterre et en Allemagne. En Angleterre, dès 1915, le « Coal Mining Organisation Committee », d'accord avec les exploitants, était chargé d'accroître la production et de taxer les prix intérieurs. En octobre 1916, l'industrie charbonnière était légalement dessaisie du pouvoir de fixer les salaires. Enfin en décembre 1916, le contrôleur du charbon acquérait pleins pouvoirs sur les Mines, et les bénéfices des exploitants étaient limités sur une base choisie avant la guerre. Ainsi, de la guerre, est née en Grande-

Bretagne la limitation et la péréquation des bénéfices, l'institution du salaire minimum et la détermination des salaires sur une base nationale.

En Allemagne, il y avait disette de charbon, par suite du manque des importations anglaises et de la nécessité d'en exporter comme matière d'échange. A la suite des difficultés survenues au sujet du renouvellement du Syndicat Rhénan Westphalien du charbon, un décret de juillet 1915 menaça les mines de la Ruhr de syndicalisation obligatoire à défaut d'entente.

Devant toutes ces difficultés et interventions, la question du prix de revient devenait secondaire.

De plus la main-d'œuvre déprimée, notamment en Allemagne, et partout sous le poids des multiples circonstances de la guerre, était loin de donner son plein rendement, et n'était pas toujours utilisée au mieux.

Le charbon, employé en grande quantité pour les industries de guerres, apparut alors comme un des principaux facteurs économiques du succès.

Aux États-Unis, la grande poussée industrielle, destinée à soutenir les combattants alliés sur le vieux continent, déterminait une course à l'augmentation de la production de charbon.

C'est pourquoi les Gouvernements et opinions publiques ressentirent si vivement le grand besoin de charbon, « ce qui provoqua une boulimie féroce de ce produit, dont la rareté au cours de la guerre avait fait trembler les plus forts ».

CHAPITRE II

L'après guerre. Division de l'étude de la crise.

L'état d'esprit, créé par les conditions énoncées ci-dessus, et les modifications territoriales du Traité de Versailles, ont profondément changé l'aspect de l'industrie charbonnière. Les destructions des mines, du fait de la guerre, ont placé certains pays, comme la France, devant un programme formidable de reconstitution et en attendant, la mettaient à la merci du charbon étranger.

L'Allemagne voyait sa capacité d'extraction diminuer de 26 % environ. Sa consommation intérieure était diminuée par suite des désannexions subies, et sa nouvelle capacité d'exportation était une inconnue.

D'autre part un nouveau grand pays charbonnier allait entrer en ligne de compte : la Pologne.

Dans tous les pays producteurs, on peut remarquer, après-guerre, ce trait commun que les exploitants de mines, soutenus par les gouvernements et l'opinion publique, sont fermement décidés à tendre tous les ressorts, en vue de développer très fortement la production de charbon.

Parmi tous ces pays, la Grande-Bretagne seule fait exception, quant au but de sa politique du charbon ; pour elle, l'exportation de charbon doit toujours être la base de son commerce et de sa prospérité, comme cela était avant la guerre.

Les autres pays (en mettant toutefois à part les États-Unis), poursuivent au contraire, surtout dans les années qui suivent immédiatement la guerre, une politique de nationalisme économique au premier plan de laquelle se place le charbon, qui doit assurer « l'indépendance dans la paix et l'indépendance dans la guerre », ce que les hostilités avaient surabondamment démontré.

En outre, les excès scandaleux commis par nos voisins d'Outre-Manche, au moment de la disette générale de charbon en 1919-1920, au sujet de l'élévation vertigineuse des prix, devaient servir à stimuler puissamment ces efforts.

Ainsi, un peu partout, on a élaboré et commencé d'appliquer de vastes programmes de développement de la production.

Cet effort de développement devait rencontrer, du côté des ouvriers, un gros obstacle au lendemain des hostilités.

Les atrocités de la guerre donnèrent naissance — par un contraste que l'on pouvait prévoir — à un grand courant social et humanitaire, à une aspiration vers une existence paisible et facile, et cela à un moment où, en Europe, des pertes immenses dans le domaine économique devaient être réparées.

L'idée de socialisation parcourut toute l'Europe avec une intensité encore jamais atteinte.

La conséquence naturelle de cet état d'esprit devait être un manque d'ardeur au travail, et effectivement, c'est ce qui eût lieu.

Des lois sociales, hâtivement préparées, vinrent apporter tout de suite un handicap très sérieux au relèvement économique de chaque nation. Les lois ouvrières impliquaient partout une diminution sensible du temps de travail, spécialement dans les mines.

Si l'on ajoute à tout cela le désordre monétaire général, on peut conclure que les premières années qui ont suivi la guerre ont présenté, pour l'activité économique de l'Europe, des caractères tellement complexes, qu'il était fort difficile d'en saisir les tendances dominantes et de voir notamment, en ce qui concerne l'industrie du charbon, dans quelle voie on s'engageait.

D'une disette de charbon en Europe, après l'armistice, et même d'une crainte de disette dans l'avenir pour ce même continent, d'après l'avis d'économistes notoires, on en est venu à une surproduction générale de charbon dans le monde, moins de dix ans après. Cet état de surproduction ne paraît pas devoir disparaître de sitôt.

Ce sera précisément l'objet de cette deuxième partie, de rechercher les causes de ce renversement complet de la situation, qui inquiète tout le monde à l'heure actuelle.

Division de l'étude de la crise. — Ainsi que l'a indiqué M. Mack Eastman, du Bureau International du Travail, dans ses études sur la crise charbonnière, nous pouvons distinguer trois groupes de pays.

En premier lieu la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Pologne, la Belgique et la Tchécoslovaquie, pays dans la vie économique desquels le charbon occupe la première place, et qui sont les plus directement menacés par la surproduction générale. Ensuite la France, l'Espagne, la Hollande, le Canada, le Japon, l'Australie et l'Inde forment un autre groupe de pays moins directement affectés par la crise, mais qui cependant, depuis 1927, éprouvent de sérieuses difficultés et doivent prendre d'énergiques mesures de défense.

Enfin, dans le dernier groupe, viennent les pays pour lesquels l'exportation existe à peine, mais dont les ressources énormes en combustibles les rendent susceptibles d'entrer en jeu pour l'exportation, immédiatement pour

certains et plus tard pour d'autres, et qui sont une menace constante pour le marché. Citons dans ce groupe la Chine, l'Afrique du Sud, peut-être la Russie et enfin par-dessus tout, les États-Unis.

On nous reprochera peut-être de ne pas placer les États-Unis dans le groupe des pays directement menacés par la surproduction générale : il ne faut pas perdre de vue que ce grand pays constitue un monde à part au point de vue du charbon, et que si il souffre d'une surproduction intérieure, il n'est pas encore entré en jeu avec toute la mesure de sa puissance, dans la concurrence mondiale sur les marchés du charbon.

Les États-Unis ont montré leur puissance instantanée d'augmentation de production et d'exportation au cours de la disette de charbon de 1919-1920; de même la grève anglaise leur a permis d'augmenter de plus de 70 millions de tonnes leur extraction annuelle.

Nous allons donc aborder — dans l'ordre indiqué ci-dessus — l'étude successive de chacun des pays producteurs de charbon, dans la période d'après-guerre, et en insistant surtout sur les facteurs de la crise.

Ceci nous conduit à parler surtout de la situation du marché houiller d'après-guerre, question que nous avons volontairement laissée de côté dans la première partie. (Chapitre : Importations et exportations). Partant de là nous en arriverons à la crise proprement dite.

Cette étude faite par pays nous montrera mieux l'aspect particulier de la question houillère dans chaque pays.

La question de concentration technique des entreprises houillères, et celle d'organisation des ventes sur le plan local ou sur le plan national, ne seront abordées que dans la mesure indispensable à la compréhension de cette deuxième partie, car elles doivent faire l'objet de toute la partie suivante.

CHAPITRE III

Premier groupe.

SECTION I

La Grande-Bretagne.

L'étude de la crise charbonnière en Grande-Bretagne offre un intérêt bien plus considérable que dans les autres pays, car ce pays est à la fois le plus gros producteur d'Europe et le plus gros exportateur de charbon du monde. Il est en même temps celui où l'individualisme est le plus effréné, ce qui, à l'heure actuelle, est le plus gros obstacle à la réglementation européenne de la production du charbon.

L'histoire de l'industrie houillère anglaise, depuis l'armistice jusqu'en 1926, a été marquée par de nombreux et violents conflits entre les ouvriers et les exploitants. Pour éclairer l'ensemble de cette histoire citons ces paroles de M. Baldwin, prononcées à la Chambre des Communes, le 3 mai 1926, au début de la grande réve :

« L'industrie minière a été bouleversée par le contrôle de l'État et elle n'a jamais réussi depuis lors à se remettre sur pied. »

Dès 1916, cette industrie avait été légalement dessaisie du pouvoir de déterminer les salaires et tombait sous

la coupe de l'État, par l'institution d'un contrôleur du charbon, possédant les pouvoirs les plus étendus.

Ces mesures de guerre furent consolidées après l'armistice.

De leur côté, les mineurs, par la puissance considérablement accrue de leurs syndicats, et avec l'appui du gouvernement, se firent accorder aussitôt après l'armistice des augmentations de salaires hors de proportion avec les bénéfices des exploitants, tout en réduisant à sept heures la durée de la journée de travail.

Cette situation put être maintenue en 1919 et 1920, grâce à la disette du charbon en Europe. La hausse des prix fut d'ailleurs astronomique — ce qui devait plus tard être violemment reproché à l'Angleterre — et les consommateurs étrangers firent les frais de ces libéralités.

Cependant, même pendant ces deux années 1919 et 1920, on ne pouvait plus dire que l'exportation du charbon anglais était mondiale, car à elles seules les régions voisines de l'Angleterre en absorbaient les 9/10. Cela tenait au fret trop élevé. Les années suivantes, par suite de la baisse importante du fret, la Grande-Bretagne, grâce à son excellente organisation commerciale, put reconquérir des marchés lointains. C'est ainsi qu'en 1925, la façade Atlantique de l'Amérique du Sud fut reprise aux États-Unis qui s'y étaient installés aussitôt après la guerre.

En 1921, le déficit d'exploitation amena la cessation brusque du contrôle gouvernemental; c'est là le sort commun de bien des systèmes de participation aux bénéfices lorsqu'ils deviennent une participation aux pertes.

A ce moment, les exploitants reprirent leur liberté d'action et la baisse des salaires parvint à rétablir péniblement la situation. Cette baisse ne fut d'ailleurs con-

sentie par les mineurs qu'après une grande grève de trois mois.

L'industrie houillère redevient légèrement bénéficiaire, mais sa situation est cependant peu brillante. La résistance passive dans la Ruhr, en 1923, fut un coup de chance pour elle et vint apporter une certaine prospérité au commerce d'exportation, mais la durée en fut courte.

Ensuite, l'exportation accuse un déclin sensible, et au cours des années 1924 et 1925, les prix d'exportation ayant baissé fortement, les consommateurs intérieurs durent faire les frais des sacrifices consentis pour l'exportation, à l'inverse de ce qui s'était passé en 1919-1920. Le tableau suivant permet de se rendre compte des variations de production et de consommation qui marquent la décadence de l'industrie houillère britannique :

Années	Production globale en millions de tonnes	Exportations (soutes comprises) en millions de tonnes	Rapport de l'exportation à la production	Valeur moyenne de la tonne exportée en shillings
1899-1903	224,35	59,24	26,4 %	
1904-1908	250			
1909-1913	269,59	88,37	32,8	
1913	287,43	98,34	34,2	13/10
1916	230	35,25	15,3	47/2
1920	230	24,93	10,8	79/11
1921	168	24,66	15,1	34/10
1922	250	87,34	35	22/7
1923	276	102,82	37,3	25/2
1924	267	81,75	30,6	23/5
1925	248	68,97	28,2	19/10

L'année 1925 est la première qui ait marqué une surproduction générale de charbon, et elle devait contraindre les pouvoirs publics, les exploitants et les mineurs, à aborder l'œuvre d'assainissement qu'une heureuse succession de chances avait permis d'éluder.

En 1925, la production totale de la Grande-Bretagne

a été inférieure au cinquième de la production mondiale, alors qu'elle en atteignait le tiers en 1896 et la moitié en 1870.

Toutefois, les nouveaux producteurs consommaient chez eux leur production, de sorte que l'exportation de l'Angleterre n'a pas baissé dans la même mesure. La consommation intérieure se ressentait aussi de la crise industrielle. Le principal concurrent de la Grande-Bretagne, l'Allemagne, faisait reculer sa limite d'exportation en Europe et dans le proche Orient.

Les efforts des pays producteurs de charbon commençaient à montrer leurs effets.

L'industrie houillère anglaise, plus sensible qu'aucune autre aux variations de l'offre et de la demande, parce que directement dépendante de la demande étrangère, devait penser à réajuster immédiatement ses coûts de revient.

Mais le conflit devint aigu entre les exploitants et les ouvriers : le gouvernement anglais, donnant l'impression de capituler devant la menace de grève générale, décida d'assurer provisoirement, aux frais du Trésor l'existence de l'industrie, en attendant les recommandations et conclusions d'une nouvelle commission d'enquête, chargée d'examiner d'une façon approfondie et impartiale la question houillère anglaise dans son ensemble.

Un subside fut donc accordé à l'industrie minière, du 1^{er} août 1925 au 30 avril 1926, le taux en était en moyenne de 3 shillings par tonne extraite et de 4 shillings dans certains districts exportateurs. Il devait en coûter au Trésor 23 millions de livres sterling et, malgré l'énormité de cette somme, le bénéfice apparent des houillères anglaises ne fut que de l'ordre de 1 shilling par tonne pendant le premier trimestre 1926.

La commission royale britannique d'enquête fut ins-

tituée le 5 septembre 1925 et présidée par sir Herbert Samuel, ancien haut commissaire en Palestine. Elle avait l'autorité et tous les pouvoirs nécessaires pour mener à bien son travail délicat.

Le rapport fourni et les solutions proposées, formant un compromis entre les thèses patronale et ouvrière, ne parvint pas à donner une solution, et six semaines avant l'échéance de mai, il apportait des désillusions cuisantes aux intéressés.

Ce rapport sera d'ailleurs examiné en son temps, à propos des solutions nationales proposées ou en voie de réalisation.

A la date du 1^{er} mai 1926 prenait fin l'assistance financière du gouvernement, et les données fondamentales du problème houiller n'avaient pas subi la moindre modification dans un sens favorable.

Avec le retrait des subsides s'écroulait la base des salaires, sur laquelle fonctionnait l'exploitation minière, et le 1^{er} mai, faute d'entente sur les conditions d'emploi du personnel, le travail cessa dans toutes les mines britanniques. A la même date le « General Concil of the Trade Union Congress » représentant plus de 4 millions de membres, votait la grève générale de tous les services essentiels de la nation pour le 3 mai, menaçant ainsi les fondements de la plus ancienne démocratie parlementaire du monde.

La grève générale échoua, devant la résistance et l'esprit d'organisation de la bourgeoisie, et prit fin le 12 mai. Mais les exploitants et les ouvriers mineurs restèrent sur leurs positions et toutes les tentatives de conciliation échouèrent pendant plusieurs mois.

Cependant, à la fin de novembre, la reprise était générale et la fin de cette lutte, qui dura sept mois, marqua la défaite complète des mineurs, la dislocation des syndi-

cats, la fin des accords nationaux, l'abaissement des salaires et l'augmentation d'une heure de la durée de la journée de travail.

Ce conflit n'a épargné aucune branche de l'industrie britannique, aucune couche de la population indigène. Ses répercussions se sont étendues dans le monde entier.

Le gouvernement, qui avait pris un certain nombre de mesures de contrôle pour assurer l'approvisionnement des services essentiels, n'était pas intervenu directement dans le commerce du charbon. Il est tout à fait intéressant de constater que l'Angleterre a trouvé à l'extérieur de grandes facilités d'approvisionnement. Les États-Unis notamment participèrent pour plus de moitié à cet approvisionnement, parmi les trente-deux pays qui envoyèrent du charbon dans les ports anglais. Ainsi pour une extraction indigène réduite de moitié, la consommation totale du Royaume-Uni ne diminua que d'un quart.

Le bilan très sommaire de cette grève fut un manque à extraire de 116 millions de tonnes par rapport à l'année précédente, un déficit d'exportation de 30 millions de tonnes et une importation de 21 millions 1/2 de tonnes.

162 millions de journées de travail furent perdues, contre 8 millions l'année précédente.

Par contre, le syndicalisme britannique brisé devait subir une importante réforme et l'industrie minière paraissait devoir repartir sur des bases plus saines.

La grève de 1926 a révolutionné complètement le marché charbonnier européen, et le renversement de la situation de l'automne 1926 à l'été 1927 est à peu près sans précédent. En 1926, des mesures gouvernementales en Allemagne, en France et en Belgique vinrent assurer le ravitaillement intérieur par la réglementation du trafic charbonnier à l'intérieur et le régime des licences

d'exportation. La Pologne seule fit exception à la règle et n'imposa aucune réglementation.

Partout la houille était disputée à la sortie du puits.

Lors de la reprise en Angleterre et malgré tous les avantages obtenus par les exploitants, le premier trimestre de 1927 seul marqua une exploitation bénéficiaire. La reconstitution des stocks fut rapide et la surproduction revint brusquement, assombrissant les perspectives d'exportation du charbon britannique, qui ne devait plus compter désormais faire la loi.

Au cours de 1927, 300 puits durent fermer et la production effective fut inférieure de 20 à 25 % à la capacité de production.

Par contre, pendant la même année, le continent produisait 12 % de plus qu'en 1913. La Grande-Bretagne a extrait 259,5 millions de tonnes de houille en 1927. On voit ainsi que la crise de surproduction lentement mûrie, qui s'était déjà fait sentir en 1925 mais dont l'état aigu fut évité par la grève de 1926, reparut inévitablement à la reprise des Anglais.

En effet, l'industrie du charbon est une industrie lourde, en général peu capable d'une brusque montée de l'extraction; mais lorsque cette augmentation, longuement préparée, est réalisée, il n'est par contre plus possible de revenir brusquement en arrière tant pour des raisons techniques que pour des raisons de main-d'œuvre.

L'industrie houillère européenne, surprise sur une courbe montante par la surproduction, ne put pas reprendre son assiette. Le placement des énormes tonnages supplémentaires qui n'avaient pu s'écouler qu'à la faveur de la grève de 1926 allait bientôt donner lieu à une concurrence acharnée. Les anglais prirent donc une vigoureuse offensive suivant cette formule :

« Vendre moins cher que le concurrent le plus favorisé

sur chaque marché, forcer les débouchés par des offres massives au plus bas prix possible, voilà ce qui paraît être la politique de vente des houillères britanniques. »

Quel en fut le résultat en 1927 et au début de 1928, c'est ce que M. de Peyerimhoff résume dans son rapport au Comité Consultatif économique :

« D'abord le royaume du charbon, l'Angleterre, à qui a été remis comme une couronne impériale, le splendide diadème de gisements orientés vers la mer que vous connaissez tous. Dans le royaume du charbon, 200.000 mineurs en chômage; le bordereau mensuel des salaires de 1927 présentant, par rapport à 1925 une baisse de plus de 30 %; dans les bassins les plus favorisés, cinq postes par semaine, pas davantage, sensiblement moins dans les autres; quant aux bénéfices, les statistiques officielles du Board of Trade révèlent qu'au cours de l'année 1927, la houillère anglaise a perdu environ 1 shilling par tonne et, dans les bassins d'exportation, de 1 shilling 6 à 1 shilling 9. »

Au début de 1929, la situation est toujours aussi désastreuse en Grande-Bretagne et la détresse des mineurs contraints au chômage va en s'accroissant.

Les prix ont encore baissé, au cours de l'année 1928, de plus de 2 shillings par tonne; le déficit d'exploitation de l'ensemble des houillères britanniques aurait été en conséquence de l'ordre de 1 million de livres sterling par mois.

SECTION II

L'Allemagne.

Les amputations subies par l'Allemagne, par le fait du Traité de Versailles, diminuèrent sa capacité de pro-

duction de charbon dur (Steinkohle) de 26 % environ. Le bassin de Lorraine et celui de la Sarre échurent à la France, représentant 17 millions de tonnes par an.

Le partage de la Haute-Silésie donna à la Pologne une capacité de production supplémentaire de 32.300.000 tonnes par an, sur un total de 43.400.000 tonnes, en se basant sur les chiffres de 1913, et dans les limites territoriales actuelles de la Pologne.

Cette situation fit craindre aux signataires allemands du Traité une disette de charbon en Allemagne et cette opinion était confirmée par des économistes étrangers notoires : MM. J. N. Keynes et Hoover par exemple. A quelques dix années de distance, ces pronostics devaient recevoir un rude démenti !

La quantité de charbon de réparation à fournir aux pays alliés fut calculée d'après les chiffres de 1913, relatifs à l'exportation de l'Allemagne vers ces pays.

En 1924, par suite de la modification du marché houiller international, l'irrégularité dans la demande du charbon de réparations devint considérable et affecta la quantité et la qualité.

Cette irrégularité fut nuisible à la métallurgie allemande et à la continuité de l'économie charbonnière.

L'occupation de la Ruhr vint apporter une dure atteinte à la production charbonnière allemande.

La crainte de disette de charbon en Allemagne fit conclure un accord germano-polonais, d'après lequel la Pologne s'engageait à exporter en Allemagne, pendant une période de quinze ans, la plus grande partie de la production de la Haute-Silésie anciennement allemande. En 1922, une Convention en fixa le chiffre à 500.000 tonnes par mois.

Par suite du renversement de la situation charbonnière au début de 1926, cette Convention ne fut pas

renouvelée en juin 1926 et ainsi la Pologne et l'Allemagne se trouvèrent en état de guerre économique à partir de ce moment.

A l'intérieur de l'Allemagne, au point de vue fiscal, les charges subies par le fait des impôts d'État et des Communes étaient, en 1925, cinq fois plus élevées qu'en 1913.

En ce qui concerne les prix de transport par voies ferrées, utilisées par 60 à 70 % du charbon de la Ruhr et par 80 à 90 % du charbon des autres bassins, le renchérissement atteignait 42 %.

Les exportations allemandes rencontrèrent de nombreuses difficultés dans certains États, s'efforçant de réaliser leur indépendance économique : par exemple, l'Autriche avait beaucoup baissé sa demande de charbon et la Russie n'en importait plus du tout.

L'industrie allemande du lignite ne fut pas affectée par la guerre; les gisements restèrent tous à l'Allemagne. La partie la plus riche se trouve sur le Rhin entre Cologne et Bonn, les autres gisements sont éparpillés dans l'Allemagne centrale. Le grand essor de toutes ces exploitations date de la guerre; actuellement ces exploitations ne valent que par l'utilisation rationnelle et chimique que l'on tire de ce combustible.

Dans l'industrie du lignite, les phénomènes d'intégration sont très fortement marqués : citons, parmi tant d'autres, l'I. G. Farben Industrie qui est l'entreprise la plus importante.

Le lignite est extrait à ciel ouvert, dans la proportion de 80 %; la facilité d'exploitation en est très grande et ne demande pas d'ouvriers spécialisés. Un certain nombre d'exploitations souterraines ont été abandonnées récemment à cause du prix de revient trop élevé.

Après l'occupation de la Ruhr commença, en Alle-

magne, un grand mouvement de réorganisation de l'industrie houillère, issu d'une grave crise de mévente en 1924 et que l'on devait appeler plus tard la rationalisation (die Rationalisierung).

A partir du 1^{er} janvier 1924, la journée de travail fut portée à huit heures au lieu de sept heures; de son côté le gouvernement accorda de nombreux subsides pour soutenir l'effort technique.

L'organisation rationnelle des exploitations et le développement des moyens mécaniques furent poursuivis avec une tenacité remarquable. Les conditions relativement faciles du gisement dans l'ensemble du bassin rendaient possible et fructueux un pareil effort.

Les mines les moins rémunératrices furent sacrifiées et 77 installations occupant 60.000 ouvriers furent arrêtées dans la période 1924-1925.

Dans les fosses laissées en exploitation, les veines de charbon les moins productives furent laissées de côté.

D'après l'opinion autorisée de M. Schereschewsky, Ingénieur en Chef des Mines, qui a étudié sur place en 1926 la rationalisation de la Ruhr, l'œuvre réalisée dans les mines de la Ruhr est remarquable; elle l'a été au prix d'efforts techniques intéressants, mais ce sont surtout les facteurs psychologiques qui furent les plus puissants.

Le perfectionnement de l'outillage mécanique a été intense, dit-il, et l'élimination des temps perdus a été poussée très loin; mais par dessus tout la remarquable transformation, c'est la restauration de l'ardeur au travail et de la discipline, qui s'est effectuée sous la dure pression des épreuves.

Au moment où, grâce à toutes ces mesures, l'industrie houillère allemande recouvrait une grande prospérité, la surproduction générale survint en 1925 et contraignit les houillères à congédier un grand nombre d'ouvriers, à

instituer un chômage partiel et à accumuler malgré cela des stocks de nombreux millions de tonnes.

Ainsi, aussitôt après la guerre, la production de charbon forcée, ajournant toutes mesures d'organisation rationnelle qui eussent cependant été si urgentes à cause du surmenage des houillères pendant la guerre, avait amené un premier gain de tonnage. En 1925 le premier pas de la rationalisation était à peine fait que le renversement de la situation houillère venait la frapper.

Le conflit britannique de 1926 fut véritablement une aubaine pour l'industrie minière allemande, dont la situation était presque catastrophique au début de 1926. Elle renaît à la vie, car la situation change du tout au tout : le chômage disparaît rapidement et les ouvriers sont réembauchés en grand nombre. En novembre 1926, 42.000 ouvriers avaient été repris sur les 90.000 congédiés antérieurement.

L'extraction en 1926 qui a atteint presque le niveau de 1913 a marqué un progrès de 7,8 % sur l'année précédente; la fabrication du coke a fait également de très rapides progrès.

Une part importante de cette extraction accrue s'écoule à l'extérieur. En tenant compte des livraisons de réparations, les exportations atteignirent 47 millions de tonnes en 1926 contre 21 en 1925.

Ce coup de fouet pour l'industrie houillère allemande devait donner une vigueur nouvelle à la rationalisation, notamment dans la Ruhr, et permettre ainsi de profiter à fond de tous les progrès déjà accomplis. La marge bénéficiaire fut largement rétablie et permit de répartir sur de nouvelles bases, au moment du retour offensif du charbon anglais. Le rendement individuel et journalier, fond et jour, des mines de la Ruhr était passé de 857 kilos en 1924 à 1.144 kilos en janvier-février 1927.

Cependant dès le début de 1927, les mines allemandes se ressentirent de la reprise de la concurrence anglaise dans les régions contestées, comme dans les régions incontestées.

Les stocks du Syndicat rhénan-westphalien se remirent à gonfler et le congédiement des ouvriers reprit.

En été 1927, le charbon anglais avait déjà reconquis sa suprématie à Hambourg, et dans l'Allemagne du Nord.

Le rapport du Syndicat du charbon de la Ruhr pour l'exercice 1926-1927 s'effrayait de ce que les anglais avaient pu réduire leurs prix, grâce à la prolongation de la journée de travail et à la réduction des salaires, tout en maintenant en réserve la possibilité de la rationalisation déjà bien entamée en Allemagne.

La fin de 1927 parut cependant marquer une légère amélioration due probablement à la reprise de la métallurgie.

Malgré l'augmentation des prix de revient, résultant de plusieurs augmentations de salaires en 1927, les nouveaux progrès du rendement permirent aux mines allemandes de tenir bon.

Le Kohlensyndikat a maintenu les ventes dans les régions contestées, grâce à une manœuvre de dumping de grande envergure et dont l'augmentation du taux de l'Umlage peut donner la mesure.

A ce sujet, notons que jusqu'en décembre 1926, les adhérents du Kohlensyndikat se voyaient attribuer des quotes-parts distinctes de ventes dans les régions contestées et les régions incontestées et l'Umlage due au Syndicat variait suivant les destinations. En mai 1927 le Kohlensyndikat supprimait cette discrimination entre l'Inland et l'Ausland-Umlage et la redevance était unifiée. Ainsi la répartition uniforme des frais de vente permettait de faire payer par tous les pertes encourues

par les seuls marchés d'exportation. En septembre 1927, l'Umlage était portée à 1 mark 38, c'est-à-dire plus de 8 francs pour l'ensemble des ventes; à partir du 1^{er} mai 1928 l'Umlage a été portée à 2 marks 20 par tonne ce qui est un taux exceptionnellement élevé.

D'après les opinions de certaines personnalités dirigeantes dans la Ruhr, exprimées en février 1928 au sujet de la situation houillère de ce bassin, les salaires, y compris les charges sociales, représentent les 2/3 du prix de revient. Le travail de rationalisation est parvenu à l'extrême limite du possible et les prix de revient ne peuvent plus être abaissés que par une rationalisation négative (fermeture de puits).

Dans le même ordre d'idées, la *Bergwerks-zeitung* du 1^{er} avril 1928 résume ainsi l'opinion :

« On est presque unanimement d'avis, dans les divers milieux de la Ruhr, qu'en poursuivant le développement des procédés mécaniques ou des mesures de rationalisation, il n'est plus possible d'économiser sur les prix de revient. »

On pense généralement que l'emploi des machines a nécessité des dépenses d'établissement très élevées et des frais d'entretien accrus d'année en année, sans que l'amélioration du rendement suffise à faire rentrer les sommes nécessaires, non seulement à la couverture des dépenses de salaires complémentaires, mais même à l'amortissement du capital employé en machines et en concentration de l'exploitation.

Dans l'ensemble de la Ruhr les frais annuels d'entretien de l'outillage mécanique ont été, pour 1927, égaux aux frais moyens de main-d'œuvre d'un mois.

On prétend finalement que la rationalisation n'a valu aux entreprises aucun avantage pécuniaire. Du point de vue financier, elles n'ont pas payé. Il est même arrivé

fréquemment que des mesures de rationalisation aient entraîné des pertes.

Cette situation commande, au dire des exploitants, la plus grande prudence et la réserve la plus absolue dans le domaine de la politique sociale.

Pour définir la situation de l'Allemagne en mai 1928, citons ces lignes de M. de Peyerimhoff (Rapport au Comité Consultatif à Genève) :

« En Allemagne, le bassin rhénan-westphalien pour faire son magnifique effort de rationalisation a dû renvoyer les $\frac{2}{5}$ de son personnel. Dans le rapport d'une Commission d'experts hautement compétents, qui vient d'être réunie et dont le président et rapporteur a été le Dr Schmalenbach, on évalue, à l'heure actuelle, la perte de la houillère allemande à 1 mark 25 par tonne, si l'on ne compte pas les sous-produits. En tenant compte de cette industrie complémentaire — et vous savez quel effort extra-houiller sur l'électricité et les produits chimiques l'Allemagne a fait dans ces dernières années, la perte n'a été que de 27 pfennigs. »

En décembre 1928, à l'Assemblée générale de la Société minière et métallurgique Klöckner (dans la Ruhr), M. Klöckner a donné son avis sur la situation générale de ses mines et usines, avis qui peut s'appliquer à toute l'industrie houillère de la Ruhr :

« Par la rationalisation des mines et des usines, on est parvenu à obtenir de très notables diminutions de prix de revient. Mais les économies réalisées de ce fait ont été totalement absorbées par les majorations de traitements et de salaires. La rationalisation s'est faite au profit exclusif des ouvriers et des employés du Konzern. »

M. Klöckner résume ensuite la situation générale en fin 1928 :

« La concurrence anglaise est de plus en plus sensible

sur le marché mondial; la production anglaise est avantagée par une demi-heure de travail en plus qu'en Allemagne et par des salaires plus bas. De plus, les expéditions s'effectuent directement de la mine au port d'embarquement et les chemins de fer anglais ont étendu leurs réductions de tarifs.

Si la situation ne se modifie pas radicalement et si les relations entre patrons et ouvriers ne s'améliorent pas, ceux-ci devant tenir compte davantage des possibilités économiques de l'industrie, il deviendra très difficile aux exploitants de continuer à mener l'industrie allemande dans la voie du progrès qu'ils ont pu maintenir jusqu'ici.»

SECTION III

La Pologne.

La Pologne est un grand pays charbonnier, elle se place au 5^e rang dans le monde au point de vue de ses ressources, qui sont évaluées à 140 milliards de tonnes, et au 5^e rang également pour la production. D'autre part, le rendement de ses mines est excellent, car les conditions d'exploitation y sont les plus favorables que l'on rencontre en Europe.

C'est la sentence de Genève en 1922, lui incorporant la partie la plus riche et la plus importante du bassin haut-silésien, qui en fit un gros producteur.

Le bassin houiller polonais réunit maintenant les anciens bassins allemand, russe et autrichien, d'ailleurs contigus, et de même formation géologique.

La production des houillères polonaises a sensiblement diminué à la fin de la guerre, par suite des dégâts causés

dans la région de Dombrowa et des troubles politiques en Haute-Silésie.

Depuis, la production a suivi une marche constamment ascendante, malgré la crise aiguë de 1924 et 1925 et la crise actuelle. En 1927 la production a été de 38 millions de tonnes, c'est-à-dire presque le chiffre d'avant-guerre.

Si nous revenons aux années 1924 et 1925, nous constatons que les exportations sont descendues respectivement à 11.500.000 et 8.200.000 tonnes, quantités moindres que celles des années précédentes. La perte partielle des marchés roumain et yougoslave, consécutive à un relèvement des droits de douane sur le charbon polonais, est une des causes de cette diminution.

Vers la fin de 1925, la Pologne s'essayait à la conquête de nouveaux marchés : à la suite d'accords entre les chemins de fer polonais, tchèques et autrichiens, son charbon parvint en Italie.

De même, vers les pays du Nord, une réduction de 50 % sur les tarifs de transport a permis d'y exporter du charbon.

Nous avons parlé, à propos de l'Allemagne, de la convention d'exportation du charbon polonais dans le Reich, convention qui fut dénoncée en juin 1926. La Haute-Silésie polonaise se trouva, à ce moment, dans l'embaras, alors que la Haute-Silésie allemande prospérait, non seulement à cause de la dénonciation de cet accord, mais de plus par l'augmentation de la durée de travail, toutefois réduite plus tard en 1927, et les progrès de la rationalisation.

La deuxième partie de l'année 1926 amena une situation nouvelle : le désastre britannique fut vraiment « la manne céleste » pour les industries minières de Pologne.

Le chiffre total de l'exportation polonaise en 1926 atteignit le record de 14.700.000 tonnes, et si ce chiffre

n'a pas été dépassé, la faute en est uniquement au manque de moyens de transport et à l'insuffisance du transbordement maritime.

Les exportations furent si abondantes qu'il fallut faire appel au combustible tchécoslovaque pour satisfaire les besoins de charbons domestiques de l'intérieur.

Pour la première fois depuis la restauration de l'État polonais, l'année 1926 s'est signalée par un budget en équilibre et une devise stabilisée : il n'est pas douteux que le bénéfice de l'exportation de charbon ait joué, dans ce rétablissement un rôle primordial.

La grève minière britannique a promu la Pologne au rang de grand pays exportateur de charbon.

Dès le printemps 1927, les anglais recommencèrent à attaquer avec succès les nouvelles positions polonaises dans les pays du Nord; le marché allemand restait toujours fermé à la Pologne. En dépit de ces circonstances, l'exportation polonaise atteignit encore en 1927 11.580.000 tonnes.

La construction des voies ferrées nouvelles, qui relieront les charbonnages à la mer, le développement du port de Dantzig, ainsi que la croissance vertigineuse du nouveau port polonais de Gdynia, doit à l'avenir obvier aux insuffisances reconnues en 1926, et assurer relativement à bon compte le trajet de plus de 600 kilomètres, de la Haute-Silésie à la mer.

Les terrains normaux d'expansion de la production polonaise sont les pays limitrophes de l'Europe Centrale — sauf le bassin de Russie dont l'important marché a été perdu — et la Scandinavie.

Les perspectives de l'industrie charbonnière polonaise peuvent également reposer sur la consommation intérieure susceptible d'un grand développement.

Actuellement, le bas niveau des salaires donne une grande force au charbon polonais.

En résumé, les mines polonaises, actuellement en difficulté, sont toutefois capables de supporter une période, même assez longue, de concurrence.

SECTION IV

La Belgique.

« La Belgique se trouve au carrefour de toutes les invasions, qu'il s'agisse d'armées ou de combustibles. » En effet, les excédents de charbon de l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande et la France, peuvent se déverser avec facilité sur ce pays où se rencontrent les grands courants charbonniers de l'Europe Occidentale.

Dans ces conditions, la Belgique a ressenti très rapidement les effets de la surproduction en 1925 : les stocks s'amoncelèrent et le chômage commença. Un certain nombre de mesures furent prises, notamment en vue d'une diminution des tarifs de chemins de fer.

Le charbon allemand arrivait, au moyen du dumping, à 14 francs au-dessous du charbon de réparations. En conséquence, les importations furent interdites. Cette interdiction se justifiait surtout par ce fait que la non acceptation du charbon de réparations, par la Belgique, entraînait pour elle une forte amende, proportionnelle au tonnage refusé.

La Belgique, normalement importatrice de charbon, mais aussi exportatrice de certaines qualités de charbon domestique ou industriel, trouva dans la grève anglaise une magnifique occasion commerciale, que ses produc-

teurs et négociants utilisèrent à plein et sans aucun souci de l'avenir.

Leur stock de charbon invendu s'écoula très rapidement; de 1.400.000 tonnes en janvier 1926, il n'en restait qu'une centaine de mille en novembre 1926. Cet écoulement de charbon s'accompagna d'une véritable envolée des prix.

La production est passée de 23.000.000 de tonnes en 1925 à 25.300.000 tonnes en 1926 et l'exportation a augmenté de moitié.

L'industrie houillère belge et la sidérurgie belge tirèrent un large profit de cette situation, et cela aida beaucoup la Belgique à franchir la période critique de post-stabilisation.

Les mineurs anglais s'étaient à peine remis au travail que les phénomènes de congestion de 1925 réapparurent aussitôt, mais avec une violence bien accrue.

Les stocks atteignirent 2 millions de tonnes au début de 1928, chiffre encore jamais atteint.

Les exploitations des mines belges sont divisées en un grand nombre de compagnies; les gisements sont en général très médiocres. Le rendement individuel fond et jour n'est que de 550 kilos environ, ce qui est à peine plus de la moitié du rendement anglais; encore convient-il de reconnaître que les belges ont beaucoup de mérite à atteindre ce chiffre, étant donné le peu de puissance et l'irrégularité des couches de charbon.

Dans la Campine, les nouveaux gisements mis en exploitation sont meilleurs, mais ils ont nécessité au préalable des frais de premier établissement fort importants, par suite des fonçages de puits en terrains très difficiles.

Nous verrons dans la troisième partie comment tout le monde s'est rendu compte de la gravité de la situation

en Belgique, et comment des mesures énergiques de redressement ont été prises de toutes parts.

SECTION V

La Tchécoslovaquie.

La situation des bassins de charbon et de lignite, au voisinage des frontières, impose aux houillères l'exportation, soit vers l'Allemagne, soit vers l'Autriche. Cette exportation est quelquefois même une condition d'existence pour ces houillères.

Inversement, certaines parties du pays doivent faire venir du charbon de l'étranger.

Les courants naturels d'échanges internationaux sont souvent contrariés par les politiques commerciales, visant à l'indépendance commerciale des nations; cela s'applique tout spécialement au commerce charbonnier tchécoslovaque.

En 1925, la Tchécoslovaquie ressentait les effets de la crise et celle-ci fut accrue, en 1926, par l'invasion du charbon polonais, détourné de ce côté par suite de la rupture de la convention germano-polonaise.

A ce moment survint la grève anglaise et l'extraction reprit une marche rapidement ascendante, tant en charbon dur qu'en lignite. Le charbon tchécoslovaque parvint jusque dans les pays du Nord.

Cette prospérité fut de courte durée; dès les premiers mois de 1927, l'extraction revenait à son chiffre antérieur.

Voici un extrait d'un article de la *Prager Presse* du 1^{er} février 1927 :

« La situation de notre marché est, à un pays près, la

plus mauvaise du monde entier. Les exportations qui, en 1924, n'avaient atteint que 40 % du niveau d'avant-guerre, se sont abaissées à 30 % au printemps 1926.

Le conflit charbonnier, en Angleterre, a favorisé considérablement l'essor des exportations et, en novembre, les chiffres dépassaient même ceux des périodes saisonnières d'avant-guerre. Néanmoins, en décembre, ils n'en atteignent plus que les 2/3 et, en janvier, ils tomberont probablement au-dessous de la moitié. Dans les mois à venir, nous aurons à lutter contre une concurrence qui dépassera tout ce que nous avons vu dans ce domaine depuis la guerre ».

L'industrie du lignite se trouve dans une situation difficile, car le développement de l'extraction de ce combustible en Allemagne et son utilisation rationnelle, ont entravé définitivement l'exportation dans ce dernier pays, bien que le lignite tchécoslovaque soit d'une qualité supérieure à celle du lignite allemand.

Ainsi pour résumer : la concurrence de l'Allemagne et de la Pologne, qui produisent en Haute-Silésie du charbon à un très bas prix de revient, rend la situation fort critique en Tchécoslovaquie.

Ce pays est plus que tout autre victime de la crise, ce qui confirme ainsi les sombres pronostics de la *Prager Presse*.

CHAPITRE IV

Deuxième groupe.

SECTION I

La France.

Le chiffre de production de 19.930.000 tonnes en 1919, pour les mines situées dans les anciennes frontières, fait ressortir l'effondrement des houillères françaises qui, en 1913, avaient produit 40.844.000 tonnes.

La cause essentielle de cet effondrement était la dévastation des mines du Nord et du Pas-de-Calais, constituant notre bassin le plus riche. De plus, la loi de huit heures, introduite brusquement dans les mines le 24 juin 1919, réduisait notablement le rendement individuel des ouvriers, à un moment où tout commandait impérieusement de l'augmenter.

Ce rendement individuel fond et jour qui, en 1913, avait été de 695 kilos, était descendu à 475 kilos en 1920.

De là la nécessité d'importer des quantités considérables de combustibles, représentant une valeur de plus de 7 milliards de francs pour l'année 1920, dont plus de la moitié pour l'Angleterre.

Cela représentait une charge écrasante pour notre balance commerciale. Un effort énorme de rétablisse-

ment et de développement de la production nationale s'imposait.

Le bassin de Lorraine nous fournissait un appoint important, susceptible de développement, mais dont une grande partie cependant était consommée sur place. Il en était de même pour la Sarre.

Déjà, en 1925, les résultats obtenus étaient considérables, la production dépassait de près de 2 millions de tonnes celle de 1913, dans les limites des anciennes frontières.

En 1925, la consommation nationale a été la même que celle de 1913 : 65 millions plus 10 millions pour la Lorraine, ce qui en réalité marquait un retard sur la consommation normale, qui aurait dû progresser. En ce qui concerne les variations relatives de l'importation et de la consommation, on remarque que durant les années qui ont précédé la guerre, le développement des importations a résulté de l'augmentation de la consommation.

Après la guerre, dès 1922, la consommation redevenait croissante, mais les progrès de la production nationale suffisaient à y faire face et en 1925 on en était revenu au même point qu'en 1913 comme nous venons de le dire.

Le coefficient de couverture, qui a été de 63 % en 1913, 42 % en 1920 et 64 % en 1925, est monté à 72 % en 1927.

En 1925 et 1926, les étapes du progrès de l'extraction indigène marquent une régression correspondante de l'importation, notamment de celle provenant de l'Angleterre.

L'économie obtenue en 1927, sur 1920, n'est guère inférieure à 2 milliards de francs-or, soit 10 milliards de francs-papier.

Par là se chiffre la contribution des houillères fran-

caises à l'effort national de libération économique et monétaire.

Jusqu'au début de 1927, grâce à la situation créée par la baisse du franc et par le développement de la métallurgie et de la sidérurgie, l'industrie houillère française avait échappé à la crise de surproduction : la face des choses devait rapidement changer.

En avril 1927, les stocks étaient déjà évalués à 2 millions de tonnes.

Pour prévenir l'invasion des charbons étrangers, un système temporaire de licences sur les importations fut institué le 25 mai 1927; sous peine de troubles économiques et sociaux, il fallait mettre une barrière à l'invasion du charbon étranger, dont nous souffrions depuis janvier 1927 et qui nous conduisait au stockage et au chômage.

Mais peu après la Conférence de Genève pour la suppression des interdictions à l'exportation et à l'importation se réunit et le Gouvernement français dut promettre la suppression des licences, à partir du 1^{er} janvier 1928, sous certaines réserves.

Citons ces lignes de M. de Peyerimhoff, parues dans l'*Information financière, économique et politique* du 24 décembre 1927 :

« Nous subissons à l'Ouest, au Nord et à l'Est, la poussée convergente de productions pléthoriques en quête d'exutoires.

Pour y résister, la production française se trouve médiocrement armée. Elle est défavorisée par la nature, par la situation géographique des principaux bassins, par l'absence, aujourd'hui presque complète, de protection douanière.

Le mineur de France travaille trois quarts d'heure de moins qu'en Angleterre et en Allemagne. Pour cette raison, et aussi à cause de la qualité du gîte, le rendement

journalier moyen du mineur français n'a atteint que 601 kilos pendant le troisième trimestre 1927, alors qu'il est actuellement de 1.040 kilos en Grande-Bretagne et 1.127 dans la Ruhr. Les perfectionnements techniques poussés aussi loin (chez nous) que dans les bassins étrangers, ne parviennent pas à compenser ces différences de rendement ».

Malgré les circonstances défavorables décrites ci-dessus, notre production en 1927 a atteint le chiffre record de 52.100.000 tonnes. Elle était estimée pouvoir atteindre 55 millions à défaut de crise. Les stocks atteignaient en décembre 1927 3.300.000 tonnes. La production de 1928, connue approximativement, a marqué une régression de quelques centaines de mille tonnes sur 1927. Depuis le début de 1927, la baisse de 20 % sur la moyenne des prix de vente a été bien inférieure à la baisse des salaires.

Cette situation a amené à envisager les possibilités d'une nouvelle élévation du coefficient de couverture. Remarquons, à ce sujet, que le taux d'utilisation de nos ressources est dix fois plus élevé que dans l'ensemble des pays producteurs, ce qui doit nous inciter à quelque prudence.

Ensuite, un grand accroissement d'extraction poserait le difficile problème de la main-d'œuvre spécialisée.

A ces raisons s'ajoute la question d'écoulement que les circonstances rendent aiguë, et que les conditions physiques et géographiques de nos principaux gisements ne nous permettent pas de résoudre.

Finalement, il est bien évident que c'est le meilleur prix de revient qui doit l'emporter, et il apparaît qu'actuellement le problème pour nous consiste moins à préparer de nouveaux accroissements qu'à consolider les positions acquises, en comprimant au maximum les prix de revient et en perfectionnant l'organisation commer-

cial des charbonnages : ce sont là deux formes de la rationalisation.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que le droit de douane à l'importation du charbon ne représente plus que 1 % de la valeur de ce charbon, c'est dire qu'il est totalement inopérant. Il serait bon de réajuster ce droit au niveau d'avant-guerre; faire plus serait difficile à cause de la politique internationale douanière suivie à Genève, comme nous le verrons à la quatrième partie.

Pour valoriser l'actif minier national et contribuer à l'amélioration du bilan économique, il convient de rechercher, dans toutes les directions, l'utilisation rationnelle des combustibles, notamment par le développement des grandes centrales électriques, de la fabrication du coke et de toute l'échelle des sous-produits.

Devant la situation très critique de l'industrie houillère nationale en 1928, M. le président du Comité Central des Houillères de France a jeté le cri d'alarme à l'Assemblée générale du 23 mars 1928. Après avoir exposé d'une façon détaillée l'état pléthorique du marché et l'exaspération des concurrences, il a montré les perspectives de déchéance nationale et la nécessité urgente de conserver les progrès de ces dernières années. L'insuffisance du rendement français appelle les plus prompts redressements.

SECTION II

L'Espagne.

L'Espagne est un très petit producteur : 6.500.000 tonnes en 1927, et cependant le charbon extrait sur son territoire couvre 70 % de la consommation nationale, ce qui

indique bien le faible degré d'industrialisation de ce pays, qui possède une population de 21 millions d'habitants.

Les conditions d'exploitation des mines, très dispersées, sont mauvaises malgré le niveau peu élevé des salaires.

L'Espagne, entourée de presque tous les côtés par la mer, se trouve naturellement exposée à la concurrence anglaise, et cette concurrence devait tendre à dépasser fortement le taux du complément nécessaire à la consommation. Ces suppléments de tonnage, l'industrie espagnole était, moins que celle de beaucoup d'autres pays, incapable de les absorber.

En 1925, les phénomènes classiques de crise se produisirent déjà; le gouvernement commença par donner une subvention du 1^{er} novembre au 31 décembre 1925.

Par la suite, des mesures plus radicales furent prises, fixant exactement les pourcentages de charbon étranger que les diverses industries étaient autorisées à consommer. Nous verrons cela dans la troisième partie.

La Hollande.

L'importance prise depuis la guerre par l'industrie houillère hollandaise est tout à fait caractéristique, surtout en ce qui concerne l'exportation.

La production est passée de 1.900.000 tonnes en 1913 à environ 8.000.000 en 1927. La Hollande a profité largement, comme tout le monde, de la grève anglaise de 1926 pour son exportation.

En 1927, l'industrie houillère s'est bien comportée devant la crise, car les bassins sont riches et faciles et donnent un rendement comparable à celui de la Ruhr. Le Limbourg hollandais en particulier possède des mines

puissamment équipées. On estime qu'il pourra fournir d'ici quelques années 10 millions de tonnes par an, ce qui affranchirait la Hollande de toute importation houillère.

Les mines fiscales hollandaises fournissent 60 % de la production totale et exportent 30 à 40 % de leur tonnage.

L'exportation se dirige surtout vers l'Allemagne du Sud par les canaux : elle y est soumise à des licences d'importation. Inversement le charbon allemand entre librement en Hollande.

Actuellement, la Hollande est un élément d'importance dans l'économie charbonnière européenne.

Le Canada.

La production a eu tendance à diminuer depuis 1920 jusqu'à 1925.

En 1926 on constate un relèvement et en 1927 le chiffre de production a été de 15.800.000 tonnes.

L'importation par contre a manifesté une tendance constamment croissante et a été de 16 millions de tonnes en 1925 et en 1926 : la plus grande partie de ce charbon vient naturellement des États-Unis.

L'exportation de charbon consiste surtout en charbon de soufre.

Le Japon.

Le Japon paraissait bien placé pendant et après la guerre pour conquérir peu à peu le marché d'Extrême-Orient.

L'extraction est passée de 21.500.000 tonnes en 1913 à près de 30 millions en 1924; elle est restée stationnaire depuis.

On constate actuellement que la consommation intérieure augmente au détriment des exportations, qui ont pourtant atteint 2.800.000 tonnes en 1926.

La houille extraite au Japon est surtout de la houille bitumineuse.

Les méthodes d'exploitation y sont primitives et le machinisme très peu développé.

Le gouvernement se soucie beaucoup de l'industrie charbonnière, dans le but d'assurer, en cas de guerre, l'indépendance économique du pays et l'approvisionnement en charbon de sa flotte.

L'Australie.

Si l'on considère les chiffres suivants d'extraction de l'Océanie (Australie et Nouvelle Zélande) :

1913.....	14	millions de tonnes
1924.....	15,3	—
1925.....	15,3	—

On constate une stagnation de l'industrie houillère.

La plus grande partie de ce charbon est produite par la Nouvelle Galles du Sud.

La faible augmentation de l'extraction a été accompagnée d'une trop grande augmentation du nombre d'ouvriers occupés, le rendement a donc baissé.

L'exportation est en décroissance et cède le pas à l'Afrique du Sud et à la Chine.

Nous verrons comment le gouvernement Australien s'est saisi de la question de la crise charbonnière en septembre 1928.

L'Inde.

Les ressources de l'Inde en charbon sont médiocres, tant en qualité qu'en quantité. Le peu de valeur de la main d'œuvre vient encore diminuer cette situation.

Le charbon sud-africain n'a aucune peine à emporter les marchés situés dans le voisinage de l'Inde et il va même jusqu'à Colombo et Bombay.

D'ailleurs le gouvernement lui-même, dans le but de stimuler l'activité industrielle du pays, empêche l'exportation.

En particulier, la métallurgie indoue est susceptible d'un développement assez important, mais elle manque de charbon.

CHAPITRE V

Troisième groupe.

SECTION I

Les États-Unis.

Au cours de la guerre, l'extraction de charbon des États-Unis n'a cessé de s'accroître et le point culminant de cette extraction s'est placé en 1917 et 1918, où les chiffres de 651 et 678 millions de tonnes furent atteints.

Les besoins intenses de l'industrie intérieure étaient la principale cause de cette énorme augmentation. Les exportations n'ont pas vu tout de suite ce rythme d'accroissement.

Un ralentissement sensible de l'industrie s'est produit dans les années d'après guerre; à ce moment il y a eu surproduction.

La concurrence des huiles lourdes se faisait naturellement sentir dans les États-Unis à un degré plus intense que partout ailleurs.

En 1920 l'exportation américaine s'accrut soudainement et atteignit le chiffre de 39 millions de tonnes contre 30 millions en 1913, par suite de la disette générale de charbon en Europe.

En 1922 la grande grève des houillères américaines a enrayé le mouvement d'exportation.

Il faut noter la facilité avec laquelle les Américains peuvent exporter lorsque le besoin s'en fait sentir, ce qui résulte du potentiel très élevé de leurs mines.

D'ailleurs depuis 1913 déjà, ils ont commencé à s'organiser pour l'exportation, ce qui est un travail d'assez longue haleine.

A l'empirisme de l'exportation, consistant à expédier n'importe où n'importe quel charbon et par des voies quelconques, s'est substituée la spécialisation dans le commerce d'exportation du charbon.

Les mines à destiner à l'exportation furent choisies parmi celles qui se trouvaient le plus près de la côte de l'Atlantique. en Pensylvanie. en Maryland, en Kentucky et surtout en Virginie Occidentale, toutes ces mines produisant du charbon de choix soit anthraciteux, soit bitumineux.

Ce charbon, avant de quitter la mine, était soumis à un lavage et à un criblage très soignés. Une grande flotte de « colliers », navires spécialisés pour l'exportation du charbon, était créée.

Les points d'embarquement du charbon, peu nombreux, ont été très puissamment organisés. Citons New-York, Philadelphie, Baltimore, Charleston et surtout le groupe de ports d'embarquement dans la longue rade de Hampton Roads.

Les engins mécaniques de manutention du charbon y sont particulièrement puissants, à ce point que certains cargos peuvent être chargés en un seul jour.

Pour faire parvenir le charbon dans les meilleures conditions possible à ces ports d'embarquement, tout un matériel de transport sur voie ferrée a été créé, par les compagnies de chemin de fer, dont quelques-unes étaient agrégées aux mines. La capacité des wagons a été portée jusqu'à 90 tonnes.

Ainsi, moins favorisées que les mines anglaises quant à leur situation géographique, les mines américaines compensent cette infériorité par leur richesse et leurs installations d'exportation.

D'après les renseignements fournis par la grande revue américaine du charbon, *The Black Diamond* signale qu'en 1927, sur 72 compagnies s'intéressant au commerce d'exportation, 26 — qui sont d'ailleurs les plus puissantes — sont à la fois compagnies minières, compagnies de commerce et compagnies d'armement ayant leurs mines, leurs comptoirs et leur flotte propre. Cette organisation se rapproche beaucoup de celle des grands trusts pétroliers.

L'industrie de l'anhracite est un cas assez particulier, car ses gisements sont groupés dans un cercle assez limité au Nord-Ouest de la Pensylvanie, à l'inverse des gisements de charbon bitumineux répandus en beaucoup de régions des États-Unis. Cette industrie de l'anhracite a donné lieu, après la guerre, à des tentatives de monopolisation.

L'anhracite, non susceptible de fournir des sous-produits, et destinée seulement à la consommation domestique, ne possède pas la même facilité d'écoulement que le charbon bitumineux.

Le rythme d'accroissement de sa consommation est plus faible.

La dispersion de l'exploitation de l'anhracite en petites entreprises menaçait, par suite de l'individualisme exagéré de ces entreprises, de déterminer une crise grave.

Aussi les compagnies de chemin de fer entreprirent-elles un effort vigoureux pour concentrer, en quelques mains, les mines d'anhracite, et cela en détournant bien souvent l'autorité publique au profit des intérêts privés.

Cet effort réussit dans une certaine mesure et les grandes compagnies ainsi formées finirent par s'entendre tant bien que mal pour limiter leur production. Toutefois, la prospérité n'y est pas encore bien considérable : une grève monstre de 154.000 mineurs, de septembre 1925 à février 1926, en a été la preuve.

Le marché américain, organisé comme nous venons de le décrire, n'eut pas de peine à développer brusquement son exportation en 1920, mais les années suivantes devaient montrer que ce n'était pas en Europe que se trouvait leur marché normal d'exportation du charbon.

L'Amérique du Sud, en particulier le versant Pacifique depuis l'ouverture du Canal de Panama, se trouve à bonne portée de Hampton Roads. Les Iles Havaï, les Philippines et les Iles de la Sonde offraient également des possibilités notables.

On a vu, à propos de l'Angleterre, comment cette dernière a su réagir victorieusement en 1925 sur la façade atlantique de l'Amérique du Sud. Cette année 1925 a d'ailleurs marqué une diminution de l'exportation américaine, qui s'est abaissée à 15 millions de tonnes.

La production de houille et lignite, qui était montée à 597 millions de tonnes en 1926, a marqué un recul de plus de cinquante millions en 1927 et est ainsi revenue sensiblement au taux de 1925.

L'année 1928 a encore témoigné d'une surproduction permanente aux États-Unis.

Pour les États-Unis, le commerce d'exportation du charbon est devenu, comme il l'a toujours été pour la Grande-Bretagne, le complément d'un grand commerce d'importation de matières premières, dont ils ont aujourd'hui besoin. Les plus importantes de ces matières sont le sucre, le caoutchouc, la laine, les minerais de cuivre, les nitrates et les phosphates.

relativement bien faible — 12.600.000 tonnes en 1925 — et que l'exportation de quelques millions de tonnes est peu dangereuse.

Les ressources de charbon du Natal lui permettent d'espérer un bel avenir.

Bien que paraissant en dehors de la crise charbonnière, il faut croire qu'elle en souffre tout de même, car le gouvernement soutient l'industrie charbonnière et a accordé en 1928 un subside de 9 shillings par tonne de charbon exporté ou destiné aux soutes.

La Chine.

Ce vaste pays, sans cesse agité par les guerres civiles, et malgré l'insécurité qui en résulte pour les entreprises industrielles, augmente cependant régulièrement sa production de charbon. L'exportation a presque doublé par rapport à l'avant-guerre.

Shanghai est le grand centre d'exportation dont l'essor s'est affirmé au détriment du Japon et même de l'Australie et de l'Angleterre. Les statistiques de l'industrie charbonnière en Chine manquent pour 1926 et 1927.

Signalons au voisinage de la Chine notre colonie du Tonkin dont la production houillère est en augmentation lente mais continue.

Cette production a été en 1927 de 1.490.000 tonnes, dont plus d'un million pour la Société des charbonnages du Tonkin. Le gros marché de l'avenir pour le charbon du Tonkin est incontestablement celui de l'exportation, notamment en Chine.

En résumé, la puissance charbonnière des États-Unis est indiscutable : on estime généralement que si l'outillage et la main d'œuvre étaient utilisés à plein, la production pourrait être augmentée de plusieurs centaines de millions de tonnes par an, et l'ensemble de la production serait extraite avec un rendement individuel de l'ouvrier double de celui de l'Angleterre ou de la Ruhr.

Si l'on est sûr de ne pas souffrir de disette de charbon en Europe, ce qui paraît bien impossible maintenant, et ainsi de ne pas appeler à notre secours le charbon américain; on peut se demander avec quelque inquiétude ce qu'il adviendrait de l'industrie charbonnière européenne en mal de placement de son charbon, si les États-Unis se mettaient à toute force à vouloir lancer leur charbon dans le monde et en particulier en Europe.

SECTION II

L'Afrique du Sud.

Le charbon du Natal, qui a d'abord commencé à satisfaire la consommation intérieure, a pris sa place après la guerre sur le marché international.

Les mines de l'Afrique du Sud sont considérées par certains comme « une importante pierre angulaire de l'édifice commercial britannique ».

C'est la ville de Durban qui paraît devoir être le grand centre industriel de l'Afrique du Sud.

Ces dernières années le charbon semi-bitumineux du Natal, d'excellente qualité, s'est répandu sur le pourtour de l'Océan Indien, notamment à Ceylan et à Aden.

Remarquons que le volume de la production est encore

La Russie.

L'industrie houillère russe était en plein essor avant la guerre; les capitaux français et les ingénieurs français avaient une grande part dans ce développement.

La révolution a provoqué l'effondrement de sa production charbonnière : de 29 millions de tonnes en 1913 dans les limites territoriales de l'après-guerre, c'est-à-dire moins la Pologne, la production tombait aux environs de 10 millions.

D'ailleurs la consommation du pays a diminué de plus de 40 %. Certaines industries ont utilisé en remplacement une plus grande quantité d'huile et de bois.

On sait que « l'interprétation » du régime communiste en ce qui concerne l'industrie a abouti à l'étatisation des grandes entreprises et en particulier des mines.

D'après certains renseignements, il s'est effectué ces dernières années une réorganisation de l'industrie charbonnière par le moyen d'une très forte concentration et d'une autonomie relative. Cette réorganisation aurait provoqué un redressement de la situation, au point même que la consommation industrielle n'a pu suivre le mouvement, ce qui a entraîné la formation de stocks.

Il est bien difficile de porter un jugement sur ces événements car les renseignements qui nous parviennent des sources officielles russes sont bien sujets à caution.

En 1925, le charbon russe s'écoulait en Italie et dans le proche Orient; l'importation de charbon anglais devenait presque nulle en Russie.

Une statistique de l'Industrie Minérale donne la progression suivante de l'extraction de houille et lignite :

1925.....	14.300.000
1926.....	22.000.000
1927.....	31.000.000

Les progrès sont considérables.

Le développement futur de l'industrie charbonnière russe est bien incertain; il est lié étroitement à la politique gouvernementale.

CHAPITRE VI

L'Italie.

L'Italie, le seul grand pays d'Europe qui ne produise pas de charbon, n'est compris naturellement dans aucun des trois groupes précédents.

Pour l'Italie, le problème n'est pas de vendre son charbon, mais d'en acheter aux meilleures conditions possibles.

Avant la guerre, elle se procurait les 87 % de son charbon en Grande-Bretagne, dont elle était ainsi le meilleur client en Méditerranée.

Après la guerre, l'Italie essaya de s'assurer quelque indépendance au point de vue de l'énergie et nous avons vu dans la première partie de cette étude quel admirable effort elle avait fait dans l'utilisation de ses forces hydrauliques. Elle reçoit de plus une importante quantité de charbon de réparations conformément au plan Dawes.

A titre d'indication, cette quantité a été de 600.000 tonnes en janvier 1928.

L'Italie a pu effectuer certains achats avantageux en Pologne.

En 1927 le total des importations italiennes de charbon a été de 14 millions de tonnes environ, soit une augmentation de près d'un tiers sur le chiffre moyen d'avant guerre.

En résumé l'Italie tire le plus grand bénéfice de la crise charbonnière, puisque les prix se sont effondrés. Elle aurait pourtant intérêt à voir une stabilisation du marché charbonnier car elle peut se trouver à nouveau à la merci des producteurs.

CHAPITRE VII

Résumé et situation actuelle de la crise.

Les études précédentes nous ont montré que les industries houillères américaines et européennes subissent actuellement une crise de surproduction, dont le degré d'intensité varie beaucoup suivant les pays.

La situation générale en 1925 présentait un état de congestion qui peut être considéré comme le prodrome de l'état actuel, mais dont l'aggravation a été retardée par la cessation complète du travail pendant sept mois en Grande-Bretagne.

La production mondiale de houille et lignite en 1927 a été de 1.475.000 tonnes; les États-Unis ont marqué un recul de 50 millions de tonnes.

L'excédent considérable de la production par rapport à la consommation a été évalué, pour 1927, de 70 à 110 millions de tonnes suivant les sources d'estimation. Cet excédent paraît avoir été moins fort en 1928.

Les situations, créées dans les divers pays, ont été passées en revue; nous n'avons plus à y revenir. Toutefois en ce qui concerne les causes de la crise, nous pouvons à nouveau mettre en relief l'importance essentielle de deux actes de « folie collective » contre le bon sens et la raison. Il s'agit de la folie collective de la guerre mondiale qui a été le point de départ de la course à la production augmentée. L'autre folie collective, celle-là d'ordre profes-

sionnel, a été la grande grève houillère anglaise qui, sur le continent, a eu pour effet de solliciter les producteurs avec une ardeur qui rappelait celle de la guerre.

Les gouvernements, les consommateurs et l'opinion publique ont pressé à l'envi les mines, pour produire plus au moment où tout commandait de se limiter.

Ce sont là des faits exceptionnels et extérieurs à la profession d'exploitant des mines. Cela doit être remarqué pour éviter le reproche aux producteurs de s'être laissés gagner par la mégalomanie et l'avidité.

Nous pouvons à nouveau rappeler un facteur de grande importance, dont l'évolution est continue et qui permet dans une certaine mesure, par une étude méthodique, d'en tenir compte pour l'avenir : nous voulons parler de l'utilisation rationnelle et chimique des combustibles ainsi que des substituts de la Houille : le pétrole et l'énergie hydroélectrique.

L'importance de cette concurrence a été chiffrée dans la première partie.

Les industries houillères de notre continent ont traversé une période de fièvre de croissance qui est mise en évidence par le tableau suivant :

PRODUCTION HOUILLÈRE DES PRINCIPAUX PAYS D'EUROPE
(En millions de tonnes métriques).

Moyenne	Grande-Bretagne	Allemagne, France, Belgique, Pologne, Sarre, Pays-Bas	Total
1909-1913	274	234,5	508,5
1913	292	262	554
1925	250	253	503
1926	128	281	409
1927	254	292	546

Cette nouvelle situation pose un problème d'adaptation qui sera bien difficile à résoudre si on considère l'anarchie générale de la production de la vente.

A partir du moment où le marché est devenu pléthorique, la course à la hausse de la production a vu automatiquement se substituer à elle la course à la baisse des prix de vente, le point d'équilibre entre l'offre et la demande ayant été dépassé.

L'amplitude de la dépréciation du charbon est mise en évidence par la comparaison suivante entre les prix moyens de la tonne de houille britannique exportée :

Janvier 1927.....	21
Janvier 1928.....	15/9

soit une baisse de plus de 25 % en douze mois, et cette baisse a continué au cours de l'année 1928.

Ajoutons encore quelques symptômes de la crise : difficultés de trésorerie pour la généralité des entreprises, pertes financières très lourdes pour certaines d'entre elles.

Dans l'ordre social, le chômage est une manifestation particulièrement pénible de la crise : il a atteint en Angleterre un degré véritablement inquiétant. D'ailleurs, en Angleterre et en Allemagne, même les ouvriers occupés ne travaillent pas tous les jours : la semaine de travail est généralement amputée d'un jour.

Ainsi après deux années de crise, subie il est vrai dans la désorganisation, l'industrie houillère n'a pas su adapter la production à la consommation.

Pour donner une idée d'ensemble de cet état qui ne peut s'insérer dans la série des crises précédentes, subies pour le charbon comme pour toutes les autres industries, nous ne pouvons faire mieux que de reproduire ces lignes

de l'exposé de M. de Peyerimhoff présenté au Comité Consultatif Économique en mai 1928 :

« Avant la guerre, la consommation croissait suivant des coefficients à coup sûr inégaux, mais constants dans leur ensemble et qui représentaient selon les pays de 2 à 4 %.

La production suivait avec le décalage naturel d'une industrie qu'on appelle industrie lourde et qu'on pourrait aussi bien appeler industrie lente. Quand l'augmentation de la production tombait sur une période de rétraction de la consommation, il y avait crise. Seulement la crise ne durait pas plus longtemps que le phénomène de rétraction, et dès que la consommation revenait à sa marche ascendante, la crise disparaissait et la production reprenait avec la consommation ce pas égal qui est le signe de l'équilibre et de la prospérité.

Il ne s'agissait alors, vous vous en rendez compte, que de cette catégorie de troubles que les médecins appellent des troubles fonctionnels. A l'heure actuelle, nous sommes en présence d'un trouble organique : lequel? Un déséquilibre massif entre la production et la consommation. »

Nous en avons maintenant terminé avec l'exposé objectif de la crise houillère mondiale et les éléments de cette crise, étudiés chacun en leur temps, vont nous servir de point de départ pour l'étude de ce qui pourrait être fait en vue d'y pallier.

Nous allons parcourir successivement les étapes de l'organisation de l'industrie houillère : ententes locales, ententes régionales, ententes nationales et enfin la question de l'organisation internationale devant se placer au-dessus de toutes les autres pour son ampleur et sa nature.

Avant d'aborder ce dernier problème, une très impor-

tante entrée en matière sera nécessaire. Au contraire, jusqu'à l'échelon des ententes nationales, nous sommes dans un domaine effectivement réalisé par certains ou en voie de réalisation pour d'autres. Nous allons passer à leur étude.

TROISIÈME PARTIE

LES SOLUTIONS NATIONALES

Avant-Propos.

Nous allons voir, dans cette troisième partie, la grande diversité des organisations du marché charbonnier suivant les pays. Nous ferons état de toutes les influences intervenues pour organiser ce marché; ne perdons pas de vue que nous avons à saisir les tendances et les faits pouvant conduire à une organisation d'ensemble sur le plan national.

Les étapes franchies pour aller à ce but sont bien loin d'être en aussi grand nombre partout; nous verrons, tantôt le manque d'organisation, tantôt, au contraire, l'organisation poussée très loin et même unifiée complètement dans le cas de l'Allemagne.

Dans ce dernier pays, la discipline rigoureuse du marché remonte à plusieurs dizaines d'années; nous avons pu obtenir des renseignements exacts sur son fonctionnement, car la question a été surabondamment traitée; un exposé d'ensemble pourra donc être fait.

Au contraire, pour la Grande-Bretagne et la Belgique dont l'industrie charbonnière était, il y a encore peu de temps, dans l'état d'inorganisation le plus complet, nous

avons à suivre un grand mouvement de concentration effectué dans une atmosphère très agitée. Les renseignements ont été, la plupart du temps, obtenus par la voie de la presse et nous nous sommes efforcés de les classer le mieux possible.

Ces articles de presse, en même temps qu'ils suggèrent des solutions ou relatent ce qui a été réalisé, présentent ou rappellent les différents aspects de la crise, qui trouveraient plutôt leur place dans la deuxième partie de notre travail, mais que nous avons cependant préféré ne pas séparer.

Si l'unité de l'exposé est ainsi un peu compromise, nous pourrions toutefois nous rendre compte du mouvement d'idées qui a accompagné les divers stades de concentration et c'est là un avantage certain.

Nous n'avons pas pu obtenir de renseignements pour tous les pays, mais les plus intéressants d'entre eux ont pu être étudiés. Les autres tels que l'Autriche, la Roumanie, le Canada ou la Norvège ne sont pas susceptibles d'influer sur le cours des choses par suite du peu d'importance de leur production charbonnière. Toutefois pour quelques-uns d'entre eux, le rapport de M. Delattre, analysé à la cinquième partie, parle très succinctement de leur organisation commerciale.

CHAPITRE PREMIER

La Grande-Bretagne.

Le mouvement de concentration en Grande-Bretagne est celui qui retiendra le plus notre attention, pour les deux raisons signalées au début de l'étude de la crise charbonnière dans ce pays : la Grande-Bretagne est le pays le plus éloigné de l'organisation d'ensemble de la production et de la vente; elle est toujours en même temps le plus grand producteur de houille d'Europe. Des événements qui se dérouleront là-bas dépendra surtout le sort de la crise houillère européenne.

Nous allons étudier, au cours des années 1927 et 1928, les modifications dans les idées et dans les faits, en suivant l'ordre chronologique. Cette façon de faire pourra paraître un peu confuse par suite de la diversité des opinions émises et des sujets traités; cependant l'étude deviendra facile à suivre si, d'avance, nous signalons que le mouvement de concentration, né sous la pression des circonstances et au milieu d'une grande agitation, se résume à des ententes entre exploitants et par régions, ententes visant soit à la fixation de prix, soit plus rarement au contingentement de la production et à la fermeture de puits. Ces progrès ont été accomplis tout à fait en dehors de l'action gouvernementale, c'est là un trait bien caractéristique.

Les différentes questions qui vont être étudiées

pourront toutes se ranger sous les rubriques suivantes :

1^o Opinions des exploitants, ouvriers et de l'opinion publique anglaise exprimées par la presse anglaise;

2^o Attitude du Gouvernement exprimée par le Secrétaire aux Mines;

3^o Attitude de la Fédération des Mineurs;

4^o Débats à la Chambre des Communes sur la question houillère.

5^o Concentration commerciale volontaire des exploitants de Mines;

6^o Fusions des entreprises minières;

Pour bien se rendre compte de l'organisation de l'industrie houillère anglaise et des difficultés qu'elle rencontre, nous pourrions commencer par une brève analyse des résultats de l'enquête de la Commission Samuel, faite avant la grande grève.

Puis nous rassemblerons en une même section les renseignements de presse nous permettant de suivre en 1927 et 1928 l'évolution des idées en Grande-Bretagne en pleine crise houillère, et les tendances vers l'organisation.

Ensuite nous consacrerons des sections spéciales pour les plans de districts, la coordination de ces plans de district et les fusions effectuées.

SECTION I

L'enquête de la Commission Samuel.

La Commission royale britannique, instituée le 5 septembre 1925, présidée par Sir Herbert Samuel, libre de

conduire à son gré les travaux et soutenue par une opinion publique désireuse au plus haut point de chasser le cauchemar de la question houillère, disposait des pouvoirs les plus étendus.

L'événement devait prouver que cette procédure d'arbitrage ne pouvait modifier en rien les données fondamentales et impératives du problème houiller britannique.

Au cours des travaux, l'antagonisme entre la position patronale et la position ouvrière ne fit que s'accroître. Le rapport, présenté le 10 mars 1926, ne fournissait pas de solution immédiate.

Examinons d'abord chacune des thèses en présence et ensuite les recommandations et observations de la Commission :

A) Thèse des exploitants. — Ils déplorent les désastreux effets d'une réglementation uniforme des salaires et l'intervention abusive de l'État dans la gestion de l'industrie. Après une décomposition scrupuleuse de tous les éléments du prix de revient, dont les deux tiers vont à la main d'œuvre, les exploitants ne voient que deux solutions : ou une diminution massive des salaires, ou un accroissement du rendement. Après un examen approfondi, les propositions essentielles du patronat minier se ramenaient à trois points :

1^o Libération totale des influences étatistes, soit par l'octroi des subsides, soit par l'intervention gouvernementale dans la réglementation des salaires et la répartition des profits.

2^o Retour à la journée de huit heures.

3^o Conclusion d'accords de salaires par districts et leur adaptation aux conditions économiques de chaque bassin.

B) Thèse ouvrière. — La Fédération des mineurs pense que les causes profondes de la crise sont le morcel

lement de l'industrie en un trop grand nombre d'entreprises, les méthodes absurdes d'exploitation, le coût excessif des transports et des services de vente. Aucun sacrifice ne peut être consenti sur des salaires déjà réduits dans leur pouvoir d'achat.

Pour remédier à tout cela, il faudrait refondre en un tout organique les industries génératrices de force motrice. L'État serait le propriétaire et le gérant unique de ces industries par l'intermédiaire de toute une série de conseils réunissant les divers intérêts.

Les propriétaires de royalties seraient dépossédés sans indemnité, et les mines rachetées au moyen de valeurs d'État.

Ce projet de nationalisation intégrale (poussé sensiblement plus loin que dans le rapport Sankey de 1919) était une lourde et pesante machine, dont le fonctionnement était impossible avant de longues années. Au fond, aux yeux des dirigeants des mineurs, n'était-ce peut-être qu'un moyen de masquer leur intransigeance.

C) Observations et recommandations de la Commission. — En présence de divergences profondes, la Commission a paru surtout soucieuse d'arbitrer le différend et de jouer plus le rôle de conciliateur que de mener l'enquête dans l'absolu. Elle était appuyée par un remarquable travail d'information.

De toute évidence, le profit actuel de l'industrie fut reconnu insuffisant et d'autre part la Commission concluait à l'abandon de la politique des subsides. La réduction du coût de revient conduisait à l'élimination des unités les moins aptes à la concurrence.

L'augmentation de la durée de travail n'est pas envisagée avec faveur, à cause de la baisse des prix et du chômage qui en seraient les conséquences inévitables.

En ce qui concerne les salaires, il faut tenir compte des conditions de chaque district, mais le principe général doit être l'approbation des salaires par une autorité unique nationale. Le minimum des salaires doit être révisé, à l'amiable si possible : les mineurs doivent faire acte de raison et les exploitants, de leur côté, chercher des réductions correspondantes du prix de revient par une meilleure organisation. La Commission étudie alors en détail la structure de l'industrie charbonnière anglaise et trouve trois vices capitaux :

Dispersion extrême des entreprises, pertes sérieuses de temps et de travail, coûts excessifs de transport, de distribution et de vente.

On constate d'énormes écarts entre les prix de revient des différentes mines, du simple au double quelquefois. Les wagons sont ridiculement petits et ne circulent pas assez vite : en France et en Allemagne, leur capacité moyenne est deux fois plus grande et leur rotation deux fois plus rapide.

Les marchands de détail de charbon sont au nombre de 27.000.

La Commission proposait en somme de « rationaliser » si le mot avait été admis en 1925; mais elle écartait d'emblée la « nationalisation » comme inefficace, dangereuse financièrement et économiquement et génératrice de troubles ultérieurs.

On pouvait réformer sans nationaliser. L'intégration de l'industrie houillère était conseillée, de même que la « normalisation » des types de wagons.

Le rachat des royalties était conseillé.

Dans l'ordre commercial, il faut favoriser la création et le développement d'associations coopératives de vente — sans trust — surtout dans les districts d'exportation. Si l'industrie réussissait à créer ces organisations,

elle pourrait obtenir ainsi la coopération du Syndicat allemand et stabiliser les prix.

Enfin les recherches techniques, concernant l'utilisation optima de la houille, sont considérées d'importance capitale et partout largement recommandées.

En résumé, la Commission se tenant à mi-chemin entre exploitants et ouvriers, amena une grande désillusion.

La réglementation nationale des salaires, notamment, ne pouvait satisfaire les patrons instruits par l'expérience.

D'autre part, du projet de nationalisation, il n'était retenu que l'expropriation des royalties.

Conçu pour fournir les bases d'un compromis, le rapport Samuel devait fournir un nouveau sujet de conflit.

SECTION II

L'évolution des idées en 1927 et 1928 et les tendances vers l'organisation.

Le *South Wales Journal of Commerce* du 24 mai 1927 rend compte d'un voyage de cinq dirigeants des mineurs britanniques dans les bassins houillers européens. Ils en rapportent une opinion très pessimiste et disent entre autres. « Avant longtemps, il va se déchaîner une lutte impitoyable de prix entre les industries houillères de l'Europe. La capacité de production dépasse beaucoup la demande. Dans l'ensemble, l'état rétrograde de l'industrie houillère britannique, en ce qui concerne les installations de surface et l'utilisation scientifique de la houille, est vraiment stupéfiant ».

Par contre, dans le même journal, les vues des exploitants sont tout autres et empreintes d'un grand optimisme; ils considèrent la poussée des houillères continentales comme « artificielle », et pensent que l'Angleterre reprendra sa place, en vertu de la loi de la survivance du plus apte.

Cette assertion ne devait vraiment pas se confirmer et c'est là une des dernières illusions de ce genre que nous ayons relevées.

Au mois de juin 1927, des discussions eurent lieu au sujet des licences d'importation françaises. La presse s'en inquiétait et à la Chambre des Communes un député demanda si « l'embargo français était dû à des prix de vente ridiculement bas ». Le Secrétaire aux Mines répondit qu'il n'y avait pas lieu de penser qu'aucune fermeture de puits n'était due au Décret français.

Certains journaux avouaient que le nationalisme économique des pays européens n'était pas la seule cause des fermetures de puits en Angleterre.

Le 12 juillet eût lieu un débat, à la Chambre des Communes, sur l'industrie houillère : le travailliste Varley dit que le mal qui ronge l'industrie houillère britannique est la concurrence désordonnée que se font entre eux les propriétaires de mines et que l'embargo français est justifié.

Le conservateur Robert pense que les prix houillers ont maintenant touché le fond et qu'on se tirera d'embarras vers la fin de l'année.

Le Secrétaire aux Mines répond que l'embargo français n'a pas actuellement de conséquences importantes et qu'il ne faut pas s'exagérer la situation. Le gouvernement a rendu plus facile et peu coûteuses les fusions de charbonnages. L'Etat ne doit pas s'ingérer dans les affaires de l'industrie.

Le 29 juillet 1927, un travailliste a demandé au Secrétaire des Mines si les questions de fusions et d'agences de ventes ont fait des progrès. Celui-ci répondit que les lenteurs constatées n'étaient pas le fait du Gouvernement.

En été 1927 la presse a signalé la création d'unions « non politiques » de mineurs, dans les Midlands et en Galles du Sud, pour la défense de leurs intérêts communs. Ils songeraient à se fédérer.

En août 1927 le Times parle des perspectives d'avenir de l'industrie houillère britannique. Les avis sont très divisés : un fait est certain, c'est que la Grande-Bretagne est le seul pays producteur de houille, où l'extraction soit demeurée au-dessous du niveau d'avant-guerre.

Le débouché russe est perdu; l'exportation vers les pays scandinaves est en déclin. Il est douteux que la Grande-Bretagne reprenne son ancien chiffre d'exportation. Les bassins d'exportation ont encouru des pertes énormes depuis six mois : espérons que le vent aura tourné d'ici la fin de l'année.

Pour l'instant, on ne saurait guère songer à une entente internationale, mais il importe d'anticiper sur cette situation en donnant à notre industrie une structure lui permettant, le moment venu, de s'entendre avec d'autres organismes.

En septembre 1927, le Congrès des Trade-Unions, réuni à Edimbourg, a prononcé l'exclusion, à la presque unanimité, des syndicats minoritaires de Moscou qui ont trop souvent recours à l'injure, et qui veulent dicter aux Trade-Unions leur conduite, et imposer partout leurs directives d'action. C'est donc là une répudiation du dogme de la lutte de classes; cette nouvelle orientation est intéressante à noter. Il n'est plus question de grève générale.

Le 5 octobre 1927 une résolution a été votée par le Labour Party au sujet de l'industrie houillère : elle affirme toujours sa foi dans la nationalisation des mines, mais, à titre de solution immédiate, elle demande notamment l'obligation pour les mines de se grouper et de fusionner, afin d'assurer les avantages de l'unification, et l'établissement d'un régime de vente dans chaque bassin, soit par l'Etat, soit par des sociétés d'utilité publique.

En novembre 1927, la persistance de la crise charbonnière a provoqué à nouveau les interventions parlementaires.

Le leader du Labour Party, M. Mac Donald, demande une action immédiate pour la réorganisation de l'industrie et pour aider à la vente; il ajoute ensuite que les exploitants commencent maintenant à comprendre : ils s'inquiètent de former des syndicats et de coordonner leurs ventes. Là encore la responsabilité du Gouvernement entre en jeu, car c'est à lui qu'il incombe de sauvegarder les intérêts des ouvriers.

D'autre part, en novembre 1927, Sir Alfred Mond, président du grand trust, chimique anglais, a déclaré qu'il fallait rationaliser; les fusions ne vont pas assez vite malgré les facilités législatives. En raison de la situation difficile de l'industrie, il est difficile d'obtenir des capitaux. Au sujet des plans du pays de Galles, il exprime un avis très favorable et désire son extension aux autres bassins houillers.

Le *South Wales Journal of Commerce* reconnaît, en décembre 1927, qu'il n'existe aucune perspective d'amélioration de l'industrie 225.000 mineurs sont sans travail et l'extraction qui pourrait être de 300 millions de tonnes par an n'est que de 260. Dans les Midlands, on envisage des mesures pour réglementer l'extraction. En Ecosse,

on songerait à réglementer la production et les prix. Dans le Sud du Pays de Galles on est entré dans la voie de la régularisation des prix.

Le 7 décembre 1927, le président du Board of Trade a déclaré à la Chambres des Communes qu'il était d'avis que les cartels de vente remédieraient à la crise dans une certaine mesure.

Il se déclara favorable aux fusions, dont un nombre assez grand se prépare, mais il convient de n'en pas divulguer les projets.

Les travaillistes voudraient voir les fusions rendues obligatoires.

Au début de 1928, à propos de la détresse dans les pays miniers, le Ministre de l'Hygiène répond à M. Mac Donald que l'on doit conclure que 200.000 mineurs, vraisemblablement, ne seront pas à même de trouver à nouveau à s'employer dans l'industrie houillère de Grande-Bretagne. Cette situation exceptionnelle exige des mesures exceptionnelles.

Le *Colliery Guardian* du 18 mai 1928 expose ses vues, qui sont celles des exploitants, sur les premiers résultats des plans :

En Ecosse, il y a eu un léger relèvement des prix intérieurs du charbon. Jusqu'à présent l'application du plan a mis en chômage 50 houillères environ, occupant 9.000 ouvriers.

Le plan des cinq Comtés doit concilier des intérêts très dissemblables, il a déjà réduit les stocks sur les carreaux et stabilisé les cours de façon notable.

Dans le Sud du Pays de Galles, quelques retards ont eu lieu dans la mise au point, mais on pense que ce plan pourra fonctionner intégralement à partir de juillet.

Dans le Northumberland, il existe une échelle de prix minima qui a eu du succès.

En général les ouvriers se plaignent des licenciements.

Déjà l'idée se fait jour d'une entente nationale et le *Colliery Guardian* conclut que les nouveaux plans, malgré tous leurs défauts, auront d'heureux effets.

Le 24 juillet 1928 a eu lieu un important débat à la Chambre des Communes. Le premier ministre, dans sa réponse au leader travailliste, annonce que le gouvernement se propose de rendre applicable, à partir du 1^{er} décembre 1928 (au lieu du 1^{er} octobre 1929) le dégrèvement des tarifs de transport dont doit bénéficier l'industrie houillère.

Cette réduction sera toutefois d'abord limitée au charbon exporté et le bénéfice pour les exportations pourra atteindre jusqu'à 7 pences par tonne.

Les concurrents de la Grande-Bretagne s'intéressent tout spécialement aux mesures prises par le Gouvernement britannique pour alléger les charges de l'industrie.

En Allemagne, notamment, ces mesures sont considérées comme une reprise de la guerre du charbon.

La *Deutsche Bergwerkszeitung* du 26 juillet 1928 dit que cette mesure est un acte de guerre et qu'elle portera un coup sensible à l'industrie allemande. Cette désorganisation artificielle du marché retardera l'entente internationale que les Anglais désirent d'ailleurs fort peu.

Un rapport du Syndicat allemand du charbon de la Ruhr, du 27 juillet 1928, proteste également contre cette subvention de l'Etat, qui menace de recommencer les errements de 1925 et 1926.

Le *South Wales Journal of Commerce* du 7 août 1928 proteste de la manière suivante : récemment, on a voulu voir en Allemagne une nouvelle forme de subsides à l'industrie charbonnière anglaise, dans les mesures prises pour tendre à l'exonération des taxes, en commençant

par le charbon. Il s'agit là d'une nouvelle répartition dans les frais d'administration des chemins de fer. C'est bien le Continent, au contraire, qui pratique les subventions de transport pour le charbon.

Dans son numéro du 20 octobre 1928, l'*Economist* publie une étude sur la crise houillère et les remèdes possibles. Loin de chercher à atténuer la gravité de la crise cette étude insiste sur l'urgence d'une solution : « Avec une perte d'exploitation pour l'ensemble des houillères britanniques de un million de livres par mois, il est évident que le temps presse ».

Ensuite les plans de stabilisation sont passés en revue : plans formels en Ecosse et dans les Midlands, ou simples « gentlemen's agreements » dans le Sud du pays de Galles et dans le Northumberland, tendant à l'observation de certains prix minima.

Aucun de ces plans n'a été jusqu'ici capable de restaurer la fortune de l'industrie. L'expérience des 18 derniers mois nous montre que l'industrie houillère doit s'adapter à une extraction annuelle de 240 à 250 millions de tonnes. Il faudrait appliquer nationalement le plan écossais.

Le *Times* du 15 novembre 1928 signale qu'octobre 1928 est le premier mois de l'année qui ait vu croître l'exportation, en dépit des mesures de restriction de l'extraction. Cet accroissement est cependant bien faible.

Dans une réponse faite à la chambre des Communes, le 4 décembre 1928, le Secrétaire aux Mines a déclaré qu'il s'est fréquemment demandé s'il n'y aurait pas lieu, pour son Département, de prendre des mesures en vue de stabiliser les prix de la houille et d'en réglementer la distribution sur les marchés européens, mais qu'invariablement il était arrivé à la conclusion que cette intervention serait plus nuisible qu'utile.

En décembre 1928, le premier Ministre M. Baldwin, dans une lettre à un candidat conservateur, défend la politique houillère de son cabinet conservateur et dit notamment ceci :

« Lorsqu'on se remémore que la crise dont souffre actuellement l'industrie houillère dérive en partie du contrôle exercé sur elle par l'Etat pendant la guerre, n'est-ce pas une sottise de penser qu'une pareille politique rendrait la prospérité et améliorerait le sort des mineurs? La nationalisation a échoué dans toutes les parties du monde, chaque fois qu'elle a été mise à l'épreuve, et si ce système était adopté, il conduirait inévitablement à des conditions pires ».

De tout ce qui précède, il se dégage ce fait que l'idée d'organisation a rencontré d'abord beaucoup d'hostilité de la part des producteurs; la raison a fini par triompher et la progression dans ce sens est maintenant assurée.

SECTION III

Les plans de districts.

1^o Le plan du Sud du Pays de Galles.

Ce plan de vente est le premier qui ait été projeté en Grande-Bretagne. Le *South Wales Journal of Commerce* du 1^{er} octobre 1927 nous apprend que l'Association des propriétaires de mines du Sud du Pays de Galles élabore un projet d'entente, tendant au relèvement des prix de vente et à leur stabilisation; des prix minima seraient fixés.

Le bassin exporte normalement 70 % de sa production

et le journal exprime l'opinion qu'il paraît difficile de stabiliser les prix avec les seules mesures signalées ci-dessus : les débuts du syndicat allemand en ont été la preuve. Les exploitants réclament des concessions importantes de la part des Compagnies de chemin de fer.

Le 17 novembre 1927 s'est réunie l'Association des propriétaires du Sud du Pays de Galles : elle a décidé la création immédiate de la « South Wales Marketing Association » dont les principes essentiels seraient :

1^o Les entreprises houillères verseront 3 pences par tonne de leur extraction à un fonds commun (pool) destiné à compenser les pertes de certaines houillères.

2^o Une classification rationnelle des houillères sera faite suivant les qualités et les calibres de leur charbon.

3^o Une amende sera prévue pour la vente au-dessous du minimum.

4^o Il n'y aura pas de contingentement direct de la production, mais une simple amende en cas de surproduction.

D'après le *Times*, en janvier 1928, les représentants des firmes, totalisant 90 % de la production, ont approuvé à Cardiff le 5 janvier le plan de stabilisation des prix du charbon. L'entrée en vigueur ne serait plus qu'une question de quelques semaines.

Ce journal donne les principes du plan d'une façon plus détaillée que ci-dessus.

1^o Contrôle effectif par la Marketing Association de toutes les questions afférentes au plan de stabilisation.

2^o Paiement d'une redevance de 3 pences par tonne sur la production totale de chaque charbonnage et par périodes de quatre semaines.

3^o Versement d'une indemnité compensatrice pour perte d'extraction par insuffisance de débouchés.

4^o Groupement des houillères par classification des produits et fixation de prix minima.

5^o Pénalité de 2 pences par tonne en cas de vente au-dessous des prix minima.

Ce plan aurait un caractère temporaire et ne viserait aucunement à exploiter le consommateur. Il n'envisage aucune restriction ou prédétermination de l'extraction. Ce système n'a rien de commun avec celui du Cartel allemand.

L'organe d'exécution est une société commerciale spéciale, la « South Wales Coal Marketing Association » dans laquelle entrent tous les exploitants occupant plus de 50 ouvriers. Un comité exécutif de 15 à 25 membres assure l'application du plan en fixant les prix minima, les pénalités et les indemnités compensatrices.

Cependant tout le monde se demande déjà, à ce moment, quel succès ce plan pourra obtenir sans contingentement de l'extraction.

La réalisation de ce plan ne nous paraît pas bien rapide, car nous relevons seulement le 31 mars 1928, qu'une réunion nouvelle d'un comité, avait décidé de procéder à la constitution immédiate de l'Association.

L'application des prix minima prévus a été réalisée effectivement à partir de mai 1928.

Nous arrivons maintenant à une évolution significative du plan.

Le *South Wales Journal of Commerce* du 3 novembre 1928 parle d'un nouveau plan élaboré qui, dans ses grandes lignes, serait analogue à celui qui fonctionne avec succès en Allemagne depuis plus de trente ans, et

qui a fourni la base d'un plan en vigueur maintenant dans le Yorkshire et les Midlands.

De même, le *Times* du 6 novembre 1928 dit que l'expérience a montré qu'il fallait en arriver à des conditions plus dures pour accroître la situation financière de l'industrie du charbon.

Le Comité exécutif de l'association a fait approuver des propositions tendant à accorder la production et la demande.

Cette modification serait applicable à partir du 1^{er} janvier 1929 : elle déterminerait l'extraction et renforcerait l'efficacité de l'échelle des prix.

Sur le même sujet, le *Daily Herald* du 14 novembre 1928 annonce que le Comité de la South Wales Marketing Association a préparé un rapport recommandant la restriction aux 70 % de l'extraction actuelle pour ajuster l'offre et la demande. Le problème est grave car il va entraîner un chômage énorme et la fermeture des mines. Il le faut cependant, pour éviter la perte actuelle de 1 sh. 6 d. par tonne. Ce journal dit qu'il faut aller vite et passer à l'exécution au début de l'année prochaine; il espère que ce plan ne sera pas exclusivement appliqué à ce district et que des démarches seront faites pour l'appliquer dans les autres districts. Actuellement il y a 70.000 chômeurs dans le Sud du Pays de Galles et la misère est grande.

Ces nouveaux projets n'ont pas encore abouti.

Notons que l'industrie houillère du Sud du Pays de Galles supporte des charges plus lourdes que dans les autres bassins. Des taxes locales contribuent pour une large part aux revenus des autorités locales et les royalties sont plus élevées que partout ailleurs.

La presse anglaise du début de février 1929 signale qu'aucun accord n'a pu être obtenu au sujet du plan

élaboré pour réglementer la production. Cet état de choses est vivement regretté.

En tous cas, dans l'ensemble, nous constatons la tendance au resserrement des liens du plan du Sud du Pays de Galles.

2^o Les plans des Midlands.

Des plans de vente ont d'abord été établis isolément dans les Comtés et ensuite ont été groupés en un plan des « Cinq comtés ».

D'après le *Yorkshire Post* des projets pour la réglementation de la production dans le Yorkshire, le Nottinghamshire et le Derbyshire sont à l'étude en décembre 1927. Un Comité vient de se former dans ce but car l'expérience des derniers mois vient de montrer aux exploitants qu'une solution satisfaisante ne saurait intervenir sans un contrôle de l'extraction.

Un propriétaire de mines a déclaré qu'il s'agissait de faire revivre l'exportation de ces bassins : le moyen employé sera celui d'un organisme central de vente.

Le *Colliery Guardian* du 16 décembre 1927 prévoit l'extension des plans ci-dessus à tous les Midlands et en donne l'analyse suivante :

Les objets du plan sont :

1^o Etudier les besoins des marchés étrangers et les possibilités de fourniture;

2^o Encourager et développer l'exportation de la houille;

3^o Réglementer la production des adhérents;

4^o Répartition et vente de la houille;

5^o Des cotisations seront perçues sur la base du tonnage produit.

L'organisation projetée doit s'appeler : l'Association Centrale des Houillères (Central Collieries Association). Cette Association constituera trois comités :

Basic tonnage committee (fixant le tonnage de base pour chaque entreprise);

Comité des participations;

Comité d'exportation.

La durée de l'engagement des membres est de deux ans.

Cet accord dit des « Cinq Comtés » doit comprendre le Sheshire, le Lancashire, le Derbyshire, le Nottinghamshire et le Yorkshire, englobant la presque totalité des charbons des Midlands, qui produisent presque la moitié des charbons de Grande-Bretagne.

De plus, ce projet est le plus poussé de ceux qui aient vu le jour dans ce pays : il s'apparente au système en vigueur en Allemagne.

Son objet primordial est de forcer la vente à l'extérieur.

Le *Manchester Guardian* du 22 février 1928 signale que la première réunion du Comité exécutif de l'Association a eu lieu à Sheffield, le 21 février. Presque tous les bassins des Midlands étaient représentés. Il a été décidé de constituer des Associations de districts qui devront être membres de l'Association centrale.

En septembre 1928, l'application du plan des « Cinq Comtés » s'était déjà traduite par un succès certain au point de vue du volume des exportations.

Par contre, son action sur les prix prête à certaines critiques.

Aucun contrôle direct n'est exercé sur les prix d'exportations et les exploitants les ont baissés. On va s'occuper de la fixation d'un prix minimum. Le dommage grave porté aux autres districts britanniques ne fait aucun doute; le profit qu'en ont tiré les Midlands n'est pas assez considérable en regard de ce dommage.

Le *South Wales Journal of Commerce* du 30 octobre établit de façon décisive la matérialité du dumping auquel recourent, pour forcer leurs ventes à l'extérieur, les houillères comprises dans le plan des Cinq Comtés.

Pour le deuxième trimestre 1928, le prix f. o. b. moyen de la tonne exportée a été de 15 sh. 2 d.; il en résulte que les pertes ont été de 4 sh. 9 d. à la tonne sur les quantités exportées et l'effet n'a pas manqué de s'en faire sentir sur les autres districts.

En janvier 1929 on a parlé d'un plan de révision qui fixerait des prix minima pour éviter le dumping. La difficulté est grande car les charbons des Cinq Comtés sont de valeurs très variables.

Ainsi, nous constatons encore ici qu'on en est à la période de tâtonnements, et que l'on cherche à perfectionner et à resserrer l'organisation des ventes. A l'inverse de ce qui s'est passé pour le plan du Sud du Pays de Galles, on a commencé par contingenter l'extraction pour en arriver à la fixation de prix minima.

3^o L'Ecosse.

Le *Colliery Guardian* du 9 décembre 1927 signale qu'il est question, en Écosse, de réduire l'extraction et de subventionner les mines fermées. D'autre part une discrimination serait introduite entre les prix de vente aux industries protégées et aux industries non protégées.

Ce plan devait être rapidement conçu, il fut mis à exécution en février 1928. Il rassemble les houillères fournissant plus de 90 % de l'extraction totale.

Le projet Écossais tend à réglementer à la fois la production et les ventes; il établit pour la première fois, une discrimination ouverte, et en quelque sorte contrac-

tuelle entre les prix de vente de charbon à l'extérieur et à l'intérieur, de même qu'entre les industries protégées et non protégées.

La conséquence en a été la fermeture d'un certain nombre de puits et l'indemnisation des exploitants, au moyen de prélèvements opérés sur les houillères demeurant en exploitation. Ces prélèvements ne doivent pas dépasser 6 pences par tonne.

L'application de ce plan a entraîné un chômage important et un grand mécontentement chez les mineurs.

4^o Le Northumberland et le Durham.

Ces deux bassins sont restés un peu en dehors du mouvement de concentration commerciale. Leur inactivité n'a pas cependant été totale. Les exploitants du Northumberland se sont vus dans l'alternative de fixer des prix minima ou d'arrêter l'extraction; ils ont choisi la première au début de 1928.

A la même époque les propriétaires du Durham se sont réunis pour limiter l'extraction des charbons à gaz.

Les représentants de ces deux bassins ont assisté aux conférences des propriétaires de tous les bassins en septembre 1928, au sujet de la coordination des plans de districts.

A propos des pourparlers de ces plans de coordination, le *Times* du 9 novembre 1928 signale qu'un plan national devra obligatoirement comprendre le Northumberland et le Durham qui, encore qu'ils aient fixé des prix minima pour les affaires d'exportation, n'ont pas de plan propre mais de simples « gentlemen's agreements ». Dans ces deux Comtés, on se montre de plus en plus disposé à approuver une réglementation bien comprise.

SECTION IV

Les tentatives de coordination des plans de districts.

Nous allons enfin passer à l'examen de la dernière phase de concentration commerciale qui, si elle était réalisée, donnerait à la Grande-Bretagne l'organisation nationale tant attendue en Europe.

Le *Times* du 3 juillet 1928 dit que d'importantes conversations ont eu lieu entre les principaux exploitants, des divers bassins houillers de Grande-Bretagne, au sujet d'une coordination éventuelle des plans de régularisation des ventes.

Une lettre de M. W. A. Lee, secrétaire de l'Association des propriétaires de mines de Grande-Bretagne, plaide pour une entente entre les divers bassins houillers britanniques mais juge que le moment d'un accord international n'est pas encore venu.

Interrogé le 12 juin 1928 sur les plans de coordination, le secrétaire aux Mines a fait répondre qu'en effet, les propriétaires cherchaient à s'entendre pour appliquer nationalement l'un ou l'autre des plans en vigueur, cette extension devant être toute volontaire.

Le *Times* du 16 août 1928 signale qu'au cours des dernières semaines, des pourparlers ont eu lieu en vue d'établir une organisation des ventes applicable à tout le pays. Il ajoute qu'il importe de s'inspirer de considérations plus modernes et plus scientifiques qu'auparavant : les nombreux exemples fournis, non seulement dans d'autres pays, mais dans le nôtre, ont prouvé que la fusion opérée

sur une vaste échelle peut fournir cette solution. Le *xx^e* siècle est l'âge de l'association.

Le *Daily Telegraph* du 27 septembre 1928 fait paraître un article sur le plan national du marché du charbon et dit ceci :

« Des discussions, qui pourraient conduire à un complet changement de méthode du marché du charbon, et qui pourraient former les préliminaires d'une entente avec les concurrents anglais du charbon, commencent à Londres aujourd'hui. Il s'agit de coordonner les plans de vente du charbon dans les huit comtés, le Sud du Pays de Galles et l'Écosse. »

Ce journal exprime sa satisfaction à l'égard de ces pourparlers, qui tendent à éliminer la concurrence entre les districts. De plus, avec une échelle de prix uniformisée il ne serait pas impossible de s'entendre en Europe.

Le *Times* du 28 septembre s'occupe également de la question et pense que pour coordonner les trois plans, il n'est pas nécessaire de les unifier, mais de centraliser et de contrôler les subsides à l'exportation et cela est essentiel. Il faut aussi prévenir la congestion du marché intérieur qui enlèverait le bénéfice de l'augmentation de l'exportation.

Au cours de la visite dans les Cinq Comtés de la Fédération des importateurs scandinaves, le *Times* du 13 octobre 1928 signale que M. Archer, porte-parole des exploitants, a déclaré ceci : « Les jours de l'individualisme sont passés, d'ici deux ans nous aurons un plan général de vente. Nous représentons (les Midlands) 100 millions de tonnes par an et sommes une preuve à l'Europe que nous voulons mettre de l'ordre dans nos exportations. »

Le *Daily Telegraph* du 1^{er} novembre 1928 dit que le mois de novembre voit à nouveau un mouvement en

faveur de la coordination des plans; les districts du Nord désirent spécialement surmonter les difficultés inévitables de ce mouvement. Il rappelle la diversité des méthodes :

Dans les Midlands, l'extraction totale est proportionnée à la demande du marché et chaque fosse a son extraction déterminée.

L'Écosse concentre son extraction sur les puits productifs.

Dans le Sud du Pays de Galles existe la liberté de production, mais une échelle de prix minima est établie.

La Fédération des Mineurs est décidée, « pour ses raisons propres », à supporter un système de coordination nationale et internationale des marchés.

Au cours d'une réunion, le 9 novembre 1928, entre le Comité exécutif de la Fédération des Mineurs et le Secrétaire aux Mines, ce dernier a déclaré que la question de coopération nationale avait réalisé un progrès satisfaisant, et qu'il n'y avait donc pas nécessité pour le gouvernement d'intervenir.

Le *Times* du 9 novembre 1928 donne quelques renseignements supplémentaires sur les pourparlers dont les comptes rendus montrent cependant beaucoup de réticences. Il est encore trop tôt pour préciser si, en définitive, un plan unique sera adopté pour tous les bassins houillers ou si ce sera une simple liaison. Le système gallois s'est montré insuffisant.

L'opinion générale est, qu'actuellement, la preuve a été faite qu'un système de contingentement était nécessaire pour une réglementation efficace du disponible et des prix.

Le *Daily Telegraph* du 30 novembre 1928 nous apprend qu'un nouveau pas a été fait et reproduit la fin du rap-

port qui résume les travaux de la conférence sur la coordination :

« L'Assemblée a devant elle des rapports sur le progrès fait dans le tracé des plans dans certains districts et le développement de ceux qui existent déjà; la discussion sur les arrangements pratiques de coordination a fait un pas de plus et il y a toute raison d'être satisfait du progrès accompli. Le but final est une large organisation, sur une base nationale, pour laisser vivre chaque district et éviter le plus de chômage possible. »

Voici un communiqué officiel plus récent donné par la presse :

« Une nouvelle réunion des représentants des différents bassins houillers a eu lieu le 13 décembre 1928 à Londres, en vue de discuter les propositions pour la coordination et l'extension des différents plans actuels de stabilisation du marché. Un nouveau progrès a été réalisé, mais il convient de signaler que, même lorsque l'idée d'une coopération interrégionale aura été acceptée en principe, un très long chemin restera encore à parcourir, avant que des propositions concrètes puissent être formulées. »

Au début de l'année 1929, de nouvelles réunions ont eu lieu :

Les communiqués sont toujours aussi vagues et on a l'impression qu'aucun progrès sérieux n'a été accompli.

Les difficultés rencontrées sont sans doute très grandes.

Nous sommes ainsi contraints de quitter ce sujet sans pouvoir formuler aucune conclusion, quant à la possibilité et au délai d'établissement d'un plan de coordination des plans de districts; cette question est cependant essentielle pour la solution de la crise européenne.

SECTION V

Les fusions.

Dans la presse anglaise, en 1927 et 1928, on signale à chaque instant des fusions ou groupements d'entreprises minières. Nous ne pouvons évidemment les relever tous et nous ne signalerons que les plus importants de ces mouvements remarquables de l'industrie houillère anglaise.

A la base de cette transformation, nous devons dire que le *Mining Industry Act* de 1926, donnant corps aux recommandations de la Commission Samuel, contient, dans ses articles 1 à 12, des dispositions tendant à faciliter les fusions dans les entreprises houillères britanniques. Cette loi autorise d'ailleurs l'exercice d'une certaine contrainte dans ce but.

Dès le début de 1927, des fusions s'opèrent un peu partout dans les bassins anglais.

Le 3 mars 1927, on signale la fusion volontaire de quatre importants charbonnages du Yorkshire, en application du *Mining Industry Act* de 1926. C'est la « *Railway and Canal Commission* » faisant en l'espèce fonction d'un véritable tribunal, qui a rendu la décision. M. le juge Sankey, qui en était le président, a exprimé sa satisfaction en déclarant que cette fusion « très équitable et très raisonnable » aura pour conséquence une baisse de prix de revient de la houille et répond ainsi à l'intérêt national. De nouvelles fusions sont envisagées.

Au milieu de ce mouvement, nous pouvons encore signaler la note discordante donnée par M. W. A. Lee, secrétaire général de l'Association des propriétaires de

mines de Grande-Bretagne, au cours d'un exposé fait le 27 octobre 1927 : il ne croit pas à l'efficacité des fusions pour résoudre la crise; elles peuvent quelquefois amener un gain, mais bien minime. Il constate que les prix de revient les plus bas ne sont pas fournis par les plus grandes exploitations. L'industrie houillère est trop spéciale pour qu'on puisse y appliquer les résultats des fusions et des trusts d'une autre industrie quelconque.

Le 23 mars 1928 le *Colliery Guardian* signale une importante fusion dans le sud du Pays de Galles : la « Powel Duffryn » devient, avec une production annuelle de 10 millions de tonnes, la plus puissante industrie houillère du royaume; elle comprend en outre de nombreuses usines.

En ce qui concerne l'unification des « Royalties », qui est un autre aspect du regroupement de l'industrie, nous relevons que lors d'une assemblée générale de l'« Amalgamated Anthracite Collieries », le 17 septembre 1928, M. Szarwasy a préconisé le rachat des royalties par l'État :

« Plus j'étudie le problème de la fusion, plus je constate la nécessité de la concentration des royalties entre des mains uniques. Autrement il sera impossible de rationaliser. »

Il considère en effet ce point essentiel, qu'avec le système actuel, il est extrêmement difficile de cesser l'exploitation des mines à faible rendement, et demande, en conséquence, que l'État rachète à un taux raisonnable les royalties, ce qui a d'ailleurs été proposé par la Commission Samuel.

Dans cette même assemblée générale extraordinaire, cette société du sud du Pays de Galles s'adjoignait par

fusion un certain nombre de mines et groupait ainsi les 80 % de la production d'anhracite de ce bassin.

En octobre 1928, on signale des fusions dans l'industrie houillère du Lancashire et dans les firmes de marchands de charbon du Yorkshire.

Le rapport du Board of Trade sur les fusions, fait en novembre 1928, et prévu d'ailleurs par le Mining Industry Act de 1926, apprend que depuis le vote de cette loi, les fusions réalisées réunissent, en 14 entreprises, 172 puits employant normalement environ 126.000 ouvriers, elles ont presque toutes été faites librement. D'autres fusions sont en voie de négociation.

Rappelons, à ce propos, que le rapport Sankey de 1919 signalait en Angleterre 3.000 puits, appartenant à 1.500 sociétés ou particuliers, ce qui nous permet de nous donner une idée du progrès accompli.

Dans un discours politique, prononcé le 25 janvier 1929 à Nervecastle, sir Herbert Samuel s'est plaint vivement que le Gouvernement actuel n'ait pas mis à exécution les recommandations de la Commission d'enquête. Le rachat proposé des « royalties » par l'État aurait conduit à un regroupement de l'industrie. Quelques fusions ont bien eu lieu, mais elles ne portent que sur 1 /6 environ de l'industrie houillère.

Nous avons recueilli les échos qui nous ont paru les plus importants en ce qui concerne les fusions des mines et on voit que ce mouvement, sérieusement amorcé, continue à bonne allure.

Aux yeux de certains, il ne doit pas apporter une grande amélioration. D'autres au contraire, et ceux-là sont les plus nombreux, en espèrent beaucoup.

Il nous paraît désirable que ces fusions se continuent, mais sans dépasser la bonne limite, quant à l'importance

des sociétés formées par fusions; cette limite est variable suivant les bassins et les exploitations.

L'organisation rationnelle des bassins houillers, si elle était complètement réalisée, apporterait certainement une aide considérable aux anglais.

CHAPITRE II

L'Allemagne.

L'organisation commerciale du marché charbonnier allemand se place tout à l'opposé de l'organisation anglaise; on va voir que la vente du charbon s'y fait maintenant suivant un plan national.

Dès le début de l'industrie houillère allemande, ce sont les nécessités de la vente du charbon d'une part, et l'esprit d'organisation allemand d'autre part, qui ont amené le régime des ententes commerciales régionales, surtout dans la Ruhr.

En effet, d'une manière générale, avant 1914, la capacité de la production allemande était considérable, mais les débouchés extérieurs étaient restreints. Cette situation se renouvelle maintenant avec une acuité bien augmentée.

L'étude de l'organisation commerciale du bassin de la Ruhr prendra une grande place dans ce chapitre.

SECTION I

Le syndicat Rhénan-Westphalien du charbon.

Le plus important et le plus ancien des syndicats houillers allemands est le Syndicat Rhénan-Westphalien.

Il ne s'est pas constitué immédiatement sous sa forme actuelle; il est y parvenu en perfectionnant peu à peu son organisation et en renforçant sa discipline.

Les premiers accords vers 1880, consécutifs à une crise, portaient simplement sur la fixation des prix de vente des divers produits et sur la limitation de l'extraction. Ce fut le premier stade.

Les entorses à cette réglementation amenèrent bientôt un système de pénalités, dont on s'assurait d'avance le paiement, en exigeant des membres, des chèques en blanc. Cette deuxième phase ne dura que quelques années.

En effet, pour obtenir une exacte observation des clauses des accords, on s'aperçut rapidement qu'il fallait un bureau de vente.

La forme définitive de ce cartel fut donnée le 1^{er} août 1893 à Essen, par la création du Syndicat Rhénan-Westphalien du charbon (Das Rheinisch Westphälische Kohlensyndikat).

Depuis trente-cinq ans, le fonctionnement du Kohlen-syndikat a été ininterrompu, sauf pendant l'occupation de la Ruhr.

Il a la forme d'une société anonyme, destinée à appliquer les principes posés par une société de droit civil, basée sur le contrat de cartel proprement dit.

Son objet est la vente et la livraison de la houille produite par ses adhérents.

Des modifications furent apportées par la suite, lors de plusieurs renouvellements du contrat. Elles visaient, soit à perfectionner l'organisation, soit à donner au syndicat un nouveau champ d'activité.

Voici les principaux traits de son ancien fonctionnement :

Il fallait tout d'abord fixer à chaque membre une pro-

duction d'après sa capacité de production (Leistungsfähigkeit). Cette fixation fut la source de nombreuses discussions, à cause du grand nombre d'éléments et de considérations qui influent sur le calcul. Elle fut bien souvent un obstacle à l'entrée de nouveaux adhérents.

Les membres du syndicat devaient livrer la totalité de leur production, en exceptant toutefois leurs besoins propres.

Une amende de 50 marks par tonne était infligée pour toute livraison en dehors du syndicat.

Les prix de vente comportaient un prix de base « Richtpreis », un prix de prise en charge garanti par le syndicat « Verrechnungspreis », et un prix de vente réel « Verkaufspreis », ce dernier variable suivant la destination du charbon.

Le renouvellement du contrat de syndicat, en avril 1925, fait en période de crise, a amené des modifications importantes : une séparation très nette était établie entre la vente en région incontestée (Unbestrittenes gebiet), celle-ci rigoureusement réglementée et la vente en région contestée (Bestrittenes Gebiet), avec une liberté plus grande.

La zone contestée comprenait une grande partie de l'Allemagne — notamment Hambourg — et tous les marchés étrangers.

Le syndicat a été divisé en deux pour les régions contestée et incontestée.

Le syndicat en zone incontestée était établi sur le modèle de l'ancien syndicat et imposait une redevance (Umlage) fixe proportionnelle au tonnage livré pour couvrir ses frais d'exploitation.

Le syndicat en zone contestée couvrait ses dépenses par une redevance proportionnelle au chiffre d'affaires, et ne comportait pas l'obligation de livrer le charbon,

les ventes devant être faites suivant les possibilités du marché avec une révision mensuelle des prix.

Depuis le mois de mai 1927, un nouveau et très important changement est encore survenu : l'Umlage est unifiée entre les deux syndicats et atteint également toutes les mines, qu'elles travaillent pour l'intérieur ou pour l'exportation.

Dans ces conditions tout le monde supporte les pertes encourues sur les seuls marchés d'exportation.

Le Kohlensyndikat ne vend pas directement à la clientèle, à de très rares exceptions près : ce sont des marchands de charbon ou des syndicats qui servent d'intermédiaires. Dans les premières années de sa formation, le syndicat Rhénan-Westphalien a laissé les marchands de charbon agir isolément.

En 1900, il s'orienta vers le groupement de ces marchands en syndicats dont le plus notoire était le Kohlenkontor. Ces syndicats unifiaient les conditions de transport. Beaucoup d'entre eux dépendaient et dépendent encore du Kohlensyndikat.

Nous avons relevé dans un certain nombre d'articles de presse allemands, parus en 1928, des plaintes au sujet du trop grand nombre de marchands de charbon en Allemagne. Ces articles souhaitent une concentration plus forte pour régulariser les ventes.

Evolution et difficultés rencontrées par le syndicat Rhénan-Westphalien.

Le syndicat rhénan-westphalien, le plus important et celui qui a servi de modèle à tous les autres syndicats charbonniers allemands, a rencontré de nombreuses difficultés.

Tout d'abord il ne put arriver à grouper tous les producteurs.

Les dissidents existèrent toujours avant-guerre, en particulier les mines usines. Ensuite l'État prussien qui contrôlait les 3 / 4 de la production en Sarre et le 1 / 5 en Haute-Silésie ne contrôlait rien en Prusse : il se fit ouvrir un crédit important et développa rapidement une grosse exploitation de charbon dans la Ruhr, ce qui était une gêne considérable pour l'activité du Kohlensyndikat.

En 1912 le syndicat a enregistré une victoire importante par un contrat qui lui donnait la vente du charbon des mines fiscales, sans toutefois que ces dernières fussent tenues à aucune limitation d'extraction.

Au cours de la guerre, le contrat du syndicat venant à expiration en 1915, la question de son renouvellement se posa avec une acuité particulière, par suite du développement pris par les dissidents, des difficultés avec les mines-usines qui ne payaient pas l'Umlage, de la situation privilégiée des mines fiscales et enfin au-dessus de tout cela des circonstances de guerre.

L'État prussien se décida à intervenir, car il jugea que la fin du syndicat signifiait la désorganisation complète et la montée rapide des prix. Il trancha la question législativement en instituant la syndicalisation obligatoire, à défaut de syndicat volontaire groupant au moins 97 % du tonnage.

Après avoir surmonté beaucoup de difficultés, le syndicat se reforma, englobant cette fois les mines fiscales, qui se réservaient toutefois des privilèges spéciaux.

Le renouvellement du syndicat en 1916 marqua de nouveaux avantages pour l'État prussien, en ce qui concernait la fixation des prix.

En 1917, après un long conflit, l'État prussien réussis-

sait à accaparer les actions de l'importante société minière Hibernia.

Après la guerre, la vie du Kohlensyndikat fut dominée par deux grands faits : la tentative de socialisation de l'économie allemande et l'occupation interalliée de la Ruhr.

La loi sur l'économie du charbon du 23 mars 1919 sera exposée au chapitre de la socialisation des mines en Allemagne.

Nous devons rappeler spécialement ici qu'elle comporte la syndicalisation obligatoire et une Fédération pour tous les syndicats du Reich, appelée Reichkohlenverband.

Le Conseil d'empire du charbon (Reichkohlenrat) est placé au sommet de l'économie du charbon.

Ces deux organisations, Conseil et Fédération, placées sous le contrôle du Ministère de l'Économie du Reich avaient pour objet essentiel la fixation des prix. Dès la mise en application de ce contrôle, les discussions furent vives avec les houillères, hostiles à ce contrôle.

Depuis que le charbon est devenu plus abondant et que les prix ont baissé partout, le contrôle s'est montré irréalisable et le rôle du Conseil et de la Fédération est devenu purement consultatif.

Après le vote de la loi sur l'économie charbonnière, le contrat du syndicat rhénan-westphalien de 1916 fut remplacé par celui de septembre 1919, qui apportait les modifications rendues nécessaires au nouvel état de choses.

Lors de l'occupation de la Ruhr en 1923, le syndicat suspendit son activité; à son retour en 1924 des modifications aux statuts furent adoptées.

SECTION II

Les autres syndicats.

La concentration commerciale en Silésie se manifeste dans deux formes très différentes :

En Haute-Silésie, les mines de charbon se trouvent entre les mains d'un très petit nombre d'entreprises. Certains propriétaires de mines que l'on appelle des « Magnaten » appartiennent à des familles de grands seigneurs. Il y a quelques mines fiscales importantes, le reste est agrégé à de grands établissements industriels.

Cette concentration industrielle intense a favorisé la création, en 1890, de la Convention de Haute-Silésie maintenue depuis lors.

Cette convention ne prévoit pas de sanctions disciplinaires précises et ne comporte même pas de bureau de vente.

En Basse-Silésie, les exploitations charbonnières moins concentrées ont donné naissance à une organisation voisine du syndicat rhénan-westphalien.

Le marché du coke en Allemagne est étroitement lié à celui du charbon; il a donné lieu à une organisation calquée sur celle du syndicat du charbon.

Son but est le même, limiter la production et fixer les prix de vente. Les deux syndicats sont étroitement liés l'un à l'autre mais le syndicat du charbon domine l'autre.

Notons également qu'il existe dans la Ruhr des syndicats de l'ammoniaque, du goudron, du benzol, etc...

D'autre part, en ce qui concerne l'industrie du lignite, dont l'essor a été si grand, il existe un syndicat des lignites et un syndicat des briquettes de lignite.

Cette industrie du lignite est beaucoup moins indépendante encore que l'industrie houillère de la Ruhr. Elle est, ou bien rattachée à d'autres industries (électricité, chimie, verrerie) ou bien dominée par des « Konzerns » de marchands de charbon.

En résumé le régime des ententes est effectué en Allemagne dans tous les compartiments de l'industrie charbonnière.

SECTION III

Les difficultés actuelles de l'économie charbonnière.

Les quelques échos que nous rapportons ci-dessous nous montreront que, malgré l'organisation centralisée plus que partout ailleurs, l'économie charbonnière allemande n'est pas à l'abri de sérieuses difficultés.

Dans sa séance du 18 mai 1927, le Reichskohlenrat a repoussé la proposition du syndicat de la Ruhr, demandant un relèvement de 7 1/2 % des prix de vente de la houille sur le marché intérieur.

Cette décision a été généralement critiquée dans la presse, car l'augmentation des prix devait logiquement suivre l'augmentation des salaires qui a eu lieu au début de l'année.

En juillet 1927, le ministre de l'Economie d'Empire a opposé son *velo* à tout relèvement des prix de combustibles. Ce *velo* est expliqué par des motifs d'intérêt général et le Ministre rejette notamment l'argument du relèvement du prix, basé uniquement sur les salaires, sans tenir compte de tous les autres facteurs.

De nouveaux pourparlers officieux engagés en sep-

tembre 1927 n'ont pas pu faire revenir le Ministre sur sa décision, touchant la question des prix du charbon, malgré la situation difficile.

Le rapport du Kohlensyndikat sur l'exercice 1926-1927 condamne énergiquement la politique gouvernementale de salaires, de travail et de prix. « L'industrie minière de la Ruhr, dit ce rapport, aperçoit une contradiction insupportable pour une économie saine, entre l'obligation qui lui est faite d'élever les salaires et de diminuer la durée de travail, et le refus qu'on oppose à ses demandes de relèvement compensateur des prix. L'emprise de l'État paralyse inévitablement l'esprit d'entreprise, dont la hardiesse et l'activité sont si nécessaires pour maintenir l'industrie minière en état de vivre et procurer le pain quotidien à des centaines de milliers de travailleurs.

Le ministre du Commerce de Prusse a prononcé un discours, le 5 mars 1928, sur la situation générale de l'industrie houillère allemande; nous en retenons ceci : « Du point de vue des rendements, la situation de cette industrie est satisfaisante, mais la dépression des prix et l'élévation de l'Umlage dans la Ruhr sont inquiétants ».

En mars 1928, sur les plaintes des Mines de la Ruhr au sujet de la concurrence étrangère, le Ministre a décidé la constitution d'une Commission d'enquête sur la question de concurrence et sur le rendement financier des Mines. A la suite de cette enquête les prix ont été relevés.

De même en Haute-Silésie, le Reichskohlenrat a admis après enquête une augmentation du prix des charbons à partir du 1^{er} juillet 1928 : des arguments avaient été fournis de part et d'autre.

A la même époque, le Ministre de l'Industrie et du

Commerce prussien déclarait à la Fédération des Mineurs allemands, que, malgré les bienfaits de la rationalisation, on était actuellement placé dans l'alternative pénible, soit d'accumuler les postes chômeés, soit d'arrêter le travail dans certaines exploitations.

C'est la deuxième solution qui s'impose : il vaut mieux fermer les mines, non rémunératrices que baisser les salaires.

A l'annonce des mesures de dégrèvement des tarifs de transports en Angleterre, en juillet 1928, une campagne s'est ouverte en Allemagne tendant à obtenir une assistance d'État en faveur de l'industrie houillère. Le Kohlensyndikat a pris position de la manière suivante : « Le syndicat est ennemi de la méthode de subvention. Toutefois si le gouvernement britannique fausse par de tels moyens le jeu de la concurrence entre économies privées, nous serons en droit d'attendre du Gouvernement d'Empire qu'il appuie de toute son influence et fasse aboutir les vœux des charbonnages en ce qui concerne les transports ».

Les Allemands prétendent que l'Umlage n'est pas comme on l'admet couramment à l'étranger, une subvention, mais un procédé commercial de décompte : c'est tout simplement la différence entre le prix d'ordre et le produit réel des ventes.

Ainsi pour résumer, la libre initiative des exploitants, avait créé avant guerre un organisme de concentration commerciale, capable de s'adapter aux situations les plus variées. Après la guerre, un idéal d'organisation socialiste a déterminé une construction politico-économique devant s'adapter à toutes les circonstances du marché charbonnier. Nous venons de constater que cette adaptation est pénible.

CHAPITRE III

La Pologne. — La Tchécoslovaquie.

La Pologne.

Le nombre de sociétés houillères polonaises indépendantes, au point de vue de la production, est de 39, dont 16 en Haute-Silésie (ancien bassin allemand) 9 à Dombrowa, (ancien bassin polonais) et 5 à Cracovie (ancien bassin autrichien).

Voyons la mesure dans laquelle ces sociétés sont combinées, ou collaborent pour la production et pour la vente.

En Haute-Silésie, 13 sociétés sont groupées en 6 syndicats de vente; ailleurs la vente du charbon s'effectue par les moyens propres des compagnies.

La seule organisation houillère commune en Pologne est la Convention Générale Houillère, comprenant elle-même deux conventions : celle de Haute-Silésie et celle de Dombrowa, le tout réunissant les 98 % de la production.

Ces deux conventions ont été établies sous la forme de sociétés anonymes dans lesquelles les voix sont proportionnelles à la quantité de charbon produit.

Leur but est d'écarter la concurrence réciproque des mines, en réglementant la production suivant la demande. Cette production est fixée périodiquement par

la convention suivant l'état du marché. Des prix minima sont également fixés.

La zone d'action de la Convention Générale Houillère s'étend jusqu'aux limites douanières de la Pologne, Dantzig y compris. De plus, les marchés étrangers proches sont compris dans cette zone d'action, à savoir l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Autriche.

La Convention ne s'occupe pas de la vente dont le processus a été indiqué plus haut.

D'autre part, la représentation des intérêts généraux des mines et de la métallurgie est assurée, en Haute-Silésie, par l'Association des Industriels des Mines et des Forges, et à Dombrowa, par le Conseil du Congrès des Industriels des Mines du bassin de Dombrowa.

Ces organisations publient des études statistiques et économiques dans des périodiques.

Les tendances actuelles du marché charbonnier polonais sont l'organisation de l'exportation dans les pays non encore soumis à la Convention Générale Houillère. Une pareille organisation serait de nature à augmenter les chances d'une entente houillère internationale.

L'État use de son influence pour chercher à maintenir la convention et à la soutenir dans les cas difficiles. Indirectement il exerce une action en tant qu'actionnaire de certaines sociétés houillères.

L'industrie houillère polonaise pourrait réaliser des bénéfices considérables, si le marché était normal. Actuellement elle fait beaucoup de travaux neufs et des phénomènes d'intégration se sont manifestés d'une manière importante par des consortiums comprenant des mines, cokeries, hauts-fourneaux et divers établissements métallurgiques.

La position géographique des bassins polonais est

défavorable; car ils sont excentriques. D'autre part le développement des chemins de fer est insuffisant pour parer efficacement à ce défaut.

Comme conclusion, l'industrie houillère polonaise est solide à tous points de vue; elle demande la liberté du commerce et est favorable aujourd'hui à un accord international du charbon. Toutefois la liberté du commerce nous paraît présenter des incompatibilités avec une entente internationale éventuelle.

La Tchécoslovaquie.

Les districts houillers les plus importants, tels que Ostrowa et Kladno, ont leurs agences de vente.

Pour le lignite, des Konzerns de vente réunissent 68 % de la production.

Toutes les autres mines vendent, soit directement, soit à des négociants.

En ce qui concerne le commerce d'exportation, il est accaparé exclusivement par les grandes agences et les Konzerns.

CHAPITRE IV

La Belgique.

On a vu, dans la deuxième partie, que la Belgique avait été atteinte la première par la crise charbonnière.

Pouvoirs publics, exploitants et ouvriers ont tout de suite saisi la gravité de la situation et ont, chacun de leur côté, essayé de provoquer d'énergiques mesures de redressement.

Nous allons voir que ces efforts ont eu de sérieux résultats à tous égards et qu'en fin 1928, l'industrie houillère belge avait déjà subi des transformations considérables dans le sens de la concentration industrielle et commerciale.

SECTION I

Le projet Wauters.

En mars 1927, l'industrie houillère belge était déjà en pleine crise : les effets de la reprise du travail en Angleterre ont été « foudroyants ».

La Belgique est le pays qui a subi le plus vite les effets de la concurrence internationale.

Le fléchissement très marqué des cours se produisit à un moment où les salaires demeuraient élevés.

Cette situation devait rendre nécessaire à bref délai une révision des coûts de revient des exploitants. On a attribué généralement le retard apporté aux mesures d'assainissement, déjà prévues à ce moment, à l'initiative prise par le ministre de l'Industrie et du Travail, M. Wauters, de réunir les propriétaires de mines en vue d'étudier la constitution d'un groupement national des houillères belges.

Officiellement il s'agissait de préparer, dans le cadre national, la formation d'une entente internationale du charbon analogue au pacte européen de l'acier.

En avril 1927 de nouveaux renseignements étaient donnés au sujet du projet de M. Wauters : il s'agissait de la création d'un syndicat national des charbonnages, et d'un comptoir général de vente pour toutes les catégories de charbon.

En cas de résistance des exploitants, l'obligation légale serait envisagée, à l'instar de la législation allemande sur la potasse.

Aussitôt divulgué, ce projet, d'inspiration socialiste, a subi l'assaut de la critique de la presse libérale et catholique qui lui reprochait :

1° D'instituer sous une forme détournée une caisse de compensation des charbonnages;

2° D'organiser une péréquation des ventes;

3° De n'apporter aucun remède à la situation internationale;

4° De réaliser une première étape vers la nationalisation des mines par le syndicat obligatoire et le monopole de vente.

La doctrine suivante des libéraux et catholiques s'opposait au projet Wauters.

Il n'y a qu'une solution aux difficultés présentes, c'est la modernisation et le regroupement des exploita

tions, la concentration libre de celles qui jugent avoir profit à s'unir, la suppression des taxes sur les fusions d'entreprises, et à défaut de ces mesures, la compression du prix de revient par une réduction des salaires ».

On voit, par les explications ci-dessus, que la crise tendait à prendre un aspect politique.

A l'appui du projet Wauters, et voyant que l'opinion semblait désireuse de recourir aux grands moyens, le secrétaire de la Centrale des Mineurs de Belgique, M. Delattre, écrivait dans le *Peuple* du 7 avril 1927 :

« Mineurs et exploitants demandent aux pouvoirs publics de s'adresser exclusivement à l'industrie nationale pour les besoins de l'État et des Administrations publiques, de supprimer certains tarifs de faveur aux charbons étrangers, et au contraire de favoriser les charbons belges destinés à l'étranger.

Sur le plan national, le parti ouvrier belge et les syndicats envisageaient l'amélioration des coûts de production par la « rationalisation » industrielle et commerciale ».

Dans toute une série d'articles parus dans le même journal *le Peuple*, quotidien socialiste, M. Delattre réclamait une intervention gouvernementale immédiate devant « l'impuissance patronale ». Il demandait que le régime de vente, toujours anarchique, fut réformé et que l'esprit individualiste des patrons belges fût conseillé, secoué et violenté peut-être.

Le départ des membres socialistes du Ministère a eu pour effet l'abandon du projet Wauters.

SECTION II

La commission mixte consultative.

Cette Commission a été créée à la fin de l'année 1927 par le Gouvernement, dans le but d'enquêter sur la situation de l'industrie charbonnière de jour en jour plus mauvaise.

Formée sur la base des Comités paritaires, elle était présidée par M. Theunis et comprenait des membres patrons, ouvriers, et des parlementaires. Son rôle était purement consultatif et les avis émis par chacun des membres étaient considérés comme avis personnels. La question des rapports entre patrons et ouvriers demeurait du ressort de la Commission nationale mixte des Mines; les questions de salaires et de durée du travail lui échappaient également.

A la séance d'ouverture, le ministre du Travail a invité les membres à rechercher les moyens de lutter dans leur propre pays contre des voisins plus favorisés par la nature et à leur emprunter, au besoin, des armes trop négligées jusqu'à présent.

Il a été décidé de nommer des rapporteurs pour chacune des questions du dumping, de la consommation intérieure du charbon, des tarifs de transport, de la main-d'œuvre étrangère, du chômage et enfin des charges fiscales.

De plus trois sous-commissions ont été élues pour étudier les divers aspects de la crise.

Chargée de suggérer des remèdes, la Commission mixte consultative, réunie pour la deuxième fois en janvier 1928, résolut de demander au gouvernement :

- 1° D'examiner la possibilité, de provoquer l'étude de la crise générale par la S. D. N. et le B. I. T;
- 2° D'étudier les transports de charbon étranger;
- 3° D'étudier à fond les quantités et qualités de charbon étranger importé;
- 4° De supprimer les obstacles fiscaux;
- 5° De réagir contre le dumping.

La presse ouvrière soutenait énergiquement ces revendications et demandait en plus le rétablissement des licences d'importation, au moins à titre documentaire.

Ensuite la question des transports fut mise à l'ordre du jour, mais la Société nationale des chemins de fer « désétatisée », et par conséquent autonome, rendait la diminution des tarifs assez délicate. A ce sujet, on peut remarquer que le rapport du prix de transport par eau à celui du transport par fer est de 1 à 3 en Belgique, et que les Belges exportent presque tout leur charbon par fer alors qu'ils le reçoivent presque uniquement par eau.

Voici les quelques résultats obtenus par suite de l'influence de la Commission consultative :

En mars 1928, la réduction de 50 % de la redevance des Mines était un fait accompli, ce qui, estimait-on, en coûterait annuellement 10 millions à l'État.

Ensuite le Gouvernement promettait la préférence au charbon indigène pour ses industries; de leur côté les usines à gaz devaient en augmenter la proportion.

Quant à la péréquation des tarifs de transports, elle tendait à se réaliser, mais par le haut. Toutefois une réduction de 5 % fut consentie sous certaines conditions.

Enfin un arrêté Royal du 12 juillet 1928 organisait la statistique de l'importation de la houille, du coke et des agglomérés; les déclarants étaient désormais tenus

de fournir, s'ils en étaient requis, la justification de leurs déclarations.

On craignait à ce moment que cette mesure, sans faire barrière à l'importation, n'amenât quelque gêne entre la clientèle belge et les producteurs étrangers.

Tout cela était bien de nature à diminuer un peu les effets de la crise, mais nullement à la conjurer.

D'une manière générale, la crise était attribuée surtout à la « concurrence déloyale » et non pas à la surproduction houillère en Belgique.

M. Delattre affirma à nouveau qu'il n'y a pas surproduction en Belgique et que ceux qui préconisent une baisse dans ce pays ont tort : « Si nous produisons trop peu pour nos besoins, les pays qui nous entourent produisent trop »

SECTION III

La concentration commerciale et technique en 1928.

La concentration commerciale. — Après avoir parlé des interventions ou tentatives d'intervention dans l'industrie houillère, qui ont amené en somme peu de résultats, nous allons voir s'effectuer vers la fin de 1928, un grand mouvement de concentration commerciale sur la libre initiative des producteurs.

En octobre 1928, il était question de former un Comptoir de vente des charbons en Belgique.

A ce sujet nous ne pouvons manquer de signaler que le 21 octobre 1928, une manifestation publique de la plus haute autorité du Royaume, en faveur de la con-

clusion d'ententes dans l'industrie houillère, a apporté au projet de Comptoir de vente des charbons les garanties les moins équivoques, touchant le caractère légal d'organisations de la sorte. Il s'agit du discours du Roi des Belges à l'occasion du 75^e anniversaire de l'Association des Ingénieurs des Mines de Mons et dont voici les passages qui nous intéressent :

« Chez nous, vous le savez mieux que moi, de graves dangers menacent notre principale industrie. Pour lutter avec des chances de succès, il faut des ententes dont une des formes les plus fécondes sont les syndicats de vente : ce sont les moyens les plus capables de favoriser l'exportation en permettant des ententes internationales. L'exemple d'autres branches de votre industrie est là pour le prouver ».

En novembre 1928, la crise s'aggrave encore et le marché charbonnier belge est complètement désorganisé.

En ce qui concerne l'organisation commerciale des charbonnages, il y a lieu de souligner les progrès du mouvement de concentration qui paraît avoir triomphé des oppositions de principe de la part des producteurs. Un accord entre plusieurs charbonnages du Hainaut est intervenu, tendant à créer une agence commune de vente.

La création d'un comptoir de vente, commun à toute la Belgique, présente une extrême complication, en raison de la diversité des sortes de produits. De plus le goût de la politique de clocher domine encore.

Le *Bulletin Economique du Comité des Houillères de France* du 10 novembre 1928 dit qu'il semble que le projet d'organisation d'un comptoir de vente commun des charbons, accepté par les exploitants du bassin de Mons, du Centre et du Limbourg, rencontre encore de sérieuses résistances dans une partie du bassin de Char-

leroi et dans l'ensemble du bassin de Liège, où existent un grand nombre de petites industries capables de vivre indépendantes.

On envisage cependant la constitution d'un Comptoir à titre d'essai pour le 1^{er} janvier prochain, mais ce Comptoir n'écoulerait que les charbons industriels, laissant les qualités domestiques en dehors de son activité.

On signale d'autre part que le syndicat des cokes a réussi à s'adjoindre la plupart des cokeries indépendantes de la région Nord, qui traitaient des charbons allemands et anglais, et des usines à gaz fabricant des cokes métallurgiques.

La presse belge de décembre 1928 signale qu'on prévoit pour les premiers jours de janvier la constitution officielle d'un Comptoir de vente des charbons industriels.

Cette intention a suscité une violente campagne de la part des intermédiaires qui craignent de voir leur rôle réduit à néant.

En effet au cours d'une réunion plénière de l'Union professionnelle des charbonniers de Belgique le 12 décembre 1928, le président a déclaré ceci :

« Vous n'ignorez pas que, sous l'égide de la Société Générale et de la Banque de Bruxelles, les Comptoirs de vente fonctionneront dès le 1^{er} janvier prochain. Ces Comptoirs auront pour bases les principes du syndicat rhénan-westphalien. C'est un « trust » nouveau qui se crée, sans toutefois avoir réussi à grouper tous les charbonnages; ceux de la province de Liège notamment font défaut.

Le Comptoir vous a déjà condamné à mort : si votre gagne-pain est ainsi enlevé, n'hésitez pas à travailler à l'importation des charbons étrangers. « Soyons unis et faisons comprendre aux comptoirs de vente qu'ils ne

fonctionneront qu'en accord avec les intermédiaires, mais qu'ils ne pourront rien contre eux ».

Ces paroles sont violentes et ne paraissent tenir aucun compte de la considération d'intérêt général.

La concentration technique. — Parallèlement au mouvement précédent et comme il est inévitable en période de crise aiguë et prolongée, des fusions et concentrations se sont opérées un peu partout.

En septembre 1928, on signalait que le mouvement qui s'opérait dans l'industrie houillère et qui tendait à modifier sa physionomie, revêtait divers aspects : fermeture d'entreprises inaptes, regain d'activité dans d'autres, concentration dans la fabrication du coke, fusions d'entreprises.

A cette époque les correspondants en Belgique de la *Bergwerkszeitung* et de la *Gazette de Cologne* firent une énumération de toutes les entreprises qui se sont concentrées : nous ne pouvons entrer dans ces détails.

Les industriels compétents admettent, comme ordre de grandeur optimum pour de telles opérations de fusions, une production annuelle de 1 million de tonnes. Au delà l'entreprise prend une forme trop administrative à laquelle le rendement ne doit certes pas gagner.

Dans le domaine du traitement chimique du charbon, les progrès se sont avérés décisifs vers la fin de 1928, en ce qui concerne le mouvement de concentration. Citons la constitution des sociétés suivantes :

Centrale du Centre pour la fabrication de l'ammoniaque synthétique.

La carbonisation centrale.

La société carbochimique.

Ces trois sociétés sont au capital de 100 millions de francs environ chacune.

CHAPITRE V

La France.

La concentration technique des houillères françaises paraît avoir atteint son degré optimum dans certains bassins.

Ainsi, les compagnies houillères du Nord et du Pas de Calais produisent de 1 à 4 millions de tonnes par an, sauf exception.

Il en est de même dans le bassin de Lorraine.

Dans le centre de la France — le bassin de la Loire excepté — la dispersion des gisements est trop grande pour pouvoir espérer une plus forte concentration.

En ce qui concerne les sous-produits du charbon, signalons la formation, en mars 1927, à l'instigation de M. Cuvelette, de la « Société des carburants et produits de synthèse » par un groupement constitué par les 4/5 des houillères françaises.

Une certaine concentration s'est manifestée, après la guerre, dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, pour les besoins de la reconstitution. Ainsi se sont créés le Groupement des Houillères sinistrées, pour des raisons d'ordre financier, et l'Office des Houillères sinistrées pour le charbon de réparation.

Le Comité central des Houillères de France est chargé de l'étude et de la défense des intérêts communs de l'industrie houillère française. Il n'intervient, à aucun

degré, dans les questions de prix de vente, qui restent, exclusivement de la compétence des compagnies minières.

Pour les intérêts communs aux houillères de chaque bassin, il existe un certain nombre d'associations locales telles que la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, le Comité des Houillères de la Loire et l'Association minière d'Alsace et de Lorraine.

Il n'existe pas de syndicat de vente dans l'industrie houillère française. Chaque compagnie minière s'occupe directement de ses ventes, recherche le placement de son charbon, et fixe librement les prix. Cela est conforme à ce que l'on appelle à l'étranger l'esprit d'indépendance de l'entrepreneur français.

Pour la vente proprement dite, chaque compagnie possède des représentants commerciaux dans les régions de débouchés. Ces représentants, d'après les directives reçues par leur compagnie, vendent soit directement aux gros consommateurs, soit par l'intermédiaire de négociants en charbon pour les petits acheteurs. Pour les consommateurs importants, les contrats ont généralement une assez longue durée.

L'industrie houillère française a pour politique générale la plus grande stabilité possible de ses prix de vente, ce qui est relativement facile à cause de l'exportation insignifiante. Dans ce but, les mines d'un même bassin ont des organismes communs d'étude de la situation des marchés. Les modifications de prix reconnues nécessaires ou opportunes sont pratiquées simultanément dans une même région.

A titre d'exemple, citons le Comptoir d'expansion commerciale des Mines du Nord, dont le mode d'activité répond aux principes énoncés ci-dessus.

On signale actuellement que des conversations seraient

engagées entre trois compagnies houillères lorraines pour l'établissement d'un comptoir de vente commun.

Il existe entre les charbonnages belges et ceux du Nord et du Pas-de-Calais une entente sur le prix de vente du charbon domestique dans une partie de la France.

Depuis peu, un « Comptoir des charbons classés et agglomérés » a été établi entre les houillères du Nord et du Pas-de-Calais et certains importateurs anglais, pour la vente de briquettes, boulets et charbon domestique, dans 17 départements de l'Ouest de la France.

En ce qui concerne la politique charbonnière du gouvernement français, signalons qu'en 1926 l'exportation en Angleterre fut interdite. Inversement, en février 1927, interdiction fut faite aux services publics d'acheter du charbon étranger; l'application en était déjà commencée lorsque, à la suite de la conférence sur les prohibitions et restrictions à l'importation et l'exportation, la France s'engagea à faire disparaître cette mesure sous certaines réserves.

L'Allemagne par contre maintenait le contingentement d'importation du charbon de Lorraine.

Avant la guerre, il existait en France un barème souple de tarifs de transport; actuellement il n'existe qu'un tarif unique sans souplesse. Toutefois récemment, une tendance plus favorable est venue diminuer certains tarifs de transport vers les régions cotières, c'est-à-dire vers des régions de concurrence. Notons en passant que la même tendance existe aussi en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Le droit de douane à l'entrée du charbon en France, augmenté en 1926, n'est que de 1 % de la valeur du charbon, ce qui est tout à fait dérisoire.

A plusieurs reprises, en 1927 et 1928, le ministre des Travaux Publics a fait des déclarations, expliquant et

justifiant les mesures indiquées ci-dessus et dont la portée est d'ailleurs assez faible.

Pour terminer ce chapitre, nous constatons qu'il n'existe pas en France de courant sérieux tendant à resserrer l'organisation des ventes et à l'amener sur le plan national.

Cela paraît pourtant désirable pour le cas d'une entente internationale.

L'article 419 du Code Pénal tient encore en suspension les ententes entre producteurs destinées à fixer les prix de vente des marchandises.

CHAPITRE VI

L'Espagne.

Nous avons à signaler en Espagne des mesures de défense nationale contre l'invasion des charbons étrangers, qui met en péril les mines de ce pays.

Ces mesures ont été grandement facilitées par le régime de dictature politique, et on va voir comment, une fois pris dans l'engrenage de l'intervention, le Directeur sera forcé de continuer et de développer cette intervention.

En février 1926 parut un Décret ayant pour objet de développer autant que possible la consommation de la houille nationale en Espagne et par conséquent de réduire d'autant les importations de combustibles minéraux étrangers.

Le 23 avril 1927 un nouveau Décret vint renforcer ces dispositions.

Il fut considéré comme la manifestation d'une égale volonté de la part du Gouvernement et des propriétaires de mines espagnoles, pour réserver aux charbons nationaux l'approvisionnement du marché intérieur.

La plupart des industries devinrent protégées par le fait de ce Décret et par conséquent tombèrent sous le coup des dispositions édictant la consommation obligatoire de charbons nationaux, toutefois avec certaines tolérances et dérogations.

D'un autre côté, aux termes de ce Décret, les producteurs devaient s'engager à ne pas dépasser la production du dernier exercice.

Ces mesures ont été considérées comme le coup le plus dur qui ait jamais été porté au commerce des charbons étrangers en Espagne : l'inquiétude a été particulièrement vive en Grande-Bretagne.

Un décret du 6 août 1927 a fixé le statut de l'industrie houillère.

Il réglementait dans de justes limites la distribution, la consommation et le prix de vente des charbons, tant pour les producteurs que les consommateurs.

Une « Caisse d'État des Combustibles » constituait l'armature financière du système.

Un décret du 7 janvier 1928 a institué une réglementation provisoire pour l'organisation des fournitures de charbons nationaux. Les producteurs étaient désormais tenus de se grouper en syndicats, qui devraient eux-mêmes se réunir en une Fédération nationale. Le Bureau central de la Fédération était chargé de centraliser et de répartir toutes les commandes.

Un Décret du 19 mai 1928 a renforcé l'ingérence de l'État dans l'industrie minière : il invoquait la nécessité de discipliner l'augmentation de la production et de stimuler la consommation du charbon.

L'augmentation de la production était limitée à 10 % de la production normale.

Enfin le Gouvernement jetait des bases pour la création d'un bureau national des importations de charbon, et pour monopoliser la distribution du charbon étranger en Espagne.

Ainsi, on peut dire qu'à l'heure actuelle, l'industrie minière espagnole vit sous la tutelle de l'État qui, par une série de Décrets a réglementé la production et la

vente du charbon, taxé les prix sur le carreau, réuni les exploitants en syndicats, organisé une « Caisse d'État des Combustibles » en vue de fournir aux sociétés productrices une assistance financière, et contingenté, par industrie, la consommation du charbon étranger, élevé de 7,5 pesetas par tonne le droit de douane sur les combustibles importés, augmenté enfin d'une heure la durée de la journée de travail des ouvriers mineurs.

Malgré tout cela, le Directoire n'a pas réussi à conjurer la crise qui, en été 1928, a pris à nouveau un caractère aigu.

Le Gouvernement, qui a vraiment sur les bras l'industrie charbonnière nationale, paraît chercher vainement une solution.

En tous cas pour une entente internationale éventuelle, l'industrie minière espagnole possède une Fédération obligatoire des syndicats de producteurs qui pourrait s'engager au nom de tous et c'est là un point important qui est acquis.

N'oublions pas toutefois que l'importance de l'Espagne au point de vue charbonnier est minime : elle a produit 6.500.000 tonnes en 1927. Nous avons étudié son organisation nationale charbonnière, plus pour elle-même et pour ses résultats dans le cadre national, que pour les conséquences qu'elle aura sur l'industrie minière européenne.

CHAPITRE VII

L'Australie, le Japon.

L'Australie.

L'Australie souffrant d'une crise industrielle intérieure et d'une crise de placement de charbon, surtout à l'extérieur, a avisé aux moyens d'y porter remède,

Nous avons relevé les indications suivantes, puisées dans des articles de presse, qui démontrent l'effort de la Confédération australienne pour conjurer la crise avec le concours de tous, tant exploitants qu'ouvriers et pouvoirs publics.

En juillet 1928, un représentant des producteurs Australiens a rappelé que ce n'est pas seulement un gouvernement, mais bien une douzaine de gouvernements qui, soucieux de protéger leur production, sont obligés d'accorder certains avantages à leurs industries. Il dit que la politique de beaucoup la plus significative à cet égard est celle du Gouvernement de l'Afrique du Sud, qui accorde un rabais de 9 sh. par tonne de charbon abattue par la main-d'œuvre cafre ou coolie, pour l'exportation et le charbon de soute. Si on en faisait autant ici, nous pourrions arriver à concurrencer l'Union Sud-Africaine qui est notre plus redoutable concurrent.

Le 23 juillet 1928 M. Bavin, premier ministre de la Nouvelle-Galles du Sud, produisant la presque totalité

du charbon australien, a déclaré que l'exportation, qui absorbait en 1913 un tiers de la production totale, a considérablement baissé, surtout ces deux dernières années et n'en absorbe plus qu'un septième.

D'après le *Daily Standard* du 23 août, l'industrie charbonnière australienne est un important facteur de la prospérité du pays : 30.000 ouvriers y sont employés si tout va bien, mais actuellement 8 à 10.000 ouvriers sont réduits au chômage.

Le *Sydney Morning Herald* du 15 septembre 1928 signale que le Gouvernement s'occupe de la crise du charbon. Il a l'intention de prescrire une enquête complète sur l'industrie houillère, qui montrerait les possibilités de sacrifices de la part de l'Etat, des exploitants et des ouvriers.

Dès maintenant, dit ce journal, on peut remarquer que l'augmentation de la production depuis 1913 a été moins forte que celle du nombre d'ouvriers occupés, et il est temps d'arrêter le déclin de l'industrie houillère.

Le même journal du 17 septembre 1928 se plaint du peu d'activité de l'industrie intérieure, de la concurrence des huiles lourdes et de la houille blanche. Il évalue les ressources houillères de l'Australie à 165 milliards de tonnes, chiffre bien inférieur à celui de la Chine.

Toutes ces considérations reflètent en somme pas mal de pessimisme.

Nous relevons dans les *Informations Sociales du B. I. T.* du 29 octobre 1928, que M. Bruce, premier ministre de la Confédération australienne, a annoncé à la chambre des Représentants le 14 septembre, que le Gouvernement a décidé de contribuer à la réduction du prix du charbon exporté, en accordant une subvention de 1 sh. par tonne pendant une année, sous certaines conditions.

M. Bruce reconnaît que le Gouvernement de la Nou-

velle-Galles du Sud a accepté d'abaisser ses tarifs de chemin de fer, les redevances des ports et autres charges de 2 sh. par tonne, à condition que les Exploitants et les mineurs consentent chacun de leur côté une réduction de 1 sh. par tonne. Il subordonne la subvention de la Confédération à l'application de ces dégrèvements.

Une enquête économique sur l'industrie charbonnière va être entreprise dans le but de la réorganiser complètement

Pour l'instant, il faut que les réductions envisagées aient leur répercussion sur les prix établis par les services publics et l'industrie manufacturière.

La réduction du prix du charbon est le premier pas vers la solution du problème le plus complexe qui se pose en Australie à l'heure actuelle : le taux élevé du coût de production.

Au cours de toutes ces discussions nous n'avons pas entendu parler de syndicats ou d'organismes quelconques de vente.

Nous n'avons pas pu obtenir de renseignements sur les résultats des mesures d'assainissement envisagées.

Le Japon.

La cherté relative de la houille au Japon est due à ce fait que les propriétaires concluent de temps à autre des accords en vue de restreindre la production et de maintenir les prix. Cet état de choses est facilité par la concentration assez forte de l'industrie houillère, qui se trouve entre les mains de gros propriétaires.

Ces propriétaires demandent un droit de douane.

CHAPITRE VIII

Les Etats-Unis.

La crise permanente de surproduction qui sévit depuis de nombreuses années dans les mines américaines, surtout dans celles qui produisent le charbon bitumineux, a donné lieu à plusieurs reprises à des projets d'intervention.

Ces projets n'ont guère de chances de réussir aux Etats-Unis, mais il est bon de les signaler pour nous aider à comprendre ce que peut-être là bas l'idée d'organisation nationale de l'industrie houillère.

Le bill Parker. — En 1926, sur l'initiative du président Coolidge, fut préparé le bill Parker, destiné « à protéger le Gouvernement et le public contre la famine de combustible », ce qui paraît un peu extraordinaire en période de surproduction.

Ce bill s'explique cependant, si l'on considère qu'il avait surtout pour objet d'accorder au pouvoir exécutif, par l'intermédiaire du « Bureau of Mines » et en cas de troubles graves (grandes grèves par exemple), le droit de contrôler la vente du charbon, de résoudre les conflits par l'arbitrage et de réglementer dans une certaine mesure l'industrie houillère.

Ce bill fut rejeté par la Commission du Commerce de la Chambre des Représentants le 13 janvier 1927, ce qui

marqua ainsi l'échec de la politique de contrôle de l'industrie du charbon.

A ce moment, le représentant Parker a déclaré qu'il reviendrait à la charge lorsque le pays aurait mieux compris la nécessité d'une législation protectrice.

Voici les diverses opinions émises en leur temps au sujet de ce bill :

Pour justifier le maintien du régime d'absolue liberté, les exploitants invoquent la prospérité inouïe de l'industrie américaine, prospérité qu'elle doit au charbon.

De leur côté, les représentants des mineurs syndiqués se montrent peu favorables à l'intervention législative ou administrative. Ils voient dans cette industrie « une multitude d'entreprises mal organisées, pauvrement financées, pitoyablement administrées, se livrant à une concurrence féroce, qui aboutit à vendre le charbon au-dessus du prix de revient »; il pensent que la stabilisation de l'industrie ne viendra pas d'un acte législatif arbitraire, mais que son rajeunissement sera son œuvre propre.

Le Secrétaire d'Etat au Travail est également partisan de la « self-régulation », à condition qu'elle donne, contre un profit raisonnable, une occupation régulière et un salaire suffisant à la main-d'œuvre.

Le monde industriel, dans son ensemble, s'est opposé à l'adoption du bill Parker, parce que « la réglementation de l'industrie charbonnière ouvrirait l'ère du contrôle bureaucratique sur l'ensemble des industries. »

Projets divers. — En avril 1928 on signalait des troubles dans l'industrie houillère de l'Illinois. La tyrannie syndicale se fit particulièrement sentir dans cette région et elle ne consentit à aucune diminution des salaires, même sous la menace des exploitants de fermer les puits.

Ce nouvel exemple de l'inorganisation complète explique les tentatives du législateur d'y porter remède, en favorisant la constitution d'organisations régionales, chargées de discipliner la production et la vente du charbon.

Ce fut précisément l'objet d'une proposition de loi présentée à la Chambre des Représentants par Jacobstein et au Sénat par Copeland. L'exposé des motifs déclarait ceci en substance :

« L'industrie du charbon bitumineux compte parmi les grandes branches de la production où l'organisation fait le plus défaut. Les conditions d'existence empirent de mois en mois. Les excès de la concurrence et de la surproduction ont des effets désastreux, non seulement pour les ouvriers mineurs, mais aussi pour les exploitants. Dans cette industrie de base, la loi de la jungle continue de jouer. Il y a trop de mines et trop de mineurs.

C'est pourquoi il convient de permettre et d'encourager des pratiques plus rationnelles. »

A cet effet le bill Copeland-Jacobstein proposait de suspendre, pour l'industrie des bitumineux, la loi Sherman contre les trusts et d'autoriser les exploitants et les marchands à constituer volontairement des associations de production et de vente, sous le contrôle du Secrétaire d'Etat au Commerce.

Ces propositions n'eurent pas de suite.

De son côté, le Secrétaire au Travail, M. Davis, avait déjà proposé de placer l'ensemble de l'industrie charbonnière, pendant six ans, sous la direction d'un « board of reorganisation » pour unifier les principaux groupements d'intérêts et fixer les quote-parts de production.

La Commission fédérale du Commerce du Sénat américain, chargée d'une enquête sur la situation de l'industrie du charbon bitumineux, a terminé ses travaux en mai 1928.

Il a été suggéré, au cours de l'enquête, que chacun des groupes intéressés : exploitants, mineurs, transporteurs, négociants, principaux consommateurs, etc..., préparât et déposât sous forme de projet de loi, un exposé des mesures susceptibles de remédier à la crise.

Conformément à cette suggestion, le sénateur Watson a déposé un bill représentant le point de vue de la Fédération des mineurs :

Ce bill prévoyait la création d'une Commission de cinq membres, désignés par le président des Etats-Unis. Cette commission posséderait des pouvoirs considérables en vue de réglementer la production et la vente du charbon bitumineux. Un système de licences permettrait un étroit contrôle et une limitation sévère de l'extraction, une surveillance constante des marchés.

Ce bill impliquait une intervention gouvernementale en vue de rendre obligatoire le groupement des mines de charbon bitumineux, et c'est à ce titre surtout qu'il mérite de retenir l'attention. L'application de la loi Sherman serait exclue pour le charbon.

Nous n'avons pas connaissance que les projets de réglementation demandés aux exploitants, consommateurs... etc... aient paru.

Les fusions. — Dans le domaine des fusions conduisant à la concentration des grandes entreprises, des réalisations ont été effectuées.

Signalons la « Peabody Coal Co » qui a absorbé de nombreuses mines de Pensylvanie et d'Illinois. La production annuelle est de 20 millions de tonnes et son capital de 44 millions de dollars.

D'autre part une grande entreprise, la « Consolidated Coal Co » a donné l'exemple de la concentration de la production sur les meilleures exploitations, en décidant de

fermer 10 de ses mines les moins rémunératrices, pour occuper à plein avec un salaire convenable les ouvriers restant.

Des opérations de fusion s'accomplissent encore dans l'industrie de l'anhracite où la plus grande partie de l'extraction est déjà sous le contrôle des réseaux de chemin de fer.

D'une manière générale, les banques spécialisées favorisent ces regroupements.

Ainsi pour résumer ce chapitre, nous pouvons dire que, malgré la crise permanente des houillères, il n'y a aucune chance actuellement de voir mettre sur pied aux Etats-Unis une organisation nationale de l'industrie houillère.

Dans ces conditions il ne peut être question d'une participation quelconque des américains à un accord international éventuel.

CHAPITRE IX

La nationalisation du sous-sol.

Les difficultés de l'industrie charbonnière pendant la guerre, notamment dans les deux grands pays producteurs européens qui sont la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ont entraîné, comme on l'a déjà vu, une intervention de l'Etat.

Immédiatement après la guerre, et avec des modalités différentes dans ces deux pays, un grand mouvement de socialisation s'est fait ressentir. Ce mouvement, sans le considérer du point de vue spécialement minier, a d'ailleurs atteint tous les pays d'Europe à des degrés fort variables : dans l'ensemble il a été d'une intensité extraordinaire.

Les grands problèmes de réorganisation politique et économique de l'Europe se sont posés, après la grande calamité, avec une ampleur et une urgence tout à fait considérables.

En ce qui concerne l'industrie, des plans de réorganisation s'imposaient pour rétablir la production des matières premières.

Plus spécialement, la réorganisation de l'industrie charbonnière devait être effectuée rapidement pour parer à la disette de charbon qui était partout menaçante.

Les théoriciens du socialisme eurent alors une occasion incomparable de se mettre à l'œuvre, et d'échafauder

des plans de reconstruction économique en conformité avec leur doctrine.

Ils avaient à franchir un pas qu'ils avaient toujours voulu croire facile : l'expérience devait démontrer qu'il y avait à franchir un abîme.

La Grande-Bretagne et l'Allemagne ont vu se dérouler de grands événements concernant les tentatives de nationalisation de leur industrie houillère : ces événements méritent de retenir assez longuement notre attention et ils viennent s'insérer naturellement dans le chapitre des organisations nationales que nous traitons en ce moment.

La nationalisation des mines représente la solution nationale d'ensemble, vue exclusivement du point de vue socialiste, et toujours réclamée avec une grande force par le parti.

Les syndicats socialistes des mineurs, qui sont partisans déclarés d'une entente charbonnière internationale, considèrent que la nationalisation des mines est le stade préliminaire indispensable à la conclusion de cette entente internationale.

Nous allons entreprendre l'étude de cette question, séparément pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

SECTION I

La nationalisation des mines en Grande-Bretagne.

On sait que c'est dans les mesures de guerre que se trouve l'origine du malaise de l'industrie houillère anglaise. Un début d'étatisation avait été réalisé par la péréquation des bénéfices, l'institution d'un salaire

minimum et la détermination des salaires sur une base nationale.

De plus, la Fédération des mineurs, accrue en nombre et en prestige, unifiée par l'Etat lui-même, allait bientôt vigoureusement entrer en campagne pour obtenir la nationalisation des mines, ce qui paraissait la suite logique de l'état de choses créé pendant la guerre.

A la suite de demandes réitérées d'augmentation de salaires au début de 1919, le Gouvernement promit d'ouvrir une enquête sur la situation générale de l'industrie houillère, et plus particulièrement sur les sollicitations des mineurs au sujet des salaires.

Une Commission d'enquête fut nommée; elle comprenait des patrons, des ouvriers et était présidée par M. le juge Sankey. Cette Commission ne put jamais obtenir l'accord dans son sein, de sorte qu'il y eut quatre rapports présentés au lieu d'un seul, chaque parti faisant son rapport selon ses convictions.

Les ouvriers voulaient la nationalisation intégrale, immédiate et sans indemnité.

Les patrons naturellement s'y opposaient formellement.

Le rapport de M. le juge Sankey concluait à la nationalisation des mines, mais avec indemnité.

Un quatrième rapport prévoyait la fusion par districts de certains intérêts.

Après de nombreuses discussions au sujet de ces travaux, le Congrès des Trade-Unions opta pour le rapport Sankey.

Le rapport Sankey.

Voici l'analyse que nous avons faite du rapport de M. le juge Sankey, président de la Commission d'enquête sur l'industrie houillère.

Ce rapport a été présenté à l'issue de la deuxième phase des débats de la Commission d'enquête.

CHAPITRE PREMIER

Le Parlement est invité à voter de suite une loi pour le rachat des Coal Royalties, moyennant une indemnité équitable, et à adopter le principe de l'étatisation des houillères. Un plan d'organisation sera décrit ci-après.

L'Industrie houillère a besoin de son maximum de productivité, quel que soit le propriétaire. Exploitants et ouvriers s'accusent réciproquement de la baisse de la production : j'ai confiance en les ouvriers et les exploitants : le danger est grand.

Je demande le maintien du contrôle des mines pendant trois ans.

Le Parlement, représentant de tous les intérêts, est qualifié pour trancher la question.

CHAPITRE II

Raisons militant en faveur de l'étatisation des mines.

La houille est notre principal actif national et il faut l'utiliser au mieux. Il y a actuellement 4.000 propriétaires de mines dont la plupart sont raisonnables.

Des stots énormes sont laissés entre les diverses propriétés minières; l'assèchement d'ensemble est difficile; les limites des houillères sont indécises. Avec l'étatisation il n'existe plus qu'un seul propriétaire et tous les inconvénients ci-dessus disparaissent.

Un rapport récent a proposé d'éliminer un à un qua-

torze principaux inconvénients de l'organisation de l'industrie houillère.

Je ne suis pas de cet avis et demande de tout effectuer d'un seul coup.

CHAPITRE III

Méthode d'achat des droits de propriété.

La valeur des droits de propriété serait estimée par des experts, et leur décision serait susceptible d'appel. On tiendrait compte de l'état actuel de la mine, de son potentiel, des servitudes diverses et des possibilités de découverte.

On pourrait constituer un fonds commun (pool) à répartir ensuite individuellement.

CHAPITRE IV

Raisons en faveur de l'étalisation des houillères.

L'Industrie houillère est notre industrie de base (key industry) elle a une place exceptionnelle et unique dans notre vie nationale, et il n'existe aucune autre industrie nationale à laquelle on puisse la comparer.

Les autres industries pourraient donner leur avis sur les mesures envisagées.

La concurrence entre les propriétaires est à redouter. De plus nous avons 28.000 marchands de charbon au détail, ce qui provoque une surenchère au rabais. D'autre part le manque de capitaux empêche l'essor de l'industrie houillère. Nous avons 3.000 puits de mines apparte-

nant à 1.500 sociétés ou particuliers. L'unification permettrait de tout standardiser.

Les relations entre exploitants et ouvriers sont très mauvaises.

Les ouvriers veulent maintenant la part légitime qui leur revient dans le succès de l'industrie. Les propriétaires de mines, d'autre part revendiquent la plénitude du contrôle de leur industrie et considèrent la nationalisation comme désastreuse.

Certains craignent que l'étatisation supprime tout stimulant :

J'estime que la conjuration du danger de conflit entre la main-d'œuvre et le capital est une considération qui l'emporte sur la disparition « problématique » du stimulant.

En somme notre but est la coordination de tous les efforts.

CHAPITRE V

Procédure d'achat et méthode d'exploitation des houillères.

L'Etat doit se rendre acquéreur de toutes les houillères. Les dépenses de développement seront autorisées par le ministre des Mines.

Les propriétaires pourraient obliger l'Etat à acquérir des établissements mixtes (usines de sous produits de la houille, ou même usines métallurgiques).

Les employés supérieurs et techniques actuels seraient conservés avec le même traitement.

La guerre a révélé une nouvelle classe d'hommes susceptibles de bien servir l'Etat. Si l'Etat s'est quelquefois montré insuffisant auparavant, c'est qu'il n'a pas laissé

assez d'initiative à ses fonctionnaires. Depuis quelques années, des circonstances appropriées leur ont donné « la plus grande énergie ».

Sous un régime d'Etat, il serait toujours possible de louer une mine à un particulier.

Le temps n'a pas permis d'établir un programme complet d'administration des mines, mais cependant les suggestions suivantes sont faites, qui permettent de profiter des connaissances acquises par les ouvriers, ces dernières années, pour les faire participer à la gestion des affaires :

Conseils miniers locaux.

Dans chaque mine, un Directeur est nommé et un Conseil minier local est établi pour conseiller le Directeur sur la direction et la sécurité de la mine.

Ce conseil comprend dix membres élus dont quatre ouvriers.

Des rapports devront être faits par lui au Conseil de district; les difficultés lui seront soumises.

Aucune cessation concertée du travail ne doit avoir lieu avant que le Conseil local et les Conseils supérieurs aient essayé de trancher le litige.

Un Directeur commercial s'occupe des ventes.

Conseils miniers de district.

Une représentation égale est donnée : 1^o aux mineurs, 2^o aux consommateurs, 3^o aux personnes compétentes dans cette industrie.

En tout, ce Conseil comprend douze membres, plus un président et un vice-président. Le but du Conseil de district est d'assurer la production et de sauvegarder l'hygiène et la sécurité.

La division de la Grande-Bretagne en 14 districts est proposée.

Le Conseil de district assure la coordination de l'industrie houillère du district et détermine les bases du calcul des salaires.

Il fixe le prix du charbon en tenant compte de tous les intérêts.

Il entretient des rapports avec les organisations diverses de la région du district.

Il nomme les Directeurs et règle les différends qui doivent lui être soumis.

Le Conseil minier national.

Compétent pour toutes les questions relatives à l'industrie houillère, il doit conseiller le ministre des Mines.

Le ministre des Mines, nommé par le Gouvernement, est aidé par un Comité permanent.

Le Conseil minier national comprend autant de membres qu'il y a de fois 5 millions de tonnes d'extraction par an.

Si le Conseil est incapable de régler un différend ouvrier, les ouvriers peuvent faire grève.

Dispositions financières et publicité.

Les finances sont séparées par district. Le Trésor n'intervient pas dans la distribution des espèces provenant de l'industrie houillère.

Le Département des Mines doit être géré avec toute la liberté d'action que comporte une entreprise privée.

De nombreuses statistiques seront rendues publiques.

Sécurité, hygiène et recherches de perfectionnement.

Dans le cadre des organisations existantes, des améliorations sont prévues.

Une Section de recherches est créée pour étudier les améliorations et économies de tous ordres.

Houille destinée à l'Amirauté et au War-Office. Commerce d'exportation.

L'Amirauté et le War-Office ont le droit d'acquisition de la houille, au prix le plus bas consenti à un consommateur quelconque.

Questions diverses.

Chacun a le droit d'acheter du charbon pour l'exporter, tout comme auparavant. On ne fait d'avantage ni de restriction pour personne.

Au-dessus de 1 sh. de bénéfice par tonne exportée, l'exportateur partagera par moitié avec le Conseil minier de district.

De nombreuses questions d'importance secondaire sont signalées et l'étude en est recommandée.

Critique du rapport Sankey.

Il est évidemment facile maintenant de mettre en relief les lacunes et les erreurs du rapport Sankey, car nous jugeons avec un certain recul, qui a permis à l'expérience de marquer son empreinte.

M. le juge Sankey paraît avoir une confiance exagérée dans le bon sens et l'ardeur au travail des ouvriers, et il suppose un peu prématurément que leur éducation a été faite pendant la guerre. Il ne faut cependant pas oublier que son rapport a été fait en 1919, à une époque où se faisait sentir partout un grand courant d'apaisement et de confiance. La baisse du rendement, au cours des années qui ont suivi la guerre, et les prétentions exorbitantes des ouvriers, surtout en ce qui concernait les salaires, devaient amener des désastres.

La peur d'un grave conflit entre le capital et le travail a fait que l'argument de la baisse du « stimulant » au travail n'a pas suffisamment retenu l'attention de M. Sankey : or cet argument est décisif dans une industrie dont les deux-tiers du prix de revient vont à la main-d'œuvre. Finalement, il est bien évident que sur le marché mondial, c'est le meilleur prix de revient qui doit l'emporter : M. Sankey ne pouvait peut-être pas prévoir à quel point la concurrence mondiale deviendrait redoutable.

L'importance primordiale de l'industrie houillère pour la Grande-Bretagne est bien mise en évidence.

Les vertus du fonctionnarisme, qui se seraient révélées pendant la guerre, sont mises en avant à l'appui de la nationalisation.

L'organisation et l'administration des mines nationales est faite avec un certain souci d'indépendance, cette organisation voudrait être « autonome » comme en Allemagne.

Dans les divers conseils, tous les intérêts sont représentés avec des proportions fixées à l'avance. Indépendamment de ce fait qu'en pareille matière, la fixation *a priori* des importances relatives des intérêts divers serait particulièrement difficile, où se fixerait la responsabilité?

On ne voit personne pour qui la considération dominante serait celle du prix de revient, assurant la vie à l'industrie.

Toutes les solutions seraient des solutions de compromis, peut-être admissibles en période stable et prospère, mais singulièrement dangereuses en temps de crise.

Par contre, les arguments d'ordre technique sont tout à fait valables : la meilleure utilisation du gisement et l'organisation unifiée sont de nature à amener une sérieuse amélioration. Mais l'échéance en est longue et au début de cette œuvre de réorganisation, loin d'en retirer un avantage, il faudrait recourir à un investissement énorme de capitaux.

Les paiements aux possesseurs de royalties, aux propriétaires de mines et enfin l'investissement de capitaux pour la réorganisation, auraient une pesante influence sur le budget de la Grande-Bretagne, pourtant si considérable et si solide.

On affirme dans le rapport que le Département des mines doit être géré avec toute la liberté d'action que comporte une entreprise privée, mais on ne voit pas bien comment cette indépendance pourrait être réalisée.

Remarquons la possibilité de louer une mine, laissée aux particuliers.

En ce qui concerne le commerce d'exportation du charbon, que M. Sankey prévoit tout de même devoir être particulièrement difficile, il laisse à l'initiative privée le soin de trouver des débouchés, mais une fois ces débouchés trouvés, l'Etat se dépêche de reprendre une part des bénéfices de l'exportateur, ce qui est vraiment peu encourageant pour ce dernier.

En résumé, M. le juge Sankey ne paraît pas posséder l'esprit industriel, il présente une solution bien étudiée, il faut le reconnaître, mais cette solution cherche à don-

ner satisfaction à tous les intérêts en cause, dans l'atmosphère de socialisation d'après-guerre. Le succès en est tout à fait douteux.

Projets de la Fédération des Mineurs et du Labour Party.

Si nous suivons l'idée de la nationalisation des mines en Grande-Bretagne, nous la voyons réapparaître avec une nouvelle vigueur lors de l'enquête de la Commission royale en 1925-1926.

Les mineurs, qui ne s'étaient ralliés qu'à contre cœur en 1919, au Rapport Sankey, se montrèrent tout à fait intransigeants.

Ils demandaient la réorganisation complète de l'industrie, comportant la fusion en un tout organique de toutes les industries génératrices de force motrice (charbon, électricité, coke, gaz, huiles, sous-produits du charbon, etc...) L'Etat, propriétaire unique gérerait ces industries unifiées, par des conseils nationaux et provinciaux. Un syndicat unique, indépendant de l'industrie houillère, mais dépendant d'un « Conseil des consommateurs », aurait le monopole de l'exportation.

L'expropriation des possesseurs de Royalties serait totale et sans indemnité, mais les propriétaires de mines recevraient des valeurs d'Etat.

Le fonds de roulement de l'industrie houillère serait assuré par un emprunt spécial.

Cette réorganisation formidable était montée par la Fédération des Mineurs, le Congrès des T. U. et le Labour Party. Une nationalisation aussi intégrale, à supposer qu'elle fût acceptée, eût demandé de longues années.

Peut-être cette position devait-elle servir à masquer l'intransigeance des mineurs.

Ce projet, en tous points beaucoup plus avancé que le projet Sankey, mérite donc *a fortiori* une critique plus sévère.

Dans ses recommandations, la Commission Samuel ne parut pas faire grand cas de la solution proposée par les mineurs et la rejeta d'emblée comme inefficace, dangereuse du point de vue économique et financier, et génératrice de troubles ultérieurs.

Elle estimait que cette nationalisation rendrait impossible des intégrations désirables avec d'autres industries, et nécessiterait un fonds de roulement d'au moins 350 millions de livres. Où trouver une pareille somme?

Enfin, du point de vue international, l'Angleterre serait regardée comme « une nation de marchands de charbon ».

On aurait pu penser que le désastre économique de 1926 dût faire réfléchir les mineurs sur les vertus problématiques de la nationalisation : il n'en a rien été et ils revendiquent toujours hautement cette solution.

Ainsi, à la Conférence annuelle de la Fédération des Mineurs de Grande-Bretagne du 17 au 20 juillet 1927, parmi les résolutions votées, prit place une résolution sur la nationalisation des mines dont voici un extrait :

« Cette nationalisation est jugée comme la première et la plus importante mesure à prendre pour la réorganisation de l'industrie houillère britannique, réorganisation qui ne pourra jamais se faire sous le régime de la propriété privée. Quant au commerce houiller d'exportation, il n'est pas moins nécessaire qu'il soit soumis à un accord international régissant les débouchés respectifs et les prix ».

Enfin, tout récemment, le Labour Party, réuni le 5 octobre 1928, pour élaborer un programme en vue des prochaines élections générales, a adopté la résolution sui-

vante, approuvée par les délégués des mineurs et qui dit entre autres :

« La désorganisation actuelle de l'industrie houillère, avec ses 4.000 propriétaires, ses 1.400 sociétés houillères et ses 25.000 distributeurs divers, son système désuet et inefficace de production et de distribution, son gaspillage à la consommation et l'abandon qu'elle fait des sous-produits précieux, est de l'avis général intolérable.

Le Labour Party demande la nationalisation de l'industrie houillère, non par souci doctrinaire d'appliquer une certaine formule sans s'inquiéter des circonstances, mais pour des raisons d'urgence immédiate et pratique. Il faut d'abord mettre un terme au conflit désordonné des intérêts qui paralyse actuellement le développement de l'industrie. La seule voie efficace, prononce le Labour Party, est d'unifier l'industrie houillère en faisant d'elle une propriété publique. »

Le Labour Party propose ensuite des améliorations immédiates pour les mineurs (durée du travail, assurance, recrutement... etc.).

L'idée de nationalisation est encore bien ancrée dans l'esprit des mineurs britanniques, alors que sur le continent beaucoup de mineurs sont un peu revenus à la raison.

SECTION II

La socialisation des mines en Allemagne (1).

L'effondrement militaire de l'Allemagne et la chute de ses dynasties a mis ce pays dans un état d'effervescence extraordinaire.

1. La socialisation en Allemagne par Marcel Tardy.

Le problème de la socialisation a agité violemment les esprits; de grands plans ont été imaginés dans les diverses industries.

Parmi eux, le projet de socialisation des mines de charbon a occupé la première place, et peu à peu toute l'attention des socialistes s'est concentrée sur lui.

A côté de ces plans prenaient place les systèmes complexes de conseils économiques et politiques.

Dès novembre 1918, la question de socialisation était posée par la presse et on s'aperçut à ce moment plus que jamais que Karl Marx n'était pas sorti de l'idéologie et n'avait rien organisé; les socialistes étaient pris au dépourvu.

Lorsque les premières suggestions d'ordre pratique se firent jour, ce fut sous la forme d'une négation : pas d'étatisation, déclarait Wildbrand dans *le Vorwaerts* l'Etat doit prendre en mains la propriété et non l'exploitation.

Ce fut en Autriche qu'apparut le premier programme un peu net de socialisation, dû à Otto Bauer. Ce programme commençait par les industries les plus concentrées, par exemple celles du fer et du charbon. Il consistait essentiellement en une administration de l'industrie, complètement indépendante du gouvernement : au sommet de cette administration se trouverait un Conseil représentant tous les intérêts en cause, suivant une formule à étudier.

Les socialistes allemands, alors au pouvoir, se trouvaient dans la nécessité d'agir vite, mais ils ne cédèrent pourtant point aux plus agités d'entre eux. La pensée de la socialisation se porta très vite sur le charbon qui, une fois accaparé par l'Etat, permettrait de se rendre maître de toutes les industries.

Hilferding, dans son rapport sur la socialisation, à la

Conférence d'Empire des ouvriers et soldats, le 20 décembre 1918, déclarait qu'il fallait nationaliser en premier lieu les mines de charbon, pour frapper le capitalisme à son endroit le plus sensible, et que d'ailleurs la tâche était facilitée par la concentration industrielle et la concentration commerciale de cette industrie.

Les troubles causés dans la Ruhr, au début de 1919, par l'agitation politique, eurent pour conséquences des grèves accompagnées de grands désordres.

A ce moment les socialistes, dans le but d'apaiser les ouvriers, firent miroiter le projet de socialisation sous la forme suivante : « La mine aux mineurs ». Ils ne réussirent guère car les désordres augmentèrent d'intensité.

La Commission de socialisation, nommée par le Gouvernement provisoire, poursuivait ses travaux sur les Mines de charbon. Un premier plan fut terminé en février 1919, mais les événements changèrent les dirigeants politiques et les commissions, de sorte que le projet de socialisation fut repris et modifié plusieurs fois.

La loi sur l'économie du charbon.

Le nouveau gouvernement social-démocratique, inquiet de la tournure prise par les événements : grève dans la Ruhr, grève générale à Berlin accompagnée d'émeutes, résolut de faire voter une loi de demi-socialisation, qui pourrait donner satisfaction à la fois au droit de propriété et aux principes socialistes, ou tout au moins apaiser les esprits.

Les projets du Gouvernement vinrent aussitôt en discussion à l'Assemblée Nationale, et furent votés trop rapidement le 13 mars 1919. Ces lois sont généralement appelées lois du 23 mars 1919, date de leur promulgation.

Elles sont au nombre de deux : la loi générale de socialisation et la loi sur l'économie du charbon.

La loi générale de socialisation est très courte et se borne à formuler quelques principes, entre autres celui-ci qui nous intéresse spécialement :

« L'Empire est autorisé par voie législative, et contre juste indemnité, à placer sous un régime économique fondé sur l'intérêt collectif, les entreprises économiques aptes à être socialisées, en particulier les entreprises de récupération des richesses du sol et l'utilisation des forces naturelles. »

Cette loi générale de socialisation ne présente pas grand chose de précis, elle n'affirme même pas la socialisation elle-même.

La loi sur l'économie du charbon autorise l'Empire à réglementer l'organisation économique de l'industrie des combustibles minéraux.

Le contrôle de l'industrie du charbon appartient au Conseil d'Empire du charbon. Les Syndicats groupent les producteurs de charbon, ils sont obligatoires et une Fédération d'Empire des syndicats du charbon (Reich-kolenverband) groupe à son tour tous les syndicats.

Un comité d'experts était prévu pour régler les modalités de la loi, ce qui aboutit au Règlement d'administration publique du 23 août 1919 : ce règlement prévoit 58 membres pour le Conseil d'Empire du Charbon (Reich-kohlenrat), dont 3 représentants les Etats, 15 les exploitants, 15 les mineurs et le reste pour les divers consommateurs.

Ce Conseil doit comprendre trois commissions techniques.

La Fédération d'Empire des syndicats du charbon ainsi que les syndicats sont constitués sous forme de sociétés par actions.

Ils réglementent la production et la consommation du charbon sous le contrôle de Reichkohlenrat.

Le ministre de l'Economie d'Empire possède un droit de veto sur les décisions du Reichkohlenrat; il a le droit d'enquête sur toute industrie et sur tout organisme de vente.

Cette loi sur l'économie du charbon est l'aboutissement logique et la consécration officielle de la politique étatiste que nous avons étudiée à propos de l'histoire du syndicat rhénan-westphalien.

L'Etat prussien voulait en venir au syndicat obligatoire et il l'a enfin obtenu.

La loi sur l'économie du charbon est encore en vigueur aujourd'hui.

Le projet de socialisation intégrale.

Revenons aux projets de socialisation : de nouveaux événements politiques étant survenus en 1919, une nouvelle Commission fut nommée pour étudier derechef la socialisation des mines de charbon. En novembre 1920, un « Projet de socialisation intégrale » fut donné à étudier à une Commission d'entente, nommée après accord entre le Conseil d'Empire du charbon et le Conseil économique d'Empire.

Voici l'essentiel de ce projet :

La Communauté allemande du charbon a la propriété de toutes les mines de charbon et de lignite, elle est autonome.

L'expropriation aura lieu contre indemnité, sur la base du revenu des dix dernières années.

Les organes de cette Communauté sont :

Le Conseil d'Empire du charbon, déjà créé par la loi

du 23 mars 1919, mais augmenté et comprenant environ 100 membres élus, représentant les intérêts les plus divers et déterminant toutes les conditions de marche de l'industrie.

Le Directoire d'Empire du charbon, composé de 5 membres, constitue le pouvoir exécutif et dirige l'ensemble des vingt à vingt-cinq districts miniers. Ces districts possèdent une administration très hiérarchisée.

Les ouvriers et employés doivent participer à la direction des affaires de la Communauté, non seulement par le moyen de leur représentation au Conseil d'Empire du charbon, mais aussi dans chacun des multiples conseils formant les échelons de la Communauté du charbon.

Notons de suite que la Commission d'entente n'est pas parvenue à faire aboutir ses travaux et que ce projet n'a jamais eu de consécration légale. On peut constater sans peine la parenté de ce projet avec le rapport Sankey.

Ce projet allemand de « socialisation intégrale » voulait substituer à des sociétés purement économiques, n'ayant d'autre but que leur réussite économique, une Communauté du type politique, c'est-à-dire une Communauté sans propriétaires. Dans une telle Assemblée, autorité et obligation ne se fixent nulle part, car chacun est responsable vis-à-vis de tous.

Nous remarquons que dans tous ces projets, il n'est pas question de supprimer la représentation professionnelle, ce qui implique au moins une certaine contradiction.

Les projets de socialisation suscitèrent naturellement une vive opposition de la part des propriétaires de mines, à la tête desquels se plaçait Hugo Stinnes. Ce grand industriel a déclaré que l'industrie du charbon ne se prêtait qu'à une syndicalisation commerciale.

Le résultat le plus clair de la demi-socialisation fut celui-ci :

La question des prix du charbon fut l'occasion de dis-

cussions interminables entre le ministre de l'Economie d'Empire (intervenant constamment en vertu de son droit de veto) le Reichkohlenrat et les exploitants.

Lorsque la disette de charbon disparut, le ministre et le Conseil d'Empire, relachèrent un peu la lutte et laissèrent, dans une certaine mesure, aux syndicats d'exploitants le soin de fixer les prix.

Ainsi le Conseil d'Empire du charbon sur lequel on avait fondé les plus grands espoirs, était bien souvent voué à un rôle de pur appareil.

Ce Conseil existe toujours, car c'est le propre des organismes administratifs de subsister bien longtemps, même lorsqu'ils ne sont plus d'aucune utilité.

Actuellement on ne parle plus de nationalisation des mines en Allemagne, et les syndicats de Mineurs allemands eux-mêmes n'en constituent plus le « leitmotiv » de leur politique.

Mines de charbon constituant des entreprises d'Etat.

Nous pouvons terminer ce long chapitre par quelques chiffres, montrant l'importance insignifiante des mines d'Etat dans le monde.

	Année	Production en 1924 en millions de tonnes métriques	Pourcentage du total de l'extraction nationale
Russie	1924	15,9	100
France (Mines de la Sarre) ..	1924	13,8	
Pays-Bas	1924	2,9	50,3

Les mines qui appartenaient avant guerre à l'Etat prussien ont été dénationalisées.

CHAPITRE X

Conclusion.

Au terme de l'étude des solutions nationales, essayons de résumer très brièvement quelques traits essentiels.

Dans deux pays, d'importance très inégale, l'Angleterre et la Belgique, nous voyons les industries houillères subir de profondes transformations.

En Angleterre d'abord, un grand mouvement de concentration technique et commercial a été commencé : quelques étapes ont été franchies mais il reste encore beaucoup à faire. Les exploitants qui, encore en 1927, étaient le plus souvent hostiles à ce mouvement, ont dû céder devant l'intensité et la permanence de la crise; la plupart l'ont fait à contre cœur, mais cependant peu à peu s'est faite chez eux l'idée du sacrifice d'un certain nombre de marchés extérieurs.

La coordination des plans de districts n'est pas encore résolue et c'est là une question essentielle. Tant qu'une organisation commune à tous les bassins houillers anglais ne pourra pas parler et s'engager en leur nom, il sera assez vain de parler d'un accord international.

En tous cas, le fait dominant actuellement est que ce mouvement de concentration est laissé à la libre initiative des exploitants. Le gouvernement se contente de subventionner ces derniers à l'aide de la détaxe des « local rates ».

En Belgique, le mouvement de concentration est plus rapide, ici d'ailleurs le problème est moins vaste et peut se résoudre plus facilement. La question charbonnière qui avait d'abord pris un aspect essentiellement politique, a ensuite évolué et c'est encore à l'initiative des exploitants qu'on s'en est remis. La création du Comptoir de vente des charbons industriels est encore trop récente pour pouvoir porter une appréciation quelconque.

En Pologne, la concentration commerciale est presque réalisée, sur le plan national, par la Convention générale houillère.

La lutte pour la conquête des marchés extérieurs y est engagée à fond, avec l'appui du Gouvernement.

Pour l'Allemagne nous savons que l'unification est faite, et remarquons bien que cette unification est mise à profit pour une manœuvre de dumping de grande envergure, dont les risques sont répartis avec une égalité parfaite entre toutes les mines : c'est là une force redoutable.

En France la question d'un organisme national de vente n'est pas agitée.

En Espagne, une politique énergique de défense a été suivie, et une organisation nationale très stricte de l'industrie du charbon a été imposée.

Quant aux Etats-Unis, il ne faut pas songer à une organisation d'ensemble pour tout le pays. Les ouvriers eux-mêmes y sont opposés.

Nous nous sommes étendus longuement sur la nationalisation du sous-sol. Cette idée est maintenant tout à fait en recul — si l'on excepte l'attitude systématiquement intransigeante des syndicats anglais — et beaucoup de ceux qui avaient été les plus ardents promoteurs de la nationalisation, reconnaissent maintenant qu'elle serait incapable de donner une solution de la crise charbonnière.

D'autre part les politiques gouvernementales des Etats tendent invariablement à favoriser le développement maximum de la production indigène, au moyen de subventions diverses.

Cette politique est diamétralement opposée à celle qu'il faudrait suivre pour supprimer le déséquilibre massif entre la production et la consommation.

Ainsi quelles que soient l'organisation de l'industrie charbonnière d'un pays et la politique commerciale des gouvernements, que les efforts des producteurs soient isolés ou groupés, ou qu'ils soient dirigés par l'interventionnisme d'Etat, ils ont toujours ceci de commun, de ne considérer uniquement que l'intérêt et le développement de l'industrie houillère nationale.

Cet antagonisme fondamental entre les solutions nationales et la solution internationale, est la principale source de toutes les difficultés rencontrées.

QUATRIÈME PARTIE

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LES ENTENTES INDUSTRIELLES INTERNATIONALES

Avant-Propos.

Si l'on recherche les idées émises par les précurseurs de la Société des Nations, soit très en arrière, soit par les précurseurs directs, on ne constate nulle part la préoccupation des questions économiques dans leurs projets d'entente entre les peuples. Ils envisageaient la question uniquement sous l'angle politique sans parler de régler des différends d'autre nature que celle-là.

De même, lors de la rédaction des articles du Pacte par la Commission préparatoire de la Conférence de la Paix, la discussion sur certaines clauses politiques fut parfois extrêmement vive mais ce qui concernait le domaine économique passa tout à fait à l'arrière plan.

Un seul article du pacte, l'article 23 fait une allusion directe à la coopération dans le domaine économique. Il stipule en effet ceci :

Sous la réserve et en conformité des dispositions des

conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les Membres de la Société :

a) b) c) d)

e) prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les Membres de la Société, étant entendu que les nécessités spéciales des régions dévastées pendant la guerre 1914-1918 devront être prises en considération. »

Toutefois si l'on se reporte au Préambule qui s'exprime en ces termes :

« Les Hautes parties contractantes : considérant que pour développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe... (suivent quatre considérants) on constate que l'objet final de la Société des Nations implique nécessairement la coopération dans l'ordre économique et justifie l'œuvre économique accomplie sous ses auspices. »

Il nous apparaît que la coopération économique aurait pu être énoncée expressément dans le Préambule : son rôle, en effet, s'est affirmé au moins aussi important que celui qui était dévolu aux quatre considérants de ce Préambule. Peut-être n'était-ce pas suffisamment évident à ce moment.

Au fur et à mesure que les problèmes se sont présentés, il a fallu créer des organismes et rechercher des méthodes. En général cette organisation a été simple : le tâtonnement du début imposait d'ailleurs cette souplesse et la prudence était de rigueur.

L'organisation économique s'est efforcée de limiter et de circonscrire le plus possible les problèmes dont elle

était saisie, de manière à ne pas se perdre dans des vues trop ambitieuses.

Le désarroi économique et financier d'après guerre était de nature à créer de sérieuses difficultés, et de plus, la solution des questions économiques et financières sur le plan international ne pouvait être donnée sans faire des incursions sur le terrain politique : c'était là un fait nouveau.

La réussite d'un projet quelconque étant subordonnée à l'assentiment général, il était évident d'avance que ce projet devrait comporter de nombreux compromis quitte à contrarier le bon sens.

Toutefois, la continuité assurée de son travail était pour elle un important facteur de succès.

CHAPITRE PREMIER

La Conférence économique internationale de 1927

Préparation.

En 1925, l'Assemblée déclara que le moment lui paraissait venu, pour la Société des Nations, d'aborder dans son ensemble le problème économique.

Le Conseil constitua en conséquence, en décembre 1925, un comité technique préparatoire, à l'image de la vie économique contemporaine, qui avait pour tâche de préparer le programme de la conférence. Un ordre du jour fut élaboré et approuvé ensuite par le Conseil. Ainsi, au cours de 1926 et au début de 1927, de nombreux mémoires furent rédigés et une documentation d'une importance exceptionnelle fut réunie.

C'est dans cet ensemble de travaux que nous avons puisé les renseignements nécessaires à cette quatrième partie de notre thèse. La conférence fut conçue comme une consultation générale où les programmes et doctrines pourraient être exposés librement, sans préoccupation de transformer immédiatement les conclusions en engagements internationaux, ce qui aurait certainement réduit la liberté des discussions.

Elle devait « examiner les difficultés d'ordre économique qui s'opposent au rétablissement de la prospérité

générale et mettre en lumière les meilleurs moyens de surmonter ces difficultés et d'éviter les conflits. »

Cette conférence fut la plus vaste consultation qui ait jamais été organisée, par le nombre, la valeur et la nationalité des représentants qui, bien que délégués par leurs gouvernements, n'étaient le porte-parole d'aucune politique officielle.

La conférence, présidée par M. Theunis, siégea à Genève du 4 au 23 mai 1927. Elle comprenait 194 membres et 157 experts appartenant à 50 pays.

Analyse du rapport final :

Le rapport final de la Conférence comprend les parties suivantes :

- 1° La situation économique actuelle;
- 2° Le commerce;
- 3° L'industrie;
- 4° L'agriculture,

Chacune des trois dernières parties étant accompagnée de résolutions appropriées. Nous ne traiterons pas les rubriques 2 et 4.

I. — La situation économique actuelle.

L'accroissement de la production et de la consommation depuis la guerre n'a pas été accompagné d'un accroissement correspondant du commerce international. En 1925, pour une production de 5 % supérieure à celle de 1913, le volume du commerce n'a atteint que 89 % de celui de 1913. Les symptômes les plus alarmants des difficultés économiques, sévissant surtout en Europe, sont le

chômage, le désordre financier et le déséquilibre entre les salaires et les prix.

La crise industrielle affecte notamment l'agriculture.

Quelques-uns de ces changements sont des résultats directs de la guerre; d'autres avaient commencé à se manifester au début du ^{xx}e siècle, par exemple la création de l'industrie manufacturière dans les pays extra-européens.

Depuis la guerre, les belligérants restent accablés par leurs charges financières.

Il est moins facile qu'autrefois de concevoir l'Europe comme un tout économique, car un nationalisme exagéré s'est affirmé après la guerre et il en est résulté des doubles emplois.

A l'heure actuelle se fait sentir un besoin urgent d'une plus grande liberté des échanges.

3. — Industrie :

La conférence se proposa surtout d'étudier le problème essentiel du coût de production et la possibilité de la réduction des prix de revient. Elle fixa la division suivante :

a) Rationalisation. — Ce néologisme est d'abord défini; ensuite, ses avantages sont mis en valeur sans négliger la sauvegarde des intérêts légitimes des travailleurs. La conférence invite les producteurs à poursuivre activement l'organisation scientifique du travail.

Nous aurons l'occasion de revenir plus tard sur ce sujet à propos des mines.

b) Réunion et échange de renseignements. — Les termes, le cadre et les méthodes d'établissement des statistiques industrielles doivent faire l'objet d'accords

internationaux. C'est un travail de longue haleine et le B. I. T. y collaborera pour sa part.

c) **Ententes industrielles internationales.** — Cette question, qui nous intéresse très spécialement, sera reprise à part après l'étude générale de l'activité de la S. D. N. dans le domaine économique. Notons simplement, pour l'instant, que les cartels industriels sont reconnus par la conférence bons ou mauvais selon l'esprit qui préside à leur constitution et à leur fonctionnement. La publicité est reconnue comme un des moyens les plus efficaces pour empêcher les abus éventuels.

La conférence économique internationale devant le conseil et l'Assemblée.

En juin 1927, le Conseil estima que la Conférence s'était pleinement acquittée de sa tâche et qu'elle avait formulé les principes et les recommandations les plus propres à contribuer à l'amélioration de la situation économique du monde et, notamment, de l'Europe. Après le Conseil, l'Assemblée formula en septembre 1927 le vœu que les gouvernements accueillissent favorablement les recommandations de la conférence.

Pour exécuter le programme de travail de la Conférence, l'organisation économique définitive de la S. D. N. fut établie comme suit :

a) Le Comité économique proprement dit s'occupera spécialement des relations économiques des États et de leur politique économique sous leur aspect international.

b) Des sous-comités d'experts feront les travaux préparatoires.

c) Le Comité Consultatif — qui est une innovation — aura pour objet de suivre l'application des recommandations de la Conférence Économique.

Nous verrons dans la cinquième partie l'activité de ces trois organisations à propos du charbon.

CHAPITRE II

La Conférence économique internationale et les ententes industrielles internationales.

Maintenant que nous avons acquis une idée générale sur l'œuvre économique de la Société des Nations, nous pouvons revenir à l'étude de la situation industrielle qui touche à notre sujet, et montrer comment la Conférence économique internationale a été amenée à traiter la question des ententes industrielles internationales.

Pour la conférence, la situation industrielle est surtout envisagée sous le signe de la crise qu'elle subit; l'énumération détaillée des causes en est faite.

Le défaut d'adaptation de la production à la consommation est particulièrement à noter comme suite des circonstances de la guerre; l'appauvrissement de l'Europe après la guerre a handicapé les industries; la nouvelle répartition de l'outillage industriel a déplacé certains centres industriels.

La guerre a rendu les peuples plus désireux de traiter eux-mêmes les matières premières sur leur territoire; cette tendance à un nouvel équilibre devait être réalisée en même temps que l'équilibre résultant des nouvelles frontières.

Parmi ces causes de crise, certaines ne s'exercent plus,

bien que leurs effets puissent subsister. En particulier, la crise des changes et des monnaies s'est beaucoup améliorée.

D'autres causes doivent être considérées comme permanentes : l'industrialisation des pays neufs, déjà commencée avant guerre, ne paraît pas devoir être arrêtée.

Les facteurs de la crise constitués par la réglementation du mouvement des marchandises et la politique commerciale ou tarifaire ont été longuement étudiés par la commission du commerce. Devant l'impossibilité de traiter toutes les causes de crise qu'elle a énumérées, la Commission de l'Industrie s'est limitée aux questions principales.

« Elle a pris comme problème central celui de savoir comment l'on pourrait réduire les frais de production et, par conséquent les prix, en vue d'obtenir un meilleur équilibre entre la capacité de production et la demande, sans compromettre les intérêts de la consommation et de la main-d'œuvre. »

Le premier de ces problèmes est la rationalisation : il intéresse beaucoup l'industrie du charbon et les exploitants de la Ruhr ont montré ce qu'on pouvait en tirer. Nous aurons à en parler à plusieurs reprises, notamment à propos des remèdes à apporter à la crise charbonnière.

La conférence a examiné avec le plus vif intérêt la question des ententes industrielles internationales, qui est tout à fait à l'ordre du jour. Cette question nous fait entrer dans le vif de notre sujet et avant de faire connaître l'opinion de la conférence, il nous paraît indispensable de donner un aperçu sur les documents préparés sur les cartels, les trusts, le dumping et les incidences sociales qui en sont la conséquence. Ces documents ont été nécessairement les bases de la discussion sur les ententes industrielles internationales.

SECTION I

Les cartels et les trusts.

Les considérations suivantes ont été relevées dans les mémorandums rédigés par M. Paul de Rousiers et le docteur Kurt Wiedenfeld.

Les ententes entre producteurs sont un phénomène entièrement nouveau, dû au merveilleux essor des communications, essor qui a ruiné définitivement les combinaisons réservant une clientèle déterminée à une industrie déterminée. Ces ententes sont l'effet de la libre volonté des producteurs, mais ces producteurs y ont été amenés par la règle générale de l'interdépendance des industries.

Les entreprises industrielles modernes se caractérisent aujourd'hui par leur importance et, d'une façon générale, lorsqu'une rupture d'équilibre économique se produit, c'est dans le sens de la surproduction qu'elle se manifeste. Dans certaines industries, où le travail mécanique est extrêmement développé, cette tendance à produire trop est souvent permanente : l'accroissement énorme des moyens de communications a toutefois permis l'écoulement lointain des produits. Le manque d'éducation des consommateurs est bien souvent un facteur important d'une crise.

Les ententes entre producteurs trouvent donc leur origine dans la nécessité économique. Les différentes formes de cartels et de trusts sont fort nombreuses et leur évolution est toujours en cours.

En fait, c'est surtout aux États-Unis avec les trusts et en Allemagne avec les cartels que le mouvement de concentration a été le plus intense.

Les cartels (conventions, conférences, syndicats) et les Trusts (entreprises mixtes, communautés d'intérêts, trusts proprement dits) s'efforcent par des moyens différents de lutter contre la désharmonie régnant entre la production et la capacité d'absorption du marché, contre les fluctuations de prix, et essaient de maintenir l'utilisation constante et régulière des installations.

Le cartel diffère profondément du Trust : le premier a pour fin la domination du marché, le second tend à se rendre indépendant du marché. Le cartel est seulement organisé en vue du marché. Le trust tend à la fusion.

La gradation des contrats de cartel est la suivante :

Limite des prix de vente, convention de prix avec contingentement et enfin syndicat doué de la personnalité juridique.

Le Trust présente beaucoup plus de diversité : l'entreprise mixte groupe, en une seule personne juridique, plusieurs établissements comprenant plusieurs échelons successifs complémentaires : de là, les combinaisons horizontales et verticales. Les communautés d'intérêts organisent seulement la compensation des bénéfices. Les « Holding Societies » ou sociétés de portefeuille absorbent tout le capital des entreprises membres et émettent des parts sociales propres.

Les Trusts américains.

L'étude de ces Trusts n'offre pas un intérêt essentiel pour notre question du charbon, car il ne peut être question de pareils phénomènes dans l'industrie charbonnière, soit pour donner une organisation nationale, soit même seulement pour rassembler une fraction notable de la production d'un pays. L'exemple de la tentative d'inté-

gration de l'industrie américaine de l'anthracite par les Compagnies de Chemin de Fer est là pour le prouver.

Les grands Trusts américains, si puissants qu'ils aient été, ne sont jamais parvenus à monopoliser toute l'industrie du pays. Tels sont la « Standart Oil Co » pour le pétrole, le « Steel Trust » pour la métallurgie et le « General Motors Corporation » pour l'industrie mécanique, qui sont arrivés à concentrer entre leurs mains au maximum 70 % de la production et ne s'y sont d'ailleurs pas maintenus.

D'ailleurs, ces trusts ont vu leur puissance diminuer le jour où ils n'ont plus été à même de tourner à leur profit certaines défaillances des pouvoirs publics, comme cela s'est passé à l'égard des chemins de fer.

Ils ont trouvé leur force bien souvent, non pas dans la domination du marché, mais dans l'abaissement du prix de revient qui en est résulté. Ceci est surtout vrai pour le « Steel Trust ».

Résumons les résultats des Trusts en ces deux propositions :

La concentration n'aboutit pas normalement au monopole de fait.

La concentration dans sa forme la plus durable n'est pas, loin de là, une entrave au commerce.

En tous cas, à la base de ces formidables organisations se trouvent l'esprit ambitieux et la mégalomanie des grands capitaines de l'industrie américaine.

Les Cartels allemands.

Les premiers cartels allemands s'étaient constitués sous la menace de la surproduction. Un exemple caractéristique a été celui du « Kalisyndikat », constitué pour

parer au danger de la surproduction de potasse. En effet, les gisements de sels potassiques sont très riches et très nombreux en Allemagne; les Mines de Stassfurt, les premières exploitées, ont bénéficié d'un monopole immédiat. Les propriétaires s'étaient fortement groupés pour décourager la création d'autres entreprises et limiter leur production. Le Cartel ainsi formé fit des efforts méthodiques et fructueux pour chercher aux États-Unis des débouchés à la potasse allemande. Il s'ensuivit une augmentation de production qui allait un peu à l'encontre du but primitif du cartel. D'ailleurs le dumping était organisé et les agriculteurs allemands en faisaient les frais.

D'autre part, les efforts des nouveaux concurrents de la potasse, en Allemagne même, auraient certainement brisé le cartel si le Reich n'avait pas rendu le syndicat obligatoire en 1910.

Nous ne reviendrons pas sur l'étude de la concentration dans l'industrie charbonnière allemande qui a été étudiée dans la troisième partie.

Une évolution toute pareille aux précédentes se présente dans l'industrie métallurgique et la construction mécanique.

Les usines tard-venues avaient été installées avec les derniers perfectionnements et sur une grande échelle, d'où engorgement du marché allemand en fonte, acier, demi-produits et machines. De nombreux cartels se formèrent dans le but de limiter la production, mais peu à peu leur activité se tourna vers l'élargissement de leurs débouchés.

Certaines entreprises sont ainsi venues à prendre la forme de Trusts. L'industrie chimique a donné lieu à des cartels nombreux et variés ayant surtout pour objet des conventions de prix.

Les usines de fabrique d'aniline ont créé récemment,

sous la forme de société anonyme, une nouvelle entreprise mixte d'une puissance formidable : « La Communauté d'Intérêts de l'Industrie des matières colorantes » (I. G. Farben Industrie).

Il est curieux de constater que l'Industrie chimique est peut-être la branche de l'industrie dans laquelle la concurrence a presque complètement disparu.

L'industrie textile est caractérisée par l'existence d'une infinité de cartels aux liens assez lâches.

Dans l'ensemble, on constate que le mouvement de cartellisation s'est étendu et dans certains cas (métallurgie et industrie chimique) a évolué vers les trusts dans le genre du « Steel trust » scientifiquement organisé. Tout ce mouvement tend à la rationalisation de l'industrie, poursuivant l'abaissement du prix de revient. L'avenir paraît être plutôt aux organisations libres qu'aux ententes obligatoires. Quoiqu'il en soit de cette tendance le Docteur Kurt Wiedenfeld affirme que l'entreprise individualisée donne encore de nos jours à la vie économique allemande sa physionomie et sa couleur propres.

L'Angleterre.

Il n'est pas toujours facile de saisir les manifestations de la concentration commerciale en Angleterre. En effet, l'exportation organisée depuis longtemps, facilitée par l'existence d'un grand empire colonial et par sa puissance financière, joue constamment le rôle d'une soupape par rapport à la surproduction. « Cela est surtout frappant dans l'industrie houillère où des essais ont pu être tentés, mais n'ont jamais abouti que temporairement et localement. » (Notons que ceci a été écrit au début de 1927). En général, en Angleterre, c'est tout l'un ou tout l'autre :

indépendance ou fusion. On rencontre de fortes intégrations dans l'industrie métallurgique et l'industrie textile, et plus récemment dans les usines chimiques.

Un trait dominant de l'économie anglaise est encore, actuellement, le rôle de l'entrepreneur qui se borne exclusivement à la fabrication proprement dite; les opérations commerciales sont entièrement laissées à des maisons spéciales de commerce..

Ceci peut s'appliquer particulièrement au charbon jusqu'en 1927.

En tous cas, la politique libre échangiste rend inconcevable l'esprit de domination d'un groupement économique quelconque.

Les entrepreneurs consentent tout au plus à des conventions de prix assez élastiques, mais, en général, ils refusent de conclure des ententes qui touchent au domaine de la fabrication.

C'est là un reste de l'esprit technique empirique de l'industrie anglaise, qui a été longtemps « l'atelier du monde » et s'occupait aussi peu que possible du marché, laissé aux commerçants.

La France.

Les comptoirs français s'apparentent aux comptoirs allemands mais avec un caractère de modération et de mesure.

On les rencontre principalement dans la métallurgie et dans ce cas ils ont eu dès l'origine le but d'augmenter la consommation.

Citons le Comptoir métallurgique de Longwy (aujourd'hui disparu) les comptoirs des poutrelles, des tôles et des rails, formés au début ou au cours de l'essor pro-

digieux du bassin de Briey et dont ils ont contribué à augmenter le rythme d'accroissement.

Pour toute la métallurgie, le Comité des Forges possède une puissance politique et économique considérable.

Le docteur Wiedenfeld estime que le caractère particulier de l'entrepreneur français est sa prudence et sa tendance à éviter tout engagement limitant sa liberté d'action.

L'importance des cartels et des trusts au point de vue de l'économie nationale.

Le désir de maintenir son bénéfice au taux le plus élevé prime chez l'entrepreneur ou le groupe d'entrepreneurs le désir de dominer ou de se rendre indépendant du marché.

En ce qui concerne le coût de production, les trusts rigoureux paraissent supérieurs aux cartels, car ils sont armés pour pouvoir faire disparaître deux de leurs établissements qui sont les moins improductifs. D'autre part, les membres d'un cartel ont toujours tendance à se soustraire aux obligations de ce cartel.

Il s'agit de savoir quel usage va faire l'entrepreneur du renforcement de sa situation, notamment en ce qui concerne les prix.

Pour la formation des prix, l'action des ententes a pour effet d'empêcher l'avilissement des prix en période de crise, mais en contre-partie des enquêtes menées dans les grands pays industriels ont montré qu'en période de hausse, leur action est exactement inverse et ne laisse pas trop monter les prix.

En somme, les courbes de prix deviennent plus régulières et c'est là un résultat essentiel. La stabilité des

prix rejette au second plan la question du niveau absolu des prix.

En ce qui concerne la production, on a vu par plusieurs exemples que les cartels et les Trusts avaient tendance à l'augmenter, mais pas d'une façon désordonnée : ils recherchent méthodiquement de nouveaux débouchés.

La formation des cartels allemands, la création d'un tarif unifié des transports, la réglementation systématique de la Reichsbank datent d'une même époque qui a marqué le point de départ d'un mouvement ascensionnel assez régulier et dépourvu de toute crise profonde : ce n'est certainement pas là une simple coïncidence.

Les ententes industrielles internationales.

Jusqu'à présent, nous n'avons vu que des concentrations à l'intérieur d'un pays donné; passons maintenant en revue les engagements s'étendant à plusieurs nations, c'est-à-dire aux ententes internationales.

Elles ne sont le plus souvent que des accords entre les groupements nationaux déjà constitués, donc des élargissements d'ententes nationales.

La surproduction, dans certains cas, peut survenir sur le marché mondial pour des produits de grande consommation, d'où le besoin de s'entendre. Avant la guerre, le nombre de cartels internationaux était d'une centaine environ d'après Liefman.

Les plus importants étaient les syndicats du zinc et du plomb, les cartels internationaux des rails et des tubes, les Etats-Unis étant en dehors de ces deux derniers cartels.

Les liens de ces cartels étaient très lâches.

Les syndicats internationaux jouissant d'un monopole sur le marché mondial sont relativement rares :

citons le syndicat franco-allemand de la potasse, le syndicat du cuivre et celui des diamants; pour l'Europe existent le cartel des rails et celui des tubes.

L'exemple le plus récent d'entente européenne, et qui est en même temps la plus vaste manifestation de ce phénomène, nous est présenté par l'entente internationale de l'acier conclue le 20 septembre 1926 entre la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Cette entente paraît répondre à la nécessité de mettre de l'ordre dans la marche progressive des industries métallurgiques et d'empêcher les abus du Dumping.

Nous reviendrons sur ce sujet dans notre cinquième partie.

Dans l'industrie des transports maritimes, les ententes internationales sont dans la nature même des choses. Ici le régime des douanes ne peut pas jouer. La convention de Genève de 1923 a amorcé le mouvement d'entente.

Pour les services maritimes réguliers, il s'agit plus d'éviter le gaspillage que la surproduction; des ententes ont déjà été conclues.

En ce qui concerne les trusts internationaux, ils n'établissent, en général, que des liens très lâches entre leurs membres.

Les deux grands trusts pétroliers, le trust suédo-nord-américain des allumettes, le trust hollando-allemand de la margarine sont des exceptions par le resserrement de leurs liens.

L'importance des ententes internationales du point de vue international.

Les ententes industrielles internationales changent, non seulement l'ampleur, mais aussi la nature du problème.

Les cartels internationaux sont trop nombreux pour qu'on puisse porter un jugement sur leur activité, en sorte que pour se former une opinion « il est nécessaire de se livrer à des considérations abstraites ».

Nous pouvons voir ainsi que les difficultés sont grandes en raison de la distance des marchés, de la différence des lois et principes économiques suivant les pays, de l'égoïsme des États qui se réservent le droit d'exercer par tous les moyens une influence décisive sur les rapports économiques de leurs pays avec l'étranger.

Au premier rang de ces difficultés se place pour beaucoup de produits la question de protection douanière. Le mémorandum du docteur Wiedenfeld s'étend beaucoup sur ce sujet, mais nous ne jugeons pas utile de le suivre dans cette voie, car la question douanière est presque partout à l'arrière-plan en ce qui concerne le charbon.

SECTION II

Les ententes industrielles internationales et leurs conséquences sociales.

Nous avons vu, à la fin de la première partie, l'importance considérable de la question sociale pour l'industrie charbonnière... Le régime des ententes, appliqué à cette industrie, aurait donc des incidences sociales dont il est bon de se rendre compte par avance.

Le mémorandum de M. W. Oualid, Professeur d'Économie Politique à la Faculté de Droit de Paris, a précisément étudié les conséquences sociales des ententes industrielles internationales. Nous en ferons l'analyse, sans toutefois nous préoccuper, pour l'instant, de l'appliquer

spécialement à l'industrie houillère, ce qui sera fait dans la cinquième partie.

Les bienfaits de l'organisation industrielle, opposés aux méfaits de l'anarchie, sont à peu près universellement reconnus.

Les dangers sociaux qui en résultent méritent une attention toute particulière. Deux catégories de classes sociales risquent de subir les conséquences fâcheuses de ces ententes :

1^o Les travailleurs employés dans les industries faisant partie de l'entente;

2^o Les consommateurs des produits de ces industries.

1^o Les travailleurs.

Les travailleurs paraissent avoir beaucoup moins à redouter les ententes industrielles que les consommateurs. Trois effets peuvent être envisagés :

a) **L'abaissement du salaire et du « Standard of life ».** Ce danger est peu vraisemblable et même l'exemple des États-Unis tendrait à prouver le contraire : dans les entreprises très concentrées, toutes les conditions de travail ont été étudiées avec le plus grand soin et le profit de l'augmentation de la production qui en est résulté a été réparti entre tous. Les méthodes de rémunération ont été humanisées.

En somme, on a lieu de supposer que la plus-value obtenue par les industries groupées profiterait à l'ouvrier.

b) **La lutte contre le syndicalisme; l'obtention de mesures législatives et d'une politique hostile aux associations ouvrières.** Le pouvoir industriel réuni en quelques mains, paraît apte à une telle offensive,

et à restreindre l'action ouvrière au cadre strictement professionnel. Cela paraît fort possible et cependant, l'expérience prouve le contraire : les industries les plus concentrées sont celles où, en général, le syndicalisme est le plus développé, où les contrats collectifs sont les plus compréhensifs et les mieux observés.

D'ailleurs, les travailleurs qui poursuivent l'internationalisation de la main-d'œuvre ne doivent pas s'opposer à la même tendance pour la production. L'organisation a des mérites généraux d'application à toute la vie économique.

D'autre part, la partie XIII du Traité de Versailles constitue dès à présent une garantie contre les atteintes possibles à la vie syndicale.

c) **Le chômage consécutif à la rationalisation** : Cette éventualité est probable. La Fédération syndicale d'Amsterdam exprime cette crainte et l'étaye sur les résultats de la rationalisation en Allemagne, notamment dans l'industrie du charbon et l'industrie chimique.

C'est là une rançon sociale de tout progrès industriel et elle est inévitable, au moins passagèrement. Ce risque n'est d'ailleurs pas spécifique des ententes internationales.

Il serait bon d'avertir longtemps à l'avance les ouvriers de l'éventualité du chômage et de prévoir des mesures d'indemnisation.

2° **Les consommateurs.**

La protection du consommateur est au point central du problème. La très grande variété des matières livrées aux consommateurs entraîne une certaine variété des phénomènes. Les uns sont des produits industriels

« Standardisés » et répandus dans le monde; les autres sont des produits naturels géographiquement localisés (pensons au charbon). Pour les uns et les autres, l'entente a pour objet de modifier comme elle le veut les conditions de répartition.

Lorsque les produits donnent lieu à des transformations étagées, on assiste alors entre les industries coalisées aux divers échelons, à une lutte de syndicat à syndicat, d'entente à entente. Un exemple typique est celui de la fédération des associations des maîtres filateurs et manufacturiers de coton contre l'omnipotence des producteurs et marchands américains.

On constate que le consommateur est bien souvent isolé contre des ententes superposées qui, sans doute sont opposées et se neutralisent dans une certaine mesure, mais son susceptibles aussi à un moment donné de se grouper contre lui.

3^o Quelles mesures faut-il prendre à l'égard des ententes industrielles internationales ?

Certaines mesures radicales tendent à nationaliser toutes les grandes entreprises; ces mesures, d'une réalisation immédiate impossible, ne seront pas envisagées. Elles supposeraient, en effet, un nivellement dans les idées, les faits et les institutions, dont nous sommes encore fort loin. D'ailleurs, le cadre national seul serait insuffisant et la question serait déplacée et non résolue.

Il faut donc s'en tenir aux mesures actuellement possibles, à savoir transporter sur le plan international les mesures déjà existantes nationalement, et créer des unités nationales industrielles là où elles n'existent pas.

La Société des Nations, en intervenant, se heurterait à de grosses difficultés.

Le temps n'est pas encore bien loin où les États distribuaient des primes à l'exportation à leurs producteurs, au détriment de leurs consommateurs nationaux. Le contrôle commun et la répression pénale internationale ne sont pas choses faciles à réaliser.

Les moyens à employer pour parvenir à ce but peuvent se classer ainsi, théoriquement, par ordre de gravité décroissante :

1° L'interdiction et la restriction des ententes;

2° Leur réglementation et leur contrôle.

3° La répression des contraventions et la sanction des engagements contractés et des mesures prescrites.

L'interdiction pure et simple est vouée à l'échec. Le « Sherman anti-trust Act » de 1890 en est la preuve : par la brièveté et l'imprécision du texte, il a abouti au « Gouvernement des Juges ».

L'Allemagne n'a jamais songé à interdire ses cartels.

L'article 419 du Code Pénal français est désormais considéré comme périmé dans la mesure où il permet de punir le seul fait de la coalition.

Un vaste mouvement législatif, englobant tous les pays où le problème se pose, tend à l'unification de la distinction entre « les bons et mauvais truts ». Le contrôle peut être double : il peut émaner des particuliers, sous forme de syndicats, coopératives de consommateurs, etc... et des pouvoirs publics pour le champ d'action interdit aux particuliers, même associés.

On en arrive ainsi à élaborer le programme suivant :

1° Définition des ententes industrielles internationales, ou plus exactement précision des indices auxquels on les reconnaîtrait. Il faudrait notamment fixer l'importance de l'entente par rapport à la produc

tion totale et adopter un minimum de 75 à 80 % par exemple.

2° Mesures préventives. La publicité est un critérium très important des bonnes ententes, et la clandestinité le pire des inconvénients. Ainsi aux États-Unis, la loi Webb Pomerene de 1918 oblige les associations faisant uniquement de l'exportation à une déclaration écrite et contrôlée à la Commission fédérale du Commerce. Une cinquantaine de cartels de ce genre sont déjà enregistrés.

La loi anglaise d'août 1919 confère au Board of Trade le pouvoir de recourir à « tous les moyens d'information sur la nature, l'étendue et le développement des trusts, sociétés, firmes, combinaisons, ententes et arrangements relatifs aux mines, à l'industrie, au commerce. etc... ayant pour effet le contrôle des prix. etc... »

Une loi norvégienne de 1921 institue la déclaration obligatoire des groupements susceptibles d'exercer leur influence sur le marché, avec un grand luxe de détails. Un conseil de surveillance est nommé, à cet effet, avec des pouvoirs très étendus.

En France, dans le même ordre d'idées, un projet de loi de juin 1923 a été présenté, mais seule la partie relative à la répression de la spéculation illicite a été adoptée.

L'exposé des motifs de ce projet indique que les coalitions délictueuses prévues par l'article 419 du Code pénal et les ententes ayant pour but la bonne harmonie du marché seront nettement différenciées. Il faudrait instituer l'obligation d'une déclaration préalable, sanctionnée par une amende le cas échéant.

Dans toutes ces dispositions, parmi lesquelles les norvégiennes sont les plus précises, on voit que ce sont les associations elles-mêmes qui se déclarent et c'est là un moyen d'éviter une définition délicate.

L'Australie a également établi la présomption de culpabilité pour les monopoles nuisibles, mais renversent cette présomption par le seul fait d'une déclaration facultative.

En résumé actuellement, toute entente internationale, valablement déclarée et enregistrée, serait déclarée licite.

3^o Mesures et organes du contrôle. — Quelque soin que l'on prenne pour préciser la notion d'ententes internationales, les discussions et les plaintes sont inévitables; il serait bon d'envisager dans chaque pays un contrôle, selon des méthodes identiques, pour ne pas rompre l'égalité et la réciprocité de traitement des nations intéressées. D'où la création d'organismes et de tribunaux spéciaux à prévoir pour les cartels et ententes.

La première de ces organisations est la Federal Trade Commission, instituée aux États-Unis en 1914, et chargée d'empêcher les personnes, associations ou sociétés de faire emploi de méthodes déloyales de commerce. Cette commission joue un double rôle : celui de juridiction du premier degré pour les contraventions aux lois sur la concurrence déloyale, et celui d'expert technique pour les juridictions judiciaires éventuellement saisies de ces questions.

La Federal Trade Commission, qui a, entre autres, participé à la mobilisation économique pendant la guerre, a déjà fait œuvre importante de jurisprudence concernant surtout les pratiques frauduleuses, déloyales ou restrictives de la concurrence.

Au Canada, une loi de 1919 a créé une Commission de Commerce chargée de l'application de la loi sur les coalitions et les prix raisonnables.

En Grande-Bretagne, la loi provisoire de 1919, mais renouvelée depuis, a conféré au Board of Trade le soin

de recueillir toutes informations nécessaires sur la nature, l'extension et le développement des trusts, sociétés, etc., ayant pour objet la réglementation des prix, l'a investi du droit de procéder à des enquêtes. Un Tribunal a été constitué pour juger ce genre de questions.

L'Allemagne présente aujourd'hui la législation effective la plus perfectionnée. Une ordonnance de novembre 1923 a organisé un contrôle officiel sur les grandes coalitions capitalistes.

Cette ordonnance reconnaît et apprécie les mérites des cartels, mais veut vérifier leurs agissements par un Tribunal spécial des Cartels. Les syndicats, institués en vertu d'une loi lui échappent seuls (charbon, potasse, etc...). Le Tribunal a compétence pour déterminer si l'activité d'un cartel est de nature à mettre en péril l'économie nationale ou le bien public.

Il a déjà manifesté sa volonté de protéger les faibles contre les plus forts.

En Scandinavie, il existe également des organismes spéciaux de contrôle et de juridiction pour les groupements d'entreprises. En résumé, l'interdiction inopérante tend à être remplacée par la réglementation, par le contrôle et la répression, le tout aidé par la publicité. L'activité d'une entente suspecte est beaucoup plus surveillée que sa forme juridique, et la publicité fait présumer la licéité.

Des organismes administratifs, techniques ou judiciaires, sont chargés du soin de contrôler les actes des ententes. Ces organes statuent en fait et en équité, tenant surtout compte de l'intérêt public.

Un fait remarquable est le suivant : aucune législation ne prévoit spécialement la protection des travailleurs. On juge probablement que l'organisation syndicale des travailleurs est suffisamment forte pour se défendre elle-

même, et que, au contraire, le consommateur est généralement isolé et sans défense.

Etude d'un programme d'action de la Société des Nations.

Les organisations décrites ci-dessus nous fournissent les linéaments des mesures à prendre par la Société des Nations.

Ces projets de mesures pourraient être envoyés aux États intéressés et être conçus dans la forme suivante :

Une sorte d'exposé des motifs, placé en tête du projet, indiquerait l'esprit dans lequel il serait tenté d'apporter des règles uniformes au nombre toujours croissant des ententes industrielles internationales.

Le but est d'obtenir l'ordre et l'harmonie dans la vie économique.

Les mesures d'interdiction sont écartées, et c'est dans la voie de la liberté qu'il faudrait rechercher une solution.

S'inspirant des précédents déjà créés dans les grands pays industriels, voici ce que seraient les grands traits de ce projet :

- I. — Reconnaissance officielle par la déclaration au Secrétariat de la S. D. N.
- II. — Le défaut de déclaration fait présumer l'illicéité, et, dans ce cas, des mesures d'enquête sont prévues.
- III. — Dans tous les États, il est créé des organes de contrôle locaux qui seraient en rapport avec leur gouvernement. Ils pourraient prendre eux-mêmes certaines mesures ou en référer à la S. D. N. par l'intermédiaire de leur gouvernement.

- IV. — Ces organes de contrôle comprennent des techniciens de l'ordre administratif, des membres patrons et ouvriers et des représentants de consommateurs.
- V. — Un système d'enquêtes est organisé, comprenant de nombreuses statistiques, pour pouvoir se rendre compte de la situation à tout instant.
- VI. — L'organe central de la S. D. N. est composé d'après des bases analogues à celles des organes locaux et en collaboration avec le B. I. T.
- VII. — Cet organe assurerait la procédure prévue à l'article 2, l'instruction des plaintes et enjoindrait des mesures à prendre le cas échéant.
- VIII. — En cas de contestations ou de refus de céder aux injonctions des organes de contrôle, une procédure d'instance est prévue devant la cour permanente de justice internationale.
- IX. — Enfin, pour compléter cet ensemble, des moyens répressifs sont prévus : ils pourraient s'inspirer des articles 409 et suivants du Traité de Versailles.

En somme, ce projet essaie d'uniformiser les législations nationales sur les ententes industrielles et commerciales, pour unifier les conditions de concurrence commerciale et cela, en tenant compte, dans la mesure du possible, de tous les intérêts légitimes en cause.

CHAPITRE III

Opinions de la Conférence économique internationale et de l'organisation économique de la S. D. N. sur les ententes industrielles internationales et sur les questions pouvant s'appliquer à l'industrie ou au commerce du charbon.

La Conférence économique internationale.

Nous avons maintenant terminé l'analyse succincte des mémorandums traitant de la concentration industrielle sous ses diverses formes et de ses nombreuses conséquences. Cette documentation, d'une si grande valeur, a permis à la C. E. I. d'exécuter son programme sur des bases solides et nous allons voir quel profit elle a pu en tirer.

La conférence affirme porter le plus vif intérêt à la question des ententes industrielles internationales, à cause des intérêts qu'elles affectent et du mouvement suscité par elles dans l'opinion publique. Elle n'a pas cru devoir poser de principes ni prendre un parti quelconque vis-à-vis de ces ententes : elle enregistre leur développement et considère que l'esprit peut en être bon ou mauvais suivant la mesure dans laquelle leurs dirigeants s'inspirent de l'intérêt général.

La conférence constate que ces ententes nécessitent une concentration préalable des industries et une fabrication massive des produits, et qu'elles ne sont pas le seul moyen de parer à une crise. Elle exprime l'opinion que « dans certaines conditions et sous certaines réserves » les possibilités de rationalisation, à la suite d'ententes, permettent de mettre un frein aux concurrences anti-économiques, et de réduire les maux résultant des fluctuations de l'activité industrielle.

Comme avantages, on peut signaler une plus grande stabilité d'emploi de la main-d'œuvre et la réduction des prix de revient.

A cet égard, certaines ententes sont utiles tant aux producteurs qu'aux consommateurs. Par contre, les ententes peuvent encourager les tendances monopolisatrices, les méthodes commerciales malsaines et devenir ainsi dangereuses.

La conférence estime absolument nécessaire d'empêcher une hausse artificielle des prix et de tenir compte des intérêts de la main-d'œuvre.

Les ententes ne doivent pas restreindre l'approvisionnement.

Elles ne doivent pas non plus porter atteinte à l'armature économique indispensable à toute nation, ni cristalliser la technique.

La question du contrôle juridique des ententes est à examiner : les mesures législatives ou administratives n'existent que dans un nombre limité de pays. Chaque gouvernement doit envisager les mesures propres à son pays, mais ne doit pas témoigner envers les ententes d'une prévention *à priori*.

L'institution d'une juridiction internationale ne paraît guère possible maintenant à cause des divergences d'ordre national et constitutionnel. Il faut remarquer

que les tribunaux de chaque pays ont autorité sur les ententes internationales, lorsqu'elles agissent sur le territoire national.

Le recours volontaire à l'arbitrage est à encourager.

En tout cas, la Société des Nations a le devoir de suivre de près ces formes de coopération industrielle internationale et de recueillir la documentation y relative. Finalement la conférence recommande très fortement la publicité, comme un des moyens les plus efficaces, pour éviter les abus.

Comme on le voit, l'attitude de la conférence est tout à fait hésitante et elle se défend de vouloir intervenir en pareille matière. Elle reconnaît l'importance énorme de la question des ententes industrielles internationales et se propose tout d'abord de suivre ce mouvement de près.

Première session du Comité Consultatif en mai 1928.

Le Comité constate qu'au cours de l'année écoulée, certains pays ont pris une attitude plus favorable à l'égard des cartels, ce qui a permis de conclure de nouvelles ententes industrielles.

Cependant il reconnaît que jusqu'ici rien n'a été tenté pour soumettre à un examen international les effets de ces arrangements.

En ce qui concerne l'industrie, le Comité confesse que la question a été laissée provisoirement de côté, car l'organisation économique de la S. D. N. a décidé de concentrer tout d'abord son attention principalement sur les questions de politique commerciale. C'est pourquoi rien n'a été fait au sujet des ententes industrielles.

Le Comité a pris connaissance d'un document sur

l'œuvre de l'organisation économique pendant l'année : ce document invite expressément le Comité Consultatif à poursuivre l'œuvre de la Conférence économique sur les ententes, en donnant son avis sur la meilleure façon de mettre à exécution ses décisions.

La question est reconnue à nouveau fort difficile mais d'une importance essentielle. Le Comité pense que ce qu'il y a de mieux à faire, pour l'instant, est d'étudier l'évolution de ces formes d'organisation et le cadre juridique dans lequel cette évolution s'est produite. C'est donc là un travail d'analyse et de classification des plus importantes ententes industrielles internationales.

Le Comité Consultatif rappelle le texte de la recommandation de la conférence économique et, en conséquence, recommande lui-même au Conseil d'inviter l'organisation économique de la Société des Nations à procéder à toutes consultations nécessaires sur les points suivants :

1^o La matière et la nature des ententes industrielles et des cartels internationaux, ainsi que leur importance au point de vue économique international;

2^o Le statut, les formes juridiques de ces ententes industrielles et cartels, ainsi que la législation à laquelle ils sont soumis;

3^o La publicité dont ils ont été l'objet.

Ainsi, le Comité ne veut pas faire intervenir actuellement la S. D. N. dans les ententes et il ne déclare pas non plus l'urgence d'une intervention. La question est remise à une date indéterminée : il faut d'abord être complètement informé.

L'Assemblée de la S. D. N. en 1928.

Devant le peu de progrès fait au sujet des ententes, l'Assemblée a cru devoir exprimer un vœu destiné à

encourager l'activité de l'organisation économique dans cette voie. Voici le texte de ce vœu :

« L'Assemblée espère que l'organisation économique sera en état d'activer dans le cadre des recommandations de la conférence économique internationale et du Comité Consultatif, l'étude de certains aspects du problème des ententes industrielles internationales, en particulier le statut, les formes juridiques de ces ententes, ainsi que la législation à laquelle elles sont soumises et la publicité dont elles font l'objet. »

Certains aspects ont donc été laissés provisoirement de côté, à savoir la rubrique 1^o page 275 énoncée par le Comité Consultatif.

L'Assemblée a sans doute estimé que la question de la matière et de la nature des ententes industrielles n'offrait pas d'intérêt immédiat, et qu'il valait mieux restreindre les limites actuelles des recherches.

Session du Comité Economique en octobre 1928.

En exécution du vœu de l'Assemblée, le Comité a fait appel à l'activité de chacun de ses membres, en demandant dans le plus bref délai possible :

1^o Une liste des ententes internationales auxquelles, à sa connaissance, les industries de son pays sont participantes, et toutes les précisions qu'il pourra réunir en ce qui concerne leur objet, leur nature, leur statut et leurs formes juridiques.

2^o Un exposé de la conception actuelle qui prévaut dans son pays au sujet des ententes industrielles, et qui s'exprime, non seulement par les textes de la législation en vigueur, mais aussi par la jurisprudence qui a assuré et

adapté progressivement l'application, ainsi que par les pratiques administratives à l'égard de ces ententes.

Le Comité économique estime donc que dans certains pays, le développement économique et les nécessités pratiques ont influé à ce point sur les interprétations des dispositions légales, qu'une étude comparative de ces législations paraît beaucoup moins fructueuse que celle des conceptions diverses sur les ententes, ce qui revient à en étudier la « matière et la nature » comme l'avait conseillé le Comité Consultatif. Ainsi, le Comité Économique ne s'en tient pas uniquement au vœu de l'Assemblée qui n'avait pas retenu spécialement cet aspect de la question.

Une nouvelle documentation est prévue et cette documentation doit encore être soumise à des spécialistes du problème des ententes, pour recueillir les avis les plus autorisés.

Devant un tel accroissement de travail, le Comité avoue qu'il se voit obligé de demander la collaboration de savants ou de praticiens pour accélérer le rythme des études.

La procédure suivie par l'organisation économique peut paraître un peu longue, en ce qui concerne les ententes industrielles internationales; mais il faut reconnaître la méthode avant tout. Cette méthode consiste à opérer avec la plus grande prudence et à ne formuler des recommandations qu'en s'appuyant sur une documentation indiscutable.

Connaître à fond les éléments d'un problème, c'est déjà l'avoir à moitié résolu.

CHAPITRE IV

Opinions diverses et Conclusion.

Nous avons parcouru rapidement les étapes de l'œuvre économique de la Société des Nations en commençant par l'examen de l'article 23 et du Pacte, bien modeste il est vrai, mais qui devait prendre par la suite une importance si considérable. Sa brièveté n'est plus en rapport actuellement avec le formidable programme économique qui a été mis sur pied.

Vers 1925, naquit l'idée d'échafauder un vaste programme d'ensemble pour la restauration économique de l'Europe. On commençait à s'apercevoir que, malgré les quelques années écoulées depuis la fin de la guerre, l'ordre n'était pas revenu dans l'économie européenne et ne paraissait pas devoir revenir de sitôt. De plus, de grandes divergences de vues se faisaient remarquer quant aux applications des causes de la crise et aux moyens d'y remédier.

La difficulté de prophétiser en cette matière est certaine : si l'on en voulait la preuve, notamment pour notre sujet du charbon, il suffirait de se reporter au mémorandum rédigé en 1919 par M. Hoover sur la situation économique de l'Europe, où il prédisait, comme une des plus grandes calamités auxquelles nous devons nous attendre une immense disette de charbon. On sait ce qu'il en est maintenant.

La *Revue Economique Internationale* de juin 1927, dans un article sur les ententes industrielles internationales, signale que l'Assemblée de 1925 avait annoncé que la question de ces ententes formerait l'un des objets les plus importants du programme de la Conférence. De nombreux rapports furent faits, mais la Conférence ne paraît pas les avoir utilisés à leur valeur.

Lors de la discussion de cette question, des divergences de vues sérieuses s'élevèrent, quant aux conséquences que pourrait entraîner le développement des ententes, pour diverses catégories d'intéressés.

M. Wetter, suisse, a exprimé des craintes pour l'approvisionnement des pays pauvres. M. Jouhaux a demandé pour les ouvriers un contrôle sérieux pour refréner les abus éventuels. M. Lammers, allemand, et M. de Roussiers ont défendu la thèse de la liberté des ententes. C'est après avoir tenu compte de ces avis et de beaucoup d'autres encore que M. de Peyerimhoff a pu présenter le projet de résolution que nous avons analysé précédemment. A la séance de clôture, il a déclaré que les ententes industrielles internationales doivent être considérées comme le couronnement de l'œuvre de rationalisation des entreprises, et que la solution de bon sens, présentée par la Commission, constitue la « composante moyenne » des opinions exprimées.

Il ajoute ceci : à l'opinion publique, la Conférence dit que les ententes sont un fait qui présente des avantages et des inconvénients; aux dirigeants des ententes, la résolution recommande de fournir à l'opinion et aux pouvoirs public un minimum équitable de renseignements; aux gouvernements, il est enfin recommandé de ne pas nourrir contre les ententes des idées préconçues.

Sur l'ensemble des résultats de la C. E. I., notons ces

quelques extraits de l'article de M. C. J. Gignoux dans la *Revue de Paris* du 1^{er} juillet 1927.

A l'opposé de ses aînées, la Conférence de Genève fut minutieusement préparée : il s'agissait de déterminer les causes du malaise économique et d'y apporter des remèdes. Un certain nombre de questions telles que finances, monnaies, réparations, dettes et démographie avaient été volontairement exclues comme étant trop scabreuses.

On a beaucoup répété que la Conférence de Genève avait marqué un progrès considérable de « l'esprit international ». Cependant les préoccupations nationales apparurent encore vivaces et dans tous les domaines on n'est arrivé qu'à des compromis.

L'œuvre de Genève ne pouvait avoir d'efficacité pratique immédiate, car les délégués n'étaient pas des plénipotentiaires.

Ils ont compris eux-mêmes la précarité de leur œuvre en créant le comité consultatif, organisme capable de suivre le développement des résolutions adoptées.

La S. D. N. n'a pas d'action efficace sur les gouvernements, si ce n'est par l'opinion publique.

Nous en avons maintenant terminé avec l'exposé de l'œuvre économique de la Société des Nations et des ententes industrielles internationales. Si de grands résultats pratiques n'ont pas été obtenus, il est certain que les divers aspects de ces questions ont été minutieusement examinés et que l'on sait maintenant à quoi s'en tenir sur leur sujet.

Dans le cadre général qui vient d'être tracé, se place la question du charbon, qui a été mise spécialement à l'ordre du jour par la Société des Nations en 1928, et nous allons voir dans la cinquième partie comment elle a été envisagée.

En tout cas, il ne faudra jamais perdre de vue le sens d'une intervention possible de la Société des Nations, intervention qui serait avant tout soucieuse de tenir compte de tous les intérêts légitimes en cause, de ne pas forcer brutalement l'évolution économique du monde, le tout étant dominé par l'esprit international.

CINQUIÈME PARTIE

**L'ACHEMINEMENT
VERS
L'ORGANISATION INTERNATIONALE**

Avant-Propos.

Nous avons à voir maintenant comment la route est jalonnée; pour cela il faut observer de différents côtés ce que l'on a pu faire ou suggérer en faveur d'une entente internationale.

Nous commencerons par le rapport de M. Delattre sur le problème charbonnier, au Congrès de Nîmes en 1928 de la Fédération Internationale des Mineurs.

La place la plus importante reviendra naturellement à l'exposé remarquable de la question du charbon, présenté le 16 mai 1928 par M. de Peyerimhoff, à la première session du Comité Consultatif Économique de la S. D. N. La crise charbonnière est alors pour la première fois à l'ordre du jour des travaux de la S. D. N. Nous suivrons ensuite les recherches effectuées par le Comité Économique et les experts, dans le but d'approfondir la question du charbon et de mettre le Conseil à même de juger si une intervention est possible.

Pour se rendre compte de l'atmosphère dans laquelle

L'idée d'organisation internationale de l'industrie charbonnière se développe, il nous paraît tout à fait nécessaire de rapporter un certain nombre d'échos provenant des divers pays charbonniers. Ces échos qui nous sont parvenus par la voie de la presse seront classés par pays et dans l'ordre chronologique. Ils nous donneront l'opinion de tous ceux qui ont un intérêt à la solution de la crise : exploitants, ouvriers, pouvoirs publics ou consommateurs.

Nous verrons ainsi comment se heurtent les divers intérêts. Les griefs réciproques sont exprimés violemment au sujet des politiques charbonnières des pays producteurs; ils renferment chacun leur part de vérité. On voit bien les erreurs des autres, mais pas souvent les siennes.

Ceci fait, un rappel rapide des différents facteurs pouvant influencer sur la situation de l'industrie charbonnière, et éventuellement remédier à la crise, nous remettra présents à l'esprit les différents exposés des quatre premières parties.

Nous pourrions alors mieux juger de leur valeur et de leur importance relatives.

Enfin, la grande question de la possibilité de l'organisation internationale de l'industrie charbonnière va se poser à la fin de notre travail; malheureusement nous marquerons une certaine hésitation à formuler un avis bien net à ce sujet.

Cette organisation internationale est généralement souhaitée. De nombreuses personnes ou collectivités compétentes en ont parlé, mais rarement elles en ont précisé les modalités. Actuellement encore, les organismes officiels de la S. D. N. font preuve de la plus grande réserve à cet égard.

CHAPITRE PREMIER

Congrès de la fédération internationale des mineurs à Nîmes en mai 1928.

Analyse du rapport sur le problème charbonnier.

Ce congrès a mis au premier rang de son ordre du jour le problème charbonnier. Le secrétaire international, M. Delattre, député mineur belge, a présenté au Congrès un rapport sur ce problème. Sur la base de ce rapport, le congrès a adopté un certain nombre de résolutions que nous examinerons plus tard.

Ce rapport est très intéressant pour nous, en ce sens qu'il résume, d'un point de vue international, l'opinion de la puissante organisation des mineurs sur la crise.

Voici ce que nous en avons retenu :

Les causes de la crise sont d'abord exposées, et nous remarquerons qu'à ce propos les deux grandes « folies collectives », de la guerre mondiale et de la grève anglaise sont passées sous silence.

Ce sont pourtant là, comme on l'a vu, des faits qui comptent.

La grande grève anglaise de 1926 est la manifestation la plus importante des excès de l'action syndicale et des conséquences économiques désastreuses qu'elle peut entraîner nationalement et internationalement. C'était

évidemment là un sujet bien scabreux et on comprend qu'il était difficile d'amener la discussion sur ce terrain.

Les remèdes tentés par les patrons et les gouvernements sont ensuite passés en revue, en insistant surtout sur ce fait que les producteurs ont d'abord songé à réduire leur prix de revient par l'abaissement des conditions de travail des ouvriers.

Le subside gouvernemental anglais d'août 1925 à avril 1926 est signalé sans appréciation spéciale.

En général, les remèdes artificiels n'ont pas réussi à guérir le mal, mais tout au plus à diminuer pendant quelque temps l'intensité de la crise.

Il est choisi, comme exemple typique d'inefficacité du moyen facile d'abaisser les conditions de vie des ouvriers, la diminution de salaires et l'augmentation de la durée du travail des mineurs anglais après la grève de 1926.

Parmi les méthodes de concurrence employées par les patrons charbonniers, qui ont de l'excédent de tonnage à vendre à l'étranger, le dumping est signalé comme étant de plus en plus en honneur et comme celui dont les effets sont le plus pernicioeux.

La rationalisation attire également l'attention des mineurs : elle présente un intérêt certain dans l'ensemble, mais comporte aussi des inconvénients et des dangers pour les ouvriers des industries où elle se produit. Il s'agit de savoir s'il faut la combattre : à ce sujet M. Delattre pense très sagement que ce serait bien inutile car « on n'arrête pas la roue du progrès, elle tourne indubitablement même en broyant les corps ». Le Comité Exécutif de l'Internationale des Mineurs a estimé récemment qu'il était nécessaire de connaître les effets de la rationalisation dans l'industrie des divers pays, et d'avoir l'avis des organisations ouvrières.

Dans ce but, le Comité Exécutif a décidé à Paris en août 1927 de faire une enquête dans les pays affiliés.

Nous reproduisons textuellement ci-dessous le questionnaire qui fut dressé à cet effet et transmis aux organisations affiliées :

Enquête sur la réorganisation de l'industrie des mines.

Questionnaire.

1° L'industrie des Mines s'est-elle concentrée dans votre pays depuis quelques années?

2° A-t-on fermé des puits?

3° A-t-on augmenté la capacité de production des puits restants ou une partie d'entre eux?

4° A-t-on amélioré l'outillage?

a) Au fond (à l'abattage, au transport)?

b) A la surface?

5° Cette transformation a-t-elle nécessité de nouveaux capitaux ou est-ce le produit ordinaire des mines qui l'a permis?

6° Cette transformation a-t-elle amené une augmentation de la production :

a) Production totale?

b) Production par ouvrier fond et surface compris?

7° Est-il résulté du chômage du fait de la réorganisation de l'industrie des Mines?

8° Est-ce qu'il y a maintenant une tendance à la diminution du chômage?

9° Des baisses de salaires ont-elles été provoquées par la réorganisation et le chômage?

10° Si oui, ces baisses se maintiennent-elles ou ont-elles tendance à disparaître ou à s'accroître?

11° La réorganisation a-t-elle provoqué une augmentation ou une diminution des heures de travail?

12° Dans quelle proportion?

13° Y a-t-il tendance à amélioration de ce côté?

14° L'emploi des machines à l'abatage ou au transport a-t-il augmenté les dangers de maladie ou d'accident pour les ouvriers?

15° Les charbonnages de votre pays s'outillent-ils en vue de la récupération des sous-produits du charbon?

16° Est-ce qu'il y a beaucoup d'installations de ce genre? sont-elles grandes et bien outillées?

17° Les patrons de votre pays ont-ils créé ou renforcé les syndicats de vente?

18° Que pensez-vous de ces unions?

19° Y a-t-il un organisme officiel qui s'occupe de la réorganisation de l'industrie des mines?

20° Si oui, les ouvriers sont-ils représentés?

21° Dans la négative, ne pensez-vous pas qu'on devrait créer pareil organisme et que les ouvriers devraient avoir une représentation?

22° Les patrons de votre pays seraient-ils partisans d'une entente internationale?

23° Que pensent les organisations ouvrières de semblables ententes internationales?

La matière des questions 1 à 16 a été examinée en son temps au moyen d'autres sources; nous ne jugeons pas utile de reproduire ici les résultats de l'enquête sur ces points. Par contre, les réponses aux questions 17 à 23 sont susceptibles de nous servir; nous les reproduisons ci-dessous dans l'ordre suivi par le rapport :

Grande-Bretagne.

17-18. — Les patrons charbonniers britanniques sont opposés à l'organisation de la vente par le moyen d'un syndicat, mais l'organisation ouvrière croit que pareille organisation est nécessaire.

19-20. — La commission de charbon de 1925 avait préconisé l'organisation de la vente, notamment par l'intervention des municipalités, mais le Gouvernement n'a pas donné suite à ces vues jusqu'ici.

Une autre enquête a eu lieu au sujet des agences coopératives de vente et elle s'est prononcée favorablement mais rien n'a été fait non plus, le Gouvernement n'agit pas.

21. — Nos camarades anglais sont partisans de la création d'une Commission paritaire qui aurait à s'occuper de la réorganisation des mines, mais ils n'espèrent pas voir ce vœu réalisé, tant que le Gouvernement actuel est au pouvoir, celui-ci étant le plus réactionnaire de toute l'Europe.

22-23. — Les patrons charbonniers anglais sont adversaires d'une entente internationale; ils s'en remettent toujours à la libre concurrence, et espèrent regagner leurs anciens débouchés, mais les ouvriers souhaiteraient que pareil accord puisse se réaliser.

Allemagne.

17-18-19. — Dans chaque bassin houiller et dans l'industrie de la potasse existe un syndicat de vente. Ces syndicats sont ensuite réunis dans une organisation

centrale, la Reichkohlenverband, Centrale des charbons d'Allemagne.

Nos camarades estiment que l'existence de pareils organismes produit plus d'uniformité dans le marché et les prix. Le danger du monopole est supprimé par le fonctionnement du Reichskohlenrat, organisme de contrôle qui comprend des délégués des patrons, des ouvriers et des consommateurs.

20-21. — Il n'existe pas de Commission Officielle de la Rationalisation pour les mines en Allemagne, mais le Reichskohlenrat exerce un peu cette mission en réalité.

22-23. — Les patrons charbonniers allemands sont partisans d'une réglementation du marché international des charbons et les ouvriers estiment aussi que pareille entente est souhaitable.

Le chapitre qui traite de l'Allemagne se termine par de grandes louanges sur la perfection de l'organisation de l'industrie minière allemande à tous les points de vue.

États-Unis d'Amérique.

17-18. — Il n'y a pas de syndicats de vente dans ce pays, mais nos amis ne nous donnent pas leur avis propre.

19-20-21. — Il n'y a pas d'organisme officiel chargé d'étudier la réorganisation de l'industrie minière, mais nos camarades formulent l'avis qu'il serait souhaitable que pareil organisme fût créé.

22-23. — En ce qui concerne l'opinion de leurs patrons au sujet d'une entente internationale, ils ne pensent pas qu'ils soient favorables et eux-mêmes doutent de l'efficacité de pareille entente.

France.

17-18. — Il n'y a pas en France de syndicat de vente. Toutefois, le Comité des Houillères qui est l'organisme central des patrons charbonniers donne son avis.

19-20-21. — Aucun organisme n'existe qui aurait à s'occuper de la réorganisation des mines; les ouvriers seraient favorables à sa création, mais ils ne pensent pas que cela soit possible, étant donné la mentalité du patronat français.

22-23. — Les patrons charbonniers français ne sont pas partisans d'une entente internationale, mais les ouvriers pensent que pareil accord serait souhaitable, à condition qu'il soit d'abord traité par l'Internationale ouvrière, afin d'arriver à l'uniformisation des heures de travail et de réglementer la production.

Belgique.

17. — Il n'y a pas de syndicat de vente en Belgique mais on signale certaines tendances des patrons à mettre un organisme de ce genre sur pied.

18. — Notre pensée est que pareil organisme serait souhaitable et nous avons très souvent, dans les Commissions paritaires, engagé les patrons à orienter leurs efforts de ce côté.

19 et 20. — Il n'y a pas d'organisme officiel en Belgique s'occupant de la réorganisation des mines, mais une Commission de la production en général a fonctionné pendant quelque temps; elle comprenait des délégués des ouvriers.

Une sous-Commission de cet organisme a étudié la

question charbonnière et a émis des vœux et suggestions sur la concentration, l'outillage, l'organisation de la vente, le traitement chimique du charbon, etc...; mais ce ne sont que des vœux, et les patrons sont libres d'en tenir compte ou pas. Ils ne semblent pas, jusque maintenant, y attacher beaucoup d'importance.

21. — Nous pensons qu'il serait souhaitable qu'un organisme comprenant des délégués, des patrons, des délégués des ouvriers et des délégués du Gouvernement, étudie la question de rationalisation dans les mines, fasse des suggestions, le Gouvernement intervenant pour les faire appliquer.

Cet organisme, dans notre pensée, aurait également pour mission de prendre les mesures nécessaires pour répartir le travail disponible afin d'en assurer à tous les ouvriers et, le cas échéant, orienter le trop plein de main-d'œuvre d'un endroit vers d'autres bassins ou professions.

22-23. — Les patrons belges se rallient de plus en plus à l'idée d'une entente internationale; les organisations ouvrières réclament pareil accord, dans le but de corriger l'anarchie qui existe dans l'industrie et le marché du charbon. Signalons aussi qu'un Ingénieur-Directeur à l'Administration des mines, M. Delmer, s'est déclaré favorable à cette idée.

Ajoutons que le Gouvernement a créé une Commission composée de patrons, d'ouvriers et d'hommes politiques, représentant les grandes tendances, et que cette Commission a émis des vœux tendant à la fusion des charbonnages, à la diminution des charges fiscales et en faveur d'un accord international. Cette Commission continue ses travaux.

Autriche.

17-18. — Il n'y a pas de syndicat de vente en Autriche. Des discussions entre patrons et ouvriers ont eu lieu à ce sujet et la conclusion en a été favorable, mais jusqu'ici rien n'a été réalisé.

19-20-21. — Il n'y a pas d'organisme chargé d'étudier la réorganisation des mines et nos amis nous disent qu'il ne faut pas espérer en voir la création. Les ouvriers y sont toutefois favorables.

22-23. — Les patrons charbonniers autrichiens sont indifférents à la question d'entente internationale mais les ouvriers en sont partisans, estimant qu'il serait possible, par ce moyen, de mettre fin au chaos qui existe sur le marché charbonnier.

Pologne.

17-18. — Depuis plusieurs années, il existe en Pologne, deux organisations d'employeurs. La première, comptant 31 puits, englobe 34.000 ouvriers; la seconde : 46 puits et 72.000 ouvriers.

19-20-21. — Il n'y a pas d'organismes officiels s'occupant de la réorganisation de l'industrie des mines. Mais notre Centrale a déjà déposé au Parlement, par l'intermédiaire du groupe Social-Démocrate, un projet prévoyant l'institution d'une Commission composée de représentants des ouvriers, des patrons, ainsi que des spécialistes à désigner par le Gouvernement. Suivant ce projet, des modifications dans les méthodes de travail ne pourraient être appliquées avant que la Commission n'ait donné son approbation. Ce projet a été repoussé par la Chambre des Députés.

22. — Jusqu'aujourd'hui, la question d'une entente internationale n'a été discutée dans la presse que par nous. Quelques patrons miniers se sont prononcés favorablement, mais sous certaines conditions. La majorité n'a pas encore pris position sur cette question.

23. — Les organisations qui partagent notre opinion, ainsi que notre parti et nous-mêmes, propageons activement depuis longtemps déjà dans la presse et dans les Assemblées l'idée de la création d'une entente internationale pour régulariser la production et l'écoulement de la houille.

Nous ne voyons aucune autre voie que cette entente, pour mettre fin à l'insécurité et au chômage toujours croissants dans l'industrie minière.

Hollande.

17-18. — Les mines de l'Etat, au nombre de 5, et les mines Orange Nassau au nombre de 4 ont un bureau de vente. Les mines privées vendent meilleur marché que les mines de l'Etat.

19-20-21. — Il n'y a pas d'organisme officiel pour l'étude de la réorganisation des mines, mais nos camarades estiment que pareil Comité serait souhaitable.

22-23. — Les patrons charbonniers de Hollande estiment que la production de leur pays est trop faible pour leur permettre d'intervenir dans une entente internationale, mais ils se sont déclarés prêts à y entrer le cas échéant. Les ouvriers sont favorables à pareille entente; leur organisation a déjà fait des propositions dans ce sens. Leur avis est qu'il serait possible, par ce moyen, de régulariser le marché.

Yougoslavie.

17-18. — Il y a des syndicats de vente, mais dans une mesure réduite.

19-20-21. — Il n'y a pas d'organisme chargé de la réorganisation de l'industrie minière.

La classe ouvrière n'exerce aucune influence dans ce domaine.

Elle est soumise d'ailleurs à l'exploitation arbitraire du patronat.

22-23. — Les mines de Yougoslavie sont, en général, la propriété d'étrangers; nos camarades ne sauraient dire si ceux-ci sont favorables à une entente internationale. Ils n'ont pas d'opinion à ce sujet.

Espagne.

17-18. — Les patrons charbonniers espagnols ont créé un syndicat de vente.

Il y a un organisme de concentration de vente, où un Comité composé de patrons, d'ouvriers, de consommateurs et de représentants du Gouvernement, établit journellement le prix de vente des combustibles.

19-20-21. — Il y a en Espagne un organisme qui s'occupe de la réorganisation de l'industrie des mines et les ouvriers y sont représentés.

22-23. — Les patrons miniers espagnols sont partisans d'une entente internationale et les ouvriers aussi. Ils estiment que c'est le seul moyen de mettre fin à l'anarchie dont souffre le marché charbonnier.

Roumanie.

17-18-19-20-21. — Il n'y a pas de syndicat de vente et il n'y a pas d'organisme pour l'étude de la réorganisation de l'industrie des mines. Nos camarades souhaitent la création de pareils organismes.

22-23. — Les patrons charbonniers de Roumanie ne considèrent pas une entente internationale utile, parce que la situation du marché a toujours été bonne dans ce pays. Les ouvriers pensent cependant que pareille entente serait souhaitable.

Norvège.

17-18-19-20. — Il n'y a pas de syndicat de vente et il n'y a pas d'organisme chargé de l'amélioration des moyens techniques. Nos camarades pensent que pareil organisme devrait être créé.

22-23. — La plupart des mines de Norvège appartiennent à des étrangers. Nos amis savent qu'il y a certaines relations entre les mines de leur pays et celles d'Angleterre et d'Espagne.

Nos camarades ne sont pas partisans d'une entente internationale qu'ils considèrent comme de nature à renforcer le capitalisme. Les organisations ouvrières de Norvège combattent pareille entente.

Dans toutes ces réponses, la note dominante est bien le manque d'organisation. Au sujet d'une entente internationale, on constate de la bonne volonté en général, mais ce désir d'entente est bien platonique et perd singu-

lièrement de sa force, puisqu'il est exprimé par des personnes n'ayant aucunement qualité pour s'engager au nom de l'industrie houillère de leur pays. Remarquons que sur certains points, les résultats de l'enquête ont déjà été dépassés par les événements.

Le rapport de M. Delattre en vient ensuite aux remèdes et fait remarquer à nouveau, que l'abaissement des conditions de travail des ouvriers, le dumping, le protectionisme et la rationalisation sont impuissants, et que certains même aboutissent au résultat opposé en augmentant la production.

Une augmentation de l'activité industrielle serait une bonne chose.

La reprise des relations avec la Russie notamment donnerait un nouveau débouché.

L'uniformisation des conditions de travail des mineurs est un point fort important; le Congrès ne manque pas de la considérer comme devant être réalisée sur le plan international.

L'enquête du B. I. T. (dont nous avons parlé dans la I^{re} partie) est fort bien accueillie.

Cependant l'Internationale doit retenir que les conditions de vie ne sont pas identiques dans tous les pays; on ne peut ainsi résoudre l'uniformisation des conditions d'existence par l'uniformisation des conditions de travail. De plus, l'uniformisation des conditions de travail n'empêchera pas la production de monter et la consommation de baisser.

On voit donc que de grandes réserves sont faites à ce sujet et qu'on n'en peut pas attendre la solution radicale du problème charbonnier.

La nationalisation des mines attire des remarques du même ordre : la solution du problème s'en trouverait facilitée simplement. Rien n'empêche, par exemple, le

dumping d'être pratiqué par des mines nationalisées. Si l'application de remèdes d'ensemble est plus aisée, l'esprit qui anime une entreprise d'Etat n'est plus le même.

Au sujet de la nationalisation, on rappelle les conclusions du Rapport Sankey en 1919 et de la Commission de 1925, qui furent jugées trop audacieuses; les travailleurs eux-mêmes ne se rallièrent pas à toutes ces mesures.

Les tentatives de socialisation des mines en Allemagne sont passées sous silence.

Comme conclusion, le secrétaire-rapporteur estime que les remèdes radicaux à la crise charbonnière, dans le cadre de chacune des nations, et appliqués par chaque pays producteur, ne seraient pas suffisants : « Chaque pays n'a pas un marché du combustible enfermé à l'intérieur de ses frontières; malgré tout, le marché charbonnier englobe toujours une série de pays qui s'interpénètrent et qui se concurrencent mutuellement. Le marché charbonnier étant international, c'est sur le plan international qu'il faut chercher des remèdes à la crise ».

L'entente internationale.

Cette question est à l'ordre du jour : les économistes, hommes politiques, industriels et militants ouvriers s'en sont occupés, car elle apparaît comme le seul remède véritablement efficace.

Dans une note, remise par l'Allemagne pour la C. E. I., il était dit : « la crise charbonnière n'étant pas de nature temporaire, de nombreux arguments parlent en faveur d'une entente internationale. L'Allemagne et les houillères allemandes ne refuseraient pas leur coopération à cette œuvre, tout en ayant le sentiment que sa réalisation sera extrêmement difficile. »

Depuis 1927, on signale quelques opinions favorables des patrons charbonniers de France, d'Espagne et de Hollande.

Quant à l'Angleterre, M. Delattre cite quelques opinions hostiles à une entente (nous les avons vues dans notre 3^e partie).

Il signale que les gouvernements français et belge, ce dernier officieusement, ont proposé à la S. D. N. et au B. I. T. de prendre la question en main.

Les Anglais seront-ils un obstacle à cette entente? Il est noté d'abord que chez eux le rendement, fond et jour, dépasse 1.000 K. et atteint seulement 520 en Belgique et 600 en France.

La position des Anglais est donc fort solide. « Chaque pays veut vivre et se défend comme il peut; il n'est guère de mesures qu'un pays puisse appliquer pour concurrencer le voisin et qui ne puissent être prises par celui-ci pour se défendre. »

Aussi, M. Delattre conclut : « Lorsque tous les moyens seront épuisés, c'est aux travailleurs que l'on demandera de faire les frais de la guerre. Fatalement c'est là que la marche des événements en cours nous conduit; c'est dans le but d'éviter plus de misère aux travailleurs que nous pensons qu'il y a lieu pour l'Internationale des Mineurs, de se déclarer favorable à une entente internationale entre les pays producteurs de charbon en Europe et que nous estimons que les organisations ouvrières doivent œuvrer dans ce sens. »

L'accord des producteurs est entendu comme devant se faire en collaboration avec les gouvernements et les travailleurs.

Finalement, voici la résolution qui fut adoptée par le Congrès au sujet de la vente et de la répartition du charbon.

1° Faciliter la vente aux consommateurs et éviter les soubresauts dans les prix, qui sont une cause de perturbation dans les industries consommatrices.

2° Rendre possible un accord international, qui est nécessaire, pour mettre fin au malaise profond dont souffre le marché charbonnier international.

La concurrence ne peut pas être supprimée, on peut simplement la modérer.

M. Delattre déclare naturellement qu'en aucun cas la main-d'œuvre ne doit être abandonnée et fait voter une résolution dans ce sens.

En somme, dans le rapport de M. Delattre, nous voyons pas mal de scepticisme sur les divers remèdes projetés dans le cadre national; la nationalisation elle-même n'est pas prise en considération.

Il est certain que les ouvriers ont beaucoup à gagner à la stabilité de l'industrie charbonnière, et c'est avec raison que la Fédération est franchement partisan d'une entente internationale.

CHAPITRE II

Comité consultatif économique de la S. D. N., 1^{re} session de mai 1928. — Analyse de l'exposé de M. de Peyerimhoff sur la question du charbon.

On sait que la Belgique a été touchée très vite par la concurrence aiguë du charbon, et une grande activité a été déployée dans tous les milieux intéressés pour trouver une solution dans le cadre national d'abord. Dépassant ensuite ce cadre, M. Gérard, délégué belge au Comité Consultatif économique de la S. D. N., a posé la question du charbon à ce Comité lors de sa première session en mai 1928.

Le Comité Consultatif est chargé d'assurer l'unité et la continuité de la doctrine posée par la C. E. I.; il était donc d'importance qu'il prit position à l'égard de la crise charbonnière.

Au cours de cette session, M. de Peyerimhoff, Président du Comité Central des Houillères de France, a présenté un remarquable exposé, destiné à éclairer la question du charbon.

Cet exposé est d'une importance essentielle pour notre Thèse; nous y avons déjà fait des emprunts au cours de l'étude de la crise charbonnière mondiale, pour résumer à grands traits la situation dans les principaux pays charbonniers.

Nous ne reviendrons pas sur ces faits qui nous sont connus.

Ceci mis à part, voici l'aspect de la question tel qu'il résulte d'un des plus éminents porte-parole de l'industrie houillère mondiale.

L'exposé commence par un exorde destiné à éclairer l'attitude du rapporteur : celui-ci s'excuse d'être compétent et, de plus, d'avoir le défaut d'être intéressé à l'industrie houillère, à laquelle il a consacré toute son activité. En tout cas, il affirme n'envisager l'intérêt professionnel que sous le signe de l'intérêt général, qui ici naturellement, doit être le seul en cause.

L'état actuel de la crise est fait d'une façon particulièrement claire et concise, avec les chiffres essentiels à l'appui.

Il s'agit maintenant d'un « trouble organique », d'un déséquilibre massif entre la production et la consommation.

La conséquence de la compression maxima des prix de revient s'est fait sentir dans l'ordre social : les deux grands pays producteurs d'Europe ont réclamé à leurs ouvriers et obtenu d'eux un supplément de trois quarts d'heure de travail.

Dans l'ordre commercial, il faut conquérir ou garder les débouchés, de quelque manière que ce soit. Les pratiques du dumping amènent des prix de charbon tout à fait anormaux.

Tout cela ne saurait traduire une situation saine.

Devant une telle situation, il importe d'en rechercher les causes et tout de suite il marque deux faits d'ordre réconfortant.

Le premier est que ce trouble et cette souffrance ne sortent pas du fonctionnement normal de l'industrie houillère : ce n'est pas l'esprit de mégalomanie et d'avi-

dité qui a amené tous ces maux et les « adversaires systématiques de l'économie bourgeoise » ne peuvent pas le reprocher aux producteurs. En effet, il a été commis, contre le bon sens et la raison, deux actes de folie collective : la grande folie collective de la guerre mondiale et une autre d'ordre professionnel : la grande grève houillère anglaise.

Le second fait rassurant est que la souffrance a été une bonne éducatrice, quoique un peu rude, et on peut enregistrer de nombreux et importants progrès dans diverses voies.

1^o Au point de vue technique, la situation des grandes houillères européennes (celle de l'Angleterre est toutefois passée sous silence) n'a jamais été aussi brillante qu'à l'heure actuelle. Le machinisme est employé sous toutes ses formes, les industries complémentaires se développent beaucoup et seront peut-être pour certains la planche de salut.

2^o Dans l'ordre social les bons rapports qui existaient entre les organisations patronales et ouvrières ont été maintenus. Si ces rapports étaient médiocres, ils se sont améliorés. S'ils étaient détestables, ils sont beaucoup moins mauvais. Tout ceci dénote un progrès dans l'esprit syndical.

3^o Le fait le plus important est l'évolution de l'esprit de tous les producteurs. Il est de toute évidence que la période de l'individualisme anarchique qui, « dans la phase héroïque » de la formation de l'industrie, a donné des résultats si remarquables ne peut plus suffire maintenant devant l'énormité des problèmes de l'économie mondiale actuelle.

Cette liberté dans l'industrie, prend un caractère désespéré (et ici il est fait allusion spécialement à l'Angleterre). Malgré la perspicacité des plus forts, l'indus-

trie est maintenant dominée par des « conjonctures supérieures » et il y a une tendance très nette à la substitution, à l'ancien état de choses, d'une discipline consentie et arrêtée en commun.

Avant la guerre d'ailleurs, cette volonté d'agir en commun avait déjà donné lieu à de très puissantes constructions commerciales (c'est le cas de l'Allemagne qui est sous-entendu mais pas expliqué).

M. de Peyerimhoff signale ensuite un fait de grande importance à ce point de vue : c'est le changement d'opinion des Anglais, qui jusqu'à présent s'étaient montrés très inquiets et, en tous cas, franchement hostiles à l'idée d'une discipline commune. Mais à l'heure actuelle « leur génial individualisme et leur insularité splendide », qui paraissaient si difficiles à convaincre, sont entrés dans la bonne voie.

Ce fait peut être considéré comme très heureux et on constate les efforts faits dans la plupart des grands bassins houillers, en vue d'une concentration à obtenir. Pour l'instant, trois puissantes associations sont en train de s'organiser, de façon à obtenir l'accord entre les producteurs, jusque-là isolés. (Ces organisations ont été décrites en leur temps à la 3^e partie). Toutefois, il est à prévoir que ces organisations sont destinées à se battre entre elles et avec nous, mais le rapporteur pense que tout est préférable — dans l'état économique actuel — à l'individualisme désespéré dont il a été question tout à l'heure, car dans ce dernier cas, le producteur ne sait pas limiter ses gains dans la prospérité (pensons à 1919-1920) ni limiter ses pertes dans la déroute (c'est-à-dire maintenant).

Ceci étant posé, M. de Peyerimhoff passe alors à la grosse question de savoir quelle doit être l'attitude du Comité Consultatif et plus généralement de la Société

des Nations, vis-à-vis d'une crise affectant à un tel degré la vie économique et sociale du monde entier.

Tout d'abord, on peut espérer que les récents progrès accomplis et dont on vient de parler plus haut seront continués, mais ces progrès ne font que jalonner la route qui est loin d'être faite encore? En attendant, le trouble et la souffrance demeurent, et il paraît urgent de passer à l'étude d'une solution. On peut en envisager deux d'ordre tout à fait différent.

Examen des solutions de la crise.

La première serait de considérer avec intérêt, mais passivement, cette manifestation particulièrement ample et désagréable de l'offre et de la demande. Ce serait de cette façon adopter la manière de voir de certains économistes qui pensent qu'il ne peut exister une surproduction permanente, même partielle. Il suffit de faire jouer les lois économiques; à un moment donné l'offre et la demande s'accorderont et tout retournera dans l'ordre, car, affirment ces théoriciens, on ne peut guère trouver dans l'histoire économique d'exemple de surproduction vraiment durable et l'adaptation doit se faire.

Cette solution est considérée comme tout à fait insuffisante par M. de Peyerimhoff, car, si cela s'arrange, il arrive souvent que cela s'arrange mal et il aurait peine à voir, « et l'opinion publique ne verrait pas le Comité Consultatif bornant sa réponse au geste de Ponce-Pilate et se lavant les mains dans l'eau lustrale des saines doctrines économiques qui ont bercé notre adolescence, si même elles l'ont un peu endormie. »

On voit ainsi comment l'attitude passive du Comité Consultatif est nettement rejetée.

Passons maintenant à l'examen de la deuxième solution, ou plutôt du deuxième danger, celui-là beaucoup plus grave que le précédent, qui n'est qu'une « attitude disgracieuse », et qui serait se mettre en retard sur une évolution qui ne peut manquer de se faire.

Ce deuxième danger c'est la formule facile de l'interventionnisme d'État. En effet, le problème est devenu d'ordre international et il paraît tout indiqué de laisser aux gouvernements le soin de se saisir de la question. Il s'agirait simplement que ces gouvernements se mettent d'accord sur un chiffre de production et sur le contingent d'exportation pour chaque pays. Des chiffres seraient notifiés aux intéressés et ainsi serait résolue la crise.

Cette manière de faire, le « charbonnier » le Comité Consultatif la tient pour catastrophique, et c'est bien pour nous une occasion de rappeler que M. Baldwin a avoué en 1926 que « l'industrie minière anglaise, bouleversée par le contrôle de l'État, n'a jamais réussi depuis lors à se remettre sur pied ».

Nous connaissons aussi le sens actuel de l'intervention de l'État en Allemagne. Ces preuves sont suffisamment convaincantes.

M. de Peyerimhoff entreprend un réquisitoire énergique contre l'interventionnisme d'État.

Il faut d'abord que les gouvernements se mettent d'accord et comme cet accord ne peut aller sans sacrifices douloureux, les chances en sont bien faibles, car à l'égard de ces sacrifices, l'opinion publique a son mot à dire.

« Les voyez-vous accumuler sur leurs bras immenses et débiles une masse de problèmes de toutes natures, telle qu'il crève les yeux qu'ils ne sauraient les porter. »

Si l'État intervient, une des premières mesures doit être le contingentement de la production, et tout de suite

se pose la question des mines pauvres, qui ne peuvent pas s'accommoder d'une réduction de l'extraction, car, pour elles, l'extraction maxima est la seule planche de salut. Alors pour ces mines, il faut combler la marche des salaires insuffisants et compenser les bénéfices (on sait avec quel empressement l'État anglais a supprimé la participation aux bénéfices de l'industrie houillère en 1921, lorsque cette participation fit mine de devenir ruineuse). Entrant fatalement de plus en plus (comme on l'a vu pour l'Espagne) dans les rouages de l'industrie, l'État en viendra à fixer les prix de vente et les dividendes. Et ainsi, cette grande et vivante industrie sera transformée en un immense fonctionnarisme.

Or, dans l'état actuel de l'industrie houillère, la marge bénéficiaire est fort modeste, si toutefois elle existe encore, et en présence de difficultés de tous ordres il est de toute nécessité qu'elle possède la responsabilité directe, et qu'elle ressente immédiatement les effets d'une amélioration éventuelle.

A la fin de cette condamnation du régime d'intervention, M. de Peyerimhoff ne craint pas d'affirmer qu'il vient d'exprimer l'opinion générale des délégués au Comité Consultatif.

Rôle de la Société des Nations.

Après avoir critiqué les deux dangers, du laissez faire et surtout de l'interventionnisme d'État, il en vient à l'exposé de ce qu'il conviendrait de faire.

Nous avons vu que la Société des Nations estime que, pour tous les problèmes qu'elle étudie, il convient d'éclairer l'opinion publique dans toute la mesure du possible : en effet, en dernière analyse, éclairer l'opinion publique,

c'est éclairer à la même lumière la masse des consommateurs, des producteurs, des ouvriers et tous, avec leurs moyens appropriés tendront à faire adopter les bonnes solutions.

Aussi, l'opinion publique, de même que les gouvernements devraient suivre attentivement le mouvement que feront, et même qu'ont déjà commencé à faire, les producteurs pour s'organiser entre eux et éviter la concurrence ruineuse et désorganisatrice.

Mais ils ne devront pas être des spectateurs lointains et détachés, car ils ont un rôle à jouer qui est loin d'être négligeable. Pour faire saisir ce qu'il entend par là, M. de Peyerimhoff fait appel à la figure suivante qui est très nuancée :

« Gouvernements et opinions publiques doivent jouer le rôle de Lucine, qui présidait aux enfantements, et qui savait que ces enfantements ne se font pas sur la place publique, encombrée de monde et pleine de bruit. Elle savait combien sa présence était efficace et encourageante, mais elle savait encore plus combien il est dangereux de bousculer la nature et d'intervenir en dehors de l'ordre normal des choses, car alors elle donnerait des cercueils à la terre. »

Ainsi, il faut bien prendre garde de brusquer une évolution économique, car les conséquences en seraient trop fâcheuses.

Tout ceci peut se résumer, en indiquant les grandes lignes du rôle de la Société des Nations, suivant la voie qui lui a été tracée par la Conférence économique :

Son principal rôle, le plus direct et le plus essentiel, est d'encourager les producteurs à s'organiser, c'est-à-dire à consentir et à arrêter une discipline commune. Ces producteurs doivent opérer la rationalisation depuis le bas jusqu'en haut.

Son deuxième rôle est de conseiller aux gouvernements et aux opinions publiques la surveillance discrète et le patronage bienveillant à l'égard des producteurs.

Dans les deux cas, la Société des Nations a toutes les chances de réussir, car son autorité est suffisante et elle a les moyens de faire connaître son avis.

Cependant, il se peut qu'elle doive intervenir dans certains cas et il est possible que dans l'ordre commercial, les principes qu'elle a posés soient enfreints d'une manière évidente et empêchent une honnête répartition des produits.

Quels moyens doit-on alors employer? Il faut d'abord constater que, lors de la Conférence Économique Internationale, les questions de rationalisation et des ententes industrielles ont été laissées à l'arrière-plan. Il n'y a pas eu de recommandations précises formulées et il n'y a nul doute que dans le cas contraire le charbon eût reçu une mention spéciale. La conférence économique avait déjà recueilli une large documentation sur la question du charbon; l'organisation économique doit maintenant reprendre ces dossiers, mais pour éviter que la question soit perdue de vue au milieu de tant d'autres, il paraît utile de nommer une Commission d'experts, qui se saisisse de cette question, et opère suivant une procédure soigneusement étudiée.

L'exposé de M. de Peyerimhoff se termine par l'expression de conformité de vues avec la proposition de M. Gérard et en rappelant toutefois que des réserves ont été faites (interventionnisme).

A la suite de cet exposé, le Comité Consultatif a adopté le projet de résolution suivant présenté par le sous-Comité du charbon.

« Le Comité Consultatif, préoccupé de la crise de l'industrie charbonnière et de l'importance des facteurs

internationaux de ce problème, recommande au Conseil, dans l'intérêt des consommateurs et des producteurs, d'inviter l'organisation économique de la Société des Nations à reprendre particulièrement l'étude en cours sur le charbon, en procédant le plus tôt possible, à telles consultations qui lui paraîtront appropriées et en suivant les méthodes de travail suggérées par la C. E. I. »

Un rapport devra être soumis au Conseil pour permettre à celui-ci de juger si une action internationale concertée pourrait faciliter la solution des problèmes posés.

L'Assemblée de la S. D. N. de 1928, prenant acte de cette résolution du Comité Consultatif, demandant une enquête sur le charbon, a exprimé son accord sur cette question en entérinant la résolution. En conséquence, elle a dévolu au Conseil le soin d'inviter l'organisation économique à étudier la question.

CHAPITRE III

Comité économique de la S. D. N. Session d'octobre 1928. Conférence des experts du charbon à Genève en janvier 1929.

Déjà au cours de sa session de juin 1928, le Comité Economique avait préparé le travail en organisant la documentation.

Au cours de la session suivante du 23 au 30 octobre 1928, une discussion approfondie eut lieu sur le charbon mais elle n'a donné lieu à aucun résultat positif, car il en est simplement résulté qu'il fallait se renseigner plus amplement sur un certain nombre de points et c'est ce que nous allons voir.

Le rapport au Conseil sur cette 28^e session du Comité Economique commence par un court préambule de rigueur :

Le Comité prenant acte de l'approbation de l'Assemblée et du Comité Consultatif au sujet de ses initiatives et de ses méthodes sur les questions en cours d'étude, a abordé chacun des problèmes d'ordre doctrinal ou d'ordre pratique qui lui incombent, s'efforçant d'obtenir des réalisations immédiates sans compromettre toute-fois le développement méthodique de son activité.

Il ajoute ensuite que seuls, des résultats doctrinaux ont été obtenus pour la politique commerciale et les ententes industrielles.

Sous la rubrique IV « charbon et sucre », nous remarquons l'entrée en matière suivante : « Les problèmes du charbon et du sucre comportant des aspects bien plus nombreux que la seule question tarifaire ». Nous sommes surpris de voir que la question du charbon leur aurait été posée uniquement sous l'aspect tarifaire.

Pour le chapitre du charbon, le Comité Economique indique qu'il a fourni dernièrement au Conseil un rapport prévoyant qu'il allait demander à ses membres, ainsi qu'au Secrétariat et au B. I. T., des renseignements sommaires sur la situation charbonnière de chaque pays.

Cette documentation préliminaire a été fournie, et, grâce à elle le Comité a pu prendre des décisions en ce qui concerne la procédure à suivre. Ces décisions figurent sous cinq rubriques différentes que nous allons examiner dans l'ordre.

I. Pour la première étape de l'enquête, le Comité économique a dévolu à une délégation composée du Bureau du Comité et en plus de MM. Sydney Chapman, Di Nola et Dolezal, le soin de procéder à une consultation technique et économique auprès des praticiens du charbon, pour compléter d'abord la documentation déjà réunie, et rechercher ensuite l'orientation véritable de la question. Des suggestions ne manqueront pas d'être recueillies. Tous ces éléments permettront au Conseil de juger ultérieurement si une action internationale est possible et opportune, et comment l'envisager.

Le Comité juge bon de rappeler, encore une fois, que les membres chargés de l'enquête agissent comme mandataires du Comité économique, et que par une constante discipline de la volonté, ils doivent en représenter la doctrine et non pas les intérêts de leurs pays respectifs. Cette délégation pourra faire appel au Secrétariat et au B. I. T.

II. En ce qui concerne le choix des experts, la délégation s'adressera à des experts tant des pays producteurs que des pays consommateurs. Sauf modifications ultérieures, elle pourrait demander des experts aux pays suivants :

Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pologne, Suède, Tchécoslovaquie.

Le Comité fait ensuite une recommandation qui nous paraît devoir porter atteinte à la qualité de l'expertise, cela dans le but d'obtenir une impartialité complète : il désire que le choix des experts porte sur des praticiens éminents qui ne soient pas des représentants d'organisations patronales, mais qui cependant occupent des positions leur permettant d'avoir une vue d'ensemble sur la question charbonnière.

* Ces conditions sont un peu contradictoires; le Comité juge que s'il y a quelques difficultés pour la nomination de ces experts, la délégation sera chargée de les résoudre sans porter atteinte au niveau de la discussion qui doit toujours rester élevé.

III. Après une discussion approfondie, le Comité économique a jugé bon de tracer un programme aux experts, au sujet des aspects les plus intéressants de la question et nous les reproduisons textuellement.

1^o Relation entre l'industrie charbonnière et les autres sources d'énergie en général. En particulier, la question de savoir dans quelle mesure le charbon est concurrencé par d'autres combustibles (par exemple : lignite, huiles minérales, charbon de bois, etc...) et quel est le développement, pour autant qu'on peut le prévoir, de l'utilisation relative du charbon et des autres combustibles.

2^o Examen de la question de savoir si les causes de

déséquilibre, existant entre la capacité de production et la demande, ont un caractère temporaire ou permanent.

3^o Effets de l'intervention des Etats sur la production, la circulation et la répartition du charbon (régime douanier, réglementation d'entrée et de sortie, contingentement, subsides directs et indirects etc...)

4^o Effets de la politique des prix, pratiquée dans certains pays ou districts charbonniers, sur le développement de la consommation et de la vente du charbon.

On voit que les matières contenues dans ces quatre paragraphes sont vastes; c'est en somme toute l'étude de la question charbonnière qui est remise en chantier pour aboutir à la situation et aux tendances très actuelles.

IV. Cette quatrième partie conseille, d'une manière générale, à la délégation de recueillir toutes les suggestions qui lui paraîtront bonnes et d'en rendre compte immédiatement au Comité économique, car il pourrait s'en suivre une modification dans la procédure ultérieure.

V. Il est rappelé que les questions de main-d'œuvre sont de la compétence du B. I. T.

En somme, dans tout ce compte-rendu du Comité économique pour la session d'octobre 1928, il n'est exclusivement question que de procédure d'enquête et il n'est fait aucune allusion au mode d'intervention de la S. D. N. le cas échéant.

Conférence des experts du charbon à Genève en janvier 1929.

Conformément aux décisions du Comité économique en octobre 1928, des experts ont été nommés. La première conférence de ces experts a eu lieu en janvier 1929.

Au cours de la séance d'ouverture, le Président de la Conférence : M. Trendlenburg (Allemagne), a déclaré que si chacun des membres était expert pour le pays d'où il venait, il leur demandait de faire un instant abstraction du point de vue national, pour n'envisager que les aspects internationaux de la question du charbon.

Des discussions actives ont eu lieu ensuite, mais pour l'instant du moins, ces discussions n'ont pas été rendues publiques. On sait seulement qu'il a été question de la production, de la consommation, et de la politique commerciale des États et des producteurs en matière de charbon.

Au cours de la dernière séance, le Président a posé aux experts la question suivante :

« A la lumière de l'échange de vues qui vient d'avoir lieu, avez-vous l'impression qu'une contribution utile pourrait être apportée par la Société des Nations, ou sous ses auspices, à la solution des difficultés auxquelles se heurtent actuellement l'industrie charbonnière? Dans l'affirmative, dans quelle direction et par quelle méthode? »

Chacun des experts a successivement répondu à cette question.

Sur la base de ces réponses, la délégation (prévue par le Comité économique en octobre 1928) fera un rapport au Comité économique. Les experts ont alors tenu leur séance de clôture, au cours de laquelle le Président a prononcé une allocution, dont voici quelques traits :

Nous avons noté premièrement l'accord général sur le caractère international du problème charbonnier, et deuxièmement que la responsabilité dans l'application des remèdes nécessaires incombe, en premier lieu, à ceux qui dirigent cette industrie.

Bien entendu, il existe certains aspects du problème,

tels que les questions tarifaires et certaines méthodes commerciales qui sont de la compétence du Comité économique.

Il y a aussi le côté social, auquel d'autres personnes s'intéressent spécialement. Il y a enfin l'intérêt du consommateur.

La tâche du Comité économique consiste à prendre en considération tous les intérêts en jeu.

Les avis exprimés ici, pour l'établissement sous une forme quelconque d'une collaboration internationale des producteurs, seront recueillis par le Comité économique comme informations et témoignages, car le but de la Conférence des experts n'était pas de suggérer une solution définie quelconque, mais de donner des informations sur la situation actuelle.

Il sera jugé ultérieurement sur l'opportunité d'une nouvelle consultation des experts.

Nous voyons, en somme, que les experts, comme M. de Peyerimhoff, sont d'avis de laisser s'organiser les producteurs entre eux pour résoudre un problème essentiellement international.

La prise en considération de tous les intérêts en jeu par le Comité économique est certainement fort louable, mais remarquons bien que s'il veut examiner le problème dans son infinie complexité, il risque de ne pas en sortir.

CHAPITRE IV

Opinions diverses recueillies dans la presse.

SECTION I

Angleterre.

Le *New Leader* du 18 décembre 1926, favorable au contrôle international, préconisé par la Fédération des Mineurs, critique l'attitude plutôt négative de M. A. J. Cook et des mineurs britanniques, qui veulent obtenir en premier lieu la nationalisation des mines.

Certains chefs ouvriers britanniques préconisent la conclusion d'accords internationaux périodiques, qui, au lieu de contingenter les exportations et d'établir les prix, fixeraient le chiffre total de la production.

Les mineurs britanniques avant la grève de 1926 ont déclaré nettement que le problème charbonnier était d'ordre international et devait être traité et étudié comme tel. Il faut arriver à donner à tous les mineurs le niveau de vie du pays le plus favorisé.

Le 1^{er} avril 1926, dans une lettre au *Times*, Sir Alfred Mond déclare que c'est dans une solution internationale que réside vraiment la possibilité d'un avenir meilleur.

Une suggestion de collaboration internationale, susceptible de recevoir une application pratique, par suite

d'accords entre les divers gouvernements, et indépendamment du mouvement de concentration de l'industrie houillère, a été faite par la Commission royale d'enquête. « Si l'on pouvait, déclare le rapport, grâce à l'intervention du B. I. T., instituer un régime uniforme de durée de travail, il conviendrait peut-être d'accepter cette réforme, même si nous devons prolonger quelque peu notre horaire de travail, alors que les autres pays devraient réduire le leur ».

A cette époque, évidemment, les mineurs anglais, dont la situation était devenue franchement mauvaise, avaient plus à gagner qu'à perdre à conclure de pareils accords sur la durée du travail et les salaires.

Pour caractériser l'attitude hostile des exploits britanniques, citons leur opinion, exprimée par le *South Wales Journal of Commerce* du 3 mai 1927, à la veille de la C. E. I. :

« La Politique, qui est appuyée à la fois par la majorité des propriétaires des mines et les exportateurs du pays, est celle de l'autonomie complète et, quelles que soient les décisions qui pourraient être prises à Genève, il ne saurait en résulter aucune conséquence directe sur la politique charbonnière de la Grande-Bretagne. Le Sud du Pays de Galles et les autres régions exportatrices de charbon sont économiquement en mesure de ruiner et de détruire à la longue les politiques nationalistes que poursuivent la France et d'autres pays étrangers ».

Le *Colliery Guardian* du 24 juin 1927 estime très fâcheuse, à l'heure actuelle, « la mode des accords internationaux ».

Par contre, le *Times* du 21 juin 1927 en est venu à penser que le moyen rationnel d'éviter un conflit, pouvant entraîner de lourdes pertes dans tous les pays du monde, semble être une forme quelconque d'accord international,

fondé sur un système analogue à celui qui régit la production du fer et de l'acier sur le continent.

En août 1927, le *Times*, à la suite d'une étude sur la situation houillère conclut :

« L'analyse qui précède devrait convaincre le lecteur que, de la part de l'industrie houillère britannique, consentir à l'heure actuelle à faire partie d'un cartel houiller international serait une grande sottise; ce serait, en effet, permettre virtuellement à l'Allemagne de capitaliser en quelque sorte la totalité des livraisons de réparations, et aux autres nations de consolider la partie de leur production née de nos propres difficultés. Lorsque nous aurons regagné sur les marchés européens une partie considérable de notre clientèle d'avant guerre, perdue depuis, il sera alors temps d'ouvrir de pareils pourparlers ».

Le 19 juillet 1927, à la Chambre des communes, le travailliste Witheley a suggéré une conférence internationale de propriétaires de mines, en vue de réglementer les prix à l'exportation. Le secrétaire aux Mines a répondu que c'était désirable, mais pas immédiatement réalisable.

Au retour d'un voyage en Allemagne, en fin 1927, M. Boothy, secrétaire privé parlementaire du Chancelier de l'Echiquier, a prôné l'idée d'une entente entre les industries sidérurgique et houillère de Grande-Bretagne et d'Allemagne.

Cependant, l'esprit combatif des exploitants anglais, malgré leurs lourdes pertes, se manifeste encore en ces termes dans le *South Wales Journal of Commerce* du 20 octobre 1927, principal organe des propriétaires de mines galloises :

« Peut-être est-ce une opinion populaire sur le continent que tous les troubles des houillères y sont dus à la

concurrence des charbons britanniques; il n'est guère surprenant qu'en Allemagne, en France, et dans d'autres pays étrangers, il existe un fort courant d'opinion en faveur d'une réglementation du charbon. Il est nécessaire de souligner que l'avantage du charbon britannique, sur les marchés maritimes et dans la Méditerranée, est d'ordre purement économique et fondé sur des facteurs naturels et non pas artificiels.

Les intérêts matériels du Royaume Uni exigent que cet avantage soit exploité à l'extrême limite, et il faut lutter pour que la position qui lui revient dans les exportations mondiales soit conservée. »

A la suite des efforts des exploitants pour construire les plans de districts, nous constatons que l'attitude générale devient moins hostile à une entente internationale.

Le *Colliery Guardian* du 15 juin 1928 dit que la situation est encore obscure, mais que l'amélioration actuellement discernable doit engager les producteurs britanniques à poursuivre leurs efforts :

« Même le politicien, pour qui l'idée de cartel international de la houille présente tant d'attraits, doit admettre que la politique actuellement poursuivie par les propriétaires de mines britanniques a pour conséquence de rapprocher graduellement cet objectif du domaine d'une discussion pratique. Cependant, la politique d'expansion houillère de l'Allemagne et de la Pologne n'est pas faite pour hâter l'accomplissement d'une entente ».

Le *Times* du 3 juillet 1928 écrit que des sondages ont été faits pour se rendre compte de la possibilité d'un accord international, mais qu'on est arrivé à la conclusion que le temps n'est pas encore venu, pour la Grande-Bretagne, d'envisager un tel accord, en l'absence de toute organisation autorisée, pour parler au nom de

l'ensemble de l'industrie. Il faut d'abord établir l'accord national.

A la même époque, une lettre de M. V.-A. Lec, secrétaire de l'Association des propriétaires de Mines de Grande-Bretagne, plaide pour une entente entre les divers bassins houillers britanniques, mais juge que le moment n'est pas encore venu de se lier internationalement.

Voici les commentaires de l'*Iron and Coal Trade Review* du 31 août 1928 sur les perspectives d'une entente charbonnière internationale.

« Aussi attachés que nous soyons à l'individualisme, il faut se rendre à l'évidence : la coopération entre les producteurs est devenue presque une nécessité. Nos charbonnages ne peuvent continuer à vendre indéfiniment au-dessous du prix de revient. En ce qui concerne spécialement le commerce d'exportation, nous approchons de la croisée des chemins : ou courir au désastre, ou épouser le point de vue international et composer avec les adversaires. Il ne faut plus penser, comme certains, que nous pourrions récupérer notre position d'avant guerre. Il nous faut un *modus vivendi* pour le commerce d'exportation. Le problème est complexe et la preuve en est formée par la diversité des suggestions ».

Le 9 novembre 1928, le secrétaire aux Mines a déclaré ceci au Comité exécutif de la Fédération des Mineurs :

« En ce qui concerne la question de coopération nationale, je suis convaincu que le progrès réalisé est suffisant et qu'il n'y a donc pas nécessité pour le Gouvernement d'intervenir. Quant à un accord international, le moment n'est pas encore propice, et il en sera ainsi tant que l'industrie houillère britannique conservera l'espoir de regagner ses débouchés étrangers ».

Les déclarations du Syndicat de la Ruhr, sur l'exer-

cice 1927-1928, sont commentées par le *South Wales Journal of Commerce* du 11 décembre 1928. Ce journal pense que le Syndicat devrait enlever la poutre qu'il a dans l'œil contre la paille qu'il croit devoir enlever à celui des autres pays : en effet, le système des licences d'importation réduit l'exportation anglaise en Allemagne, lorsque d'autre part l'exportation allemande est subventionnée par toutes les mines. Le programme d'exonération des taxes locales, en Angleterre, réduit simplement les frais de transport de la mine au port.

L'Angleterre sera certainement tout à fait disposée à examiner la possibilité d'instituer une forme quelconque de collaboration internationale, lorsqu'elle aura mis de l'ordre dans ses propres affaires. Pour cela, la politique charbonnière artificielle pratiquée sur le Continent doit cesser, notamment dans la Ruhr.

M. Archer, l'un des promoteurs des plans des Midlands, au retour d'un voyage sur le continent, a résumé en fin 1928, la situation charbonnière, d'un point de vue international, en distinguant les huit points suivants :

1^o La Grande-Bretagne est forcée d'exporter de la houille.

L'Allemagne et la Pologne aussi, mais beaucoup moins.

2^o C'est en Grande-Bretagne que les salaires sont les plus élevés.

3^o La politique du continent est le développement au maximum de la production. Des tarifs de faveur sont accordés en Allemagne, en France et en Pologne, et ces pays sont armés pour résister à une pression exceptionnelle.

4^o Depuis 1914, la Grande-Bretagne est le seul pays qui ait vraiment souffert, quant à son industrie du charbon.

5° En Grande-Bretagne les chômeurs sont plus nombreux que nulle part ailleurs.

6° Le charbon de réparations trouble l'industrie houillère.

7° Les profiteurs de la crise sont la Scandinavie et l'Italie.

8° Le désordre dans la production, la répartition et la vente du charbon, règne encore en Grande-Bretagne.

En résumé, toutes les opinions que nous venons de citer nous montrent que chez les Anglais, l'esprit d'individualisme est profondément ébranlé, mais qu'ils sont visiblement navrés à la perspective d'entrer dans un accord international, qui consacrerait un amoindrissement considérable de leur hégémonie charbonnière.

SECTION II

Allemagne.

La *Germania* du 13 juin 1926 affirme qu'un accord interviendra tôt ou tard entre propriétaires allemands et anglais au sujet des prix et qu'il s'imposera surtout quand la subvention gouvernementale anglaise aura été supprimée.

Le *Berliner Tageblatt* du 12 mars 1926 publie un article préconisant la consolidation du commerce d'exportation; il est favorable à une collaboration anglo-allemande dans ce domaine.

Dans l'*Internationale Bergwirtschaftszeitung* de juin-juillet 1926, on pense que la concurrence américaine et l'indépendance croissante des pays de l'hémisphère austral du globe, au point de vue de leurs besoins en

charbon, rendront de plus en plus indispensable une entente sur la production européenne.

Le 18 mars 1926, le rapporteur à la Commission allemande du charbon a remarqué que jusqu'à présent, tous les efforts des pays européens, pour conclure une entente, demeuraient sans espoir de succès, et a exprimé des doutes sur les avantages que présenterait pour l'Allemagne une réglementation de l'industrie du charbon.

Le *Borson-Kurier* du 25 décembre 1926, après avoir examiné la situation charbonnière, conclut que la solution unique serait un accord entre les producteurs, pour adapter la production à la consommation. Il cite les précédents d'avant-guerre pour le sucre et d'après-guerre pour la potasse et la métallurgie. Il regrette que l'industrie minière soit restée profondément individualiste, et pense que peut-être un cartel anglais, analogue au Koblen-syndikat, eût peut-être évité la grève.

Cependant, l'avis du Koblen-syndikat, exprimé par le Dr Flemming dans le rapport sur l'exercice 1926-1927, n'est pas aussi net. Il admet que la situation actuelle de l'industrie charbonnière des divers pays est si chaotique, que toute mesure propre à l'améliorer est éminemment souhaitable, mais il se demande si l'entente préconisée serait aussi avantageuse pour l'industrie minière allemande qu'on se l'imagine peut-être. D'ailleurs, seuls les Allemands sont suffisamment organisés pour conclure et exécuter un accord.

Pour faire connaître l'état d'esprit des syndicats de mineurs allemands, rappelons la déclaration de la *Bergarbeiterzeitung* du 29 mai 1927, organe de la fédération des mineurs allemands : « Seul un accord international dans l'industrie du charbon peut remédier à la situation d'une manière durable. »

Au cours d'une conférence tenue par cette même fédé-

ration, en novembre 1927, le Dr Berger a déclaré qu'un accord sur le charbon ne pourra être conclu sur une base purement capitaliste, et il invite les mineurs affiliés à l'Internationale à élaborer les modalités d'un régime mieux adapté à la conclusion d'un tel accord.

Au début de 1928, certaines opinions allemandes considèrent que la politique anglaise d'abaissement des prix constitue un gigantesque effort pour reconquérir les marchés perdus, qui serait peut-être ainsi le préliminaire de la conclusion prochaine d'un cartel du charbon qui lierait les pays intéressés en Europe.

D'après la *Frankfurter Zeitung* du 6 décembre 1928, le rapport du Koblenzsyndikat, pour l'exercice 1927-1928, rappelle qu'à différentes reprises, le désir a été exprimé en Angleterre de participer à des négociations éventuelles sur une entente internationale charbonnière.

Toutefois, la situation en Angleterre ne paraît pas encore propice à une telle entente. L'industrie de la Ruhr ne pourrait consentir à accepter, comme base d'un accord, la situation créée artificiellement par une subvention gouvernementale. L'intervention du gouvernement britannique a fait, d'une question de concurrence économique privée, une question de concurrence entre États.

Le syndicat rejette systématiquement toute politique de subvention et compte sur d'autres remèdes, tels que la réduction des frets et l'exécution des canaux.

En résumé, nous voyons qu'en Allemagne, la polémique est assez vive au sujet d'une entente internationale et que toutes les vues sont loin d'être concordantes.

L'animosité envers l'Angleterre est en général très vive.

SECTION III

Autres pays.

France. — La France n'est pas intéressée au premier chef par la question d'une entente internationale, et les discussions à ce sujet, dans notre pays, ne sont pas extrêmement vives.

Signalons quelques traits d'un exposé de M. de Peyerimhoff paru dans l'annuaire de la Chambre de Commerce française de Londres :

« Il s'agit, non pas de supprimer des concurrences légitimes, en fermant à l'importation des zones aujourd'hui contestées, mais d'organiser cette importation, de la régler au mieux des intérêts en cause, et d'éviter ainsi des compétitions désordonnées. Pour entreprendre un travail de régularisation, et préparer une répartition rationnelle sur le marché français des disponibilités houillères, les Français voudraient savoir à qui parler. Ils remarquent l'absence d'organisation du côté anglais. A défaut d'organisation nationale chez les principaux producteurs, il faudrait renoncer à rationaliser la production et le débit de la houille dans le vieux monde. »

D'autre part, M. Vigne, Secrétaire de la Fédération nationale des Mineurs français, a fait un rapport en 1928, sur la crise charbonnière et propose, comme solution, la création d'un office international du combustible, qui fonctionnerait sous l'égide du Comité Consultatif de la S. D. N. : il serait composé de membres patrons et ouvriers, ainsi que de représentants des gouvernements. Cet office international aurait pour rôle principal la répartition du combustible.

Belgique. — Rappelons ces quelques lignes de la déclaration du Roi des Belges le 21 octobre 1928.

... « pour lutter avec des chances de succès, il faut les ententes, dont une des formes fécondes sont les syndicats de vente; ce sont les moyens les plus capables de favoriser l'exportation, en permettant des ententes internationales... »

Hollande. — Le Ministre hollandais des voies navigables, répondant à diverses questions, aurait déclaré vers la fin de 1927 que la conclusion d'un accord international sur la production et la consommation de charbon contribuerait beaucoup, sans aucun doute, à rétablir l'équilibre de cette industrie. Mais comme l'influence de l'industrie charbonnière néerlandaise sur le marché international n'est pas de première importance, une initiative des Pays-Bas ne semble guère avoir de chances de réussir.

SECTION IV

Fédération internationale des mineurs.

Le Comité de la Fédération, dans une résolution votée le 28 avril 1925, estime que la concurrence aveugle ne fait qu'aggraver le mal, et qu'il y a lieu de poursuivre l'unification des conditions de travail des mineurs sur le plan international.

A la même époque, le Secrétaire de la Fédération-M. Frank, Hodges, soutient dans la presse anglaise, devant la Commission Samuel et dans les réunions publiques, qu'il est hautement désirable de constituer immédiatement un conseil international du charbon, composé de délégués des gouvernements, des propriétaires et des

ouvriers. Ce Conseil aurait la haute main sur le commerce mondial du charbon. De plus, la Fédération se propose de déclencher le mouvement en faveur de l'unification des conditions de travail.

D'autre part, la Fédération internationale des Mineurs chrétiens (le seul groupement international d'ouvriers mineurs en dehors de l'autre Fédération) dans une résolution du 8 juillet 1925, dénonce la surproduction de charbon, de plus en plus importante, et le danger des méthodes qui ont pour résultat de rendre la concurrence entre les différents pays encore plus âpre, et qui augmentent la crise. L'assainissement de la situation, ajoute la résolution, n'est possible que sur la base d'un accord international.

M. Delattre, qui a pris la succession de M. Frank Hodges au Secrétariat de la Fédération, déclare dans le *Peuple* du 7 avril 1927 : « Hostiles à toute réduction des salaires et à l'allongement du temps de travail, les représentants des syndicats de mineurs envisagent une solution internationale de la crise charbonnière par une limitation de la production. Sans méconnaître les difficultés d'un accord international pour la réglementation de la production, on pourrait applaudir les efforts destinés à mettre un peu d'ordre dans l'anarchie qui règne. » Il préconise l'extension de l'usage du charbon aux régions encore vastes de l'Europe où il ne pénètre pas encore, en particulier, aux Balkans.

Le *Vorwaerts* du 10 août 1927, commentant une réunion à Paris du Comité Exécutif de la Fédération s'exprime ainsi :

« Le Comité Exécutif a l'intention d'encourager par tous les moyens possibles la formation d'une entente internationale pour la production du charbon et de compléter les données statistiques dont il dispose déjà.

De la sorte, il sera possible de surmonter aisément les difficultés qui s'opposent à la conclusion d'un accord international pour la production du charbon. Ces difficultés ont été récemment exposées à la Chambre des Communes britanniques, lors d'un débat au cours duquel un représentant du parti travailliste a préconisé la convocation d'une conférence internationale des producteurs de charbon, pour la constitution d'un organe de surveillance des prix mondiaux d'exportation. »

Le Comité Exécutif de la Fédération s'est réuni à Bruxelles les 10 et 11 décembre 1928 a étudié, à nouveau, le problème de la crise charbonnière, en portant particulièrement son attention sur les travaux du Comité Economique de la S. D. N.

Les représentants de la Fédération qui s'étaient rendus à Genève pour y exposer le point de vue des mineurs ont fait connaître au Comité Exécutif le développement des recherches effectives.

Pour résumer, remarquons la constance de vues de la Fédération internationale des Mineurs. Depuis plusieurs années, les différentes opinions qu'elle a émises sont toutes favorables à un accord international.

CHAPITRE V

Rappel de tous les facteurs pouvant influencer sur les conditions de l'industrie charbonnière et notamment remédier à la crise.

Après avoir étudié les divers aspects de l'industrie charbonnière et recueilli de nombreuses opinions, concernant sa situation difficile et les moyens d'y remédier, et ayant pris connaissance des travaux de la S. D. N. à ce sujet, le moment est venu de rappeler tous les facteurs pouvant influencer sur l'industrie charbonnière, du point de vue des remèdes qu'ils seraient susceptibles d'y apporter.

Pour bien se rendre compte des éléments sur lesquels on peut agir, et des autres sur lesquels on ne peut rien, nous sommes amenés à faire une distinction entre les facteurs variables et les facteurs invariables, et encore, parmi ces derniers, faudra-t-il distinguer ceux qui peuvent faire varier rapidement les conditions de l'industrie de ceux qui sont fort longs à mettre en mouvement.

Cette classification nous facilitera l'acquisition d'une vue d'ensemble sur notre sujet.

Facteurs invariables

Ce sont la richesse, l'exploitabilité et la position géographique des gisements houillers.

On voit chaque pays doté d'une certaine réserve de combustible, dans des parties souvent fort limitées de son territoire. Il arrive même que plusieurs pays soient accrochés concentriquement à un seul grand bassin houiller : la Haute-Silésie en est un exemple caractéristique. Les réserves de combustibles sont exploitées avec une intensité variable. Cependant, en Europe, tout au moins, on peut dire que tous les bassins houillers, assez facilement accessibles ou exploitables, sont actuellement en plein rendement (nous exceptons la Russie).

Nous avons vu, dans la première partie, les grands déplacements de populations et leur accumulation en des régions limitées, dont l'assise était précisément constituée par les gisements houillers. Ces déplacements ont mis plus d'un siècle pour s'effectuer.

Actuellement, pour la crise de surproduction qui nous occupe, il faut considérer les groupements industriels comme des données non susceptibles de changer en l'espace de quelques années.

La quantité de charbon se trouvant dans les bassins houillers est certes un facteur d'importance, mais, de plus, il faut tenir compte dans une large mesure de l'exploitabilité de ces bassins.

Là encore, les plus grandes différences se font sentir et n'oublions pas que, si les bassins de l'Angleterre et la Ruhr donnent un rendement individuel sensiblement équivalent, les bassins des États-Unis atteignent en moyenne plus du double de ce rendement, et ceux de la France et de la Belgique la moitié seulement. Ces valeurs respectives sont naturellement susceptibles de changer suivant le degré de rationalisation, mais les écarts ne seront pas susceptibles de changer l'ordre de grandeur existant actuellement.

La position géographique des gisements joue également un grand rôle.

Leur répartition, généralement fort inégale, et souvent excentrique pour un pays déterminé, a pour conséquence forcée l'établissement d'un marché international du charbon. Cette situation favorise naturellement les abus en cas de crise.

Tous les pays et toutes les régions d'un même pays ont besoin de charbon et une immense répartition de ce combustible s'impose.

C'est alors qu'intervient la question du perfectionnement des moyens de transport par mer, par canal ou par voie ferrée, et des tarifs qui y sont appliqués; nous constatons que même si ces conditions étaient uniformisées, l'inégalité de répartition géographique jouerait encore le rôle prépondérant : les limites seules des régions de concurrence seraient changées, mais non pas les régions elles-mêmes.

On connaît les remèdes de toutes natures qui ont été proposés, en vue de résoudre la crise, et notamment ceux qui ont pour but de niveler les conditions de travail des mineurs.

Or, il ne faut pas oublier — et nous insistons bien sur ce point — que l'on ne saurait toucher aux facteurs invariables dont nous venons de parler : l'inégalité fondamentale dans la richesse, l'exploitabilité et la position géographique des gisements houillers subsistera toujours, et rendra le plus souvent inopérantes les mesures de nivellement proposées.

Les pays privilégiés en charbon — malgré la terrible rançon que certains doivent payer actuellement — le resteront envers et contre tout, et pour de nombreuses générations.

Nous avons remarqué, à plusieurs reprises, que ces

considérations avaient été perdues de vue dans certaines propositions de remèdes à la crise.

Facteurs variables et leur valeur comme remèdes à la crise.

Nous avons certaines subdivisions à faire; tout d'abord, on l'a vu, il faudra distinguer les facteurs lentement variables des autres qui agissent assez rapidement, et ensuite considérer quels sont ceux qui peuvent agir sur ces facteurs : exploitants, ouvriers, pouvoirs publics ou consommateurs.

Facteurs lentement variables mais dont la vitesse de variation est très largement dé- pendante de la situation du marché.

Par le fait des exploitants, la rationalisation, dans son sens très général, peut amener de sensibles changements. Cette rationalisation, recommandée par M. de Peyerrimhoff dans son rapport au Comité Consultatif, comprend plusieurs échelons.

1^o Rationalisation technique des exploitations;

2^o Rationalisation technique des sociétés;

3^o Rationalisation commerciale.

Les rubriques 1 et 2 sont en étroite liaison.

1^o **Rationalisation technique des exploitations.**

— Les méthodes d'exploitation peuvent être perfectionnées, la chasse aux temps perdus peut être fructueuse. Le développement du machinisme au fond et au jour est aussi d'importance, mais par dessus tout, comme

nous l'avons déjà dit il importe de restaurer la discipline et l'ardeur au travail.

Malheureusement il est un fait certain : ces mesures ne sont appliquées à fond qu'en temps de crise, lorsqu'un redressement urgent de la situation s'impose. En période prospère, une société houillère vise toujours beaucoup plus au développement de sa production qu'à l'accroissement de son rendement.

L'exemple de la rationalisation de la Ruhr est à chaque instant cité : elle est d'autant plus remarquable qu'elle a été exécutée dans un pays où l'économie charbonnière est théoriquement à demi socialisée. D'autre part, les ouvriers se sont prêtés à une dure discipline sans opposer une résistance systématique par l'intermédiaire de leurs syndicats ou de l'État. Toutefois, la rançon de ce relèvement a été élevée : d'abord la rationalisation négative, par l'abandon des puits les moins productifs, a peut être laissé perdre définitivement d'importantes masses de charbon :

La rationalisation, une fois faite, le bilan des dépenses qu'elle a exigé, tant pour le développement du machinisme que pour l'aménagement des chantiers et galeries, s'est révélé tout à fait important, et on a vu à ce sujet les plaintes des exploitants de la Ruhr.

La rationalisation des exploitants est encore à faire dans la plupart des pays et elle ne peut s'accomplir en quelques années que dans les cas exceptionnels. Pour donner une idée de l'ordre de grandeur de ses résultats, on peut dire que dans les cas les plus favorables, elle est susceptible d'augmenter le rendement individuel de $1/4$ à $1/3$. Mais il faut ajouter de suite que le prix de revient total ne diminue aucunement dans la même mesure, comme on l'a constaté dans la Ruhr.

2° Rationalisation technique des sociétés. —

Nous gravissons ici un échelon : la concentration des sociétés houillères est en progrès certain, elle est le complément, quelquefois indispensable, de la rationalisation des exploitations.

Ce problème se pose avec acuité en Angleterre et en Belgique, où le trait dominant de l'économie charbonnière est encore la dissémination extrême des exploitations. On a vu comment les circonstances ont amené ces deux pays à s'engager franchement dans la voie du regroupement.

Cependant, cette concentration a des limites et M. P. Parent, Secrétaire Général du Comité Central des Houillères de France, estime qu'au delà du gabarit de 4 millions de tonnes par an, maximum atteint par trois ou quatre mines françaises, une exploitation houillère devient vite trop lourde à gouverner pour un seul homme. Les mines domaniales de la Sarre, par exemple, avec 14 millions de tonnes, ont trop d'ampleur et échappent à la main du chef. Les bénéfices de ces mines sont d'ailleurs bien inférieurs à ceux des mines françaises, dont le gisement est moins riche dans l'ensemble. D'autre part, d'après certains échos, les mines fiscales hollandaises ne paraissent pas non plus obtenir tout le bénéfice que retirerait une entreprise privée.

Aux États-Unis, les entreprises houillères atteignent au maximum 20 millions de tonnes par an et en Angleterre 12 millions; ce sont là des chiffres exceptionnels.

La vitesse du mouvement de concentration des entreprises est grandement augmentée en cas de crise de l'industrie. Ainsi, nous verrons peut-être bientôt l'Angleterre et la Belgique arriver à une excellente concentration, qu'elles n'auraient peut-être jamais connue sans la crise.

On assiste parallèlement à la concentration, sur une

vaste échelle, des industries de sous-produits du charbon dans tous les pays. Du point de vue qui nous occupe, il faut bien noter que les mesures de rationalisation technique, si elles ne s'accompagnent pas de l'abandon d'un certain nombre de puits et du renvoi d'un grand nombre d'ouvriers, ne feront qu'aggraver la situation générale, car elles conduiront à produire plus de charbon.

En cas de renvoi en masse d'ouvriers, la question du placement des chômeurs se pose, et on sait qu'actuellement, en Angleterre, le chômage des mineurs est une véritable plaie sociale.

Pour résumer : nationalement, la rationalisation technique des exploitations et des sociétés houillères est une excellente mesure, car elle augmente la production et la capacité de concurrence du charbon indigène; internationalement, elle n'est désirable qu'autant qu'elle diminue la production, donc la concurrence, et participe ainsi à la stabilisation des prix; mais alors la question du placement des chômeurs se pose avec acuité.

3° La rationalisation commerciale. — Elle se manifeste par des organismes communs de vente pour une fraction de bassin, pour un bassin, ou enfin pour plusieurs bassins houillers. On a vu dans la troisième partie la grande diversité de ces organisations, tant par leur structure que par leur extension. Dans l'ensemble, l'évolution est normalement assez lente : ainsi, dans la Ruhr, il a fallu bien des années pour réaliser l'organisation présente, qui est certainement très perfectionnée.

A l'heure actuelle les circonstances critiques imposent le groupement des organismes de vente, et avec une urgence assez grande. La stabilité des prix dépend étroitement des progrès dans ce sens.

La concentration commerciale est assez indépendante

de la concentration technique : elle peut facilement la dépasser de beaucoup en ampleur.

Nous avons vu que les organismes de vente nationaux sont encore l'exception : l'absence en est surtout regrettable en Angleterre.

Ces organismes nationaux seraient susceptibles de nous donner la solution de la crise en cas d'entente internationale : ils en sont d'ailleurs la condition nécessaire.

La concentration commerciale est généralement laissée à la libre initiative des exploitants. Nous reviendrons sur cette question au chapitre suivant.

La nationalisation des mines.

Nous nous sommes étendus longuement sur ce grand problème, dans la troisième partie, et n'en signalerons ici que la conclusion. Considérée comme désastreuse par les exploitants, l'opinion actuelle des syndicats ouvriers est qu'elle ne peut aucunement fournir une solution internationale de la crise.

D'une manière générale l'idée de nationalisation des mines est en recul très sensible, dans les milieux d'où elle est sortie.

L'uniformisation des conditions de travail des mineurs.

Cette uniformisation est en progrès certain depuis la guerre, mais l'évolution en est lente. Nous avons vu que l'enquête du B. I. T. a démontré que les conditions de travail des mineurs en 1925 n'étaient pas aussi différentes qu'on l'avait supposé. Une enquête analogue a été

faite en 1927, mais nous n'en connaissons pas encore les résultats.

Les syndicats de mineurs considèrent généralement que des conditions de travail égales partout seraient susceptibles de remédier à la crise, mais nous ne voyons pas bien comment. Que l'uniformisation soit en elle-même désirable, cela est certain, mais pour qu'une amélioration de la situation s'ensuive, il faudrait que ce soit dans les bassins les plus productifs que les ouvriers travaillent le plus longtemps et soient le moins payés. Cette considération ne peut s'appliquer qu'au bassin polonais; pour le reste il n'y a rien de semblable.

Nous avons vu une solution analogue proposée dans un ouvrage anglais : *Coalmining : a European Remedy* (par Bellerby). Il s'agirait d'uniformiser et de régler internationalement la durée du travail dans les mines, en appliquant telle réduction qui paraîtrait nécessaire.

Le taux des salaires serait réglé de même. Enfin, on pourrait en arriver au contrôle international de l'extraction. Un Conseil international composé surtout d'exploitants et de mineurs devrait pourvoir à ces mesures.

Ces réglementations conventionnelles nous paraissent être des considérations uniquement théoriques, et qui rencontreraient d'innombrables difficultés pour leur réalisation.

Les consommateurs.

Nous avons peu parlé jusqu'ici des consommateurs : ceux-ci doivent se rendre compte que leur intérêt réel n'est pas toujours la recherche du plus bas prix possible.

Si l'on prend l'exemple du consommateur français, il ne paraît guère indiqué qu'il favorise, par un abaissement

illimité des prix, la carence de notre industrie houillère nationale, se plaçant ainsi sous la dépendance étroite des fournisseurs étrangers qui le tiendraient à sa merci : on l'a bien vu en 1919-1920.

Par contre, il convient de remarquer que, en cas d'accord international, le consommateur se trouverait isolé et sans défense devant les producteurs groupés et tournés contre lui. Cette situation est périlleuse, et les excès de certains trusts internationaux sont là pour le prouver. Il serait utile de prévoir par avance des mesures destinées à empêcher de pareils abus.

La mauvaise situation des houillères d'un pays a une répercussion inévitable sur l'activité industrielle de ce pays. En effet, les consommateurs sont le pays tout entier et nous l'avons déjà fait remarquer.

Il est évident que, dans ces conditions, la prospérité raisonnable et l'équilibre de l'industrie houillère sont pour tous une chose très désirable.

Or les consommateurs sont aussi l'opinion publique et M. de Peyerimhoff a fait appel à leur raison pour considérer favorablement les ententes industrielles.

Si les consommateurs de charbon ne sont nulle part organisés et ne peuvent d'ailleurs pas l'être, ils soutiennent cependant une lutte sévère — et à encourager du reste — par l'utilisation rationnelle de la houille; ce n'est pas là un facteur négligeable.

D'une manière générale, pour tous les consommateurs, nous pouvons rappeler que le niveau absolu des prix est peut-être moins important que les variations mêmes de ces prix, causes certaines de déséquilibre. L'exemple de l'Allemagne est rassurant à ce point de vue : l'opinion publique qui, au moment de la formation du Kohlen-syndikat, avait manifesté quelque suspicion à son égard,

est largement revenue depuis sur cette première opinion, devant la constatation de la stabilité économique.

Facteurs rapidement variables par le fait des producteurs.

Les salaires. — Ils constituent, comme on le sait, en moyenne, les $2/3$ du prix de revient du charbon, et une variation brusque de leur taux est susceptible de modifier sensiblement les conditions d'existence d'une houillère. Toutefois, à l'heure actuelle, l'existence tout à fait générale des conventions collectives de travail rend difficile une variation importante et rapide des salaires suivant l'état du marché charbonnier. La conception du salaire social vient souvent à l'encontre de celle de salaire élément du prix de revient du charbon : c'est là la plus grave source de conflits entre les exploitants et les syndicats de mineurs.

Les circonstances très critiques rendent quelquefois nécessaires une grande baisse des salaires : les mineurs anglais en ont subi la dure expérience après la grève de 1926.

Les prix. — Ce facteur qui peut être soumis à des variations instantanées est d'une importance déterminante. Les prix dépendent essentiellement de l'offre et la demande et on constate actuellement l'effondrement provoqué par la surproduction générale. Cette considération se trouve à la base de toutes les mesures prises pour améliorer les conditions de l'industrie houillère.

Le dumping. — On a vu, qu'à ce sujet, la diversité des opinions était telle que la C. E. I. n'a pu prendre de position déterminée. Pour le charbon, le dumping est très dangereux dans le cas d'une organisation commerciale

très solide comme en Allemagne. C'est là un moyen artificiel de concurrence à condamner en cas d'accord international; il est de ceux qui peuvent être résolus par les législations nationales.

Par le fait de l'État.

La durée du travail. — Elle a une influence immédiate et très facile à calculer sur le rendement. L'expérience a prouvé, en effet, qu'entre les limites assez larges autour de huit heures, le travail effectué était proportionnel au temps.

A plusieurs reprises après la guerre, les modifications du temps de travail, dans certains pays charbonniers d'Europe, ont modifié sensiblement les puissances respectives de concurrence.

Redevances des mines. — La diminution de la redevance de Mines est une solution pénible à prendre pour un Etat : la Belgique l'a résolument adoptée.

Subvention directe. — Cette méthode subit un discrédit complet depuis l'exemple désastreux de l'Angleterre en 1925-1926. La subvention ne peut évidemment que modifier l'effet, sans toucher en quoi que ce soit à la cause; c'est un remède parfaitement superficiel. Il n'en est plus question maintenant.

Tarifs de transport. — Les compagnies de chemins de fer, qui sont généralement sous la dépendance étroite des Etats, doivent quelquefois faire d'importantes concessions de prix pour le transport du charbon. Ces variations de tarifs sont susceptibles de faire déplacer sensiblement la courbe de limite de concurrence dans une région donnée.

La politique de subvention par les tarifs de transport

est appliquée presque partout, soit comme moyen de défense à l'intérieur, soit pour forcer les débouchés à l'extérieur : elle est l'objet de reproches véhéments et réciproques dans les divers pays.

Droits de douane. — L'importance en est tout à fait secondaire. Les quelques pays qui appliquent un droit de douane relativement élevé n'ont pas de rôle charbonnier susceptible de retenir l'attention. La tendance générale est à l'abaissement des droits de douanes sous l'influence de la S. D. N.

Mesures favorisant la consommation du charbon national.

Des mesures de ce genre ont été prises en Belgique, en Espagne et en France pour les services publics.

Prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation.

Ces mesures ont été appliquées au commerce du charbon dans plusieurs pays d'Europe, comme on l'a vu précédemment, mais la Convention de Genève de 1927 est venue entraver sérieusement leur continuation.

Les différents facteurs variables par le fait de l'Etat, que l'on vient de signaler (mettons à part la durée du travail) sont les éléments de ce qu'on englobe généralement sous le nom de politique commerciale charbonnière des Etats.

Au cours de la conférence des experts en janv. 1929,

l'attention a été vivement attirée sur cette politique commerciale et on a souhaité l'établissement de « bonnes mœurs économiques », qui conduiraient à des conditions moins anormales de concurrence.

Il y a là un rôle très intéressant à jouer par la Société des Nations.

CHAPITRE V

Possibilité de l'organisation internationale de l'industrie charbonnière

Nous avons vu que l'organisation nationale de l'industrie houillère, dans chacun des pays charbonniers, de quelque nature qu'elle soit, ne paraît pas susceptible de résoudre la crise générale de surproduction.

En cas d'inorganisation, c'est la lutte dans le désordre.

En cas de concentration très forte, c'est la lutte dans l'ordre et avec le minimum de pertes pour l'industrie nationale.

Cette dernière solution est toutefois bien préférable pour le point de vue qui nous intéresse, car on a ainsi des organes permettant de parler au nom de tout ou partie de l'industrie houillère.

Le rétablissement de l'équilibre entre la production et la consommation de charbon paraît donc nécessiter des mesures internationales.

En Europe, l'industrie houillère occupe directement deux millions et demi d'ouvriers et fait vivre, au bas mot, une douzaine de millions d'êtres. Cette importance sociale exceptionnelle doit faire réfléchir aux dangers du chômage et de la misère. De plus, il n'est pas sain qu'une grande branche de production, dont les travaux d'entretien et de premier établissement sont très lourds dans

l'ensemble, ne soit plus en état de subvenir à ses besoins élémentaires.

Quelles mesures internationales faut-il donc prendre pour supprimer une concurrence ruineuse?

Si l'on veut tenir compte de tous les intérêts en cause, il est bien probable qu'on n'en sortira pas, car la question est d'une infinie complexité.

Il est de règle, en mathématiques, que les problèmes indéterminés se résolvent par approximations successives et nous pouvons ici en trouver une application.

D'autre part, nous avons acquis la conviction que l'interventionnisme d'Etat est à condamner, et qu'il faut laisser faire les producteurs en leur créant une ambiance favorable.

Mais il n'est guère raisonnable de penser qu'on réussira à échafauder d'emblée une grande et importante construction.

L'évolution de l'industrie houillère, comme toute évolution économique, doit se faire par étapes.

Il convient donc de partir de la solution la plus simple, et d'essayer ensuite de faire des progrès, en perfectionnant et développant cette solution.

Théoriquement, cette solution la plus simple paraît être un accord sur le contingentement de la production, car elle permettrait, après quelques tâtonnements, d'obtenir une connaissance exacte des besoins de la consommation.

Il suffirait alors de maintenir l'offre très peu en dessous de la limite d'équilibre avec la demande, pour provoquer immédiatement le relèvement des prix.

Pratiquement, un pareil contingentement se heurterait à de très grandes difficultés. En effet, la production normale d'une houillère est extrêmement difficile à définir, et on a vu d'ailleurs que cette question a entravé consi-

dérablement les premières tentatives de formation du kohlensyndicat. Le nombre des facteurs, devant entrer dans la détermination du taux normal de production, est très important, et la courbe heurtée des mouvements de cette production, dans les divers pays, ne permet pas non plus de s'assurer une base objective d'évaluation.

L'exemple de l'entente internationale de l'acier est souvent cité, comme devant être imité par l'industrie houillère.

Cette entente, entre les grands pays métallurgiques de l'Europe, n'est pas constituée par un organisme commun de vente et ne s'occupe, en aucune manière, des prix. Elle ne comporte aucune attribution de marchés et ne fait aucune distinction entre les marchés intérieurs et les marchés d'exportation. L'entente a pour but unique de contingenter périodiquement la production en acier brut de chaque pays, d'après l'allure du marché.

La fixation du quantum de production a certes rencontré des difficultés, mais elles ont été vaincues, et voilà plus de deux ans que cette organisation fonctionne pour le plus grand bien de la métallurgie.

Cet exemple ne peut s'appliquer directement à l'industrie houillère, en tant que solution par contingentement, car il est relativement plus facile de limiter la production d'une usine métallurgique que celle d'une houillère, mais il peut nous démontrer que des difficultés, qui paraissaient insurmontables, ont été résolues par la libre entente des producteurs. Le fait mérite d'être retenu, car il est actuellement la plus ample manifestation des ententes industrielles internationales.

Ayant ainsi écarté comme mesure immédiate le contingentement, revenons à la recherche de la formule qui pourrait être essayée.

Nous constatons que la lutte pour les débouchés est la

plus âpre dans les pays non producteurs et qui ont besoin de charbon, par exemple la Scandinavie et l'Italie; dans ces zones de combat, la baisse des prix est extrêmement importante. Si les principaux producteurs et exportateurs d'Europe, qui sont la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Pologne, pouvaient arriver à un accord de prix sur ces marchés extérieurs, une amélioration serait à noter.

Il ne faut pas penser pour l'instant que les Etats-Unis puissent entrer dans un accord international quelconque, et la solution à envisager est d'abord une solution européenne.

On a parlé, dans la presse européenne, à plusieurs reprises, de pourparlers entre les pays que nous venons de citer, en vue de pareils accords. Ces bruits ne se sont pas vérifiés par la suite.

Dans cet ordre d'idées, au cours de l'exposé des solutions nationales, nous avons vu que certaines conventions de prix avaient été conclues entre les producteurs français du bassin du Nord et du Pas-de-Calais et certains importateurs anglais d'une part, et avec des producteurs belges d'autre part, pour les ventes de charbon de qualité déterminée, dans des régions définies de France.

Il existe également une convention germano-tchèque, qui règle les échanges de combustibles entre les deux pays. Ces exemples d'accords locaux, réglant une à une les situations les plus fâcheuses et les plus déraisonnables, devraient être suivis par beaucoup d'autres.

Il est d'autre part évident que chaque région de concurrence a ses besoins propres, et est un cas d'espèce.

Il est donc impossible de proposer une formule type : la souplesse et la faculté d'adaptation de ces accords en seront les qualités principales.

Les exemples de la formation pénible de Kohlensyn-

dicat, et très actuellement, des tâtonnements des plans de districts et des tentatives de coordination des plans de districts en Grande-Bretagne, nous montrent que les points faibles d'un plan quelconque ne se révèlent que lors de son application.

L'expérience reste, comme toujours, la souveraine maîtresse : il faut l'acquérir et non pas chercher à la dépasser.

Ainsi, les ententes locales dont nous venons de parler, une fois adaptées à leur but, pourraient se grouper jusqu'à comprendre toutes les régions importantes de concurrence, tant sur les marchés extérieurs que sur les marchés intérieurs.

Si à ce moment, la situation saine de l'industrie houillère était rétablie, le mouvement aurait tendance à s'arrêter. En effet, lorsque tout va bien, il n'est pas besoin de s'entendre.

Si, au contraire, la surproduction n'a pu être encore écartée, il serait sans doute opportun de songer à uniformiser et à codifier les différentes règles suivies, ce qui marquerait un progrès certain dans l'esprit international économique. Ce stade serait alors celui de l'organisation internationale proprement dite : il aurait été amené progressivement à maturité par le processus décrit plus haut.

Cette organisation prendrait sans doute initialement la forme d'un cartel aux liens assez lâches, portant simplement sur des conventions de prix.

Puis peu à peu, l'organisation se resserrant et se perfectionnant, peut être pourrait-on en venir au contingentement de la production : c'est là un pas important à franchir.

Si toutes ces étapes étaient franchies, on a certainement lieu de croire que la compression de production nécessaire de 70 millions de tonnes environ sur 1.400 mil-

lions, c'est-à-dire du vingtième, serait effectuée et que l'industrie houillère, continuant désormais à se soumettre à une discipline consentie et arrêtée en commun, pourrait alors repartir sur de nouvelles bases, en pleine connaissance de cause.

Les ententes entre les producteurs, bien que formant l'ossature essentielle du système, doivent en recevoir les éléments complémentaires de divers côtés.

En effet, les gouvernements, de toute évidence, ont le devoir de mettre leur politique commerciale en harmonie avec ce mouvement, et il ne faudrait plus voir par exemple du charbon polonais parvenir à Paris au moyen de tarifs de transports d'exception.

La bonne volonté peut suffire, car il n'y a pas à chercher ici, dans chaque pays, comme pour les producteurs, quelqu'un qui puisse parler au nom de tous.

D'autre part, l'action de la S. D. N. sur les gouvernements est relativement plus commode que sur les producteurs, et des conventions pourraient être prévues.

De son côté, la Fédération internationale des Mineurs, qui est admise à donner son avis à la S. D. N. essaiera de jouer son rôle et il y aura là de nombreuses difficultés à résoudre. Les représentants de la Fédération ont été entendus à Genève en fin février 1929, mais aucune communication n'a encore été faite. S'il y a des sacrifices à faire, il est bon qu'ils soient partagés équitablement entre les exploitants et les ouvriers. Chacun doit en accepter courageusement sa part.

L'opportunité de l'« intervention » de la S. D. N. n'a pas encore été jugée par le Conseil. Remarquons que ce terme « intervention » est excessif et qu'il ne peut s'agir, pour l'instant, que de conseils, surtout aux producteurs.

Ces conseils seront certes doués d'une haute autorité

morale et s'inspireront largement de la notion d'intérêt général, si difficile à dégager.

La S. D. N. ne peut pas élaborer elle-même une formule type d'accord, car elle n'est ni qualifiée, ni compétente pour un tel rôle.

Ce n'est qu'à une échéance assez lointaine que l'on peut prévoir tout au moins un rôle de contrôle international pour la S. D. N. de l'organisation existante. Ce rôle nécessite, en effet, un nivellement dans les conceptions et les méthodes économiques, que les divers pays du monde n'ont pas encore réalisé.

La grande question des ententes industrielles internationales, pour laquelle l'initiative des producteurs a marqué les débuts, est étudiée à fond par la Société des Nations, qui affirme lui porter un intérêt considérable.

La Société des Nations évite actuellement de prendre un parti quelconque à l'égard de ces ententes, et veut sans doute échapper au reproche de vouloir forcer l'évolution économique mondiale, alors que, pour l'instant, son rôle est plutôt d'éclairer et de conseiller en pleine connaissance de cause.

CONCLUSION

Au terme d'une étude qui s'est efforcée de rassembler des renseignements intéressant de nombreux aspects de l'industrie charbonnière, et de suivre le mouvement général en faveur des ententes industrielles internationales, pouvons-nous formuler une conclusion? C'est bien difficile, mais en tout cas, nous pouvons dire que l'organisation internationale de l'industrie charbonnière est un événement très désirable, puisqu'il nous paraît susceptible de rétablir l'ordre et la prospérité de cette industrie. Il est bien certain, en effet, que la chute des prix et des salaires, entraînant la ruine financière des entreprises et la misère des ouvriers, ne sera d'aucune utilité si la production reste surabondante.

Les modalités d'une organisation internationale éventuelle sont encore inconnues. La Société des Nations et les organismes issus d'elle, qui s'occupent de la question du charbon, nous laissent toujours dans l'incertitude à ce sujet. Il serait assez hardi de vouloir les devancer dans cette voie : en essayant de tracer les grandes lignes d'une organisation internationale, nous risquerions de tomber dans la fantaisie pure. L'essentiel nous paraît être de se bien persuader des tendances qui dominent actuellement l'évolution de l'industrie charbonnière.

Les réalisations appartiennent à ceux qui se trouvent placés immédiatement devant les difficultés pratiques,

et qui prennent la responsabilité des décisions, comportant nécessairement un minimum de sacrifices de la part de chacun.

Dans la vie économique, comme ailleurs, la solution parfaite d'un problème déterminé n'existe pas.

La situation de l'industrie charbonnière, toujours critique à l'heure actuelle, est en évolution incessante; les concurrents du charbon sont en progression continue et il importe d'être tenu constamment au courant de la situation présente; c'est pourquoi on constate que le Comité économique de la S. D. N. s'entoure de tous les renseignements nécessaires, avant de prendre une initiative quelconque.

Retenons bien que l'industrie houillère est une industrie lente : d'abord par elle-même, pour sa production qui ne peut monter brusquement et encore moins revenir en arrière de la même façon. Ensuite les besoins des consommateurs de charbon se modifient également avec peu de rapidité, sous l'influence de l'utilisation rationnelle et des concurrents du charbon.

Il y a ainsi deux résultantes; d'une part celle de la production, d'autre part celle de la consommation; ce que l'on recherche, c'est l'égalité entre ces deux résultantes.

Lorsque l'une dépasse l'autre, on s'en rend compte assez vite par la formation des prix, mais à ce moment, il est déjà trop tard et les différents facteurs continuent leurs variations, dépassant largement la limite d'équilibre et provoquant ainsi un déséquilibre massif.

La crise de surproduction actuelle en est une manifestation évidente, et personne ne peut dire encore la durée qu'il faut lui assigner.

En effet, dans l'état présent d'anarchie, chacun cherche à stabiliser sa production au niveau le plus haut.

Au cours de l'examen des diverses opinions émises au

sujet de la solution de la crise charbonnière, nous en avons relevé un grand nombre favorable à un accord international, même en Angleterre. Ce dernier pays tient à lui seul la clef du problème : tant que les producteurs anglais ne se seront pas groupés nationalement, et de plus, n'auront pas manifesté la volonté de s'entendre raisonnablement avec les producteurs des autres pays charbonniers d'Europe, il sera assez vain de parler d'accord international.

Les exemples qui nous sont fournis par les tentatives d'accords internationaux des grands trusts pétroliers et des producteurs de caoutchouc, en vue de restreindre la production, ne sont pas de nature à nous rendre très optimistes pour la solution rapide de la surproduction charbonnière. Toutefois, les échos qui parviennent au public sont vagues, quelquefois contradictoires, et il est difficile de se faire une idée exacte de la situation.

D'autre part, le problème international de la production sucrière, étudiée par la S. D. N., parallèlement à celui du charbon, ne peut pas non plus fournir de renseignements très utiles, car, d'abord, cette industrie est trop différente à tous les points de vue de celle du charbon, et, ensuite, les travaux de documentation entrepris par la S. D. N. sur cette question du sucre sont encore moins avancés que ceux qui ont rapport au charbon.

En ce qui concerne les résultats futurs des travaux entrepris à Genève sur la question du charbon, les opinions sont très partagées, elles sont quelquefois même tout à fait opposées.

Les uns pensent qu'on arrivera à une grande organisation, résultant d'une formule savamment calculée. Les autres, au contraire, complètement sceptiques, pensent

que les discussions de Genève sont purement académiques et ne conduiront à aucune solution pratique.

En cela, comme en beaucoup d'autres choses, la vérité se trouve sans doute dans un juste milieu. En effet, dans les diverses organisations de la S. D. N. qui s'occupent de la question du charbon, des personnalités parfaitement compétentes échangent leurs vues dans un esprit nouveau et avec un grand souci de l'objectivité.

Pour la discussion, la lumière se fera, les abus seront mis en évidence et présentés au jugement de l'opinion publique. D'autre part, deux pays, par exemple, pourront voir l'intérêt d'un accord et en faire leur profit; cet exemple pourra être suivi et devenir finalement une règle générale. C'est dans cette atmosphère que les plus récalcitrants en viendront reconnaître la nécessité d'une organisation internationale, confirmant la règle très générale de l'interdépendance économique des Nations, formulée par la Conférence économique internationale.

Cette solution internationale doit être longuement préparée et mûrie; elle ne peut l'être que par un travail progressif de regroupement et d'organisation, à la fois technique, financière et commerciale, sur le plan local, puis régional, puis interrégional, puis national et, éventuellement, international.

Nous apercevons ainsi le lien entre les solutions nationales et les solutions internationales : les premières commandent les secondes.

Le xix^e siècle a été l'âge d'or de l'entreprise individuelle livrée à elle-même; le xx^e siècle sera l'âge de l'association.

On constate déjà, d'une manière générale, que l'organisation disciplinée de la production et de la vente des matières premières et des produits fabriqués, est la

caractéristique de l'économie actuelle de l'Europe. Une pareille organisation pour l'industrie charbonnière dépasserait une ampleur tout ce que l'on a vu jusqu'à présent.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu : le Président de la thèse,
W. OUALID

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

Comité Central des Houillères de France.

Bulletin économique, années 1927, 1928 et début de 1929.

Bulletin périodique, années 1927 et 1928.

Rapport de M. de Peyerimhoff à l'Assemblée générale du
23. mars 1928.

Rapport de M. de Peyerimhoff au Conseil national économique.
le 6 février 1928.

Rapport de M. de Peyerimhoff au Comité consultatif économique
de la S. D. N., le 16 mai 1928.

Rapport Sankey en 1919.

Bureau International du Travail.

Informations sociales, années 1927, 1928 et début de 1929.

Revue internationale du Travail.

Le mouvement syndical international (février 1926).

La crise charbonnière, par M. Mack Eastman (mai 1926).

La crise charbonnière européenne de 1926 à 1927, par M. Mack
Eastman (février 1928).

Une enquête sur les mines de charbon, par M. Maurette (juin
1928).

Les salaires et la durée du travail dans les mines de charbon,
série D, n° 18 (1928).

Société des Nations.

Memorandum sur le charbon, C. E. I., 18-1927, II, 9, vol. 1 et II.

Rapport sur l'œuvre de la S. D. N. dans le domaine économique.

C. E. I., 44, 1927, II, 43.

- Les Cartels et les Trusts et leur évolution, par M. P. de Rousiers.
C. E. C. P., 95, 1927, II, 21.
- Les Cartels et les Trusts; par le D^r Kurt Wiedenfeld. C. E. C. P.,
57, 1927, II, 70.
- Les ententes industrielles internationales et leurs conséquences
sociales, par M. W. Oualid, C. E. C. P., 94, 1926.
- Memorandum sur le Dumping, par M. J. Wiener. C. E. C. P.,
36, 1926, II, 63.
- Conférence économique internationale : Rapport définitif. C. E. I.,
44, 1927.
- Rapport du Comité consultatif économique sur sa première session.
C., 217, M. 73, 1928, II.
- Comité économique : Rapport au Conseil sur les travaux de la
26^e session. C. 558, M. 177, 1928, II, 48.
- Brochures de la Section d'Information du Secrétariat de la S.
D. N.

Revue Périodiques et Journeaux divers.

Revue des Deux-Mondes :

- La crise du marché charbonnier en Europe, par M. de Lau-
nay, 1^{er} octobre 1925.

Revue de Paris :

- Le problème houiller, par M. de Peyerimhoff, (1^{er} novembre
1925).
- La Conférence économique internationale de Genève, par
M. C. I. Gignoux (2 juillet 1927).
- La houille blanche, par M. le comte de Fels (1^{er} juillet 1928).

Revue politique et parlementaire :

- Le problème charbonnier, par M. Yves Le Trocquer (10 janv.
1927).
- La 4^e incarnation de l'Etatisme, par M. R. Fabre (10 janv.
1927).
- L'Entente internationale des producteurs d'acier, par M. Jean-
maire, (10 février 1927).
- La coopération européenne dans l'ordre économique, par
M. Max Hermant (10 avril 1927).

La crise du charbon en Europe et la S. D. N. (10 juin 1928).

Revue économique internationale :

Les ententes industrielles internationales, par M. G. L. Gérard (juin 1927).

Le Trade-unionisme et l'Etat anglais, par M. P. Pic (avril 1928).

Journal des économistes :

La conférence internationale des Cartels, par M. Y. Guyot, (15 mars 1927).

L'Industrie minière, années 1927, 1928 et début de 1929.

L'Echo des Mines et de la Métallurgie, années 1927, 1928 et début 1929.

Le Nord industriel, années 1927, 1928 et début de 1929.

Articles de presse de divers pays, années 1925, 1926, 1927, 1928 et début de 1929.

Monographies.

Le conflit minier britannique de 1926 et ses conséquences nationales et internationales, par M. R. Fabre. Industrie minière de 1927 et 1928.

Rapport de 1928 de M. P. Parent à l'Union douanière européenne sur l'industrie houillère et les ententes industrielles.

Les grands marchés de matières premières, par M. F. Maurice. A. Colin, 1928.

Les grandes industries modernes, vol. I, par M. P. de Roussiers. A. Colin, 1927.

Le problème de la socialisation en Allemagne, par M. M. Tardy, M. Rivière, 1921.

Les crises périodiques de surproduction, par M. Aftalion, M. Rivière.

La rationalisation des mines de la Ruhr, par M. Schereschewski.

Cours de géologie à l'Ecole des Mines de Paris, par M. Ternier.

De l'évolution des salaires dans les houillères du Nord de la France, par M. M. Mangez (thèse Paris, 1925).

Fédération internationale des mineurs : Congrès international de Nîmes de mai 1928. Le problème charbonnier, par M. Delattre.

La fabrication des carburants et des engrais par voie de synthèse, par M. Ch. Berthelot. Industrie minérale du 15 octobre 1928.

Coalmining : A European Remedy by Bellerby. Macmillan and Co Ltd. London.

Cours de législation industrielle (1926-1927), par M. W. Oualid. Faculté de droit de Paris.



